هكذا من الأصل

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 12521 — 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine — VENDREDI 3 MAI 1985

« Scénario cubain » au Nicaragua ?

L'histoire ne se répète jamais, elle bégaie, l'adage est bien connu. A un quart de siècle de distance, il semble pourtant que le « scénario cubain » soit sur le point de se renouveler au Nicaragua. L'embargo commercial total décrété le mercredi 1er mai par le gouvernement Reagan contre le régime de Managua n'est sans doute pas la première mesure de rétorsion économique adoptée par les Etats-Unis pour tenter de fléchir la volonté des dirigeants sandinistes. Mais c'est la plus spectaculaire.

La « pression » économique américaine a commencé en 1983 avec une très importante réduction du quota d'importation de sucre nicaraguayen. Elle s'est poursuivie avec de multiples interventions de Washington auprès des différents organismes de financement internationaux, en particulier la Banque interaméricaine de développement, pour bloquer, avec succès, des demandes de crédits présentées par Managua. Mais bien qu'ils aient décru avec régularité depuis quatre ans, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Nicaragua sont restés importants. L'Amérique du Nord demeure malgré tout, et en dépit de la guerre « non déclarée », entre les deux pays, le premier client et le premier fournisseur du Nicaragua sandiniste.

L'embargo commercial a d'abord valeur d'avertissement. Il illustre la très ferme volonté de l'administration Reagan de « tout faire » pour contraindre les sandinistes à revenir sur la « ligne de départ » de 1979 et à respecter réellement des principes qu'ils affirment de leur côté ne pas avoir trahis : économie mixte, pluralisme politique, non-alignement. M. Reagan, qui a essuyé un revers au Congrès en n'obtenant pas les 14 millions de dollars destinés à aider les organisations antisandinistes armées, revient à la charge sur un terrain où les dirigeants de Managua sont particulièrement vulnérables.

Les actions de la contra ont obligé le Nicaragua à adopter une économie « de guerre ». La défense absorbe officiellement plus du quart du budget et mobilise des énergies, des moyens et des hommes qui seraient plus utiles au développement d'une petite nation fragile sous-développée, sans véritable ressources et frappée comme ses voisins par la récession mondiale.

Le gouvernement de Managua a dû décréter à la fin de mars de très importantes hausses de prix des produits de première nécessité, aggravant ainsi la grogne croissante d'une population fatiguée qui ne voit pas le bout du tunnel, dénonce la corruption de certains dirigeants et résiste, plus ou moins passivement, aux sévères mesures de mobilisation des « jeunes classes » envoyées sur les fronts de lutte contre la contra sans une formation militaire suffisante.

Avec des charges financières et humaines excessives pour sa défense, une dette extérieure de l'ordre de 4 milliards de dollars, des difficultés accrues pour son approvisionnement en pétrole en raison des réticences du Mexique, l'épuisement de ses réserves de devises, l'économie nicaraguayenne, au bord de la rupture, va devoir se tourner plus encore vers les pays de l'Est pour tenter de trouver une issue.

La décision des Etats-Unis intervient au lendemain du troisième voyage à Moscou de M. Daniel Ortega, président du Nicaragua. L'URSS a promis une assistance « économique et diplomatique » importante à Managua, sans cependant s'engager dans le domaine militaire. Dans les années 60, les mesures de rétorsion économique à l'égard de Cuba ont sans doute contribué à pousser La Havane dans les bras de Moscou. Mêmes causes, mêmes effets ? Les conseillers de M. Reagan ont déjà répondu. Ils estiment que, de toute manière, les sandinistes sont déjà des alliés des Soviétiques.

(Lire nos informations page 6.)

LA CONTROVERSE SUR LA SÉCURITÉ

La « guerre des étoiles » pèsera sur le sommet de Bonn

M. Mitterrand, accompagné de deux de ses ministres, MM. Dumas (relations extérieures) et Bérégovoy (économie, finances et budget), était attendu ce jeudi 2 mai dans l'après-midi à Bonn, pour participer au onzième sommet des pays industrialisés, qui réunit, jusqu'à samedi soir, outre lui-même et son hôte, le chancelier Kohl, le président Reagan et les chefs de gouvernement britannique, canadien, italien et japonais, ainsi que M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles. Le chef de la Maison Blanche est arrivé dans la capitale ouest-allemande mercredi, et M. Nakasone mardi, l'un et l'autre combinant leur participation au sommet des Sept avec une visite officielle en RFA.

De notre envoyé spécial

La première journée de la rencontre est surtout consacrée à des réceptions et entretiens protocolaires, en particulier à un grand dîner offert par M. Kohl aux chefs d'Etat et de gouvernement, au château de Falkenlust, MM. Genscher (affaires étrangères) et Stoltenberg (finances) recevant de leur côté leurs homologues respectifs. Mais elle devait aussi donner à M. Mitterrand l'occasion d'une conversation avec M. Reagan puis avec M. Nakasone. Vendredi matin, un petit déjeuner avec M. Kohl, puis un entretien avec Mme Thatcher étaient prévus, la première séance plénière de travail commençant au milieu de la matinée.

Sans même parler de l'« effet Bitburg » — la visite du président américain au désormais fameux cimetière militaire allemand continuant de défrayer la chronique aussi bien outre-Rhin qu'outre-Atlantique, — le onzième sommet des pays industrialisés s'ouvre dans des circonstances telles qu'il risque fort d'être dominé par une question ne figurant ni à son ordre du jour formel ni au *registre normal* des préoccupations d'une rencontre de ce type : l'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan. Encore le président américain a-t-il par avance, et non sans sagesse, compte tenu de certaines réactions européennes, écarté l'éventualité d'une déclaration commune à ce sujet, contrairement à ce que pouvaient laisser entendre les propos de son secrétaire à la défense. M. Weinberger, qui avait initialement accordé soixante jours aux alliés de Washington pour se prononcer sur leur participation éventuelle à ce programme.

BERNARD BRIGOULEIX.

(Lire la suite page 3.)

LA « LIGNE DU XXVe CONGRÈS »

La direction du PC rencontre des résistances

La direction du Parti communiste rencontre des difficultés évidentes pour faire admettre à la « base » les orientations entérinées au vingt-cinquième congrès, en février dernier. La ligne politique consistant à refuser la « crise », c'est-à-dire — selon le PCF, l'action du gouvernement pour s'adapter à la situation économique — est bien acceptée sur le plan syndical, même si elle ne rencontre pas une forte combativité ouvrière. Elle est beaucoup moins bien comprise, en revanche, dans les conséquences proprement politiques qu'en tirent les dirigeants du parti. Cette situation se traduit par un certain flottement dans la démarche de la direction.

Le bureau politique faisait état, le *16 avril*, d'« *insuffisances* » dans la mobilisation du parti pour la campagne de remise des cartes d'adhérent et la diffusion des textes du congrès, engagée quelques jours auparavant. Peu de temps après, les dirigeants, interrogés sur cette question affirmaient que l'activité du parti était satisfaisante.

Selon M. Paul Laurent, dans *l'Humanité* du jeudi 2 mai, les textes du congrès « *connaissent une diffusion inégalée* ». 85 % des adhérents de l'an dernier — qui étaient six cent dix mille selon le chiffre officiel — ont repris leur carte et « *quatre-vingt-dix mille cartes supplémentaires ont été remises depuis le 10 avril* ».

On a peine à croire qu'un tel redressement ait été obtenu en quinze jours. Ou bien la déclaration du 16 avril était exagérément pessimiste, ou bien les dirigeants du PCF ont estimé avoir commis une erreur en laissant paraître, alors, leur inquiétude. Il est probablement difficile, en effet, de mener des attaques constantes contre le gouvernement et le PS, en expliquant que le PCF *propose la seule voie possible* pour sortir de la crise, et de reconnaître, dans le même temps, que les communistes eux-mêmes n'en sont pas tous convaincus.

En adoptant cette attitude, les dirigeants du PCF avaient donné aux minoritaires du congrès une occasion de se rappeler à l'attention des communistes. M. Pierre Juquin a saisi cette occasion, dès le 22 avril, en déclarant que le débat auquel le congrès s'était refusé avait lieu, à présent, parmi les communistes (*le Monde* du 25 avril).

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

A la recherche de l'identité française

La France est-elle en passe de perdre son identité ? Ou en train de s'en forger une nouvelle ? Doit-elle restaurer les valeurs défendues et illustrées par Michelet, Renan, Péguy, Barrès et de Gaulle ? Ou créer une nouvelle citoyenneté à la mesure de réalités inédites ?

A droite comme à gauche, ce débat enfoui ressurgit avec une force surprenante. Non sans emprunter les voies de l'affrontement politique. Mais le jeu s'est brouillé. Une partie de la gauche socialiste fait retour à la tradition nationaliste tout en affirmant sa volonté de défendre et de renouveler les valeurs d'accueil et d'ouverture aux étrangers. Ce qui lui vaut de l'autre bord l'accusation de *laisser se dissoudre l'identité* française pendant que se défait la mémoire nationale : trop d'immigrés inassimilables et une école amnésique.

Deux colloques récents reflètent les convergences et les affrontements traditionnels ou insolites nés de ce débat.

(Lire page 10 l'article de MICHEL KAJMAN.)

L'ALLEMAGNE, QUARANTE ANS APRÈS

L'oubli, la guerre, la paix

De notre correspondant HENRI DE BRESSON

Bonn. — La réaction des médias et des milieux politiques américains à la visite du président Ronald Reagan au petit cimetière militaire de Bitburg a provoqué en Allemagne fédérale un choc dont les conséquences sont encore difficiles à prévoir. Quarante ans après la fin de la guerre, ce 8 mai devait apporter aux Allemands la confirmation d'une intégration définitive dans l'ensemble des démocraties occidentales. L'Allemagne souhaite être reconnue sans conteste pour ce qu'elle est devenue, un pays ancré dans la démocratie, qui a droit à autant d'égards que d'autres et dont l'attachement aux valeurs de liberté ne doit pas pouvoir être mis en question. *Non pas que les Allemands* refusent leur histoire, mais cette histoire devient pour les nouvelles générations une matière quelque peu académique, alors que, pour les plus vieux, le temps a fait son œuvre, réduisant l'époque nazie à un épisode aberrant.

Tant qu'il s'agissait de supporter *une mauvaise conscience* largement compensée par un miracle économique, qui paraissait soulager à bon compte du poids de la « faute », il s'est trouvé des consciences nobles, comme l'ancien chancelier Willy Brandt, pour exprimer un repentir collectif diversement accepté. Mais aujourd'hui que l'Allemagne est redevenue, à l'Est comme à l'Ouest, un enjeu stratégique, qu'elle se sent menacée par la catastrophe nucléaire, elle a tendance à relativiser une faute qui lui apparaît relever plus de la nature humaine en général que de « l'âme allemande » en particulier.

Qu'a retenu l'immense majorité des Allemands, qu'ils soient de gauche ou de droite, de cette période nazie qui continue de leur valoir une large suspicion à l'étranger ? L'analyse de tout ce qui a pu être publié ces derniers mois sur la signification du 8 mai 1945, celle des récits de la dernière phase de la guerre, font apparaître *un sentiment mitigé où se* mêlent l'incompréhension, la conscience d'une responsabilité particulière devant l'histoire, mais aussi le refus de jouer indéfiniment les boucs émissaires.

Passé le temps de la montée du nazisme — le temps aussi du fascisme *en Italie, du stalinisme en* URSS, des Croix de feu et des Ligues en France, — la guerre d'extermination lancée par Hitler est, même pour un écrivain comme Heinrich Böll, tout autant une guerre guerre contre l'Allemagne elle-même qu'une guerre d'anéantissement contre les Russes, contre les juifs. Une guerre d'extermination contre laquelle même les plus lucides, que ce soit dans les mouvements antifascistes ou dans la partie la plus éclairée de la bourgeoisie, se sont sentis bien incapables de réagir.

La Comtesse Dönhoff, rappelée par sa famille en Prusse-Orientale pour apprendre à gérer le domaine familial, expliquait récemment dans l'hebdomadaire *Die Zeit : « Mon frère aîné, à qui le domaine appartenait, disait en 1935 :* « Ces nazis » vont nous entraîner dans une » guerre. La guerre va durer long» temps et nous, les frères, nous » allons tous être soldats. Tu dois » *rentrer à la maison et te mettre à* » la gestion, qui est compli» quée. (...) » *C'est ce que j'ai fait parce que je voyais les choses exactement comme cela.* »

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Simulation

L'installation d'une maquette en grandeur réelle de la pyramide du Louvre est de bonne méthode. La « simulation » permet à ceux qui n'avaient pas d'opinion de s'en forger une, et aux autres de renforcer leur conviction ou — pourquoi pas ? — d'en changer.

L'idée gagnerait à être appliquée ailleurs. Songeons à ce qui se serait passé si, en 1981, nous avions pu simuler la victoire de la gauche avant qu'elle se produise.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde DES LIVRES

LIRE

débats

ENSEIGNEMENT

Les enseignants sont prêts à ranimer l'éducation civique à l'école, mais ils doivent être aidés par l'ensemble des citoyens à travers les institutions dont ils sont membres et surtout la famille, estime André Henry. A la lecture des « propositions pour l'enseignement », émanant du Collège de France, Paul Seramy estime que le gouvernement devrait proposer l'abrogation de certains articles de la loi Savary de 1984.

Réhabiliter le civisme ?

Une exigence de notre temps qui passe par la prise de conscience des responsabilités

par ANDRÉ HENRY (*)

LES initiatives récentes du ministre de l'éducation nationale pour réhabiliter l'enseignement du civisme en France ont été saluées bruyamment et unanimement. On pourrait s'en réjouir si un tel concert ne cachait pas quelques réalités qui conditionnent la réussite de cette heureuse entreprise de renaissance du civisme. On évoque un peu facilement et avec nostalgie la période prétendument glorieuse de la III[e] République, où l'école laïque et ceux que l'on appelait alors les « hussards noirs de la République » enseignaient le civisme et glorifiaient les valeurs de la patrie et de la nation. Cette tendance fâcheuse à idéaliser les souvenirs de l'enfance à partir d'une logique d'adulte conduit souvent les adversaires les plus résolus de l'école publique à valoriser celle-ci avec cinquante ou soixante ans de décalage, cherchant ainsi à discréditer le service public de l'éducation nationale tel qu'il fonctionne à notre époque.

Autrefois, les mêmes courants politiques conservateurs, réactionnaires, ou plus simplement de la droite, critiquaient déjà avec violence l'école laïque, dont rien ne trouvait grâce à leurs yeux, et surtout pas l'enseignement civique, qu'elle dispensait cependant avec la plus grande loyauté. En fait, une quinzaine d'années seulement après la publication des programmes de Jules Ferry, la partie éducation civique et morale était considérée par une large majorité de Français comme trop théorique pour les enfants, voire pour les maîtres. Et se souvient-on des violentes campagnes contre les *instituteurs accusés de pacifisme*, et de la défaite de 1940 ?

Pourtant, à lire nos censeurs d'aujourd'hui, qu'elle était belle l'école du peuple en ce temps-là ! Aux côtés de l'école, la famille jouait un rôle essentiel dans l'éducation première des enfants en transmettant les traditions du peuple, les valeurs de la République, et plus précisément celles du civisme. Même si dans leur majorité les Français restaient attachés à la religion dominante, ils accordaient au savoir et à la science une place prépondérante. Au-delà de l'école et de la famille, la France était présentée, historiquement, comme une nation dont la culture universelle rayonnait sur le monde, notamment à travers son empire colonial. En enseignant tant de certitudes de la morale bourgeoise à l'émancipation des peuples du monde, éclairés par la colonisation, n'a-t-on pas cependant proféré quelques fortes stupidités ?

Les devoirs des dirigeants

La disparition de l'empire colonial a balayé ces certitudes, et l'enseignement de l'histoire s'en est trouvé bouleversé. Le déferlement des images télévisées relativisant la place de la France dans le monde et ouvrant les yeux sur les « bienfaits » de la colonisation, les événements de mai 1968 enterrant définitivement les concepts moraux d'avant-guerre, déjà sérieusement contestés depuis les années 50, la libération des mœurs diluant les liens familiaux, *et les conquêtes sociales elles-mêmes*, porteuses d'immense progrès, tout s'est mêlé en peu d'années, pour transformer notre peuple en une forteresse d'individualisme marquée par la tentation de l'assistance et par une redoutable passivité civique.

Comment l'institution scolaire aurait-elle pu, à elle seule, remonter *cette pente*, quand tant de familles démissionnaient devant leur responsabilité d'éducation, et quand les gouvernements de la droite, pendant des décennies, sacrifiaient délibérément la formation des instituteurs, en laissant dépérir les écoles normales, et en recrutant massivement de jeunes remplaçants sans aucune formation pédagogique.

Mesurera-t-on assez la responsabilité écrasante de ceux qui aujourd'hui voudraient donner des leçons de civisme et qui ont condamné des millions de jeunes à une sous-éducation, à une formation technique insuffisante, et à l'entrée dans la vie sans aucune formation professionnelle ? Quand l'on veut que le peuple ait conscience de ses devoirs, encore faut-il que ses dirigeants respectent les leurs à son égard. Et si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que, dans cette période de profonde mutation et d'abandon par trop de politiciens des valeurs éducatives, l'école publique a *maintenu plus qu'on ne le* dit les valeurs du civisme.

Certes, l'éducation civique a été diluée dans les programmes, et ce ne fut pas toujours une bonne chose. Mais les enseignants, s'ils sont aujourd'hui prêts sans doute à la ranimer, ne changeront pas la matière en profondeur s'ils ne sont pas aidés dans leur tâche par la nation tout entière et l'ensemble des citoyens à travers les institutions dont ils sont membres. Les médias, les entreprises, les syndicats, les partis politiques, les associations, l'armée, tous, à leur place et selon leur mission, peuvent et doivent enseigner le civisme, droits et devoirs à égalité.

Et surtout, la réhabilitation du civisme dépend complémentairement autant de la famille que de l'école. Si les propos quotidiens qu'entendent les enfants ne portent que sur les droits, critiquent la notion même d'impôt, qui n'est pourtant qu'un achat collectif, rejettent sur les autres et plus généralement sur l'Etat les responsabilités de ce qui ne va pas, refusent la participation aux réalisations collectives, bref, si le dénigrement systématique et l'individualisme composent le climat habituel des familles, alors à quoi bon réclamer du civisme... pour les autres ?

Qu'on ne s'y trompe pas : la réhabilitation du civisme, ou plutôt l'éducation au civisme, qui est une exigence de notre temps, passe d'abord pour les adultes par la prise de conscience de leurs responsabilités. C'est la seule attitude civique qui convienne à l'égard de la jeunesse.

(*) Président du club Citoyens 2000, 89, rue Mademoiselle, 75015 Paris.

La loi Savary ou comment s'en débarrasser

Les propositions du Collège de France vont-elles rendre caduc le texte de 1984 sur l'enseignement supérieur ?

par PAUL SERAMY (*)

LES *« propositions pour l'enseignement de l'avenir »*, que viennent d'élaborer les professeurs du Collège de France, sous la responsabilité de M. Bourdieu, méritent décidément de retenir l'attention (1).

Certes, ce texte, qui *« ne veut être ni un plan ni un projet de réforme »*, s'en tient, sur bien des points, à des considérations très générales, d'ailleurs souvent intéressantes. Mais, lorsqu'il s'agit d'aborder les structures de l'enseignement universitaire, les membres du Collège de France adoptent un langage nettement plus précis. En réalité, ils prennent position, de manière très claire, dans le débat qui n'a jamais cessé autour de la loi Savary sur l'enseignement supérieur. Et, qu'on le veuille ou non, ils prennent position contre les orientations fondamentales de cette loi (promulguée, rappelons-le, il y a à peine quinze mois).

Que dit en effet le Collège de France ? Qu'il faut favoriser la diversité des établissements et organiser entre eux une concurrence, ce qui suppose une très large autonomie des établissements et une grande variété de *statuts. La loi n'est pas de cet* avis : pour elle, l'enseignement supérieur est un service public, avec ses fonctionnaires et ses usagers ; et il revient aux pouvoirs publics d'unifier, autant que possible, ce service public et de le rendre cohérent en *« organisant les programmes pédagogiques et les conditions d'accès »*.

Que dit encore le Collège de France ? Que les organismes d'enseignement doivent être placés *« à l'abri des pressions »* et dotés du *« pouvoir de déterminer eux-mêmes leurs objectifs »*. La loi ne l'entend pas de cette oreille : elle dispose que le service public doit être intégré dans la *« planification nationale et régionale »*, qu'il doit *« contribuer à la politique de l'emploi »* et même faciliter l'*« aménagement du territoire »*.

Un divorce total

Laissons encore la parole au Collège de France : *« L'autonomie devrait être aussi entière en matière de création d'enseignements, de collation des grades et de régulation des flux d'étudiants »*, le rôle de l'Etat étant seulement de *« soutenir des enseignements économiquement non rentables mais culturellement importants »*. Autrement dit, le Collège de France se prononce pour la définition par les universités elles-mêmes de leurs orientations scientifiques ; il propose la suppression des diplômes nationaux et le droit pour chaque établissement d'organiser une sélection. Que dit la loi ? Exactement *le contraire. Toute sélection est* interdite, sauf à l'entrée du deuxième cycle et pour certaines formations seulement. Les diplômes nationaux sont maintenus ; l'Etat a le monopole de la collation des grades. Enfin, le ministre est chargé de définir une carte des enseignements et de la recherche, en fonction de laquelle seront répartis les moyens matériels et humains, ainsi que les fameuses *« habilitations à délivrer les diplômes nationaux »*.

Inutile, me semble-t-il, de poursuivre la confrontation. Il est clair qu'entre les propositions du Collège de France et la loi Savary du 26 janvier 1984, le divorce est total.

On pouvait s'attendre, dans ces conditions, à une condamnation énergique par le gouvernement des idées défendues par le Collège de France. Eh bien non ! M. Jean-Pierre Chevènement annonce qu'il n'est *« pas en désaccord »* avec ces idées ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg y voit une confirmation des siennes.

On croit rêver. Car les propositions du Collège de France ne constituent pas une nouveauté inouïe. Elles reprennent très largement les thèses déjà défendues par d'éminents universitaires, tels que M. Laurent Schwartz, M. Henri Tezenas du Montcel, ou encore M. Guy Denielou. Au moment de la discussion de la loi de 1984, je m'étais efforcé, avec la plupart de mes collègues de la majorité du Sénat, de me faire l'écho de ces thèses : le gouvernement s'y était opposé de la manière la plus nette.

Alors, que faut-il croire ? Tout simplement, sans doute, que le gouvernement, après avoir imposé une loi absurde et rétrograde dans le seul but de contenter certains états-majors syndicaux, est en train de découvrir l'inadaptation profonde de ce texte aux exigences d'un enseignement supérieur moderne.

La loi de 1984 ressemble de plus en plus au cadavre encombrant décrit par Eugène Ionesco dans *Amédée ou comment s'en débarrasser*. Et le ministre ne paraît plus guère plus à l'aise que le personnage central de cette pièce pour trouver une solution honorable. C'est pourquoi je me permets de lui faire une suggestion : qu'il prenne lui-même l'initiative de proposer l'abrogation des articles les plus contestables de la loi Savary. Cela fera gagner du temps à l'opposition ; et, après tout, il serait bien normal que ceux qui ont commis les dégâts les réparent.

(1) *Le Monde* des 28 et 29 mars 1985.

(*) Sénateur de Seine-et-Marne. Rapporteur du projet de loi sur l'enseignement au Sénat.

« Y A-T-IL QUELQU'UN QUI COMMANDE ICI ? » de Raymond Chappuis et Jean Paulhac

L'autorité n'est plus ce qu'elle était

ON ne s'ennuie pas à lire l'étude de Raymond Chappuis et Jean Paulhac. Une étude pourtant sérieuse et menée par des spécialistes en psychologie. Mais tous deux ont su traiter le problème de l'autorité avec tout l'humour qui convient... à des subordonnés.

L'autorité existe et nous la rencontrons tous les jours, surtout dans l'entreprise. Mais elle n'est plus ce qu'elle était. L'ordre simple et péremptoire est devenu inopérant. Aujourd'hui, il faut savoir communiquer, comprendre, inciter. On croit le savoir, mais la moindre enquête sur les lieux de travail montre à l'envi que les mentalités sont restées prisonnières des plus anciens schémas.

Le chapitre sur la femme cadre est à cet égard des plus révélateurs. Partant de l'affirmation de Freud selon laquelle *« l'envie de réussir chez la femme est une névrose »*, les auteurs ont tôt fait d'établir les raisons culturelles de cet ostracisme et de souligner que la femme *« reste marquée par l'inégalité originelle du rapport de forces »*. Mais de soumettre filles et garçons aux mêmes tests ne fait apparaître *« aucune différence significative de comportement »*.

Plus généralement, *« les tensions, les conflits d'autorité et d'intérêts mal vécus et mal résolus dont souffre l'entreprise française proviennent de l'ambiguïté des rôles des pouvoirs et des modes de relation, qui n'ont jamais été clairement définis par l'ensemble des personnes qui y vivent et la font vivre »*, affirment les auteurs. Et d'analyser longuement le rôle des cercles de qualité (un million au Japon, trois mille en France en 1983) par lesquels on tente d'instaurer des relations nouvelles dans l'entreprise. Chappuis et Paulhac ont-ils pris assez de distance avec les méthodes asiatiques ? S'interroger sur les bienfaits de la société japonaise ne suffit pas à semer le doute sur l'utilité sociale des cercles de qualité (leur utilité « industrielle » n'échappent à personne).

Agissant jusqu'au bout en psychologues, les auteurs font valoir qu'il *« ne s'agit pas de commander, mais d'animer, c'est-à-dire de donner la vie »*. *Mais sommes-nous bien sûr qu'« être animateur, cela s'apprend » ?* Chappuis et Paulhac l'affirment avec d'autant plus... d'autorité que leur livre s'apparente par certains côtés à un manuel d'initiation. Toutefois, on y apprend plus qu'un savoir-faire. *« Il faudrait replanter nos industries comme nous avons replanté nos vignes »*, disent-ils poliment pour nous montrer sans doute que la nouvelle autorité sera comme le vin nouveau, imprévisible et connue à la fois.

FRANÇOIS SIMON.

★ Les Editions d'Organisation, 160 pages, 124 francs.

COURRIER DES LECTEURS

Ça suffit !

Chaque jour, dans tous les journaux, sur toutes les radios, toutes les télévisions, comme un feuilleton, nous ont été servis les nouveaux épisodes de l'affaire du petit Grégory (...)

Non, vraiment, ce n'est plus possible. Ça suffit ! Ce n'est pas un feuilleton, c'est un drame, un vrai. Vécu par des enfants, des femmes et des hommes qui existent, tout près de nous. Leurs souffrances sont terribles, leurs larmes de vraies larmes.

Oui, ça suffit ! Je ne veux plus être le spectateur forcé de cette histoire qui devrait se dérouler à huis clos. Je ne veux plus être le voyeur involontaire de cette affreuse tragédie dont on peut se demander — il le faut ! — si certains épisodes auraient existé sans le mitraillage des flashs et toutes les caméras de télévision sur ces êtres qui ne sont pas des acteurs.

Non, vraiment, s'il vous plaît, ça suffit !

ROGER HANAU.
(Paris).

Non-lieu posthume, pourquoi pas ?

La dramatique affaire du petit Grégory et ses suites, dont la plus lamentable est la mort violente de Bernard Laroche, a été l'occasion de parler de « non-lieu posthume », *idée, il faut l'avouer, à laquelle* le juriste n'avait, jusqu'à présent, guère songé (...)

L'idée mérite d'être creusée. Combien d'hommes et de femmes décèdent alors qu'ils sont sous le coup d'une inculpation d'un juge d'instruction ou, encore, d'ores et déjà, renvoyés devant une juridiction de jugement en qualité de prévenus ou d'accusés ! Sans doute certaines de ces personnes, la plupart peut-être, seraient finalement condamnées, mais rien n'est sûr.

Or, dans tous les cas, la solution est *la même et, en l'état actuel du* droit, il ne peut en être autrement : l'action publique est éteinte. Pour des proches il peut être désespérant de perdre un des siens alors qu'il était sous le coup d'une inculpation ou d'un *renvoi devant une juridiction* répressive. D'une façon générale il peut être désolant de laisser ternir la mémoire d'un être dont, quoi qu'on dise, l'inculpation ou le *renvoi en justice a été une atteinte* à son honneur. (...)

Pourquoi ne pas imaginer, selon une technique à mettre au point, que les proches puissent demander, à titre posthume, un non-lieu ou un acquittement (...) qui, seulement en *cas de doute*, ferait tout simplement l'objet d'un rejet ?

ROLAND SCHWOB,
Ancien bâtonnier (Mulhouse).

● PRÉCISION. — A propos de la citation concernant « Marc Chagall peignant le plafond de l'Opéra à soixante-dix-sept ans » *(le Monde* du 25 avril), le peintre Roland Bierge nous rappelle opportunément que, sur la maquette de Chagall, il a lui-même réalisé la peinture de l'œuvre.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]
OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

هكذا من الأمل

étranger

LE SOMMET DES SEPT GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Bitburg, toujours...

Le programme de la visite officielle du président Reagan en RFA a commencé, ce jeudi 2 mai au matin, par un entretien avec le président von Weizsäcker et une première entrevue avec le chancelier Kohl. Ce programme devait s'interrompre pendant la durée du sommet des sept pays industrialisés et reprendre dimanche avec la visite au mémorial juif de Bergen-Belsen, puis le dépôt d'une couronne au cimetière de Bitburg, l'inspection des unités américaines stationnées dans cette ville et un dîner offert par le président de la République fédérale au château d'Augustusburg.

De l'ensemble de ce programme, l'opinion internationale *ne retient toujours* que les quelques minutes que M. Reagan doit passer *au cimetière de Bitburg, où sont enterrés,* entre autres, d'anciens Waffen SS.

Jusqu'au départ du président Reagan, les appels lui demandant d'annuler cette céré*monie n'ont cessé d'affluer. Mardi encore,* la Chambre des représentants américaine, après le Sénat, votait par 390 voix contre 26 une résolution dans ce sens. Dans la matinée, des manifestants s'étaient rassemblés devant la Maison Blanche pour exprimer leur indignation. *« N'honorez pas les nazis ! », « Les meurtriers et leurs victimes, ce n'est pas la même chose ! »,* proclamaient les pancartes. L'archevêque de New-York, qui vient d'être nommé cardinal, a adressé un télégramme au président Reagan.

Quelques heures avant son départ, M. Reagan tentait à nouveau de justifier sa *visite à Bitburg par un dernier communiqué,* dans lequel il disait : *« Nous partons pour une Europe reconstruite, moralement remise du désespoir de 1945 »,* et soulignait sa détermination à *« favoriser l'esprit de paix et de réconciliation parmi les anciens adversaires et à renforcer leurs idéaux démocratiques ».* Certaines personnalités américaines lui sont venues en aide, tel M. Kissinger, qui a déclaré comprendre l'émotion soulevée par la visite à *Bitburg mais a ajouté que les intentions de* M. Reagan sont *« décentes et honorables »,* et *que, « d'une certaine façon, tout le monde a raison ».* Selon l'ancien secrétaire d'Etat, qui a *perdu treize membres de sa famille dans les* camps de la mort, une annulation de cette visite pourrait causer des *« dommages énormes »* à la politique étrangère américaine. L'actuel secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a exprimé le même point de vue en déclarant que *« le prix politique d'une annulation serait élevé »,* sans plus de précision. *« Plus difficile est le geste de réconciliation, plus son sens est profond »,* a-t-il ajouté.

Les protestations continuent d'affluer de par le monde. En Grande-Bretagne, une centaine de parlementaires de l'opposition ont signé, mardi, une motion demandant à M. Reagan l'annulation de cette visite, *« qui est une offense à la mémoire des juifs et de toutes les victimes du nazisme ».* Les conservateurs ont amendé cette motion en l'adressant au chancelier Kohl pour qu'il fasse un *« geste généreux »* en annulant le projet. A Tel-Aviv, c'est aussi vers le gouvernement ouest-allemand que se tourne le premier ministre, M. Shimon Pérès, en déclarant que, *« en tant que chancelier allemand, M. Kohl devrait être la personne la plus sensible à ce qu'évoque l'histoire »* et que c'est lui qui a commis une *« très grave erreur ».* Une manifestation est organisée ce jeudi devant l'ambassade de RFA à Tel-Aviv, à l'appel du *Centre de documentation sur le nazisme de* Haïfa.

A Paris, plusieurs organisations appellent également à manifester. Le MRAP et la Ligue *des droits de l'homme, notamment, organisent* un rassemblement le mardi 7 mai, à 18 heures, place Camille-Jullian, pour protester contre le geste de Bitburg, qui *« tend à banaliser les actes sanguinaires perpétrés par les troupes de choc de Hitler en les assimilant à des soldats ordinaires ». « La réconciliation,* dit le MRAP, *n'a de sens que si elle se fonde sur une condamnation sans équivoque de la barbarie hitlérienne. »*

Des anciens résistants et anciens déportés français appellent à manifester samedi devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris et dénoncent dans un texte que publie ce jeudi *l'Humanité « l'insulte insupportable à la mémoire de nos martyrs victimes de la barbarie nazie ».*

Marek Halter et l'Union des étudiants *juifs de France appellent à une marche sur* Bitburg le dimanche 5 mai à 10 h 30. Au départ de plusieurs villes d'Europe, des autocars achemineront les manifestants, qui seront rejoints par des Allemands et des personnalités venues des Etats-Unis. La marche *se déroulera sous le signe de l'étoile jaune et* du seul et unique slogan : *« Ni haine ni oubli ».*

Le Congrès juif mondial organise, pour sa *part, une manifestation dimanche prochain* devant l'ancien camp de Bergen-Belsen, en *République fédérale.*

La « guerre des étoiles » pèsera sur la rencontre de Bonn

(Suite de la première page.)

Le seul projet de communiqué à dominante politique dont soient saisis les participants reste donc celui du chancelier Kohl qui, partant du quarantième anniversaire de la défaite du nazisme, souhaite voir les Sept réaffirmer de concert la solidité et la pérennité des valeurs démocratiques et libérales qui les unissent. La rumeur veut d'ailleurs que Paris et Londres aient manifesté – un certain agacement devant cette référence insistante à la commémoration du 8 mai 1945, surtout dans le contexte du pèlerinage pour le moins controversé de M. Reagan. Mais, de toute façon, les sept chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bonn ne peuvent éviter de consacrer une partie importante de leurs échanges de vues à l'IDS.

Les Japonais auraient souhaité une prise de position commune, ce qui ne signifie pas qu'ils étaient prêts à apporter leur concours sans réserve ni condition. Ni les Français *ni* les Allemands ne l'entendaient de cette oreille – ce qui ne doit pas, à l'inverse, être interprété comme un refus sans autre examen de prendre part à certains aspects du programme de recherche qu'une telle opération suppose. Il est vrai que le cabinet ouest-allemand ne présente pas sur ce point une position homogène : le chancelier Kohl est manifestement plus enclin à satisfaire les demandes américaines que son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, favorable à une large concertation européenne avant tout acquiescement même partiel.

Du côté britannique, Mme Thatcher penche pour la participation, mais Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a récemment tenu des propos sensiblement plus réservés sur les aspects stratégiques de l'entreprise. Le Canada, pour l'instant, observe et se tait. L'Italie hésite et laisse filtrer un subtil scepticisme à l'égard du projet d'origine française de communauté technologique européenne, dit Eurêka, auquel, pour certains dirigeants de la péninsule, la volonté américaine de mener à bien l'initiative de M. Reagan laisse assez peu de chance de déboucher sur de véritables résultats, sinon scientifiques, du moins industriels.

Tous les interlocuteurs de Washington présents à Bonn sont cependant d'accord pour estimer que, quelque jugement que l'on puisse porter sur les implications stratégiques du projet américain – en particulier une éventuelle remise en question du concept de dissuasion nucléaire et de la notion de « *destruction mutuelle assurée* » (MAD) qui le sous-tend – nul ne saurait se désintéresser de ses implications technologiques, donc industrielles.

Le précédent du programme Apollo lancé en 1962 par le président Kennedy est présent dans toutes les mémoires. Comme elle semble loin, déjà, la goguenardise un peu compatissante qui avait accueilli en Europe le discours télévisé du président américain sur la « guerre des étoiles » fin 1983 ! Les Soviétiques, eux, avaient aussitôt pris la chose au sérieux. Les alarmes du Kremlin – avant tout militaires – auraient-elles incité les pays industrialisés à prendre mieux en compte les risques économiques que présente pour eux l'IDS ?

D'autres grands dossiers, plus directement liés aux préoccupations normales d'un sommet des pays industrialisés, doivent aussi retenir l'attention des Sept. A commencer par la réforme du système monétaire international. Il y a deux ans, devant l'OCDE puis à la rencontre de Williamsburg, M. Mitterrand *avait déjà appelé de ses vœux* – et d'autres avec lui – l'organisation d'un « nouveau Bretton-Woods ». On a, depuis, avancé. Les ministres *des finances ont été chargés de* proposer des améliorations au système actuel, et ce mandat a été confirmé à Londres l'an dernier.

Le résultat de leurs réflexions sera examiné le mois prochain à *Washington, et surtout lors de la* réunion d'un nouveau comité intéri*maire du FMI, à Séoul en octobre,* avec la participation de douze pays *en voie de développement.* La France insiste sur la nécessité, pour les nations industrialisées, de prendre en compte les difficultés de celles qui ne le sont pas, même si elle se défend de vouloir jouer les porte-parole du tiers-monde. Elle voudrait en outre que le rôle de l'ECU (unité de compte européenne) soit davantage reconnu, à côté de celui du dollar et du yen.

Paris souhaiterait qu'une démarche analogue soit adoptée pour le réexamen des règles du jeu commercial international, deuxième grand volet économique de ce sommet de Bonn. M. Reagan réfrène mal son impatience, et demande l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations dans le cadre du GATT dès le début de l'an prochain. Tokyo, Londres, Bonn et Ottawa, peu ou prou, y sont également favorables. M. Mitterrand, sans être hostile à un nouveau « round », insistera auprès de ses interlocuteurs sur la nécessité de procéder *là aussi* avec un certain pragmatisme et sans précipitation. *Manifestement,* Paris *(suivi en* cela par Rome) cherche à lier l'ouverture d'une renégociation sur le GATT aux progrès des pourparlers dans le domaine monétaire, en instaurant un certain parallélisme entre les deux démarches.

On voudrait, en outre, du côté français que les Sept, dans leur lutte contre le protectionnisme, osent aussi et enfin s'attaquer au problème japonais. *Le formidable* excédent des échanges entre Tokyo et les *Etats-Unis (37 milliards* de dollars en 1984), ainsi qu'avec la Communauté européenne *(10 milliards de dollars)*, suscitera vraisemblablement de pressantes *interventions* auprès de M. Nakasone à *Bonn.*

Quant au tour d'horizon général de *l'économie mondiale auquel il* doit être procédé à l'occasion de ce *sommet, il mettra une fois encore* en lumière la dimension dramatique *de l'endettement du tiers-monde,* et les difficultés auxquelles se heurtent les pays *qui le* composent.

On redoutait un peu à Paris avant la réunion de Bonn que le problème soit discrètement *évacué* après avoir été largement traité – sur le papier – l'an dernier à *Londres.* Il demeure pourtant aussi aigu. Le président de l'Uruguay, M. Sanguinetti, a d'ailleurs envoyé, au nom du « groupe de Cartagène » *une lettre pressante à ce sujet* à tous les participants. M. Mitterrand compte, d'autre part, rappeler à ses interlocuteurs le projet français d'aide aux pays du Sahel *(le Monde* daté 28-29 avril), en soulignant qu'il s'agit là de propositions concrètes, simples, et immédiatement applicables.

Il doit aussi mettre l'accent sur le fait que, devant l'essoufflement actuel de l'économie américaine, qui fait suite à plusieurs années de spectaculaires profits, d'autres pays *devraient prendre le relais pour* tirer en avant la croissance des éco*nomies occidentales. Il est* cependant peu probable, compte tenu de l'expérience *récente,* que M. Kohl et Mme Thatcher, ainsi implicitement désignés, acceptent de prendre les risques politiques et économiques d'une telle relance, quoi qu'ils pensent des effets du déficit budgétaire américain. Dans tous ces domaines, estime-t-on du côté français, le sommet de Bonn, de l'initiative de défense stratégique aux questions monétaires, des problèmes commerciaux à celui de la dette du tiers-monde, devrait permettre de « *tester la volonté de cohérence des Européens* », voire de « *vérifier si l'Europe existe* ». A moins de deux mois du sommet communautaire de Milan, que tout annonce capital sur le plan institutionnel, une telle épreuve n'est évidemment ni sans risque ni sans intérêt.

BERNARD BRIGOULEIX.



M. Nakasone et la Loreleï

Mayence *(AFP).* – Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a étonné tout le monde lors de sa croisière sur le Rhin, en chantant jusqu'au bout *le chant de la Lorelei, le poème* de Heinrich Heine, sous le rocher *d'où, selon la légende,* la célèbre fée ensorcelait les marins et les *entraînait sur les récifs.* (1).

Au cours de sa descente du Rhin, mercredi 1er mai à bord du *Ms Stolzenfels* en compagnie du chancelier Helmut Kohl, et sans être du tout troublé par la meute de photographes qui le mitraillaient, le chef du gouvernement nippon a chanté toute la longue chanson, accompagné à l'accor*déon. Plus timide,* le chancelier Kohl ne l'a pas suivi, et a préféré *consacrer son temps à saluer ses* concitoyens sur les rives.

(1) A la base du fameux rocher des romantiques, l'inscription est, depuis plusieurs années bilingue : en caractères latins et... japonais.

Vraies et fausses alertes à l'attentat

Une charge explosive a été désamorcée le mercredi 1er mai à *midi,* à Bad-Godesberg, quartier résidentiel de Bonn, sur la terrasse d'un bâtiment abritant la Fédération des industries aérospatiales ouest-allemandes (BDLI). L'explosif, dissimulé dans *un sac bleu, a été repéré par une* employée de la Fédération, qui a *aussitôt prévenu la police.* Le quartier a été bouclé et les maisons voisines ont été évacuées. Un artificier a alors désarmorcé l'engin : il s'agissait d'un extincteur bourré de 6 kilos d'explosifs *et muni* d'un détonateur à retardement. L'ex-président de la BDLI, M. Ernst Zimmermann, avait été assassiné à Munich le 1er février dernier par un commando de l'organisation terroriste Fraction armée rouge (RAF).

L'office criminel de la police fédérale, chargé de la lutte antiterroriste, avait annoncé lundi qu'il redoutait des attentats à l'occasion du sommet des pays industrialisés, et il avait appelé la population à collaborer en signa*lant* à la police tout ce qui lui paraîtrait suspect. L'*« euroterrorisme » a, en effet,* intensifié son action ces derniers jours. Les *Cellules révolutionnaires* sont passées à l'action en République *fédérale, s'attaquant à un im*meuble de la Deutsche Bank à Düsseldorf, *au siège de la firme* chimique Hoechst et à celui de la Fédération *de la métallurgie à* Cologne.

A Paris, trois attentats signés Action directe ont été commis, contre les *locaux* du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que contre deux sociétés *fabriquant* du matériel militaire de pointe. L'attentat commis *lundi* contre le FMI établissait clairement le lien avec la tenue du sommet de Bonn. Ce sommet, soulignait Action *directe dans ses revendica*tions, est *« le nœud de l'actuel redéploiement stratégique et la concentration des efforts politiques, économiques et militaires des centres impérialistes ».*

Des mesures de sécurité impressionnantes ont été prises à Bonn. PLus de dix mille policiers ont été mobilisés ; tout stationnement de véhicule a été interdit dans le quartier gouvernemental, où se tient le sommet jusqu'à samedi. Cette mobilisation donne lieu à une sorte de psychose de l'attentat. Après la découverte, mercredi, de l'engin explosif à Bad-Godesberg, une alerte à la bombe aux abords de la chancel*lerie a provoqué une vaste opéra*tion de quadrillage qui a paralysé *la circulation dans la ville.* Une patrouille avait été intriguée *par un bout de câble électrique* émergeant d'un bac à fleurs. *« La police a réagi trop vite ;* a admis un responsable *il ne s'agissait, effectivement, que d'un bout de fil électrique. »* – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

LE SOMMET DES SEPT GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

LA CROISSANCE AUX ETATS-UNIS ET EN EUROPE

Les chiffres réconfortants de M. Reagan

M. Reagan présentera au sommet de Bonn des chiffres qui laissent prévoir, pour 1985, une convergence des performances économiques des Etats-Unis (4 % de *taux de croissance) et de l'Europe* (3 % de taux de croissance), contre respectivement 6,8 % et 1,9 % l'année dernière.

Ce rapprochement, d'après le secrétaire américain au commerce, M. Malcom Baldrige, aurait pour effet de créer davantage de possibilités d'investissement hors des Etats-Unis, et donc d'atténuer la pression sur le dollar, ce qui entraînerait en conséquence une baisse des taux d'intérêt.

M. Baldrige asseoit sa démonstration sur la baisse de 0,2 % en mars de l'indice composite des *principaux indicateurs économiques* des Etats-Unis, censé préfigurer la conjoncture à court et à moyen terme. Le département du commerce a en outre révisé en baisse les hausses annoncées précédemment pour cet indice, de 1,5 % à 1,3 % en janvier et de 0,7 % à 0,5 % en février. L'indice composite se situait donc en mars à 167,1, sur la base 100 en 1967.

Cette baisse de l'indice, qui pourrait toutefois faire l'objet d'une révision, confirmerait le tassement de l'activité économique, annoncé par le médiocre taux de 1,3 % de croissance du PNB au premier trimestre. Les experts pensent que ce taux, pour 1985, se situera désormais aux alentours de 3 % et non de 4 % (contre 6,8 % en 1984), comme le prévoit encore l'administration Reagan.

Le lourd déficit du commerce extérieur s'ajoute aux menaces — taux d'intérêt élevés, important déséquilibre budgétaire — qui ralentissent déjà la croissance. Le solde négatif des échanges (11 milliards de dollars) était en mars à peine inférieur *au déficit* record de février (11,4 milliards) et encore supérieur à celui de janvier (11,1 milliards). Sur trois mois, il a été de 32,8 milliards, laissant augurer, pour 1985, un chiffre supérieur au déficit déjà record de 123,3 milliards pour 1984.

En dépit de la réduction de la *facture pétrolière* de 16,8 % en mars, les importations ont encore crû de 0,7 % se situant à 29,5 milliards, tandis que les exportations augmentaient de 3,3 % en mars, pour atteindre 18,4 milliards de dollars. Les bonnes performances des *constructeurs aéronautiques* ont rattrapé la détérioration des surplus de l'agriculture, qui ont diminué de moitié au cours du dernier mois.

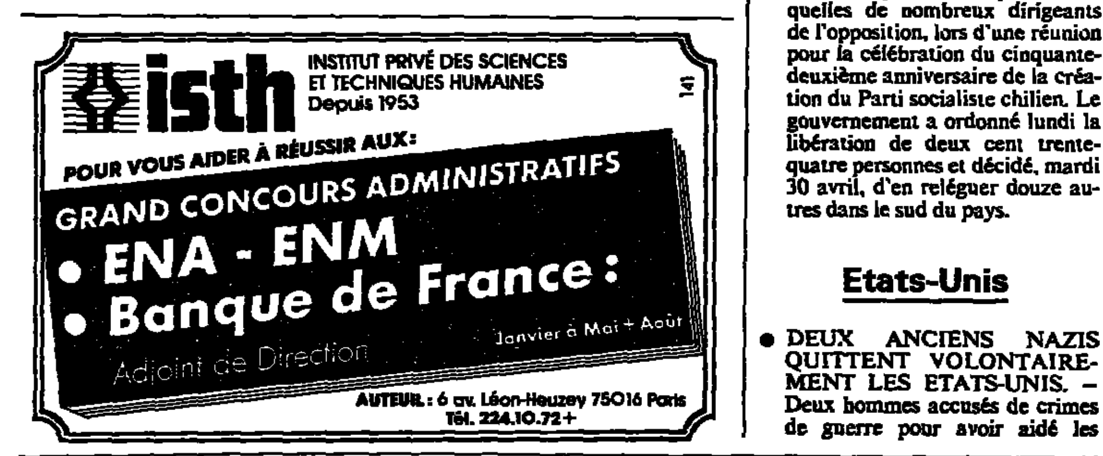
Le déficit des échanges avec le Canada s'est confirmé, tandis qu'il s'est réduit avec le Japon à 1 milliard de dollars en mars, contre 3,2 milliards en février. — *(AFP, UPI.)*

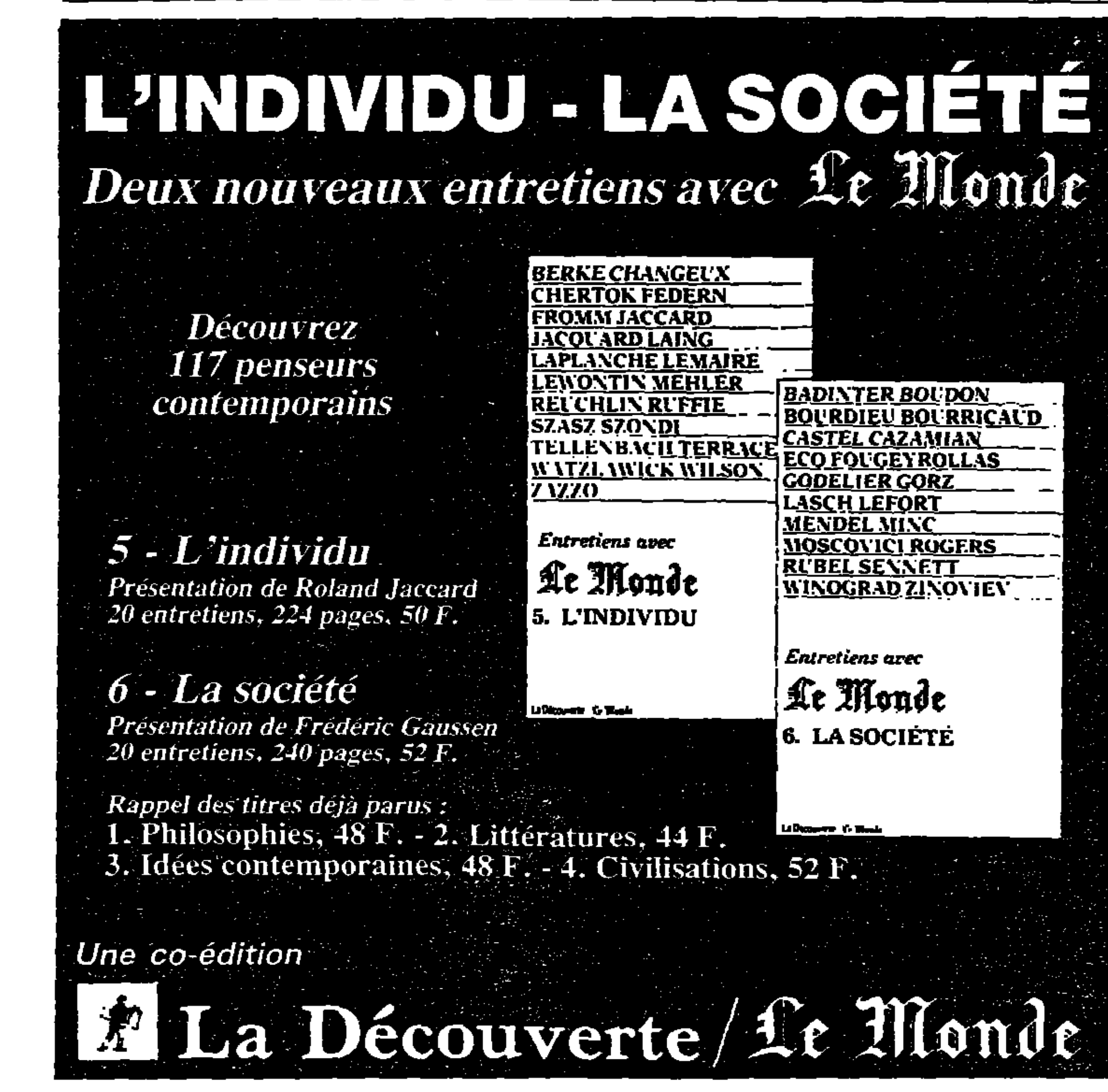
Mme Thatcher rejette les projets de réforme du système monétaire international

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a rejeté, à la veille du sommet économique de Bonn, les propositions d'une révision majeure du système monétaire international. Dans une interview accordée au *Wall Street Journal* du 2 mai, elle dénonce l'imprécision des demandes de stabilisation des taux de change, qui se réduisent finalement à un « *blabla généralisé* » : beaucoup d'idées sont remuées actuellement, « *mais je n'en vois pas une qui ait été méditée. Excusez-moi d'être aussi blasée, mais on ne va pas loin avec des généralités.* »

Mme Thatcher condamne expressément l'empressement avec lequel M. François Mitterrand veut lancer une conférence monétaire internationale pour établir des liens formels entre le dollar, le yen et l'ECU. « *Quand on ne sait pas quoi faire, on propose de réunir une conférence. Ce n'est pas très constructif. C'est l'aveu d'un échec.* » Vu la diversité des économies, le premier ministre ne voit pas la moindre possibilité d'établir un lien solide entre les économies européennes, d'une part, et celles japonaise et américaine, d'autre part. « *Un système de change doit répondre aux changements sous-jacents. Que va-t-on faire, ossifier les taux de change et ossifier les économies ?* »

L'idée d'une conférence monétaire lui semble d'autant plus saugrenue qu'il existe déjà des instances spécialisées, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. « *S'il y a de bonnes idées, nous les examinerons. Je n'en ai pas encore trouvé. La seule que je connaisse et que je prêche régulièrement, c'est une « solide gestion économique »*, ajoute la « dame de fer ».





EUROPE

L'Allemagne, quarante ans après

(Suite de la première page.)

— Dès le milieu des années 30, vous sentiez la guerre venir ?

— *Cela me semblait complètement évident. Cela ne pouvait que finir comme cela.*

— Avec la perte de la Prusse orientale ?

— *Oui, cela me paraissait très clair.*

Après l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler, commis par des officiers de la haute aristocratie militaire — parmi lesquels la comtesse Dönhoff comptait bon nombre d'amis — la population doit se garder autant que de l'ennemi, des dénonciations et des exécutions sommaires commises par les forces de sécurité nazies. Henrich Böll, qui cite le cas d'un pauvre type abattu à quelques pas de son domicile pour avoir rendu visite à sa famille en pleine débâcle, estime à trente mille le nombre de soldats de la Wehrmacht ainsi exécutés.

Lui-même déploie des trésors d'imagination dans les derniers mois de la guerre pour ne pas être renvoyé au front, hanté jusqu'au dernier moment par le peloton d'exécution. « *Nos ennemis*, écrit-il, *n'étaient pas les Américains et les Anglais qui avançaient, nos ennemis étaient les grands spécialistes de l'assassinat et du chaos, parmi lesquels l'un se nommait le Führer et se planquait dans sa tour d'ivoire en béton de Berlin, l'autre le ministre de l'intérieur et commandant en chef des SS, Himmler, et il fallait ajouter à cela la contagion exterminatrice sur les organes inférieurs, auxquels s'apparentait une partie de la population* ».

A l'Est, alors que les Russes sont déjà dans Berlin, les souvenirs s'enchevêtrent entre les exactions commises par l'armée rouge ou pendaisons publiques pratiquées jusqu'au dernier moment par les nazis. Plus tard viendront se greffer le récit du calvaire infligé aux millions de réfugiés jetés sur les routes par l'avance de l'armée soviétique celui des camps sibériens où les prisonniers périssent en grand nombre.

L'Allemagne de 1945 n'est pas humiliée comme en 1918. Elle est écrasée, hébétée, tout à la fois vaincue et libérée, souillée et meurtrie dans ses propres chairs. Elle n'a plus la force de penser ce qui est juste ou injuste, de séparer le bien du mal, la véracité de ce qu'on lui reproche, des restes de la propagande nazie. Survivre dans un monde de ruines, d'affamés, où la dignité ne compte plus guère, où l'on s'aperçoit, écrit Gudrun Pausewang, qu'« *un viol, aussi terrible que cela puisse être, n'a rien à voir avec la perte de l'honneur* », survivre dans ces conditions empêche de penser plus loin. C'est la loi du silence.

La culpabilité qui vous colle à la peau n'empêche pas de penser qu'on est allé à la guerre parce qu'on y était obligé. Elle n'empêche pas le prisonnier de retour des camps de Sibérie ou le réfugié survivant des wagons à bestiaux de l'exil d'être sincèrement persuadé que, pour ce qui est des méthodes, les Soviétiques n'ont rien à envier aux nazis. Combien sont-ils, dans les générations qui ont connu la guerre, qui peuvent affirmer aussi clairement qu'Heinrich Böll, dans une *Lettre à ses deux fils* publiée en mars dernier par *Die Zeit*, qu'on pourra « *toujours reconnaître les Allemands à ceux qui qualifient le 8 mai comme jour de la défaite ou de la libération* ».

« *Il nous faut assumer les deux. C'est notre dilemme* », affirme Wolfgang Bergsdorf, l'un des conseillers du chancelier Helmut Kohl.

« Le front de l'Est »

Un clivage idéologique passe entre ceux pour qui seule compte la mainmise de l'URSS sur la partie orientale de l'Allemagne, et ceux pour qui l'essentiel reste la chute du nazisme. Pour les premiers, la période nazie n'est qu'un accident de l'histoire allemande, voire européenne. Pour les seconds un aboutissement de cette même histoire qui oblige à tirer radicalement la leçon si l'on ne veut pas prendre le risque de recommencer.

« *Le changement radical des consciences, qui était nécessaire après 1945, a malheureusement été enseveli par la restauration. Au moment où il faut retrouver le radicalisme du recommencement, il est temps de redonner son sens à l'héritage d'Auschwitz* », estime le député vert Otto Schily. « *Une telle fixation sur douze ans malheureux d'histoire récente*, rétorque un livre publié récemment par trois jeunes historiens, *enlève à une nation la capacité de s'intégrer loyalement dans le concert d'autres nations, de répondre de façon concrète aux défis existentiels de notre époque et de défendre le droit et la liberté face aux nouveaux totalitarismes.* »

Lorsque M. Alfred Dregger, le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, s'indigne auprès des Américains de leur attitude à propos de la visite du président Reagan au cimetière militaire de Bitburg, il s'émeut d'une atteinte à la mémoire de son frère, tombé « *sur le front de l'Est* ». Il n'est plus question de savoir quel régime celui-ci servais mais bien ce qu'il combattait. M. Franz-Joseph Strauss, le ministre-président de Bavière et chef de l'aile bavaroise de l'Union chrétienne, estime qu'avec l'écroulement du nazisme et la constitution de la République fédérale, l'Allemagne a retrouvé un ordre de valeurs « *qui sans aucun doute et consciemment l'a rattachée à la tradition chrétienne et humaniste de notre peuple, des Européens, de la communauté occidentale* ». La période nazie n'est qu'un « *accident de parcours, peut-être court mais tragique de l'histoire allemande* », dont les conséquences ne seront tirées que lorsque l'autre partie de l'Allemagne aura elle aussi retrouvée sa communauté naturelle.

Que ce ne soit pas l'avis de l'Allemande de l'Est Christa Lewek, membre du Conseil supérieur de l'église luthérienne, qui estime que la RDA a su commencer « *quelque chose d'entièrement nouveau* » alors qu'en RFA « *on a à peu près continué comme avant* », ne surprendra personne. En proie à une illusion d'optique, chacun d'un côté et l'autre du mur de fête à sa manière sa libération, dans la logique de son propre camp.

La logique des blocs

Il est difficile, en effet, de rejeter toute la faute de cette tentative d'oubli, de banalisation sur les seuls Allemands, de quelque côté qu'ils se trouvent. « *La signification* [de la victoire] *est détournée quand les vainqueurs d'autrefois célébreront le quarantième anniversaire de la fin de la guerre seulement pour se lancer aussitôt dans de nouveaux efforts d'armement, rendus prétendumentnécessaires pour le maintien de la paix mondiale* », souligne l'écrivain Eugen Kogon, lui-même ancien déporté de Buchenwald. Si la logique des deux blocs n'avait pas contribué à constituer de part et d'autre de l'Elbe des sanctuaires surarmés, exigeant chaque année des deux Etats allemands des contributions de plus en plus lourdes à la défense de leurs camps respectif, il serait peut-être plus facile aujourd'hui — *moralement s'entend* — de s'émouvoir.

On ne s'est pas non plus beaucoup fait prier dans l'immédiat après-guerre, à Washington, Paris ou Londres, pour mettre un frein à une dénazification qui n'a guère duré que le temps du tribunal de Nuremberg. Les libérations anticipées, à la demande du chancelier Adenauer, d'industriels comme Karl-Frederik Flick et bien d'autres, l'utilisation qui a été faite de criminels de guerre notoires par les services de renseignements alliés, n'étaient pas vraimnt de nature à donner l'exemple.

Hormis quelques grandes consciences, d'ailleurs plus universelles que purement allemandes, comme le prix Nobel Heinrich Böll, qui s'est élevé contre la nomination à la chancellerie ou à la présidence allemandes, de personnalités dont le passé n'était pas parfaitement irréprochable ? Qui s'est étonné comme le fait encore Heinrich Böll, de voir les femmes allemandes, qui avaient doublement souffert de la guerre, vote, dans les années 50, pour le réarmement de l'Allemagne fédérale ?

Face à la crainte d'une guerre nucléaire, aux appels du président Reagan contre « *l'empire du mal* », l'exemplarité du génocide contre les juifs, les Tziganes, et les massacres en terre russe perdent de leur sens pour beaucoup d'Allemands. Si le pacifisme d'un Heinrich Böll se fonde sur le passé, le « plus jamais cela » des jeunes générations se fonde bien d'avantage sur la crainte d'un avenir dont la responsabilité leur échappe, cette fois, en grande partie.

HENRI DE BRESSON.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

• LIBÉRATION DES DEUX FRANÇAIS ARRÊTÉS A SANTIAGO. — M. Michel Bourguignat, professeur à l'Institut français de Santiago, et son épouse, d'origine chilienne, ont été libérés, a confirmé mercredi 1er mai l'ambassade de France au Chili. M. et Mme Bourgnignat pourront reprendre leurs activités dans le pays, a ajouté un porte-parole de l'ambassade. Le couple avait été arrêté à Santiago en même temps que deux cent soixante personnes, parmi lesquelles de nombreux dirigeants de l'opposition, lors d'une réunion pour la célébration du cinquante-deuxième anniversaire de la création du Parti socialiste chilien. Le gouvernement a ordonné lundi la libération de deux cent trente-quatre personnes et décidé, mardi 30 avril, d'en reléguer douze autres dans le sud du pays.

Etats-Unis

• DEUX ANCIENS NAZIS QUITTENT VOLONTAIREMENT LES ETATS-UNIS. — Deux hommes accusés de crimes de guerre pour avoir aidé les nazis notamment dans les persécutions contre les juifs ont préféré quitter définitivement les Etats-Unis où ils vivaient plutôt que d'encourir des poursuites judiciaires dans ce pays, a annoncé lundi 29 avril, à Washington, le directeur de l'Office d'enquêtes spéciales du département de la justice. Il s'agit de Jozuas Kisielaitis et de Paul Blumel. Kisielaitis, citoyen canadien d'origine lituanienne, qui vivait dans le Massachusetts, a accepté de rentrer au Canada. Il avait participé à des actions antijuives en Lituanie pendant la guerre. Blumel (quatre-vingt-trois ans) a regagné l'Allemagne de l'Ouest après avoir reconnu que les accusation portées contre lui — supervision de l'exécution de milliers de juifs en Ukraine — étaient fondées. — *(AFP.)*

Haïti

• TRENTE-SIX DÉTENUS POLITIQUES AMNISTIÉS. — Trente-six prisonniers politiques haïtiens ont été amnistiés par le « président à vie » Jean-Claude Duvalier, ont annoncé mardi 30 avril les autorités. Il s'agit de la plus importante amnistie de prisonniers politiques depuis 1977. Elle intervient une semaine après l'annonce par le président haïtien de mesures de libéralisation du régime. Par ailleurs, deux militants politiques ont été abattus alors qu'ils distribuaient des tracts à Port-au-Prince. Les autorités ont précisé que ces deux personnes avaient été tuées lors d'une confrontation armée au cours de laquelle un soldat a été blessé. Le gouvernement américain s'est déclaré « *troublé* » mercredi par la mort des deux hommes. — *(AFP.)*

République sud-africaine

• SUCCÈS GOUVERNEMENTAL AUX ÉLECTIONS PARTIELLES. — Le Parti national au pouvoir en Afrique du Sud a remporté, mercredi 1er mai, trois élections partielles. A Newton-Park, près de Port-Elizabeth, où des émeutes se sont déroulées ces derniers mois, son candidat M. M.I. Louw, a été élu avec 5 153 voix, soit 1 115 voix de plus que son adversaire du Parti fédéral progressiste (PFP), opposition libérale, M. I.J. Smuts. Le PN s'est également attribué le siège mis aux voix pour l'assemblée provinciale dans la même circonscription. A Harrismith, dans l'Etat libre d'Orange, il est parvenu à conserver son siège à l'assemblée provinciale, avec une faible avance sur le candidat du Parti conservateur. Une victoire de ce dernier aurait été considérée comme un rejet de la politique de réforme du parti gouvernemental par son électorat traditionnel. — *(AFP.)*

Belgique

Les Cellules communistes combattantes ont revendiqué l'attentat qui a fait deux morts à Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles. — « *C'est notre façon de fêter le 1er mai.* » Tel est le texte de l'un des tracts par lesquels les Cellules communistes combattantes de Belgique ont revendiqué l'attentat perpétré dans la nuit du mardi 30 avril au mercredi 1er mai dans le centre de Bruxelles, et qui a causé la mort de deux pompiers, blessé plusieurs personnes et entraîné des dégâts matériels considérables. C'est la première fois que les CCC tuent.

Les terroristes avaient placé une voiture piégée devant le quartier général de la Fédération des entreprises de Belgique, qui représente les organisations patronales du pays. Peu après minuit, les gardiens de l'immeuble ont vu descendre d'un « break » deux jeunes hommes répandant des tracts aux alentours de la voiture. Après quoi tous deux se seraient enfuis dans une autre automobile occupée apparemment par un ou deux complices. Les tracts rédigés en français et en flamand annonçaient : « *Attention ! voiture piégée.* »

La police et les pompiers furent rapidement prévenus. Cela n'empêcha pas une confusion tragique. Cinq pompiers en effet se dirigèrent vers la voiture piégée, ignorant l'avertissement des tracts. Des policiers leur crièrent en vain de s'écarter. Il était trop tard. La voiture explosa en projetant l'un des pompiers, tué sur le coup, à une quinzaine de mètres. Un de ses collègues, grièvement blessé, allait mourir à son arrivée à l'hôpital.

Au mois de janvier, l'organisation terroriste avait averti que désormais elle ne considérerait plus la vie humaine « *comme sacrée* ». Quelques heures après l'attentat, ses responsables ont cependant fait parvenir aux autorités de police un communiqué « *regrettant* » la mort des deux pompiers, qui serait due à un mauvais fonctionnement de l'engin explosif.

Les dégâts matériels sont considérables. La voiture piégée, si on en croit le ministre de l'intérieur, M. Nothomb, était chargée de plusieurs bonbonnes de gaz de 80 kilos, sans doute accompagnées d'un explosif. L'immeuble de la FEB a été ravagé, ainsi que le siège voisin de la commission économique et sociale des Communautés européennes. Celle-ci a annoncé la suspension de tous ses travaux et l'annulation de la session plénière qu'elle devait tenir ce mois-ci.

Les manifestations du 1er mai ont fourni l'occasion à de nombreux dirigeants politiques de dénoncer le « *terrorisme aveugle* » des CCC. Pour le chef du gouvernement, M. Martens, comme pour le ministre de la justice, M. Jean Gol, il n'est pas douteux que les terroristes agissant en Belgique disposent de nombreux liens à l'étranger, en particulier avec le groupe français Action directe et la Fraction armée rouge allemande.

En dépit des treize attentats déjà revendiqués par les CCC depuis l'automne dernier, la police belge, bien qu'ayant entrepris des opérations d'envergure, n'a toujours pas découvert de piste sérieuse qui permettrait d'identifier les responsables.

JEAN WETZ.

EUROPE

LA CÉLÉBRATION DU 1er MAI

Pologne

Une journée plus agitée que l'an dernier

La journée du 1er mai a été marquée, dans plusieurs grandes villes polonaises, par des manifestations ou des *tentatives* de rassemblement de sympathisants de Solidarité, réprimées dans certains cas par la force, et suivies d'un grand nombre d'interpellations ou d'arrestations. Ces contre-manifestations, selon les correspondants occidentaux sur place, ont été plus importantes que l'année précédente. Les défilés officiels ont été organisés selon les procédés habituels, les participants étant amenés sur place par une noria d'autobus ou priés de rejoindre les différents « points de rassemblement ». A Varsovie, ce défilé officiel a été précédé de 21 coups de canon, et le général Jaruzelski a déclaré que le régime *« ne permettrait pas le retour aux déviations par rapport aux idéaux socialistes »*.

C'est à Varsovie que la manifestation « *non officielle* » a été le mieux réussie. Une foule d'une dizaine de milliers de personnes, au-dessus de laquelle apparaissaient des banderoles « *Solidarité vit* » et « *Libérez les prisonniers politiques* », a pu défiler un certain temps à l'issue d'une messe célébrée dans l'église qui était celle du père Popieluszko (assassiné au mois d'octobre dernier). Après avoir bifurqué à plusieurs reprises pour éviter les barrages de police, le cortège s'est finalement trouvé encerclé par les forces de l'ordre, puissamment équipées. Jacek Kuron – l'un des fondateurs du KOR, et l'un des opposants les plus connus du pays parlementa alors avec les responsables policiers, et, après avoir obtenu l'assurance que les Zomos n'attaqueraient pas les manifestants, appela à la dispersion, qui se fit sans incident. Ce rôle de modérateur ne lui valut aucune reconnaissance de la part des autorités, au contraire, puisque lui-même fut arrêté, en compagnie de l'ancien responsable syndical des aciéries de Varsovie, Seweryn Jaworski.

A Gdansk, M. Lech Walesa, qui tentait de s'introduire dans le cortège officiel, comme il avait réussi à le faire l'an passé, a été intercepté et *reconduit* par la police à *son domicile*. Plusieurs centaines de ses sympathisants *parvinrent cependant à se* mêler au défilé et s'assirent par terre devant la tribune avant que, selon l'expression du porte-parole du gouvernement, les forces de l'ordre ne *« nettoient la chaussée »*, procédant à des matraquages et à de nombreuses interpellations (un grand nombre de militants connus avaient d'ailleurs été placés en garde à vue de manière préventive avant le 1er mai). Dans l'après-midi, de violents affrontements ont eu lieu à proximité de l'ancien siège de Solidarité. Au moins un manifestant a été grièvement blessé. Après avoir été heurté par un véhicule de la milice auquel il avait lancé une pierre, il fut violemment matraqué à terre, et emmené inconscient. Un membre de la Zomo a également été frappé par les manifestants, et emmené en ambulance.

La milice est aussi intervenue à Nowa-Huta (faubourg de Cracovie), *où il y a eu de nombreuses interpellations*, et à Poznan, où plusieurs *milliers de personnes ont été* dispersées à la matraque. Une *tentative de rassemblement a été signalée* à Lodz, selon les premiers témoignages *parvenus* à Varsovie. *Dans* plusieurs régions (notamment Gdansk et Cracovie), les autorités avaient mis en vigueur une procédure d'exception, qui permet de juger très rapidement les participants à des rassemblements déclarés « illégaux ».

Dans la soirée, la télévision a affirmé que « sept millions de personnes » avaient participé aux cortèges officiels, qualifiés de « fête ouvrière ». *(AFP, AP, UPI, Reuter.)*

Annulation de la visite de M. Tindemans

Le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, a annulé la visite qu'il devait faire ces jours prochains à Varsovie. Les *autorités polonaises lui avaient fait savoir* qu'elles n'étaient pas disposées à *accéder à la demande du ministre de* rencontrer des représentants de *Solidarité* et de *s'incliner sur la tombe du* Père Popieluszko. D'autre part, le *général Jaruzelski avait déjà indiqué* qu'il n'aurait pas le temps de recevoir *M. Tindemans (alors qu'il avait* reçu deux autres ministres des *affaires étrangères de pays de* l'OTAN, l'Italien Andreotti et le Britannique Sir Geoffrey Howe). Les autorités belges ont préféré *annuler la visite, laissant entendre offi*cieusement que Bruxelles attendrait *des jours meilleurs*, et *notamment* que Varsovie se décide à respecter le *texte des engagements pris* à la conférence d'Helsinki.

De son côté, le quotidien *le Soir* estime que les requêtes présentées par M. Tindemans *« n'avaient rien d'exorbitant »*, d'autant que des demandes semblables introduites par MM. Andreotti et Howe avaient été acceptées. Le quotidien se demande si *« on a voulu le prendre de haut avec la « petite Belgique »*, ou s'il s'agit d'un changement d'attitude à l'égard des interlocuteurs occidentaux de la Pologne.

● *Manifestation à Paris.* – Deux petits groupes de personnes appartenant à l'association Solidarité avec Solidarnosk ont tenté le mercredi 1er mai, d'apposer simultanément une plaque « Ambassade du Chili » à l'entrée de l'ambassade de Pologne à Paris, et de faire de même, mais en sens inverse, devant l'ambassade du Chili (les deux représentations diplomatiques sont situées de part et d'autre de l'esplanade des Invalides). La police a procédé à des interpellations pour « contrôle d'identité », y compris parmi les journalistes.

Moscou : peu d'attaques contre les Etats-Unis

De notre correspondant

Moscou. – *Le « 1er mai » de* M. Gorbatchev a été marqué à la fois par la discrétion du « culte » rendu au secrétaire général et par la très nette atténuation, dans les slogans et sur les banderoles, des attaques contre les Etats-Unis. Le traditionnel « défilé des icônes » avait été réduit au minimum. Les portraits géants des treize membres du bureau politique ne sont apparus qu'une fois, celui de M. Gorbatchev venant, bien sûr, en tête.

Les effigies du président Reagan en cow-boy menaçant, exhibées le 1er mai dernier, étaient absentes cette fois-ci. Le style de la *« propagande anti-impérialiste »* était relativement impersonnel. La « guerre des étoiles », ignorée encore en 1984, était l'objet de nombreuses banderoles ; *« Les peuples du monde exigent l'arrêt de la militarisation de l'espace »*, proclamait l'une d'elles. Là encore, le coupable n'avait pas de visage.

Ce 1er mai donne une assez bonne idée du style de M. Gorbatchev. La cérémonie était, en effet, conforme à la tradition qui veut que « le peuple travailleur » défile ce jour-là devant ses dirigeants rassemblés à la tribune du mausolée de Lénine. Mais la touche « moderne » du secrétaire général était perceptible à son refus de recevoir des hommages trop appuyés comme les appréciait, par exemple, Brejnev. Autre nouveauté, l'épouse du secrétaire général, Mme Raissa Gorbatchev, accompagnée de leur petite-fille, était visible dans une des tribunes réservées aux officiels. Jusqu'ici, la famille du « numéro un » ne se montrait guère qu'à son enterrement...

Décrispation

A 10 heures précises, M. Gorbatchev, en pardessus et feutre gris, a gravi les marches du mausolée suivi *des douze autres membres* du bureau politique, y compris les trois « nouveaux » nommés le 23 avril, MM. Ligatchev, Ryjkov et Tchebrikov. A la droite du secrétaire général, les militaires, bizarrement absents de la tribune lors des obsèques de Constantin Tchernenko, étaient à leur place habituelle avec, en tête, le maréchal Sokolov, ministre de la défense et désormais membre suppléant du bureau politique.

Le défilé du 1er mai est une cérémonie purement *civile*, *une « journée de solidarité internationale des travailleurs »*. En rangs compacts, agitant fleurs de papier et ballons multicolores, la foule est donc passée pendant une heure et demie, sous une pluie battante, *devant* les dirigeants.

Plusieurs slogans dénonçaient, sans autre précision, le revanchisme, autre nouveauté par rapport au 1er mai dernier. Ce n'est, de toutefaçon, qu'un avant-goût avant la parade militaire qui doit marquer, le 9 mai, le quarantième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie et qui promet d'être grandiose.

Dans la tribune diplomatique, conformément à l'usage qui s'est instauré *depuis l'invasion de* l'Afghanistan, les ambassades occidentales *ne s'étaient fait représenter que par* de simples conseillers. On remarquait *cependant*, parmi les diplomates présents, un visage aux traits connus : Ron, *le plus jeune fils du* président Reagan, était là, très occupé à filmer *le défilé*, et sa présence était bien à l'image de la décrispation générale.

Il y a cependant une catégorie de la population soviétique qui ne devrait guère en profiter : une amnistie a bien été annoncée à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire de 1945, le décret du présidium précise cependant que *« les personnes condamnées pour des crimes d'Etat particulièrement dangereux, ainsi que pour d'autres crimes graves »* – et non précisés – n'en bénéficiait pas.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● *Demande d'amnistie pour deux pacifistes.* – Un groupe illégal de pacifistes soviétiques a adressé le mardi 30 avril à M. Gorbatchev une « lettre ouverte » pour lui demander d'amnistier deux de ses membres condamnés, Alexandre Chatravka et Olga Medvekova. Signée par le « Mouvement pour l'instauration de *la confiance entre* l'URSS et les Etats-Unis », cette lettre invoque l'amnistie partielle décrétée à l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, mais qui ne concerne pas les dissidents. Alexandre Chatravka, qui purgeait une peine de trois ans de camp depuis juin 1983 pour avoir distribué des tracts en faveur de la paix, a vu récemment sa peine prolongée de deux ans et demi. Olga Medvekova a été condamnée en mars 1984 à *une peine* de deux ans et demi de prison avec sursis pour *« avoir battu et insulté en public »* un milicien. – *(AFP.)*

Espagne

Le désaccord s'accroît entre le gouvernement et la centrale syndicale socialiste

De notre correspondant

Madrid. – L'actuelle tension entre le gouvernement et les organisations syndicales a pesé sur la célébration du 1er mai *(le Monde* du 26 avril). Pour la première fois depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, en décembre 1982, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a préféré ne pas assister au meeting organisé à cette occasion à Madrid par le « syndicat frère », la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs). En 1983 et 1984, M. Gonzalez y avait en revanche longuement pris la parole.

Le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo, a renouvelé ses critiques au projet du gouvernement de réduire les pensions de retraite. *« Nous avons déjà affirmé à plusieurs reprises que la réforme de la Sécurité sociale, pour être acceptable, devait être globale, et nous continuerons à l'affirmer*, a-t-il dit. *Nous ne sommes pas de ceux qui changent sans cesse de position. »* Alors que l'UGT avait jusqu'ici tenté de défendre auprès des travailleurs des mesures économiques souvent impopulaires, M. Redondo a, cette fois, averti que, *« si le gouvernement veut réduire les pensions par décret, ce sera sous sa seule responsabilité »*.

Les critiques ont été encore plus virulentes au meeting organisé par l'autre grande centrale, les Commissions ouvrières, proches du Parti communiste. Son secrétaire général a rejeté l'ensemble de la politique économique socialiste, qu'il a qualifiée d' *« anti-ouvrière et antisyndicale »*. *« Par quoi s'est-elle traduite*, a-t-il souligné, *sinon par une forte baisse des salaires réels et un chiffre sans précédent de près de trois millions de chômeurs, tandis que huit millions d'Espagnols vivent dans la pauvreté avec moins de 12 000 pesetas* [650 francs] *par mois. »*

L'UGT, *qui a accepté d'ouvrir* des négociations avec les Commission ouvrières sur la réforme de la Sécurité sociale, a toutefois refusé le « front commun » contre le gouvernement que réclament ces dernières. La grogne des syndicats n'en préoccupe pas moins les responsables économiques, et le Parti socialiste a tenté ces dernières semaines, jusqu'ici sans succès, de renouer les fils rompus entre l'UGT et le gouvernement.

THIERRY MALINIAK.

Suède

Vingt mille agents des services publics ont commencé une grève illimitée

Stockholm. – Vingt mille fonctionnaires suédois ont commencé ce jeudi 2 mai à 12 heures une grève d'une durée illimitée. Le syndicat des agents de l'Etat (TCO-S) réclame un rattrapage par rapport aux salaires du secteur privé. Les débrayages paralysent entièrement le trafic aérien civil, le trafic ferroviaire de marchandises ainsi que les douanes ; 6 500 enseignants et 1 700 policiers cessent le travail dans plusieurs villes du pays. Les services étrangers des chèques postaux, l'administration fiscale et la défense nationale sont également touchés. L'Etat-patron a déposé un préavis de lock-out d'environ 100 000 employés à partir du 9 mai et une commission de médiation a été désignée.

De notre correspondant

Ce conflit illustre les tensions qui se sont accrues ces dernières années *en Suède entre syndicats du secteur* public et du secteur privé et la difficulté, pour le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme, de freiner les hausses de salaires nominales en laissant les partenaires sociaux négocier librement, officiellement du moins, les conventions collectives, sans intervention directe de l'Etat.

A l'isssue de plusieurs mois de pourparlers, toutes les *organisations* syndicales et patronales sont convenues *de limiter à 5 % l'augmentation* des coûts salariaux des entreprises en 1985. Cet accord, laborieusement obtenu, était, selon le gouvernement, le signe que les syndicats *« savaient prendre leurs responsabilités »* et que le « modèle suédois » était toujours vivant. Mais voilà que l'une des organisations de fonctionnaires, TCO-S vient brouiller les cartes en annonçant de surcroît qu'elle n'a pas de compte à rendre au gouvernement mais uniquement à ses quelques *300 000 adhérents.*

Cette attitude *« irresponsable »* a été sévèrement *condamnée* par les dirigeants de la puissante centrale ouvrière *(LO) dans leurs discours* du 1er mai.

Risques de paralysie

Les conventions collectives pour 1984 et 1985, signées l'année dernière par l'Etat-patron et les fonctionnaires, comportaient une clause spéciale autorisant les syndicats à *demander de nouveaux pourparlers* et des compensations si les cadres du *privé obtenaient* des majorations de salaires supérieures à celles de leurs *homologues* de la fonction publique. Selon TCO-S, l'écart a été en 1984 de 3,1 %. Les *employeurs* de l'Etat, des communes et des conseils généraux *ont refusé* d'ouvrir des négociations sur ce dérapage dès cette année, pour ne pas compromettre les objectifs économiques du gouvernement et notamment la limitation de l'inflation à 3 % qui paraît de plus en plus utopique puisque les prix ont déjà augmenté de 2,3 % depuis le mois de janvier. Pour éviter l'affrontement, les employeurs publics ont proposé d'aborder la question des compensations et de dresser un bilan en 1986, ce qui a été accepté par l'ensemble des syndicats du secteur public à l'exception de TCO-S, qui se trouve ainsi isolé.

Ce conflit s'ajoute pour le gouvernement Palme au mécontentement des agriculteurs qui ont manifesté ces jours derniers *pour demander la* suppression de la TVA sur les *produits alimentaires de base* et l'arrêt des importations de viande. Le *mouvement déclenché dans* les services publics est particulièrement délicat pour le gouvernement social-démocrate à cinq mois des élections législatives. Une large majorité de fonctionnaires vote en effet à gauche. Si les *trois médiateurs*, nommés seulement le 30 avril, ne parviennent *pas à trouver rapidement* un compromis, les grèves et le lock-out *annoncé* pour la semaine prochaine, risquent de paralyser totalement les *activités du pays, comme lors des* « grandes grèves » du printemps *1980* dans *le secteur privé. Pour normaliser* la situation, il ne restera plus alors au gouvernement *qu'une solution* : porter le conflit devant le Parlement et imposer la reprise du travail par le biais d'une loi spéciale.

ALAIN DEBOVE.



PROCHE-ORIENT

Liban

Un « plan de paix » pour mettre un terme à la tragédie des chrétiens dans le Sud

Les Forces libanaises (chrétiennes) et le parti Kataëb n'avaient toujours pas fait connaître, ce jeudi 2 mai au matin, leur réponse au « plan de paix » proposé mardi par MM. Nabih Berri et Walid Joumblatt. Ceux-ci, qui sont respectivement ministres, dirigeants de l'opposition et chefs des milices chiite et druze, ont soumis au commandant en chef de l'armée libanaise, le général Michel Aoun, un plan visant à mettre fin aux combats au Liban et à la réintégration des réfugiés chrétiens dans leurs foyers. Le général Aoun a informé M. Berri que l'armée libanaise acceptait « sans réserves » le plan proposé.

Aux termes de celui-ci, la première brigade de l'armée prendrait le contrôle de la région chrétienne de Jezzine à condition que les miliciens de l'Armée du Liban-Sud (ALS, soutenue par Israël) se retirent de la ville de Jezzine, située à 30 kilomètres à l'est de Saïda. La première brigade, dont le quartier général se trouve dans la plaine de la Békaa (sous contrôle syrien), avait commencé mercredi son déploiement dans la Békaa-Ouest, à l'est de Jezzine, après le retrait des forces israéliennes de ce secteur. Le plan stipule en outre la reprise en charge de la route côtière Beyrouth—Saïda et de la région de l'Iklim-el-Kharroub, au nord de Saïda, par la 12e brigade de l'armée libanaise, qui s'était déployée dans ce secteur en janvier.

Dès mardi, les milices musulmanes et de gauche avaient, de leur côté, pris le contrôle de la position chrétienne de Kfarfalous (à 10 kilomètres à l'est de Saïda), où les combats avec la milice chrétienne ont continué mercredi, en dépit du cessez-le-feu proclamé la veille. Les forces de l'Armée populaire de libération (APL, rassemblement de milices musulmanes et de gauche) s'étaient jointes aux hommes de la milice chiite Amal pour s'emparer de Kfarfalous. C'est la première fois qu'Amal agit avec ses alliés musulmans dans l'offensive au sud. La chute de Kfarfalous ouvre la route de Jezzine, principale localité chrétienne du sud du Liban, où sont retranchés près de soixante-dix mille chrétiens, dont cinquante mille réfugiés.

Au nord de Saïda, les villages chrétiens de l'Iklim-el-Kharroub brûlaient encore jeudi, quatre jours après l'assaut des druzes contre cette région côtière. Les pillards continuaient à fouiller les maisons des chrétiens sur les contreforts du Chouf, où les bourgs chrétiens alternaient avec les villages musulmans. Après les marchandises, les animaux et les meubles, les pillards chargent dans leurs voitures les portes, l'équipement sanitaire et la plomberie des maisons chrétiennes.

Trente-deux chrétiens massacrés à Jyeh

Descendus des villages sunnites de l'Iklim-el-Kharroub, de la banlieue de Beyrouth ou de Saïda, des gamins de douze ans, kalachnikov au poing, « visitent » systématiquement les habitations abandonnées, arrachant les images pieuses et mettant le feu à ce qu'ils ne peuvent emporter. D'après la Croix-Rouge libanaise, trente-deux corps de civils chrétiens, dont certains mutilés, ont été retrouvés depuis dimanche près de Jyeh, alors qu'il ne s'y est pas même livré bataille, de l'aveu même des miliciens druzes.

A Marjayoun, région encore sous contrôle israélien, plus de cinq mille réfugiés chrétiens, hébétés, entassés dans des véhicules de toute sorte, essaient de se rapprocher de la zone jouxtant la frontière israélienne. Ils viennent notamment de Mieh-Mieh, de Jyeh et de Darb-el-Sim. Certains sont démunis de tout.

Du côté de l'opposition chrétienne, nous câble notre correspondant à Beyrouth, le chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a promis mardi de « reprendre par la force ce qui a été pris par la force ou par la ruse », accusant à la fois l'Etat libanais, la Syrie, MM. Berri et Joumblatt de n'avoir pas tenu parole, et affirmant qu'il disposait « des hommes, de la détermination, des armes et des amitiés nécessaires » pour assurer la survie de la communauté chrétienne.

Jérusalem est aujourd'hui intéressé à ce qu'une force dominante, « qui pourrait être la milice chiite Amal », prenne le contrôle du sud du Liban, avait déclaré mardi en commission, selon une source parlementaire citée par l'AFP, le ministre israélien de la défense, M. Yitzhak Rabin. En outre, l'armée israélienne pourrait « être amenée à intervenir au Liban si la situation venait à se dégrader de manière irrémédiable », a répété mardi le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Ouri Loubrany. — *(AFP, AP.)*

WASHINGTON POURRAIT ACCORDER A ISRAËL UNE « AIDE EXCEPTIONNELLE » DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS

Washington *(AFP)*. — Le gouvernement américain est prêt à recommander le vote d'un programme d'aide d'urgence de 1,5 milliard de dollars à Israël sur une période de deux ans, a annoncé M. George Shultz dans une interview publiée le mercredi 1er mai par le *Washington Post*.

Le secrétaire d'Etat américain, qui espère qu'une réponse positive pourra être fournie « *très prochainement* », ajoute qu'aucune décision n'a été prise dans les milieux gouvernementaux mais qu'il a le sentiment que les choses se « *précisent* ».

D'après le journal, M. Shultz a décidé de soutenir cette démarche à la suite de la réception le 22 avril d'une lettre de M. Shimon Pérès dans laquelle le premier ministre israélien détaillait le programme économique en neuf points établi par un groupe privé d'économistes américains, et adopté par son gouvernement.

Jusqu'à présent, Washington s'est abstenu de fournir une aide d'urgence à Israël pour contraindre son gouvernement à mettre en œuvre des mesures d'austérité économique.

Selon des sources diplomatiques et parlementaires non identifiées citées par le *Washington Post*, M. Shultz a également décidé de demander une aide spéciale de 500 millions de dollars sur deux ans destinée à l'Egypte, et 8 millions de dollars pour améliorer la « *qualité de vie* » des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

● *Un gala pour les populations du Liban du Sud.* — L'association internationale pour la sauvegarde de Tyr (67, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. : 622-04-95) organise, ce jeudi 2 mai, à 19 h 15, à l'Opéra de Paris (fermeture des portes à 20 heures) une représentation de gala des ballets *Quelques pas graves de Baptiste*, musique de Lulli, et *Giselle*, musique d'Adolphe Adam, sous le haut patronage de M. Jack Lang, ministre de la culture, et de l'émir Farouk Abillama, ambassadeur du Liban. Les recettes « *iront aux populations du Liban du Sud sans considération d'origine communautaire ou autre* ».

● *Occupations d'ambassades.* — A Bruxelles et à Paris, des étudiants libanais ont occupé, mardi, leurs ambassades, réclamant l'intervention de l'armée libanaise et de la Force intérimaire de l'ONU (FINUL) pour empêcher le massacre des chrétiens par les milices musulmanes au Liban du Sud. Le consulat du Liban à Marseille a également été occupé.

● *Une déclaration du Quai d'Orsay.* — Profondément préoccupé par les derniers développements dramatiques de la guerre, le gouvernement vient d'accélérer ses efforts diplomatiques au Liban même et aux Nations unies pour tenter de mettre fin à ce qu'il juge une « *situation tragique* », a fait savoir, dès mardi, le ministère des affaires étrangères. « *Le gouvernement français exprime sa profonde émotion devant les nouveaux drames qui frappent le sud du Liban et qui entraînent de nouveaux deuils et des exodes de populations* », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay.

AMÉRIQUES

Le président Reagan a décrété un embargo total contre le Nicaragua

Le président Reagan a annoncé, mercredi 1er mai, un embargo commercial total contre le Nicaragua alors qu'il venait d'arriver en République fédérale d'Allemagne pour participer, à partir de ce jeudi, au sommet de Bonn.

Ayant recours à ses pouvoirs d'urgence, M. Reagan a décrété l'arrêt des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Nicaragua et la suspension d'un traité bilatéral d'amitié, de commerce et de navigation. Les droits d'accès aux ports américains pour les navires du Nicaragua et les droits d'atterrissage aux Etats-Unis pour les avions des lignes nicaraguayennes sont également suspendus.

« *Le président a ordonné ces mesures en réponse à la situation d'urgence créée par les actions agressives du gouvernement du Nicaragua en Amérique centrale* », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

Ces sanctions interviennent une semaine après le rejet par le Congrès d'une assistance de 14 millions de dollars requise par M. Reagan pour la guérilla antisandiniste. Pour les justifier, M. Speakes a cité le rapprochement entre Managua et Moscou, dont témoigne, a-t-il dit, la visite que vient d'effectuer en URSS le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega. Il a également évoqué de nouvelles fournitures de matériel militaire du bloc soviétique au Nicaragua. Il a ainsi indiqué qu'un nombre non précisé d'hélicoptères avaient été livrés la semaine dernière par l'URSS au Nicaragua. La même semaine, a-t-il ajouté, « *un important approvisionnement d'équipement de transport militaire* » est arrivé au Nicaragua.

De source américaine, on précise que M. Reagan a dû attendre d'arriver en visite officielle en RFA pour annoncer ces mesures en raison des « consultations » à entreprendre avec le Congrès des Etats-Unis d'une part et avec les autres pays d'Amérique centrale d'autre part.

L'annonce de cet embargo, qui rappelle les mesures prises par Washington contre Cuba peu après la révolution castriste, marque un net durcissement de la diplomatie américaine en Amérique centrale. Il risque de susciter des réactions hostiles de la part des partenaires occidentaux de M. Reagan au sommet de Bonn, dont certains sont déjà critiques vis-à-vis de sa politique dans la région, estiment les observateurs.

M. Reagan est prêt a exprimer à ses interlocuteurs à Bonn le « *sérieux* » avec lequel il considère la « *menace* » en Amérique centrale, mais il n'a pas l'intention d'appeler d'autres pays à se joindre à son initiative, a-t-on indiqué dans son entourage.

Les sanctions annoncées visent à réaliser les quatre objectifs que Washington s'est fixés à l'égard du Nicaragua : l'arrêt du soutien par Managua aux insurrections dans les pays voisins, l'interruption de ses relations militaires avec Cuba et le bloc soviétique, l'arrêt de son « *réarmement massif* » et la « *démocratisation* » du Nicaragua.

Bien que la Maison Blanche ait de nouveau appelé les sandinistes à ouvrir un dialogue avec les « contras », l'opposition armée, elle, s'est refusée à dire quel geste concret du gouvernement sandiniste permettrait la levée des sanctions annoncées.

Managua : « Les Etats-Unis veulent nous vaincre par la faim »

Les Etats-Unis « *veulent nous vaincre par la faim, nous mettre à genoux par des difficultés économiques, mais ils n'y arriveront jamais* », a affirmé mardi le Front sandiniste, après la décision de M. Reagan d'imposer un embargo commercial total.

Dans un message au pays diffusé par la radio et la télévision à l'occasion de la fête du 1er mai, le secrétaire politique du Front sandiniste, le commandant Bayardo Arce, a reconnu que la situation économique du pays est « *dramatique et chaque fois plus difficile* », bien que l'armée sandiniste « *mette en déroute* » plus de 10 000 guérilleros armés et financés par les Etats-Unis.

L'administration américaine « *doit comprendre que cette révolution ira à son terme* », a déclaré le commandant Arce, en soulignant qu'« *en premier lieu il faut garantir la défense pour survivre* », justifiant ainsi les récentes hausses des prix de produits de première nécessité et de services (transports et électricité, notamment) décrétées par le régime. Il a appelé les Nicaraguayens à augmenter la production, redoubler de vigilance révolutionnaire, combattre le gaspillage et la corruption et développer le travail volontaire.

Il a ajouté que la visite effectuée en URSS par le président Daniel Ortega a pour but la coopération économique, mais les Nicaraguayens ne doivent pas, selon lui, attendre que la solution à leurs problèmes économiques et militaires vienne de l'étranger. — *(AFP.)*

DES ÉCHANGES EN BAISSE SENSIBLE

Washington *(AFP)*. — Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Nicaragua, sur lesquels le président Reagan a décrété un embargo total, avaient subi une baisse importante de 1980 à 1984, selon les chiffres du département américain du commerce.

Les exportations des Etats-Unis vers le Nicaragua étaient tombées de 247 millions de dollars en 1980 à 111,5 millions de dollars en 1984, et les importations américaines en provenance du Nicaragua étaient passées de 214 millions à 57 millions de dollars.

En 1984, le Nicaragua a notamment exporté vers les Etats-Unis des bananes (23,5 millions de dollars), de la viande, des fruits de mer, du café et de la mélasse. Les exportations américaines vers le Nicaragua ont été principalement des insecticides (9,14 millions de dollars), des matériaux d'emballage, de l'huile de soja et des graisses.

● *Le Canada n'est pas disposé a se joindre a l'embargo américain.* — Le Canada n'a pas l'intention de suivre l'exemple des Etats-Unis et d'imposer un embargo commercial au Nicaragua, a déclaré, mercredi 1er mai, à Ottawa, Mme Monique Vézina, ministre des relations extérieures. — *(AFP.)*

M. ABRAMS REMPLACE M. MOTLEY AU POSTE DE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT POUR LES AFFAIRES INTERAMÉRICAINES

M. Langhorne Motley, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, a rendu publique sa démission le mercredi 1er mai. M. Motley a précisé qu'il quittait son poste pour des « *raisons personnelles* » et qu'il retournait dans le secteur privé. Il a indiqué qu'il avait annoncé sa décision il y a environ quatre mois au secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui lui avait demandé d'attendre le vote du Congrès sur l'aide aux *contras*.

Agé de quarante-sept ans, il avait été nommé à ce poste le 27 mai 1983, après avoir occupé les fonctions d'ambassadeur au Brésil depuis 1981. Auparavant M. Motley était agent immobilier en Alaska, où il envisage de retourner en tant qu'homme d'affaires. Il avait notamment été l'architecte de l'invasion de la Grenade en 1983 et a joué un rôle majeur dans les négociations avec le Congrès concernant l'aide au Salvador et au Nicaragua.

Le président Reagan a nommé, pour le remplacer, M. Elliott Abrams, âgé de trente-sept ans, qui occupait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire d'Etat adjoint pour les droits de l'homme. Il a été le chef du bureau des droits de l'homme en liaison avec l'ONU pendant près de trois ans et demi.

MOSCOU : « WASHINGTON VEUT BRISER LA VOLONTÉ DU PEUPLE NICARAGUAYEN »

Moscou *(AFP)*. — L'embargo commercial décrété par Washington contre Managua vise à « *briser par la faim la volonté du peuple nicaraguayen* », écrit mercredi l'agence Tass en dénonçant le « *terrorisme international* » américain.

Dans un commentaire diffusé peu avant l'annonce officielle par M. Reagan d'un embargo commercial total contre le Nicaragua, l'agence soviétique accuse les Etats-Unis de vouloir « *par des pressions militaires, politiques et économiques, changer l'ordre établi dans cet état souverain* ».

Selon Tass, « *Washington a manifestement oublié que le temps des canonnières est révolu et que le terrorisme international ne paie pas* ».

« *L'administration américaine devrait se souvenir de ce que ni son blocus économique, ni son soutien aux fantoches, ni son agression directe ne lui ont permis il y a dix ans de briser la volonté du peuple vietnamien et sa détermination a conquérir sa liberté et sa souveraineté* », ajoute Tass.

Les sanctions américaines « *porteront préjudice à l'économie du Nicaragua mais ne feront pas changer son gouvernement d'orientation politique* », conclut l'agence.

Brésil

La multiplication des grèves inquiète le gouvernement de M. Sarney

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement de M. José Sarney commence à s'inquiéter de la multiplication des grèves dans le pays. Une cinquantaine de mouvements ont éclaté ces dernières semaines, surtout dans l'axe Rio-Sao-Paulo, où le trafic aérien est paralysé à 80 % depuis le mardi 30 avril et où le conflit des métallurgistes entre ce jeudi dans sa quatrième semaine.

Officiellement, les dirigeants de la « nouvelle République » estiment que l'arrêt de travail est un « *recours légitime des travailleurs* ». Ils se proposent de modifier sur ce point la législation — très restrictive — héritée du régime militaire. « *Le pays doit s'habituer aux grèves* », a déclaré M. Sarney. Le ministre du travail, M. Almir Pazzianotto, qui s'efforce de jouer un rôle de conciliateur dans la plupart des conflits en cours, tient les mêmes propos rassurants. Il répète qu'il n'est pas question d'intervenir dans les syndicats mis en cause — pratique fort courante sous le règne des généraux.

Pourtant, le gouvernement est inquiet. Il a découvert que des « *agitateurs professionnels* » étaient mêlés aux piquets de grève de l'ABC pauliste (1). Ce sont eux, à l'en croire, qui seraient à l'origine des désordres et des violences constatés ces derniers jours et qui sont « *inhabituelles dans le pays* ». Il y a eu, en effet, plusieurs occupations d'usines pendant le conflit des métallos. A Sao-José-dos-Campos, dans un établissement de la General Motors, les grévistes ont retenu en otages la semaine dernière, pendant quarante-huit heures, trois cent soixante-dix « cols blancs » en représailles contre une centaine de licenciements.

Selon le gouvernement, des groupuscules d'extrême gauche veulent « *déstabiliser* » les institutions démocratiques. L'accusation est surtout dirigée contre les trotskistes du groupe Convergence socialiste, très influent dans le Parti des travailleurs (PT) et son annexe syndicale, la Centrale unique des travailleurs (CUT), qui dirige la grève des métallos. Convergence socialiste — baptisée « *la gauche de la gauche* » — a fait beaucoup monter les enchères de l'ABC pauliste. Elle se dit présente dans la plupart des mouvements revendicatifs qui secouent le pays.

Elle vient de conquérir la direction du principal syndicat de Rio, celui des employés de banque, auparavant détenue par le Parti communiste. Son influence et celle de la CUT se sont étendues ces deux dernières années au détriment des modérés du monde syndical, qui se regroupent dans une autre centrale, la CONCLAT (Coordination nationale des classes de travailleurs), laquelle s'appuie sur le PMDB — le parti pilier de la coalition au pouvoir — et surtout sur le Parti communiste, qui a perdu beaucoup de ses positions dans le milieu ouvrier.

Le secteur automobile

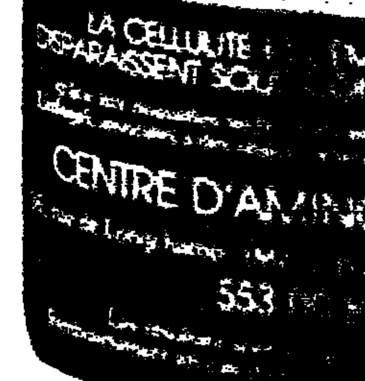
Les radicaux de la CUT, qui ont déclenché, le 11 avril, la grève des métallos paulistes continuent leur mouvement. Celui-ci affecte surtout le secteur automobile, notamment les usines de pièces détachées. La production de véhicules a baissé en avril de près de 60%, et les pertes des grandes firmes (Volkswagen, Ford, General Motors, Mercedes Benz) ont atteint plusieurs dizaines de millions de dollars. La grève a néanmoins fléchi. Sur les 200000 ouvriers qui avaient arrêté le travail (le tiers des métallos de l'Etat de Sao-Paulo), un peu plus de 60000 ont regagné leur poste.

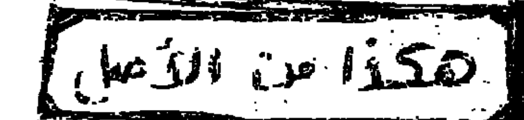
Une nouvelle grève était attendue ce jeudi à Sao-Paulo : celle des 64000 employés des trains, des métros et des autobus. Autrement dit, c'est l'ensemble des transports collectifs de la principale ville brésilienne (9 millions d'habitants) qui est menacé de paralysie. Le trafic aérien est déjà arrêté depuis deux jours dans le centre sud du pays, à la suite d'un mouvement qui affecte deux des trois compagnies nationales, la VARIG et la VASP, dont les employés demandent — à l'instar des métallos — un rajustement trimestriel de leurs salaires.

CHARLES VANHECKE.

(1) Initiales des trois principales banlieues ouvrières de Sao-Paulo : Santo-André, Sao-Bernardo et Sao-Caetano, où sont concentrées la majorité des entreprises industrielles de la métropole économique du Brésil.

● *Doublement du salaire minimum.* — Le président José Sarney a annoncé mardi 30 avril dans un discours radiotélévisé, un doublement du salaire minimum (environ 33 dollars par mois, soit 317 F), que perçoivent 21 des 50 millions de travailleurs du pays. Cette augmentation est entrée en vigueur dès le 1er mai. A cette occasion, le ministre du travail, M. Almir Pazzianotto, a déclaré que le précédent salaire minimum, fixé le 1er novembre 1984, avait été « *le plus bas depuis 1951* ».





La guerre dans le sud des Philippines

II. – Où les communistes « se délectent de la pourriture »

Ancien eldorado, l'île de Mindanao est plongée dans une guerre civile qui a gagné les villes, y compris Davao-City, dont les bidonvilles servent aujourd'hui de repaires aux nouveaux « robin des Bois », les guérilleros de la NPA (*le Monde* du 2 mai 1985).

De notre envoyé spécial ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Davao-City. – « *Nous en sommes arrivés là, au glissement de Mindanao dans la guerre civile, pour des raisons non seulement structurelles ou conjoncturelles, mais véritablement criminelles* », affirme Mᵉ Sylvestre Bello, un opposant, dont la rumeur fait le prochain favori à la mairie de Davao.

« *Depuis 1972, lorsque le président Marcos imposa la loi martiale pour perpétuer son pouvoir et écraser les musulmans du Front de libération Moro, la militarisation de Mindanao n'a jamais cessé. La démocratie a été confisquée, l'administration civile a renié ses obligations, les généraux ont gouverné à leur guise. Le résultat est qu'à Davao toutes les activités criminelles – contrebande, jeux d'argent, prostitution, rackets, trafic de drogue, extorsion et abattage forestier illégal – sont, d'une manière ou d'une autre, contrôlées par les militaires et les policiers. Sous prétexte de lutte anti-guérilla, on a donné carte blanche aux militaires. Imaginez l'attitude du soldat et du policier de base, mal payés, qui voient leurs chefs s'enrichir en toute impunité. Eux aussi se paient sur l'habitant. L'armée et la police protègent plutôt les rackets que les honnêtes gens. Ajoutez à cela la crise économique...* »

« *Bien entendu* », poursuit-il, « *les communistes se délectent de cette pourriture : elle pousse de bons chrétiens dans leur camp, par nécessité ou par dégoût. Mais, peu à peu, l'idéologie suit.* »

Sur le régime, il aura cette réponse : « *Depuis dix ans, il n'y a plus grand-chose à mettre à son crédit. J'ai été membre du KBL (le Parti de la nouvelle société de M. Marcos). En donnant une chance au régime, je l'ai vu fonctionner de l'intérieur : tout était corrompu. J'ai démissionné avant d'être complètement pourri. J'ai alors milité pour la justice et les droits de l'homme, et mesuré le rôle désastreux des forces armées dans l'évolution de la nation.* »

« *Les militaires – c'est fondamental – n'ont guère fait d'efforts pour mettre la population de leur côté; il leur suffisait d'avoit le pouvoir et la force armée. Conscients du rejet que leurs tactiques brutales provoquent, et des avantages qu'en retire la NPA, ils persistent dans leur politique de* hamleting *(regroupements forcés), de* salvaging *(exécutions sommaires) et de* zoning *(opérations de bouclage). Des unités paramilitaires sont mises au service des expropriations, des grands propriétaires, des amis du pouvoir et des multinationales de l'agrobusiness.* »

Pour Mᵉ Bello, les grands maux de Davao sont : 1) l'effondrement de la paix et de l'ordre public; 2) la pauvreté; 3) les abus et la coruption; 4) la crise économique. Pour les guérir, il faudrait d'abord « *restaurer la démocratie à Manille et légaliser le Parti communiste* ». Est-ce possible ? « *C'est nécessaire*, réplique-t-il, *question de tolérance et de réalisme. La situation à Davao n'est pas exceptionnelle : la NPA progresse à Mindanao, à Samar, à Luzon, à Négros. Partout. Les Philippines, c'est déjà un peu le Nicaragua de Somoza ou le Salvador ; on ne va quand même pas en faire un autre Vietnam !* »

Il veut croire que les communistes déposeraient les armes en échange d'une légalité politique. Cela dit, dans l'immédiat, il pense que « *la situation va empirer et la polarisation s'accentuer* ».

La litanie anti-Marcos

Luis Santos, ex-maire (indépendant) de Davao, dont il fut aussi le chef de la police, est un grand bourgeois fortuné. Il fait partie de l'opposition libérale, mais compte des amis parmi les proches de M. Marcos; il connaît le dessous des cartes et a tout à perdre à l'avènement du communisme. D'où, sans doute, la virulence des critiques adressées à un régime « *synonyme de ruine* ».

Inévitablement, avec le café, vient la litanie des désastres en tout genre de l'ère Marcos : dictature, dislocation économique, retards industriels, sous-développement rural, favoritisme ruineux, faillite financière, gaspillage et endettement, inégalités et injustice, corruption massive, paupérisation. Cette énumération, identique à celle de Mᵉ Bello, on la retrouve jusque dans les rapports officiels philippins et américains, tant ces faits sont désormais avérés.

M. Santos remarque avec mordant : « *Ce régime ne manque pas de réussites. En 1972, il y avait quelques poches de rébellion musulmane à Mindanao. On a militarisé massivement pour les réduire, mais comme en même temps on a négligé des millions de gens et dilapidé des milliards, on a favorisé l'essor des communistes dans tout le pays, jusque dans le village du président ! Autre succès : nous aurons bientôt deux administrations à Davao. Les commerçant paient désormais l'impôt à la NPA – cela vaut mieux si l'on veut rester en vie.* » (Lui a récemment « *fait don* » des armes de ses gardes à des guérilleros venus les exiger « *poliment* », alors qu'il jouait au golfe dans un club privé.)

Il ajoute : « *L'armée a maintenu le président au pouvoir, éliminé le sénateur Aquino et permis aux privilégiés de s'enrichir. Ils ont des milliards à l'étranger. Pour eux, ce sont là des succès.*

Pour M. Santos, la situation est « *diabolique* ». « *Pour éviter l'engrenage de type vietnamien, il faudrait éliminer les causes du mécontentement : Marcos et ses généraux. Mais ils se soutiennent mutuellement, les Etats-Unis soutiennent les deux et, tous ensemble, favorisent la guérilla. Nous, les libéraux, sommes victimes de la polarisation. Nous ne rêvons pas de NPA-Robin des Bois, mais nous sommes contraint à l'alliance avec une opposition influencée par les communistes* ». Un espoir : « *Que Marcos meure au plus tôt.* »

Confrontées aux harcèlements communistes, à la montée des critiques condamnant leurs excès et à un problème endémique d'indiscipline et de rivalités de corps, les forces armées ont fort à faire. Leur passif est lourd et leur image désastreuse. Comment, d'ailleurs, ne pas voir un symbole dans le fait que leur chef d'état-major, le général Ver, homme de confiance et parent du président, est aujourd'hui jugé, avec d'autres militaires, pour complicité dans le meurtre du sénateur Aquino ?

« *Il faut opposer le respect de la discipline et des droits de l'homme à la propagande des subversifs qui qualifient de « liquidations » des meurtres justifiés et qui appellent « massacres » des combats victorieux. La gendarmerie peut faire le « sale boulot » pour maintenir l'ordre, mais il faut que ce qui est blanc soit perçu comme tel par la population* », déclarait récemment le général Dionisios Tangatue, commandant la gendarmerie de Davao.

Le « parlement des rues »

Il ajoutait à l'adresse d'un groupe d'avocats dénonçant des brutalités militaires : « *Il s'agit d'une guerre non conventionnelle où une communauté innocente et terrorisée sert de bouclier à l'ennemi. Cela dit, dans nos opérations, nous respectons les règlements.* »

Le général Jaime Echeverria, commandant en chef de la région, « *refuse de voir grossir la menace communiste* ». Faisant allusion aux mouvements de grève et de protestation dirigés contre le régime, il ajoute : « *Un groupe radical trompe les gens et les pousse à agir. Mais ces derniers devraient réaliser que les méthodes employées sont plus dictatoriales que celles de n'importe quelle dictature.* » Le général en veut à la presse. « *Quand des soldats sont tués, qui s'émeut ? Leur mort est une statistique. On dit : c'était leur métier. Mais qu'un suspect de subversion soit arrêté, et la presse pousse des hurlements (...). Elle refuse de voir la menace croissante du communisme qui se nourrit du chaos et de la peur.* »

A ces critiques, les intéressés rétorquent que ceux qualifiés pêle-mêle de « *subversifs* » se sont d'abord organisés pour se protéger du « *chaos et de la peur* » instaurés par les forces armées elles-mêmes. En réponse aux abus des militaires et aux décrets répressifs d'un président aux pouvoirs dictatoriaux, tout un réseau d'organisations sectorielles s'est développé, légalement, clandestinement, solidairement. Sous la conduite de politiciens, d'avocats, de prêtres et autour de mots d'ordre simples (démocratie, refus de la militarisation, droits de l'homme, justice et paix), des associations religieuses, des « *mouvements de masse* » et « *organisations de base* » (paysans, ouvriers, minorités, femmes, avocats, enseignants, etc.) se sont constitués en contre-pouvoir, en « *parlement des rues* ».

Ces mouvements sont particulièrement actifs à Mindanao où la concentration militaire est la plus forte. Depuis l'assassinat du sénateur Aquino (août 1983) qui a poussé vers elles des milliers de gens jusqu'alors réservés, les grandes associations fédératives comme CORD (Coalition pour la restauration de la démocratie) et l'Alliance nationale pour la justice, la liberté et la démocratie (NAJFD), ont multiplié les démonstrations non violentes et les grèves.

Les militaires enragent d'avoir le mauvais rôle et de se heurter, chaque fois qu'ils lancent des opérations, à la résistance et à l'hostilité de populations de plus en plus organisées. Ils accusent certaines associations de servir de paravents et d'alliées aux communistes. Ceux-ci ne cachent pas qu'ils sont influents dans le « *mouvement de masses* » grâce au Front national démocratique (FND) qu'ils contrôlent. D'autres, qui ne cachent ni leurs sympathies ni leurs haines, sont des « *alliés objectifs* » du PC.

« *A l'origine, ces mouvements sont nés pour pallier une carence ou pour faire face à des abus du pouvoir. A Davao, nous avons perdu toute confiance et tout respect pour les forces armées. Depuis des années, elles ont tout fait pour. On peut même dire que les Philippins ont été bien patients* », remarquait Mᵉ Sylvestre Bello. Un député allait jusqu'à déclarer à propos de Mindanao : « *Tant que certains officiers resteront en place il sera impossible de ramener l'ordre et la paix.* »

Cela étant, et compte tenu de l'irritation croissante de Washington, une tentative a été lancée par le général Fidel Ramos, chef d'état-major intérimaire, pour raffermir la discipline et redorer le blason des forces armées.

Il s'agit de convaincre que les militaires sont les protecteurs du peuple, pas ses oppresseurs et que les NPA ne sont pas, comme on le dit souvent ici en jouant sur leur sigle, les seuls « *nice people around* » (les gars sympas du coin). A la campagne et à la ville, où nous les avons rencontrés, les cadres et les guérilleros communistes paraissent, en tout cas, bien implantés et protégés par tout un réseau de complicités.

Prochain article :

AVEC LES « MOINEAUX » DU NICAR-AGDAO

Bangladesh

DES TRIBUS INSURGÉES SE RALLIENT AUX AUTORITÉS

Dakha (*UPI*). – Des tribus insurgées des monts de Chittagong, dans le sud du Bangladesh, ont conclu le 30 avril, après dix mois de négociations secrètes, un accord avec les autorités de Dakha, aux termes duquel elles mettent fin à une longue rébellion. Soixante-seize responsables de ces tribus – appartenant aux Shantibahini, les « forces de la paix », luttant pour une plus large autonomie de leur région, et qui avaient joui durant un certain temps du soutien de l'Inde – ont accepté l'offre d'amnistie du gouvernement et son plan de développement.

L'accord a été marqué par une cérémonie officielle dans le stade de Chittagong. Cependant, l'un des chefs locaux, Priti Chakma, demeure dans la clandestinité avec une poignée de sympathisants. Le commandant Pewri, responsable des insurgés ralliés, a remis ses armes aux autorités militaires.

La guerre d'Afghanistan

DES PRISONNIERS SOVIÉTIQUES TUÉS DANS L'EXPLOSION D'UN DÉPOT DE MUNITIONS AU PAKISTAN

Islamabad (*Reuter, AFP*). – Des résistants afghans ont fait sauter, samedi 27 avril, un de leurs dépôts de munitions au Pakistan, tuant une vingtaine de prisonniers soviétiques et communistes afghans détenus dans les locaux, a-t-on appris de source proche des exilés à Peshawar. Selon des responsables pakistanais, qui ont demandé à garder l'anonymat, les résistants ont fait sauter le dépôt après une nuit de négociations infructueuses avec les prisonniers, près de Zangali, à 25 km au sud de Peshawar. Ces derniers, qui avaient été capturés ou qui avaient déserté en Afghanistan, avaient demandé à être remis aux autorités pakistanaises ou à des pays tiers. Ils s'étaient emparés du dépôt où des armes de fabrication chinoise venaient d'être entreposées, après avoir maîtrisé un gardien.

D'autre part, les forces soviétiques ont, ces derniers jours, tué ou blessé une soixantaine de civils afghans dans le village de Baghche, près de Hérat, au nord-ouest du pays, en représailles après une attaque de résistants contre un convoi militaire, a-t-on appris le 30 avril, à Islamabad, de sources diplomatiques occidentales.

politique

LES DÉBATS A GAUCHE

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

M. Rocard invite les socialistes à « tenir le discours de leurs actes »

M. Michel Rocard, invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde* », mercredi 1er mai, a déclaré que les socialistes paient « *très cher des erreurs de gestion du début qui, elles-mêmes, étaient liées à des promesses électorales excessives (...). D'où le fait que certaines des promesses ne sont pas tenues. De cela aussi, on nous discrédite.* » M. Rocard reproche au Parti socialiste de n'avoir pas adapté son discours à la pratique gouvernementale : « *Le gouvernement a radicalement changé un certain nombre de ses analyses pour gouverner mieux. Les résultats commencent à apparaître. Mais il n'y a pas eu d'acte collectif des socialistes dont le Parti socialiste rende compte. Le discours collectif n'a pas suivi (...). La garantie pour l'avenir que la gauche a appris à gouverner et qu'elle se souviendra de cet apprentissage, c'est le Parti socialiste qui doit la donner (...) et il ne l'a pas encore donnée. J'y vois le plus important des enjeux du prochain congrès du Parti socialiste.* »

L'ancien ministre de l'agriculture affirme qu'il n'est « *pas question* » pour lui de quitter le PS, dont *le* « *problème essentiel* » est à ses yeux « *de savoir ce qu'il veut pour l'avenir* ». « *A ce débat-là*, dit-il, *j'ai peut-être quelque avantage à contribuer et quelque chance d'être pas mal écouté.* » Selon lui, les Français ont « *un peu raison* » de ne pas aimer leurs partis politiques, sociétés « *modérément sympathiques* » et dans lesquelles il n'est « *pas facile de faire réfléchir* ». M. Rocard a l'intention de « *contribuer à produire, avec beaucoup d'autres si possible, des lieux de réflexion* », et il a lancé un appel à cet effet.

M. Rocard estime que « *les stratégies personnelles des socialistes, c'est poétique et amusant aussi longtemps qu'ils sont collectivement voués à la défaite. La condition pour qu'ils ne soient pas voués à la défaite, c'est que, collectivement, et si possible tous ensemble, ils se mettent à tenir le discours de leurs actes, un discours porteur d'avenir, réaliste et tenant compte des situations. On ouvrira la compétition après.* »

Interrogé sur la possibilité qu'il soit candidat à l'Elysée, il a répondu : « *Pourquoi ne le pourrais-je pas ? Quand on a des idées, on n'est jamais à l'abri du souhait de vouloir les appliquer. Mais tout cela n'a de crédibilité que s'il y a une incontestable perception par la France d'une force de proposition.* »

Encore un effort pour devenir « rocardiens » !

Socialistes, encore un effort pour être rocardiens ! Tel est le message délivré, mercredi 1er mai, à l'émission RTL-*le Monde*, par M. Michel Rocard. L'ancien ministre de l'agriculture a invité les socialistes à montrer, au congrès de Toulouse, qu'ils tiendront désormais le « *discours de leurs actes* ». Une coïncidence veut que cette injonction ait été lancée quelques heures seulement après que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, eut précisément mis ses amis en garde contre les tentations du « modernisme ». Le décor est ainsi clairement planté.

Les déclarations de M. Rocard soulèvent une question de fond et posent plusieurs problèmes de tactique. Il a déjà été très difficile aux socialistes d'accepter la politique de rigueur. Aujourd'hui, M. Rocard leur demande d'aller plus loin encore et d'adapter leur démarche future à la pratique actuelle du gouvernement, donc aux contraintes de l'économie. Certes, l'expérience du pouvoir a amené les responsables mitterrandistes du PS à se rapprocher quelque peu des thèses de M. Rocard dans la prise en compte des contraintes du réel. Mais les réticences manifestées par la base socialiste lors de la préparation, puis des débats, de la convention nationale du PS « Modernisation et progrès social », en décembre 1984, semblent montrer que, dans ses profondeurs, le parti n'est toujours pas réconcilié avec l'économie.

Problèmes de tactique ensuite. En essayant de fixer lui-même la ligne de clivage probable du congrès de Toulouse, M. Rocard montre qu'il se situe toujours dans un cas de figure caricatural, celui qui oppose les « *archaïques* » aux « *modernistes* ».

Ainsi M. Rocard, dont les amis voulaient à tout prix éviter de reconstituer les clivages du congrès de Metz de 1979 (l'alliance Mauroy-Rocard, minoritaire contre tous les autres) a-t-il assigné de nouveau son camp à chacun.

Mais il laisse entendre que ses amis et lui éviteront de se compter. Il sait bien que le meilleur moyen pour être un jour candidat du PS aux élections présidentielles n'est pas de réunir 10 % ou 15 % de suffrages sur son nom à l'intérieur du PS. Il a donc intérêt à développer ses idées sans les formaliser dans une motion qui oblige à se compter devant le congrès. Les amis de M. Rocard répètent d'ailleurs inlassablement que leurs idées se diffusant dans le parti, le PS, petit à petit, se « *rocardise* » sans le dire. Ce à quoi certains, « mitterrandistes » répondent qu'elles se « *dissolvent* »...

Reste l'hypothèse d'une démarche présidentielle solitaire de M. Rocard. Régulièrement, les rocardiens répètent que leur place est dans le parti. C'est encore ce qu'a confirmé M. Rocard mercredi. Mais l'éventuel abandon d'une démarche interne au PS continue d'occuper certaines conversations de couloir entre rocardiens, comme ce fut le cas dimanche dernier à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Même s'il s'en défend, M. Rocard a lui-même relancé le débat, en épousant l'air du temps pour critiquer une nouvelle fois les partis politiques — et en annonçant implicitement la création d'un club, qui regrouperait des socialistes et des non-socialistes. Un tel club ressemble fort à une structure qui permettrait un jour au candidat Rocard de se présenter, avec quelque crédibilité, devant les Français comme une « *force de proposition* ».

J.-L. A.

FÊTE A LENS

La lampe de mineur de M. Jospin

De notre envoyé spécial

Lens. — Où et comment célébrer la tradition ouvrière du 1er mai, lorsqu'on est premier secrétaire du PS, et que la désunion syndicale vous empêche de participer à un grand défilé à Paris ? Les hasards du calendrier ont fourni une réponse idéale à M. Lionel Jospin. Mercredi, la fédération socialiste du Pas-de-Calais fêtait par un déjeuner de trois cent cinquante convives les cinquante ans de parti de plusieurs militants, dont M. André Delelis, maire de Lens, ancien ministre du commerce et de l'artisanat, inscrit par son père... à l'âge de onze ans !

Réponse idéale, car quels socialistes peuvent mieux que les mineurs du Pas-de-Calais incarner la mémoire ouvrière du parti ? Réponse idéale, car le moment ne pouvait être mieux choisi pour une telle visite au centre même de ce bassin minier en récession. Déjà traumatisée par la politique charbonnière du gouvernement socialiste, la puissante fédération du Pas-de-Calais — qui compte deux des circonscriptions les plus à gauche de France — a subi un nouveau choc avec le choix de la proportionnelle, qui fera perdre au PS à peu près la moitié de ses sièges de députés dans le département (1).

Sans doute, au terme d'une période de grogne, M. Daniel Percheron, premier secrétaire fédéral, a-t-il demandé personnellement aux députés du Pas-de-Calais de s'incliner en votant — ce qu'ils ont fait — la réforme gouvernementale, au nom de la légendaire discipline de cette fédération. Mais M. Percheron craint aujourd'hui que les règles de fonctionnement de sa fédération — fondées, rappellent les socialistes du Pas-de-Calais, sur une réelle démocratie interne — ne soient devenues anachroniques par rapport au fonctionnement actuel du PS. Et il est difficile de ne pas penser que l'« affaire » de la proportionnelle laissera des traces chez les militants, surtout si le gouvernement ne compense pas cette amère potion par un effort particulier en faveur du département et de la région.

M. Jospin sait tout cela. Après MM. Delelis et Percheron, qui avaient évoqué cette région et ses habitants, dont l'histoire se confond avec celle du socialisme français, il a souligné la nécessité que « *s'affirment l'identité du monde du travail et l'identité du socialisme* ». Si le PS, pour « *rassembler largement* », doit être « *souple et ouvert* » et « *incarner la modernité* », pas question de céder à « *un modernisme sans contenu, sans forme, sans fidélité, sans enracinement social* ».

De même, dans ce département où, jusqu'à présent, socialistes et communistes se partageaient — à l'avantage des premiers — les sièges de députés, M. Jospin s'est gardé d'attaquer le PCF. A propos de l'union de la gauche, face à un PC en *déclin et qui* « *se dérobe* », il importe de « *ne pas renoncer à cette stratégie fondamentale de rassemblement* ». Comme à l'Assemblée nationale quelques jours plus tôt, il a souligné son refus d'« *alliance avec la droite où nous perdrions notre âme* ». D'ailleurs, « *la crise existant à droite, si elle se développe, pourra nous aider à développer les forces de gauche* ».

Quant à la mine, le premier secrétaire du PS a rappelé que son déclin, s'il peut être freiné, est « *inévitable* », avant d'affirmer sa confiance dans le renouveau industriel du Pas-de-Calais. Enfin, fidèle à lui-même et aux choix gouvernementaux, il a affirmé — devant ces socialistes dont les élus menaçaient, il y a quelques jours, d'entrer en dissidence pour défendre le scrutin majoritaire — que la proportionnelle apporterait aux socialistes « *une bouffée d'oxygène et de rénovation* » dans plusieurs départements.

Chaleureux et disciplinés, et quoi qu'ils aient pu en penser, les socialistes du Pas-de-Calais ont volontiers applaudi M. Jospin. Submergé de demandes d'autographes, le premier secrétaire est reparti nanti du cadeau traditionnel — envers et contre tout — dans le bassin houiller : une lampe *de mineur.*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Le département compte 14 députés. En 1981, il a élu 11 socialistes, 1 MRG apparenté socialiste et 2 communistes.

CONFLIT PS-PC A MIRAMAS

Les élus socialistes désavoués par leur fédération

De notre correspondant

Marseille. — Les conseillers municipaux socialistes de Miramas, qui ont annoncé, le lundi 29 avril, leur démission à la suite d'un conflit avec le maire communiste, ont été désavoués par M. Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

A Miramas, la municipalité d'union de la gauche a souvent connu des problèmes de « cohabitation ». Le maire communiste, M. Georges Thorrand, n'a pas la réputation d'être « facile », et les désaccords d'ordre politique se sont parfois doublés de querelle, de personne. Mais l'initiative prise par les conseillers municipaux socialistes (1) a mis dans l'embarras la fédération des Bouches-du-Rhône du PS, qui craint de voir s'altérer ses relations harmonieuses avec ses partenaires communistes, ainsi que les bons rapports qu'entretiennent, aussi bien au niveau départemental qu'au niveau régional, les élus du PS avec ceux du PC.

Dans un tract largement diffusé à Miramas le 17 avril, neuf élus socialistes appartenant au conseil municipal avaient accusé M. Thorrand de « *mensonges, sectarisme, dilapidation des biens publics, détournement, dépenses ostentatoires et inutiles, violence et calomnie* ». Parmi les exemples donnés figurait notamment *le paiement de permanents du* PC et de la CGT avec des crédits socio-culturels.

Ce tract a non seulement provoqué la réaction de la fédération des Bouches-du-Rhône du PC, mais celle du premier secrétaire de la fédération du PS, où l'on estime inadmissible ce type d'attaque personnelle. M. Pezet a fait publier dans les colonnes du quotidien communiste *la Marseillaise*, le 24 avril, puis dans celles du *Provençal*, le 2 mai, une mise au point : « *Il s'agit d'une attaque injustifiée de la gestion du maire de Miramas et d'une violation de la solidarité municipale à laquelle notre parti s'est engagé* », écrit-il notamment.

Sur proposition de M. Pezet, les élus socialistes de Miramas, qui ont, depuis, boycotté la dernière séance du conseil municipal et annoncé leur démission, vont être traduits devant la commission fédérale de discipline. Par ailleurs, le secrétaire général demande à M. Jean-Pierre Derny, chef de file des contestataires, « *de tirer les conséquences du préjudice qu'il a causé au PS et à Miramas dans son environnement* ».

J. C.

(1) Le conseil municipal se composait de 18 PC, 8 PS, 1 divers gauche, 1 UDF, 3 RPR, 3 non-inscrits et 1 divers droite.

● *M. Poperen (PS) : pas d'unanimité de commande.* — M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a déclaré, à propos des propos de M. Rocard à « RTL-*le Monde* » : « *Je me sens en accord avec beaucoup des idées qu'il avance. Je retiens notamment avec grand intérêt qu'il reprend l'idée de règles du jeu, c'est-à-dire la nécessité d'établir un véritable contrat entre patronat, forces syndicales et l'Etat* (...). *En revanche, il me semble que dans l'analyse des difficultés de la gauche* (...) il sous-estime la formidable résistance qu'ont opposée aux changements les puissances établies (...). *Le congrès prochain du Parti socialiste devra être un congrès de débats au fond : une unanimité de commande serait dangereuse.* »

● *Mme Bouchardeau fait le tour de ses amis.* — Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, a commencé, le mardi 30 avril, à Montpellier, un tour de France qui doit lui permettre de rencontrer, au cours de dîners-débats, ses amis au sein du PSU (qu'elle a quitté), du PS et du mouvement associatif, dans la perspective du « comité d'initiative de la majorité » dont elle propose la création pour les élections législatives (*le Monde* daté 28-29 avril).

La direction du PC rencontre des résistances

(Suite de la première page.)

L'ancien porte-parole du parti, resté membre du comité central après son éviction du bureau politique, a mis l'accent sur la principale difficulté que rencontrent les dirigeants : pour beaucoup de communistes, la part prise par leur parti à la victoire de la gauche en 1981 et à la politique qu'elle a menée ensuite lui interdit de se considérer aujourd'hui comme étranger à l'évolution de la majorité et aux débats qui l'accompagnent.

Les efforts de la direction du parti pour faire oublier sa participation au gouvernement pendant trois ans butent sur des réalités qu'elle ne peut ignorer. Elle peut difficilement exiger des élus, par exemple, qu'ils se détournent sans hésitation de la politique gouvernementale en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes, alors que cette politique demeure, pour l'essentiel, dans la continuité de celle qui avait été menée sous la responsabilité d'un ministre communiste, M. Marcel Rigout, que ces mêmes élus avaient été appelés à soutenir. L'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) n'a pas imposé sans mal à ses membres le boycottage de la réunion des présidents des missions locales pour l'emploi, convoquée par le premier ministre.

Les dirigeants du parti tentent aussi, *à la faveur de la liberté à laquelle* ils prétendent par rapport à la gauche gouvernementale, de clarifier leur politique sur certaines questions qui avaient provoqué des controverses dans le parti.

C'est ainsi que M. Georges Marchais s'est prononcé, le 23 avril, pour le droit de vote des immigrés dans les élections locales, alors que le PCF s'y était déclaré hostile lorsque la question avait été soulevée une première fois en 1981. Or, dans le même temps, le secrétaire général reproche à M. François Mitterrand d'avoir déclaré que l'opinion n'est pas prête à une telle mesure, qui ne peut donc être introduite sans délai dans la législation.

M. Marchais est bien le dernier à pouvoir faire un tel reproche au chef de l'Etat, lui qui était, jusqu'à présent, d'une grande prudence sur cette question, en raison précisément de l'état de l'opinion, notamment parmi les communistes.

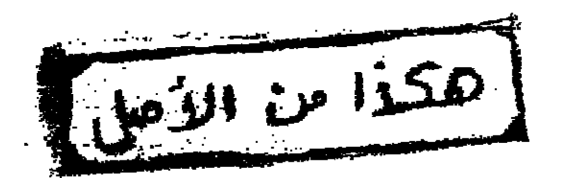
Certains militants estiment que les à-coups dans la démarche de leur parti nuisent à l'audience que pourraient lui valoir les critiques qu'il formule sur la politique du gouvernement.

PATRICK JARREAU.

TROIS ÉLECTIONS CANTONALES ANNULÉES A LA RÉUNION

Le tribunal administratif de saint-Denis-de-La-Réunion a annulé, mardi 30 avril, trois élections cantonales à La Réunion. Ces décisions concernent le canton de Saint-Philippe, où M. Wilfrid Bertile (PS), député, avait été proclamé réélu au second tout des cantonales de mars dernier, avec 965 voix contre 947 à M. Salvan (UDF) ; celui de Saint-André-I, où M. Louis Virapoullé (UDF-CDS), sénateur, avait été proclamé réélu au premier tour, avec 3 014 voix contre 1 826 à M. Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais (PCR), ancien député, membre de l'Assemblée des communautés européennes, et 193 à M. Yves Dalleau (PS) ; celui de Saint-André-II, où M. Jean-Paul Virapoullé (UDF) avait été également proclamé réélu au premier tour avec 4 641 voix contre 2 394 à M. Laurent Vergès (PCR), fils de l'ancien député, et 184 à M. Hazifou (PS).

Le PCR a souligné, après le jugement, l'importance de la décision, relative à Saint-André, du tribunal, qui a rejeté l'« argument traditionnel » de la nette-différence de voix pour retenir celui des nombreux transferts d'inscriptions d'électeurs dans chacun des deux cantons concernés.



LA « TRANSITION » EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le projet de loi soumis à l'avis de l'Assemblée territoriale

Après son adoption, mardi matin 30 avril, par le conseil des ministres, le projet de loi précisant le *« régime transitoire »* que le gouvernement veut appliquer en Nouvelle-Calédonie jusqu'à l'organisation – *« au plus tard le 31 décembre 1987 »* – d'un scrutin d'autodétermination, a été transmis l'après-midi même à l'Assemblée territoriale élue en novembre dernier et contrôlée par les anti-indépendantistes. Conformément à l'article 74 de la Constitution, cette instance législative dispose d'un délai d'un mois pour donner au gouvernement un avis dont celui-ci n'est pas obligé de tenir compte. Ce délai signifie, en revanche, que la discussion en première lecture du projet de loi à l'Assemblée nationale ne pourra pas commencer avant la première semaine du mois de juin. Toutefois, la commission des lois de l'Assemblée nationale pourra l'examiner sans attendre. C'est d'ailleurs le président de cette commission, M. Raymond Forni, député socialiste de Belfort, qui sera sans doute désigné rapporteur de ce texte.

Dans une déclaration à l'agence Associated Press, le délégué du gouvernement, M. Edgard Pisani, a notamment souligné, le 1er mai, que l'objectif du gouvernement est de provoquer dans le territoire *« un changement de la règle du jeu »* et de *« donner de la fluidité et de l'élasticité »* là où il y a blocage. *« Si nous ne parvenons pas à donner au pays un système valable,* a-t-il ajouté, *nous ne pourrons pas résister à la montée des jeunes qui va se manifester d'ici quelques années. Je crois, personnellement, qu'il n'y a pas meilleur moment pour la mutation. »*

Pour le secrétaire général du RPR,* M. Jacques Toubon, le projet du gouvernement est *« à tous égards scandaleux ». « On est revenu à l'ère coloniale d'avant 1958 »,* a ajouté le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé. Ce point est partagé par M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, selon lequel ce projet *« restaure l'autorité surannée des gouverneurs dont Pisani est le parfait archétype ».

A Nouméa, le chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze, arrivé mercredi soir, a commencé sa visite des installations militaires dont le renforcement est envisagé.

A Nice, l'ethnologue Jean Guiart, dont les travaux militent en faveur des indépendantistes canaques, a été empêché, mardi soir, de tenir une conférence à la faculté des lettres par des manifestants réunis à l'appel de plusieurs associations regroupées au sein d'un Comité d'action patriotique. Ces manifestants avaient envahi l'amphithéâtre où devait avoir lieu cette réunion.

A Paris, les représentants métropolitains du FLNKS ont participé mercredi matin à la manifestation organisée à l'occasion du 1er mai par neuf mouvements indépendantistes d'outre-mer, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes.

POUR APPLIQUER SON PLAN

L'Etat rétablit sa tutelle sur le territoire

M. Mitterrand, sur TF1, n'avait pas caché sa détermination à l'adresse du courant conservateur dont les positions sont défendues dans le territoire par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), que préside le député RPR de la deuxième circonscription, M. Jacques Lafleur : *« Nous ne cèderons pas de terrain à ceux qui ne veulent rien parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes ! Il ne faut pas y compter. »*

Tel qu'il a été définitivement arrêté, mardi 30 avril par le conseil des ministres, le projet de loi défendu par M. Fabius traduit parfaitement cette volonté de réduire à sa plus simple expression – au profit du mouvement indépendantiste – le rôle politique des notables du RPCR qui représente pourtant, jusqu'à présent, la majorité du corps électoral calédonien, hostile à toute forme d'indépendance.

Les précisions apportées par ce texte sur les pouvoirs dévolus à chacune des quatre régions qui seront créées confirment que le « congrès » du territoire, appelé à remplacer l'actuelle assemblée territoriale, n'aura qu'une fonction secondaire. Le pouvoir législatif sera partagé en quatre puisque chaque conseil de région aura pleine autorité dans les principaux domaines de la vie économique, sociale et culturelle : *« Développement ; aménagement du territoire ; enseignement primaire ; langues et cultures locales ; équipements culturels et sportifs ; action sanitaire et sociale ; développement rural et réforme foncière ; infrastructure des transports ; logement »*. Chacune des régions dialoguera directement avec l'Etat, auprès duquel elle pourra contracter des « contrats de programme » en nouant des relations conventionnelles avec les autres collectivités territoriales. Elus directement au suffrage universel, les représentants des régions détiendront une légitimité plus forte que le congrès lui-même. Ces régions se verront aussi octroyer certaines des responsabilités exercées par l'Etat au moyen des trois offices (développement, foncier, culturel) institués par les ordonnances en 1982, alors que le statut du 6 septembre 1984 prévoyait que les compétences de ces offices seraient ultérieurement transférées au nouveau gouvernement territorial.

Grâce à cette régionalisation à outrance, qui jette les bases d'un système fédéral, le président de la République et le premier ministre espèrent contraindre les caldoches à accepter que les indépendantistes canaques gèrent librement leurs affaires dans les zones où M. Jean-Marie Tjibaou et ses amis prédominent. Si les élections régionales, prévues au mois d'août confirment les scrutins précédents, les indépendantistes contrôleront la région des îles Loyauté et la région du nord de la Grande Terre (treize communes). Pour peu qu'ils obtiennent aussi la majorité dans la région du Centre-sud, où le résultat du scrutin *demeure incertain, le FLNKS* régnerait en maître sur les trois quarts du territoire. L'agglomération de Nouméa (Nouméa, Dumbea, Païta et Mont-Dore) serait réduite à une enclave caldoche, abritant plus de la moitié de la population du territoire, mais limitée à une étroite bande de côte sur une centaine de kilomètres de longueur au sud-ouest de la Grande Terre. De ce point de vue, M. Lafleur n'a pas tout à fait tort d'affirmer : *« Il ne s'agit pas d'une régionalisation mais bien d'une partition. On donne le nord de la Calédonie à M. Tjibaou. »*

Juge de paix

Dans leurs répliques au chef de l'Etat, les partisans de la Calédonie française seront sans doute fondés à user à leur tour de l'argument auquel M. Mitterrand avait lui-même recouru quand il avait souligné, le 16 janvier sur Antenne 2, combien la loi, elle aussi, peut parfois devenir *« une force injuste »*... Mais le pouvoir aura alors d'autres arguments à faire valoir pour justifier sa démarche.

Privés du pouvoir législatif sur l'ensemble du territoire, les anti-indépendantistes le seront, en outre, presque totalement du pouvoir exécutif. Car cette régionalisation poussée à l'extrême se trouve contrebalancée par un *renforcement* des pouvoirs de l'Etat. Comme les conflits entre les intérêts de la région de Nouméa et ceux des régions contrôlées par les indépendantistes apparaissent inévitables, l'Etat entend se poser en juge de paix, *par l'intermédiaire de* M. Edgard Pisani.

Les responsabilités confiées au haut-commissaire rompent avec la logique décentralisatrice suivie par la gauche, outre-mer, depuis 1981. Il s'agit bien, en effet, d'un retour à un régime d'administration directe analogue, sur bien des points, aux statuts appliqués il y a vingt ans. Le gouvernement territorial disparaît en tant qu'organe exécutif. C'est le haut-commissaire qui arrêtera les projets de délibération soumis au congrès et qui exécutera les décisions prises. Le « conseil exécutif » placé auprès de lui – qui comprendra les présidents des conseils de région et dont la présidence échoira au président du congrès – n'aura *qu'un rôle consultatif*.

Cette structure ressuscite, en quelque sorte, le comité Etat-territoire inscrit dans le statut de septembre 1984, mais contrairement aux orientations de ce dernier, le contrôle *a priori* du représentant de l'Etat est donc restauré. Ce rétablissement de la tutelle publique est spectaculairement illustré par le recours à la procédure des ordon*nances, retenue pour accélérer* l'application du projet gouvernemental et du plan de *réformes* annoncé le 25 avril par le premier ministre. Le projet de loi, dit-on à l'hôtel Matignon, aura valeur de loi d'habilitation, et cette procédure exceptionnelle pourra être utilisée dès le 1er juillet pour assurer, au besoin, le maintien de l'ordre public, dès que l'état d'urgence aura pris *fin, le 30 juin.*

A supposer que la mise en place *de ces institutions contraignantes* n'aille pas, très vite à l'encontre de la décrispation souhaitée par M. Fabius, il est à craindre qu'en cas de changement de majorité parlementaire en 1986, les représailles politiques ne soient localement, d'autant plus explosives que les indépendantistes feront tout pour *exploiter au maximum le champ* d'action qui leur est ainsi ouvert par *le gouvernement. Paradoxalement,* cette perspective n'est pas étrangère à l'empressement du pouvoir qui cherche, de toute évidence, à rendre l'évolution vers l'indépendance-association irréversible, quelle que soit l'issue des élections législatives de 1986.

ALAIN ROLLAT.

Les réactions

• M. Lafleur : « Inique ! »
• Le FLNKS : « On arrivera à s'entendre »

De notre correspondant

Nouméa. – Pour M. Jacques lafleur, député RPR du territoire et président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, le projet du gouvernement présente *« un caractère inique »*. Il a souligné, mercredi 1er mai, que le découpage régional sera tel que *« la région du nord aura neuf élus, soit un pour 2 098 personnes, la région du centre* [neuf élus] *un pour 2 875 personnes, les îles Loyauté, avec sept élus, en auront un pour 2 216 personnes, mais Nouméa avec 85 100 habitants n'aura que dix-huit élus, donc un pour 4 700 personnes. » « Les conséquences*, a déclaré M. Lafleur, *pour le moment, c'est d'abord le refus d'accepter une décision qui me paraît injuste et ensuite d'en appeler à l'opposition métropolitaine. »*

Cette réaction « à chaud », appuyée par l'électorat européen du RPCR et par les émissaires du RPR qui souhaitent ardemment relancer le débat calédonien à l'échelle nationale doit toutefois être modulée par les propos de certains Mélanésiens du parti anti-indépendantiste pour lesquels *« la régionalisation peut se révéler positive dans la mesure où elle contraindra les différentes communautés à faire ce que les Canaques du RPCR font quotidiennement dans leurs communes dirigées par des élus politiquement opposés : travailler ensemble pour le seul bien de la communauté en laissant de côté les clivages politiques ».*

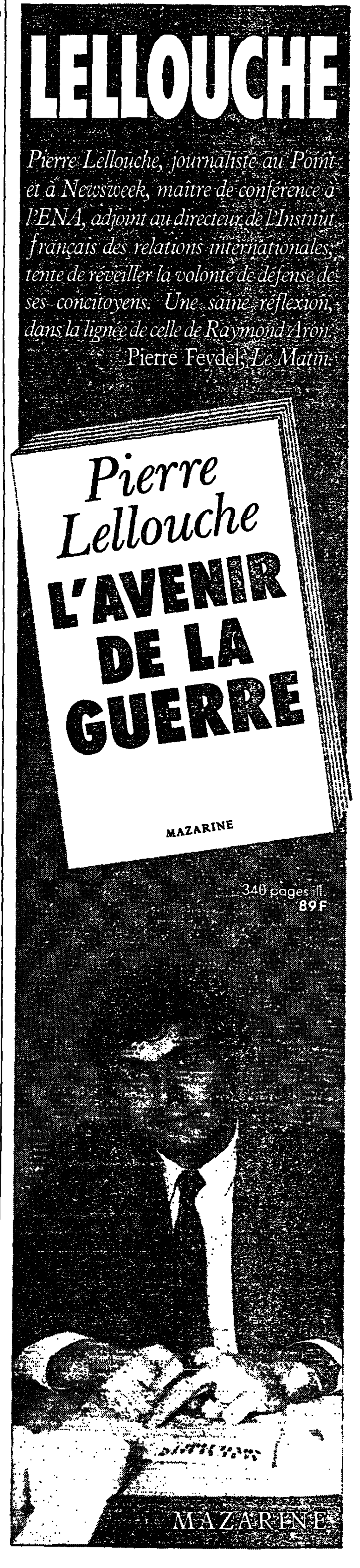
Ce point de vue est partagé par les membres du FLNKS. *« Grâce à cette structure nouvelle*, dit M. Yeiwéné Yeiwéné, porte-parole du mouvement, *les conseils de régions aboutiront à créer un instrument de dialogue au profit de tous. »* Dans les rangs indépendantistes, l'autonomie de gestion pour chaque région constitue le principal point positif du projet de loi. Le FLNKS ne se fait guère d'illusions au demeurant sur ses chances d'obtenir la majorité au congrès. *« Au plus* – remarque un membre du bureau politique – *on obtiendra dix-neuf sièges sur les quarante-trois à pourvoir. Dans le nord, sept sur neuf ; dans le sud, cinq ou six sur neuf ; aux îles Loyauté, cinq ou six sur sept. Quant à Nouméa, à coup sûr aucun. Mais le congrès n'aura pratiquement aucune compétence. Les compétences seront entièrement entre les mains des régions, et c'est là le plus important pour nous, avec le principe de l'administration directe. »*

Nombre d'éleveurs – notamment dans la région nord – se trouveront certainement soumis dans le domaine foncier à un pouvoir indépendantiste. *« Certains*, disent les responsables du FLNKS, *ne reconnaîtront jamais la voix de la raison, mais on arrivera à s'entendre avec la majorité, même si beaucoup d'entre eux n'avoueront jamais ensuite, par orgueil, qu'ils se sont montrés conciliants avec nous* (...). *En raison du passé, du souvenir des pénitenciers de la Nouvelle-Calédonie, les gens ici ont l'habitude d'être commandés... »*

Les indépendantistes ajoutent que, là où ils seront majoritaires, ils se montreront plus souples qu'ils ne l'ont été, ponctuellement, lors des revendications foncières de ces derniers mois. *« N'oubliez pas*, dit-on à l'état-major du FLNKS, *que notre slogan a toujours été :* « Reconnaissez le peuple kanak pour qu'à son tour il vous reconnaisse. » Les colons du nord de la côte ouest, eux, espèrent bien que ce slogan entrera dans les faits, mais ils n'en sont pas sûrs...

FRÉDÉRIC FILLOUX.





POLITIQUE

LE « CLUB DE L'HORLOGE » ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Les années indécises

De notre envoyé spécial

Nice. – Nous vivons des années *« indécises »*, a dit M. Jacques Médecin, maire de Nice et député RPR des Alpes-Maritimes, au cours du colloque de clôture de la première université de printemps, organisée du 28 au 30 avril, dans sa ville par le Club de l'Horloge. Un indice parmi d'autres de l'incertitude idéologique, voire de la relative confusion des temps : la succession à cinq semaines d'intervalle du colloque du Club Espaces 89, proche du PS, consacré à « L'identité française » (1) et de cette université de printemps vouée à l'étude – et en quelques moments au culte pour ses 230 participants – de « L'identité nationale ».

Il n'y a pourtant pas de lieu de réflexion plus éloigné de celui qu'inspire l'épouse de l'actuel premier ministre que celui qui alimente en idées et en thèmes une partie de l'opposition parlementaire, sans avoir rompu tous les cordons ombilicaux qui le relie aux expressions radicales de la pensée de droite ressucitée ou élaborée en France ces dernières années.

A Nice, personne n'a été évoqué ou cité aussi fréquemment que M. Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste de l'éducation nationale, ou M. Régis Debray, ancien compagnon d'Ernesto « Che » Guevara et ancien conseiller de M. Mitterrand. Personne, si ce n'est Michelet et Renan.

Attendu, il est vrai, à de prochains tournants et soupçonné d'excessive habileté manœuvrière, M. Chevènement n'en est pas moins crédité par le Club de l'Horloge, ou ses sympathisants, de *la Marseillaise* scolaire ressuscitée, de l'instruction civique retrouvée, du retour aux grands apprentissages délaissés : lecture, histoire de France...

C'est déjà beaucoup pour un seul homme socialiste en terre de dérision et de critiques incessantes de tout ce qui est « rose », ou supposé tel, en France depuis quelques années.

Ce n'est peut-être que justice pour l'animateur du CERES qui écrivait en 1979 : *« Une des grandes redécouvertes de notre temps me paraît être celle de l'enracinement concret des êtres. On peut être socialiste et se sentir enraciné dans une terre et dans une histoire »* (2). Socialisme national et nationalisme tout court peuvent donc « cousiner » et parcourir des bouts de chemin en commun.

Quant à Régis Debray, il plaît – dans sa version la plus récente, s'entend – par des descriptions et des analyses partagées par le Club de l'Horloge : craquement des empires sous des poussées (l'islam), remontées du lointain de l'histoire, déclin des affrontements idéologiques traditionnels, *« tribalisation des sujets »*, contemporaine de la *« mondialisation des objets »*.

La terre et les morts

Mais les pères, les références absolues de la défense et illustration de l'identité nationale et de son sens restent : Michelet, *« La France a fait la France »* (3), et surtout Renan : *« Une nation est une âme, un principe spirituel »* (4).

Qualifiant il y a quelques semaines, au cours du colloque d'Espaces 89, cette vision de *« nationalisme né du romantisme allemand »* qui *« indroduit le sang et le sol, une appartenance fondée sur l'hérédité, la terre et les morts »*, M. Daniel Lindenberg notait que ce *« messianisme national »* auquel, selon lui, avaient *« cédé »* Michelet et Renan, avait *« produit des résultats remarquables »*.

A la recherche de quels nouveaux résultats peuvent bien être ses zélateurs si différents d'aujourd'hui ? Pour le Club de l'Horloge, il s'agit incontestablement du retour ou de la venue de gouvernants qui seraient jugés aptes à assurer la restauration de l'identité nationale menacée ou compromise. C'est ce qu'ont révélé les moments les moins « universitaires » de son université de printemps. A l'applaudimètre, en effet, M. Jean-Marie Le Pen – ou le Front national – battait quiconque.

Et les *« mollesses de la plupart des chefs de l'opposition »* ne paraissaient pas avoir la faveur des étudiants d'un jour de cette université qui s'entendirent répondre à la question *« comment résoudre concrètement les problèmes ici posés ? » : « En gagnant les élections »*.

Les grands débats d'idées sont rarement dépourvus d'enjeu et l'air du temps souvent chargé de préoccupations très concrètes. Rassembler le plus de monde possible sous le vaste parapluie de la République avait paru le souci majeur d'Espaces 89. Se débarrasser de la gauche : ainsi pourrait-on résumer l'idée-force qui fait courir le Club de l'Horloge et son public. Cette dernière préoccupation du Club de l'Horloge rejoint d'ailleurs la volonté de restauration ou le constat heureux de résurrection de l'identité nationale sur deux terrains irréductibles d'affrontement : l'école et l'immigration.

Société pluri-culturelle ?

A l'abandon *« maso-sélectif »* – ainsi s'exprime M. Paul Soriano (5) – de la *« préférence nationale »* – thème inlassablement développé par M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du Club de l'Horloge, – au profit financier, idéologique, administratif d'immigrés trop nombreux, admis sans discernement sur le territoire et dans la communauté nationale, le Club de l'Horloge préférerait la stricte application en tous domaines du précepte : *« Les Français d'abord. »* Conséquence, à ses yeux, en même temps que contrainte née du principe suprême : la France avant tout.

Tous les adversaires du Club de l'Horloge (socialistes et immigrés surnuméraires) sont mis dans le même sac, dans une opposition farouche à une société dite pluri-culturelle telle que la prônent ou la décrivent en train de se créer responsables politiques ou membres de l'intelligentsia de gauche.

Il y a tromperie sur le mot culture, a fait valoir, avec l'assurance exclusive de qui ne jure que par *« Balzac, Rembrandt, Mozart, Marc Aurèle et Montaigne »*, M. Jean-Louis Harouel. Ce professeur de l'Université de Poitiers qui fait sourire son auditoire à l'évocation de groupes de rock s'agitant sur des paroles kabyles ne voit qu'*« illusion suicidaire »* dans cet objectif de société pluri-culturelle.

En toile de fond de son propos, la philosophie du Club de l'Horloge : l'extrême difficulté et l'absolue nécessité d'une assimilation réelle et complète de ceux qu'il faudrait, selon lui, pouvoir juger dignes de devenir Français, au lieu de les y inciter à leur corps défendant par une législation trop laxiste.

Le pouvoir politique (sous M. Giscard d'Estaing aussi bien que sous M. Mitterrand) a laissé faire, dit le Club de l'Horloge. L'école – depuis belle lurette sous la pression des syndicats – s'est délitée : voilà le cercle vicieux que voudraient briser les tenants d'une identité nationale forte.

Partis d'un terrain commun aux contours d'ailleurs incertains, les tenants antagonistes de l'identité française se retrouvent dès lors face à face. Derrière une bannière, les partisans d'une *« intégration conflictuelle ; l'assimilation et le ghetto étant impossibles »*. Ainsi s'exprimait, devant l'auditoire d'Espace 89, le sociologue marocain Adil Jazouli. Derrière l'autre, les défenseurs d'une assimilation intégrale : *« dans la limite des places disponibles »* des seuls étrangers jugés dignes, et surtout aptes, à se fondre dans l'identité collective.

Ainsi s'est-on constamment employé avec beaucoup de minutie au cours de l'université de printemps du Club à distinguer les immigrés « assimilables », d'origine européenne surtout, de ceux qui le sont difficilement ou risquent de ne pas l'être du tout, pour cause de radicales différences culturelles ou en raison de l'emprise jugée indélébile – certains ont dit : *« dangereuse »* – de l'islam.

Le tri

Est-ce pour répondre par avance à de telles considérations qu'Espaces 89 avait, à la fin du mois de mars, placé son colloque sous l'exergue d'autres années d'incertitude, les années 30, celles où il s'écrivait, dans *Gringoire* (6) : *« Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grand collecteur, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée ; c'est ce que recrachent les vieilles terres de plaies et de fléaux. »*

Ici (Espaces 89), on dresse donc des remparts pour arrêter la xénophobie rampante pendant que là (Club de l'Horloge) on élève un barrage pour contenir les méfaits d'un complexe « christiano-socialo-marxiste » masochiste ou d'un *« lobby tiers-mondialiste »* oublieux de la France. Partout, on promène comme signe de reconnaissance la statue propitiatoire de la République en jurant que celle d'en face n'est que simulacre. Le chef de l'Etat se refait une apparence pour tenir son rang au palmarès du show-business politico-médiatique. Presqu'au même moment, un député des Alpes-Maritimes invite *« notre pays à se ressourcer à sa tradition (...) celle de l'enracinement dans la patrie, de l'identité par la conscience territoriale »*. Comment ne pas croire que nous vivons décidément des années indécises ?

MICHEL KAJMAN.

1) *Le Monde* du 27 mars.

2) Jean-Pierre Chevènement : *Etre socialiste aujourd'hui* Editions Cana 1979.

3) *Histoire de France*, préface de 1869.

4) *Discours et conférences.*

5) Membre du Club de l'Horloge et du Club 89.

6) Créé en 1928, cet hebdomadaire, qui se rapprocha de l'extrême droite au moment du 6 février 1934, tirait à 640 000 exemplaires en novembre 1936.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mardi 30 avril, au Palais de l'Élysées, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● ÉVOLUTION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. Ce projet met en œuvre les orientations arrêtées le 25 avril. Il comporte notamment les dispositions suivantes.

1) **Les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie et dépendances seront appelées à se prononcer,** dès que les conditions seront réunies et au plus tard le 31 décembre 1987, sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France. A cette fin, et jusqu'à l'intervention de la loi qui tirera les conséquences du scrutin, la Nouvelle-Calédonie sera administrée selon le régime transitoire défini par la loi.

2) **Quatre collectivités territoriales dénommées régions seront créées.** – Les régions disposeront de pouvoirs étendus, notamment dans les domaines suivants : développement et aménagement du territoire ; enseignement primaire, langues et cultures locales ; équipements culturels et sportifs ; action sanitaire et sociale ; développement rural et réforme foncière ; infrastructures de transport ; logement.

Les régions pourront conclure des contrats de programmes avec l'État et passer des conventions avec les autres collectivités territoriales de Nouvelle-Calédonie.

Elles pourront instituer un conseil consultatif coutumier et un conseil économique et social.

3) **Chaque région sera administrée par un conseil de région.** – dont les membres seront élus au suffrage universel à la représentation proportionnelle. La région constituera également une circonscription pour les élections à l'assemblée du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances qui prendra le nom de congrès du territoire.

La répartition des sièges entre ces circonscriptions reprend celle déjà fixée par la loi du 7 août 1984. Toutefois, pour tenir compte d'une légère extension de ses limites, la circonscription de Nouméa bénéficiera d'un siège supplémentaire.

Les membres du congrès du territoire élus dans la région constitueront le conseil de région.

4) **La préparation et l'exécution des délibérations du congrès du territoire seront assurées par le haut commissaire.** – Un conseil exécutif, composé des présidents des conseils de région et présidé par le président du congrès du territoire, sera institué auprès du haut commissaire. Celui-ci le consultera sur les projets de délibérations soumis au congrès du territoire et le tiendra informé des mesures prises pour l'exécution des délibérations du congrès.

5) **Le gouvernement sera autorisé à prendre par ordonnances,** – conformément à l'article 38 de la Constitution, et avant le 1er novembre 1985, les mesures qu'appelle la situation en Nouvelle-Calédonie, en ce qui concerne notamment la mise en place des régions, les modifications à apporter au statut du territoire, la mise en œuvre d'un plan de réformes visant à remédier aux inégalités économiques et sociales, le maintien de l'ordre public et la réparation des conséquences des événements survenus dans le territoire depuis le 29 octobre 1984.

Le projet de loi de ratification de ces ordonnances devra être déposé au Parlement au plus tard le 31 décembre 1985.

6) **Les élections au congrès du territoire et aux conseils de région auront lieu dans les soixante jours de la promulgation de la loi.** – Une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement, composée de personnalités indépendantes et dotée de pouvoirs étendus, veillera à la régularité de leur déroulement. La campagne audiovisuelle sera placée sous le contrôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Les pouvoirs de l'assemblée territoriale expireront lors de la première réunion du congrès du territoire.

A compter de la date d'ouverture de la campagne électorale, les fonctions des membres du gouvernement du territoire prendront fin et le haut commissaire assurera l'exécution des affaires courantes.

∴

Ce projet de loi va être soumis dès maintenant à l'avis de l'assemblée territoriale comme l'impose l'article 74 de la Constitution.

● DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL

Une cinquantaine de mesures concrètes pour améliorer et simplifier notre législation en matière de protection sociale et de droit au travail. – Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ont présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

Ce projet de loi comporte deux volets consacrés respectivement à la protection sociale et au droit au travail. Il prévoit notamment les mesures suivantes :

I. – *Protection sociale :*

1) **La promotion des droits de la femme et de la famille sera renforcé par :**

– l'extension de la répression pénale à tous les cas de discrémination fondées sur le sexe et la possibilité donnée aux associations de se porter partie civile dans l'ensemble de ces cas ;

– l'extension de l'assurance-maladie aux femmes divorcées par rupture de la vie commune et ne disposant pas de couverture sociale.

2) **Dans le domaine de la santé,** deux mesures principales sont prévues :

– l'institution du secteur psychiatrique sera désormais reconnue par la loi. Une base législative sera ainsi donnée au développement de la sectorisation psychiatrique qui permet la prise en charge, par une même équipe, des activités de prévention et de soins, au sein de l'hôpital et en dehors de lui, dans le cadre d'un secteur géographique donné ;

– afin d'améliorer les garanties données aux usagers de ces deux professions, une définition plus précise des actes réservés aux masseurs-kinésithérapeutes sera édictée et l'usage du titre de psychologie sera réglementé.

3) **En ce qui concerne le contentieux de la sécurité sociale,** le traitement des instances sera accéléré grâce à l'amélioration des conditions de fonctionnement des tribunaux des affaires de sécurité sociale.

II. – *Droit du travail*

1) **Simplifications administratives.** – Les obligations ds employeurs en matière d'affichage et de tenue des registres obligatoires seront simplifiées et modernisées. Le nombre des affichages de portée générale, qui pouvait atteindre 64, sera limité à 6. Celui des registres obligatoires, qui pouvait atteindre 60, sera ramené à 4. Des mesures spécifiques pourront être prises, notamment pour les petites entreprises.

2) **Groupements d'employeurs pour l'utilisation en commun de salariés.** – Des groupements d'employeurs pourront être constitués pour permettre aux petites entreprises commerciales, artisanales et agricoles, qui hésitent souvent à recruter des salariés à temps partiel ou non permanents, de se regrouper en association. Celle-ci recrutera elle-même des salariés qu'elle mettra à la disposition de ses adhérents dans le cadre d'un emploi stable bénéficiant de toutes les garanties, notamment en matière de conventions collectives.

Il s'agit donc d'un dispositif nouveau proposé aux petites entreprises en vue de favoriser la création d'emplois.

3) **Apprentissage et formation professionnelle.** – Afin d'encourager le développement de l'apprentissage et des autres contrats de travail qui permettent aux jeunes de bénéficier d'une formation en alternance, ces jeunes ne seront pas pris en compte dans le calcul ds effectifs servant à la détermination des seuils sociaux et fiscaux.

4) **Prise en compte des résultats des négociations collectives.** – Le projet de loi répond aux souhaits des partenaires sociaux en modifiant le code du trvail pour tenir cimpte d'accords collectifs signés récemment et concernant notamment la formation professionnelle des salariés du secteur artisanal et l'exercice du droit syndical dans les entreprises de travail temporaire.

● REVALORISATION DU MINIMUM DE TRAITEMENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au Conseil des ministres un projet de décret concernant la revalorisation du minimum de traitement dans la fonction publique.

Ce décret, pris en application du relevé de conclusions sur le dispositif salarial pour 1985, signé le 13 février dernier, permet d'améliorer la situation des agents de catégorie D. A compter du 1er juillet 1985, ceux-ci débuteront leur carrière à l'indice brut 209, contre 206 depuis le 1er janvier 1985 et 204 auparavant. Dans la région parisienne, le minimum brut mensuel de traitement s'établira alors, compte tenu des augmentations générales, à 4850,07 F, ce qui correspond à un montant net de 4307,70 F.

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. François Gazier, conseiller d'Etat, est renouvelé dans les fonctions de membre de la Cour de discipline budgétaire et financière.

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat chargé des universités sont nommés membres du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel :

– Au titre des représentants de la communauté scientifique, MM. Pierre Aigrain, Bernard Cagnac, Michel Combamous, André Nandouze, François Morel, Bernard Pottier, Jean-Louis Quermonne, Max Querrien, Laurent Schwartz ;

– Au titre des personnalités choisies en raison de leur compétence en matière d'économie et de recherche, MM. Jean Andrieu, Jean Rey, Jean Treillac, Jean-Pierre Vignau ;

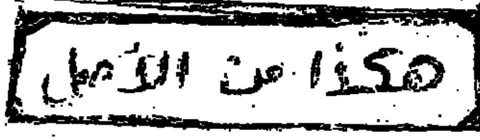
– En qualité de membre du Conseil d'Etat, Mme Michèle Nauwelaers ;

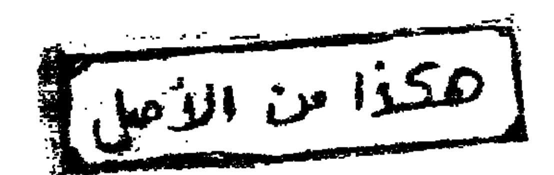
– En qualité de membre de la Cour des comptes, M. Gérard Ducher.

M. Laurent Schwartz est nommé président du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (*le Monde* du 2 mai).

∴

En outre, le conseil des ministres a prononcé, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, la dissolution du conseil municipal de la commune de Saint-Lys (Haute-Garonne).





Le Monde

SCIENCES

Le Louvre en chantier

Le plus grand palais du monde abrite la plus grande fouille d'Europe. Dans la cour Napoléon, soixante-dix archéologues, trente-cinq terrassiers, de quinze à cinquante « amateurs-éclairés » bénévoles, travaillent à temps plein avant que les nouvelles installations du Grand Louvre soient aménagées dans le sous-sol. Dans la cour Carrée, le dégagement des soubassements du premier château construit par Philippe Auguste et la fouille minutieuse des fossés ont été faits en 1984.

Les fouilles du Louvre sont aussi les plus chères de France : 15 millions de francs en 1985 pour la seule cour Napoléon, pris sur le budget spécial de l'établissement public du Grand Louvre. Par comparaison, rappelons que les crédits (autorisations de programmes) du ministère de la culture pour toutes les opérations archéologiques de terrain relevant de l'enveloppe-recherche sont de 14,7 millions de francs en 1985.

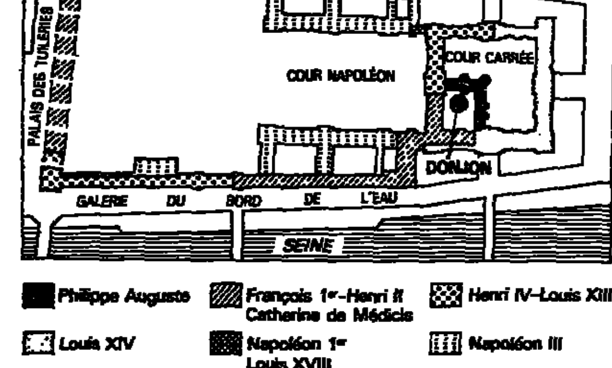
YVONNE REBEYROL.

• Cour Carrée : le château de Philippe Auguste

DANS le coin sud-ouest de la cour Carrée, le soubassement des murs nord et est et celui du donjon central donnent une bonne idée de la puissance du château du Louvre construit de 1190 à 1202 par Philippe Auguste. Le soubassement du château proprement dit, renforcé de tours, est entouré, vers l'extérieur, d'un fossé profond de 8 mètres et large de 12,50 mètres. Plus formidable encore paraît le soubassement massif du donjon qui s'élevait dans le quadrilatère du château : un tronc de cône raide de 15 mètres de diamètre (en haut), entouré d'un fossé large de 9 mètres (en haut aussi) et profond de 7 mètres. L'œil le moins accoutumé à l'art médiéval des fortifications voit tout de suite que ce premier Louvre était un ouvrage purement militaire, qui renforçait puissamment un des points névralgiques de l'enceinte construite en même temps autour de Paris : le château de Philippe Auguste contrôlait à la fois la Seine et la voie venant de l'ouest, c'est-à-dire de Normandie, fief des rois anglais Plantagenêts.

Les restes du Louvre de Philippe Auguste étaient certes repérés. Ils avaient été explorés sommairement en 1866 pour l'établissement d'un plan archéologique de Paris, puis ils avaient été recouverts et, depuis lors, leurs contours étaient simplement tracés sur le pavage de la cour Carrée par des lignes de pierres de couleur particulière. En 1977, la pose d'une canalisation fit redécouvrir les soubassements du château de Philippe Auguste. Ces soubassements semblaient bien être conservés sur une bonne hauteur, et l'idée vint de les dégager de façon à faire une crypte et un circuit archéologiques dont la visite donnerait au grand public un aperçu du premier aspect du Louvre, tout en facilitant la circulation entre les galeries du musée, qui s'étirent d'est en ouest, rappelons-le, sur plus de 500 mètres.

Les travaux de la cour Carrée, dirigés par M. Michel Fleury, président de la quatrième section de l'Ecole pratique des hautes études, ont surtout consisté à fouiller minutieusement les fossés, celui qui isolait le donjon et aussi les restes de celui qui faisait le tour du château par l'extérieur.



Le château fort a été aménagé en résidence royale par Charles V, vers 1360. Des fenêtres ont été percées, les tours et les courtines surélevées, des bâtiments annexes construits, comme le montre une des miniatures des *Très Riches Heures* du duc de Berry. Mais c'est François Ier qui commence la véritable transformation du vieux château fort en palais « moderne ». En 1526, François Ier rentre d'Espagne où il était prisonnier depuis la défaite de Pavie (1525). Il a besoin de beaucoup d'argent pour payer sa rançon. Avant de taxer les Parisiens, il pense s'attirer leur sympathie en annonçant son intention de vivre parmi eux au Louvre. En 1528, il fait raser le donjon qui encombrait la cour du château et obscurcissait les pièces donnant sur celle-ci. Moyennant 2 500 livres, l'affaire est rondement menée : en trois mois et demi, le donjon, haut de plus de 30 mètres, est démoli et son fossé comblé.

Le fossé a été rempli de plâtras et de terre apportée, probablement, de la périphérie de Paris. Ce matériau de remplissage, d'origine inconnue, est sans intérêt historique ou archéologique. Mais les quelque 15 centimètres de dépôts tapissant, sous ce matériau, le fond même du fossé (soit plus de 600 mètres carrés) sont très précieux. Les débris de toutes sortes, qui ont été finement triés, sont forcément antérieurs à 1528.

Le nombre et la variété des objets récupérés dans cette mince « couche archéologique » sont incroyables : 100 000 tessons de poterie (soit, peut-être, 5 000 récipients et pièces de vaisselle), des centaines de milliers de fragments d'os de bœuf, de mouton, de porc (et même d'une chauve-souris), beaucoup d'arêtes de poisson, des élytres d'insectes, une soixantaine de pièces de monnaie (1). L'abondance des os et de la vaisselle cassée permet de penser que cuisiniers et serviteurs jetaient « par-dessus bord » ce qui les encombrait ou ce qui pouvait trahir leur maladresse. Certes, le fossé, qui n'était jamais rempli d'eau, devait être curé de temps à autre. Mais on frémit en pensant aux effluves qui s'en échappaient...

Y. R.

(Lire la suite page 12.)

(1) Quelques centaines des objets et débris récupérés sont exposés dans les locaux de la commission du Vieux Paris, rotonde de La Villette, square Léon-Paris, Paris-19e. Ouvert de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures les lundis, mardis et mercredis. Entrée libre.

• Cour Napoléon : chez la cousine Bette

« *DÈS 1823, la modicité du loyer dans des maisons condamnées à disparaître avait engagé la cousine Bette à se loger là* [dans la rue du Doyenné], *malgré l'obligation que l'état du quartier lui faisait de se retirer avant la nuit close.* »

Où était ce coupe-gorge misérable où Balzac logeait la cousine Bette ? Dans ce qui est actuellement la cour Napoléon. L'aile Rivoli du Louvre, celle qui abrite (encore) les bureaux du ministère des finances, a été bâtie en effet par Napoléon Ier pour la moitié occidentale et par Napoléon III pour la moitié orientale, qui achevait – enfin – la jonction nord des bâtiments de la cour Carrée à ceux du palais des Tuileries. Depuis le treizième siècle, jusqu'en 1852, la cour Napoléon était donc un quartier parisien, et les fouilles, qui y ont commencé le 19 mars 1984 et qui se poursuivront jusqu'en mars 1986, sont justement destinées à retrouver la vie et l'évolution de ce quartier qui a « fonctionné » pendant plus de six cents ans, et où s'élevait alors l'hôpital des Quinze-Vingts.

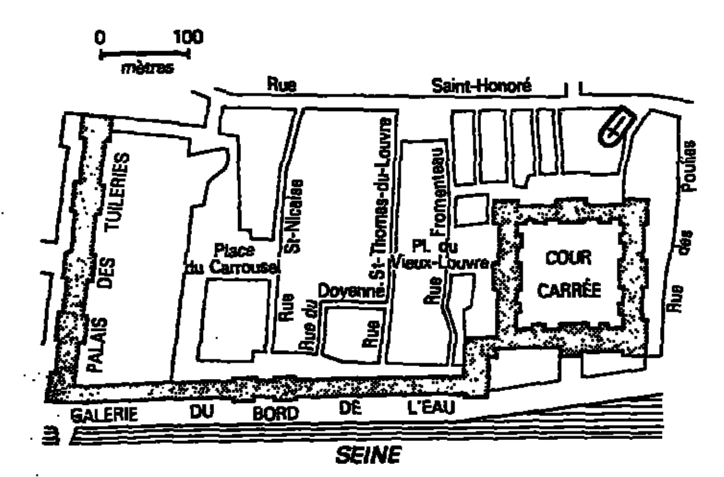
Le travail de l'équipe pluridisciplinaire, que dirige M. Yves de Kisch, directeur des Antiquités historiques d'Ile-de-France, a été précédé par l'analyse de tous les plans anciens connus et par l'étude des archives. Etant entendu que le premier plan ne date que de 1530 et que les archives sont inexistantes, ou fort rares, pour la période antérieure au treizième siècle.

La fouille a commencé par l'est (devant ce qui est actuellement le pavillon Sully) et progresse peu à peu vers l'ouest. Ce qui n'a pas empêché de trouver, le 14 mars dernier, tout près du pavillon Sully, un gros mur inachevé, long de 40 mètres et profond de 6 mètres. Cet ouvrage massif, fait en très belles pierres ouvragées, est manifestement tout ce qui reste d'un projet avorté de 1661 : l'architecte Le Vau avait imaginé de construire là un fossé et un pont monumental pour accéder au pavillon Sully.

L'occupation du quartier pendant des siècles a laissé dans le sol un enchevêtrement de murs, de caves, de puits, de latrines, d'égouts, que les archéologues doivent fouiller, dégager, dater et remettre chacun dans le cadre de son époque... avant de le détruire pour descendre au niveau immédiatement inférieur.

Rien, d'ailleurs, à l'exception du mur commencé par Le Vau, ne sera préservé, après les études des archéologues, dans les futurs aménagements de la cour Napoléon. Tous ces restes ne présentent aucun intérêt pour le grand public.

Chaque niveau contient, en général, une quantité prodigieuse d'objets ou de débris d'objets : en un an on en a déjà dénombré douze millions : tessons et céramiques intactes, verreries et monnaies, semelles cloutées et peignes, manches de dagues et de cuillers, dés et dominos, cadenas et pipes, cloches de jardins et pots de chambre, services complets et lots de bouteilles, etc. Là aussi, les os d'animaux sont très nombreux, en particulier ceux d'oiseaux. Il y a aussi un squelette humain provenant sans doute d'un enterrement discret... Notons que l'on a même retrouvé des débris d'une grotte ornementale faite en faïence émaillée par Bernard Palissy, dont de premiers débris avaient déjà été récupérés au siècle dernier (1).



Sur les 28 000 mètres carrés à fouiller, 9 000 l'avaient été au 15 avril. Cependant, les archéologues peuvent dès maintenant tracer les grandes lignes de l'évolution de ce vieux quartier de Paris. Etant entendu que des trouvailles-surprises peuvent toujours se produire

La zone la plus proche du pavillon Sully n'a pratiquement jamais été urbanisée. Depuis les temps gallo-romains jusqu'au dixième siècle, il s'agit d'une zone rurale dont l'utilisation varie peu. Les traces de ces neuf siècles sont légères : fonds de cabanes – de cabanons, dirait-on en Provence – avec des trous de poteaux, fossés de drainage. Ensuite viennent trois cents ans de vide. Curieusement, en effet, cette zone est abandonnée du dixième au douzième siècle ; on n'y trouve pas trace d'une activité agricole quelconque. Peut-être faut-il voir, dans cet abandon, une des causes de l'urbanisation qui occupe brusquement la cour Napoléon au treizième siècle.

D'une part, cette zone est alors située juste à l'extérieur du Louvre de Philippe Auguste. D'autre part, ces terrains vagues ne devaient pas valoir très cher...

Dès le début de cette période, sont tracées trois rues orientées nord-sud (la rue Fromenteau, la rue Saint-Thomas-du-Louvre et la rue Saint-Nicaise, en allant d'est en ouest), qui joignent les deux axes est-ouest (la voie sur berge et la rue Saint-Honoré). Et ces trois rues persisteront avec les mêmes tracés jusqu'en 1852, même lorsque la Galerie du bord de l'eau, construite par Marie de Médicis et Henri IV pour relier le vieux Louvre aux Tuileries, leur coupera l'accès à la voie sur berge.

Au treizième siècle, le quartier est occupé par des maisons particulières et par des ateliers d'artisans. Ce type d'occupation devient plus dense au quatorzième et au quinzième siècles. Au seizième siècle, le Louvre étant devenu résidence royale, de grands hôtels particuliers sont construits par les seigneurs remplissant des fonctions à la cour. Dans le même temps, les maisons situées à l'est de la rue Fromenteau sont démolies en partie pour dégager – un peu – l'accès du palais en créant la place du Vieux-Louvre.

A la fin du dix-septième siècle, Louis XIV et sa cour s'installent à Versailles, entraînant la décadence du quartier. Les hôtels, délaissés par leurs nobles occupants, sont loués par appartements ou par pièces. Certes, à partir de 1789, Louis XVI, puis Bonaparte (consul), Napoléon, Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe vivent dans le palais des Tuileries. Mais le quartier survit toujours, en dépit des projets successifs se proposant de le raser et de construire la jonction nord Louvre-Tuileries. Certes, Bonaparte fait démolir les immeubles de la rue Saint-Nicaise, où, en 1800, il a échappé de justesse à un attentat. Mais, à part cet espace dégagé sur la face arrière des Tuileries, le quartier subsiste. Il faut attendre 1852 pour que Napoléon III ordonne, enfin, la démolition du quartier et achève la construction de la jonction nord Tuileries-Louvre commencée sous le premier Empire. Le second Empire a alors quasiment terminé la réalisation du plus grand palais du monde auquel ont travaillé les rois successeurs de Philippe Auguste et que l'incendie, en 1871, puis la démolition, en 1882, des Tuileries ont stupidement amputé.

Y. R.

(1) Un petit musée, installé dans une des baraques du chantier de la cour Napoléon, présente au public les objets les plus curieux ou les plus représentatifs trouvés pendant les fouilles. Ouvert de 10 heures à 17 heures tous les jours, sauf le samedi et le dimanche. Entrée gratuite. Visites guidées gratuites du chantier en prenant rendez-vous au 260-24-02. Les autres baraques de chantier abritent les bureaux des archéologues et divers ateliers d'étude et de restauration des objets récupérés pendant les fouilles.

Le château de Philippe Auguste

(Suite de la page 11.)

En outre, il est sûr que cette couche archéologique s'est constituée en quelques années : les céramiques sont de la qualité médiocre réservée à l'usage domestique et leur durée d'existence était forcément limitée. Le nombre des débris récupérés permet donc d'établir des jalons chronologiques indispensables dans l'histoire de la céramique en usage à Paris dans les quelques années ayant précédé 1528.

Le puits du donjon a été, lui aussi, une vraie mine d'or. On y a trouvé, notamment, deux écuelles d'étain aux armes d'un dauphin et un élément de décoration de lance en bronze doré et émaillé. Le motif de cet élément, un cerf ailé entouré de trois fleurs de lis (le lis cultivé — dit « naturel » en héraldique — pas le lis stylisé), est l'emblème personnel de Charles VI. Parmi les autres objets récupérés, il faut citer une entrée de fourreau d'épée décorée d'une biche couchée en bronze et argent.

La fouille des fossés extérieurs nord et est du château a été beaucoup moins fructueuse. Les comblements de ces fossés, le premier à partir de 1624, le second à partir de 1660, ne sont pas datables avec plus de précision et, sous le matériau de remplissage d'origine inconnue, la couche archéologique est peu exploitable. Ces fossés étaient remplis d'eau à l'origine et les débris ont été mélangés dans une vase liquide avant d'être recouverts des matériaux des comblements successifs.

Le déblaiement des fossés extérieurs a cependant eu le mérite de dégager le soubassement des murs et des tours. Il a aussi permis de retrouver la maçonnerie dormante qui, au milieu du fossé est, soutenait le pont-levis lorsque celui-ci était abaissé pour donner accès au château. C'est sur ce pont-levis, ou dans la porte qui s'ouvrait entre les deux tours jumelles de la façade est, qu'a été assassiné en 1617, sur l'ordre du jeune Louis XIII, Concino Concini, fait maréchal de France et marquis d'Ancre par la faveur de la reine-mère Marie de Médicis.

Y. R.

LA GÉNÉTIQUE AU SECOURS DES PLANTES

Un tabac tue-mouches

Des végétaux au patrimoine génétique modifié pourront se protéger seuls contre les insectes. Cultivateurs et industriels attendent beaucoup de cette « première » réalisée à Gand.

LES plantes seront-elles capables, un jour, de se protéger seules, sans l'aide aucune de produits chimiques, voire biologiques, contre les agressions des insectes ? Ce rêve d'agriculteur n'est pas encore réalité, loin s'en faut, mais il ne tient cependant plus totalement de l'utopie. Des chercheurs belges de l'université de Gand sont en effet parvenus à faire pousser du tabac dont ils ont modifié le patrimoine génétique de sorte que ses feuilles renferment des substances toxiques pour certains lépidoptères.

Il est encore trop tôt pour pouvoir affirmer que ces plants de tabac sont réellement auto-insecticides, de même qu'il n'est pas certain que la méthode, testée sur ces végétaux modèles, sera aisément transposable à d'autres espèces. Il n'empêche. Les chercheurs de Gand ont incontestablement réalisé une « première scientifique » porteuse d'espoir, non seulement pour les cultivateurs, mais aussi pour l'industrie qui voit s'ouvrir un énorme marché potentiel. Aussi n'est-il par surprenant que ces recherches universitaires aient été financées par la firme belge de recherche et développement Plant Genetic Systems et qu'un groupe chimique américain, Rohm and Haas Company, se soit déjà engagé à commercialiser, en cas de succès, les nouvelles semences.

Des « véhicules intermédiaires »

L'histoire de cette découverte commence en 1905, lorsqu'un scientifique japonais isole, dans les chenilles mortes d'un lépidoptère, une bactérie : *Bacillus thuringiensis*. Un micro-organisme, au départ jugé banal, qui a pourtant suscité un grand intérêt lorsque, dans les années 50, on a découvert qu'il fabriquait une substance — une protéine cristallisée — toxique pour les larves d'insectes et pour certains moustiques. Ingérée en infimes quantités par les larves, cette « protéine-cristal » provoque le gonflement, puis l'éclatement des cellules intestinales des insectes qui cessent de s'alimenter et ne tardent pas à mourir.

Toxique pour certains lépidoptères, cette protéine est d'une innocuité totale pour l'homme, les animaux supérieurs, les oiseaux et même pour les insectes utiles. Aussi constitue-t-elle un insecticide de choix dont plusieurs groupes chimiques fabriquent et vendent plusieurs milliers de tonnes par an. Pulvérisée sur les cultures, elle contribue à la lutte contre la chenille processionnaire du pin et du chêne, la pyrale du maïs et du riz, contre des lépidoptères parasites du coton et de la canne à sucre, etc. (*le Monde* du 25 octobre 1978). Mais elle n'est pas rémanente et disparaît rapidement du milieu ambiant, nécessitant des pulvérisations répétées.

Aussi, au fur et à mesure que s'affinaient les techniques du génie génétique — ces méthodes capables d'agir au plus profond de certains organismes végétaux ou animaux et de modifier leur patrimoine héréditaire, — une question se posa-t-elle : ne pouvait-on faire fabriquer la protéine-cristal par la plante elle-même, et créer ainsi des espèces auto-insecticides ? Des espèces qui se reproduiraient en outre en transmettant à leurs descendants cette résistance ? Il suffisait pour cela d'inclure dans le patrimoine génétique du végétal le « mini-programme » — le gène — de la bactérie où sont stockées toutes les instructions nécessaires à la production de la substance toxique.

L'idée était lancée. Encore fallait-il pouvoir transférer un gène d'un élément du règne animal à une espèce végétale. La voie directe se révélant impraticable, il fallait faire appel à plusieurs « véhicules intermédiaires ».



Dessin de Nicolas Guilbert.

Le premier choisi fut la bactérie *Escherichia coli*, véritable outil de prédilection des biologistes qui savent presque tout de ce colibacille intestinal et apprécient sa commodité d'emploi et sa croissance extraordinairement rapide. Il revient à l'unité de biochimie microbienne de l'Institut Pasteur à Paris (dirigée par M. Raymond Dedonder) et à une équipe de l'université américaine de Washington à Seattle d'avoir isolé le gène gouvernant la synthèse de la protéine dans *Bacillus thuringiensis* et de l'avoir inséré dans le code génétique d'*Escherichia coli*. Laquelle l'a reproduit en grandes quantités et a permis son étude détaillée.

Un mini-chromosome

D'*Escherichia coli* à la plante, il restait encore une étape à franchir, et un vecteur de transport à mettre en œuvre. Ce fut l'*Agrobacterium tumefaciens*, un micro-organisme connu pour sa faculté de conférer la galle du collet, un véritable cancer pour les plantes. *« Plus que des parasites, ces agrobactéries asservissent véritablement l'espèce végétale qu'elles agressent »*, note M. Michel Caboche, du laboratoire de biologie cellulaire de l'INRA (1) à Versailles. Elles transfèrent en effet une partie de leur information génétique à la plante qu'elles font *« travailler pour elles »*, lui faisant synthétiser les substances dont elles ont besoin pour se nourrir.

Ces agrobactéries font en fait du *« génie génétique naturel »*, explique M. Marc Van Montagu, professeur à l'université de Gand, qui a vu tout le profit qu'il pouvait tirer à exploiter en sa faveur ce processus naturel. Puisque ces micro-organismes sont capables d'insérer dans le patrimoine génétique des plantes un gène étranger, il fallait tenter de leur faire transférer celui de la protéine-cristal. Ainsi, passant d'une bactérie à l'autre — de *Bacillus thuringiensis* à *Escherichia coli*, puis de cette dernière à *Agrobacterium tumefaciens*, — le gène intéressant pouvait atteindre la plante. La boucle était bouclée. A ceci près cependant qu'en agissant de la sorte on provoquait sur la plante des tumeurs cancéreuses... qui la tuaient bien avant qu'elle n'ait eu l'occasion de se défendre contre les insectes !

C'est en s'attaquant à cette difficulté de taille que M. Marc Van Montagu et son collègue M. Joseph Shell ont véritablement innové. Travaillant non sur la totalité du code génétique de l'agrobactérie mais sur un mini-chromosome qui se multiplie de façon autonome (un plasmide dit « *Ti* »), ils sont parvenus à éliminer les éléments cancérigènes de ce dernier pour n'en conserver que la partie utile en tant que « véhicule ». Les *« vecteurs »* étaient *« désarmés »*. C'est ainsi que sont nées récemment les premières semences modifiées de tabac. Des semences qui, une fois plantées, ont fourni des plantes dont les feuilles renfermaient les fameuses protéines toxiques.

A quand l'apparition sur le marché des premières graines manipulées ? *« Dans quatre ou cinq ans »*, répond M. Van Montagu. Cet optimisme n'est pas partagé par les chercheurs français. La protéine-cristal, s'interrogent-ils, sera-t-elle fabriquée par la plante en quantités suffisantes pour que les feuilles tuent les larves avant d'être dévorées par elles ? Le tabac, font-ils en outre remarquer, est une espèce modèle, l'une des plus faciles à manipuler. D'autres espèces végétales se montreront-elles aussi malléables ? *« En la matière, on n'est jamais sûr de rien tant que l'on n'a pas essayé »*, remarque M. Caboche. La méthode mise au point à Gand devrait en outre rester sans effet sur de nombreuses espèces nommées dicotylédones (les céréales notamment) qui sont insensibles au transfert de gènes en provenance des agrobactéries.

Un outil d'exploration

Ces objections n'affectent pas la confiance que M. Van Montagu affiche quant aux débouchés commerciaux de ses travaux, même si le professeur de Gand reconnaît qu'il lui faudra encore *« obtenir suffisamment de semences pour vérifier que les modifications qui leur sont faites ne provoquent pas d'effet nocif sur les plantes »*.

L'avenir dira si les certitudes de l'un ou la méfiance des autres est justifiée. Il reste que, au-delà de l'intérêt purement pratique que l'on peut en attendre, la technique de génie génétique mise au point en Belgique constitue un véritable outil d'exploration des plantes à l'échelle moléculaire et qu'elle pourrait permettre de découvrir et d'isoler de nombreux gènes dans les végétaux, dont certains se révéleront peut-être utiles en agriculture. *« C'est l'aspect le plus passionnant de nos recherches*, reconnaît M. Van Montagu, *car c'est là que, maintenant, commence l'aventure. »*

ELISABETH GORDON.

(1) Institut national de la recherche agronomique.

Le patrimoine végétal

GREFFER un gène étranger dans le patrimoine héréditaire d'une plante reste un des principaux problèmes auxquels se trouvent confrontés les spécialistes du génie génétique végétal. L'équipe de l'université de Gand est parvenue à ses fins, mais la méthode employée reste relativement lourde, car elle fait appel à de nombreuses manipulations successives. Ne pourrait-on aller au plus court et s'affranchir de la nécessité d'utiliser des agrobactéries en transférant directement un gène d'*Escherichia coli* dans la plante ? C'est la voie qu'ont explorée les chercheurs du laboratoire de biologie cellulaire de l'INRA à Versailles.

A cet effet, ils ont placé le gène gouvernant la production d'un antibiotique, fabriqué par *E. coli*, dans des liposomes, micro-gouttelettes de lipides fabriquées en laboratoire, dans lesquelles peuvent être encapsulées différentes substances. Puis ils ont fait fusionner ces liposomes à des cellules de tabac dépourvues de leurs membranes, des protoplasmes, en espérant que le gène parviendrait à atteindre le noyau de ces cellules et à s'insérer dans son patrimoine génétique.

L'objectif a été atteint, et des plantes entières, porteuses de l'information génétique étrangère et capables de la transmettre à leur descendance, ont pu être obtenues.

L'efficacité de l'opération reste, cependant, bien faible : alors que l'équipe de M. Van Montagu parvient à manipuler une cellule sur dix, les chercheurs versaillais n'arrivent à modifier génétiquement qu'une cellule sur dix mille. La méthode demande donc à être améliorée, et les biochimistes de l'INRA s'y emploient actuellement. Ils espèrent notamment pouvoir mieux synchroniser leur intervention avec celle des cellules, qui se sont révélées plus aptes à recevoir un gène étranger au moment où elles-mêmes sont en train de synthétiser les molécules d'ADN porteuses de leur patrimoine génétique.

Les résultats obtenus à Versailles, et publiés en décembre dernier dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences*, marquent cependant l'une des premières tentatives réussies pour greffer un gène sur une plante, sans l'aide des agrobactéries.

Les liposomes parviendront-ils à supplanter les agrobactéries ? M. Michel Caboche ne le pense pas. *« Les deux méthodes*, selon lui, *auront chacune leur spécificité d'emploi. La seconde restera indispensable pour étudier un gène particulier dans une espèce végétale. La première, plus directe, trouvera son intérêt lorsque l'on souhaitera introduire dans des semences de grandes quantités d'ADN. »*

E. G.

Petites nouvelles

Un centre national d'essais hyperbares à Marseille

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et la Compagnie maritime d'expertise (COMEX) envisagent l'étude et la construction d'un centre national d'essais hyperbares. Ce centre, dont la gestion sera confiée à une société indépendante (CNEH SA) dans laquelle l'IFREMER sera majoritaire, sera installé à Marseille dans un grand hall cédé à la nouvelle société par une filiale de la COMEX.

La pièce maîtresse du CNEH sera un caisson cylindrique d'au moins 4 mètres de diamètre et de 10,5 mètres de long, où la pression pourra atteindre 120 bars, soit l'équivalent de celle régnant à une profondeur de 1 200 mètres. Le caisson, qui pourra être partiellement mis en eau, servira à tester différents matériels. Il sera utilisé pour des essais de plongées humaines jusqu'à *« une pression qui sera précisée ultérieurement »*.

Le CNEH remplacera le Centre expérimental industriel (CEI) de la COMEX. Créé en 1963 et perfectionné à de nombreuses reprises, le CEI a des possibilités trop limitées pour répondre aux besoins actuels et futurs de l'industrie offshore. Pour la mise en place du CNEH, une somme de 47,5 millions de francs devrait être débloquée. Bien que le montage financier ne soit pas encore tout à fait terminé, il semble que la répartition du financement se fera de la manière suivante : 30 MF de capital apporté à parts égales par l'IFREMER et la COMEX ; 17,5 MF de subventions données par le ministère de la recherche (5 MF), le conseil régional (5 MF) et le Comité détudes pétrolières marines (7,5 MF).

Dioxine et micro-ordinateur

Il suffisait de presque rien, et l'explosion qui a libéré d'importantes quantités de dioxine, le 10 juillet 1976, à Seveso (Italie), n'aurait pas eu lieu. C'est ce que montrent les chercheurs du laboratoire des sciences du génie chimique du CNRS à Nancy, qui ont récemment réalisé une simulation de l'emballement de la réaction chimique qui a provoqué l'accident.

De nombreux groupes de chimistes ont analysé les causes de la cata-strophe. Il ressort de leurs études que plusieurs fautes ont été commises. Un opérateur, croyant achevée l'opération de synthèse de trichlorophénol — le produit que fabriquait la société Givaudan dans son usine italienne, — n'a vraisemblablement pas alimenté en eau froide le serpentin refroidissant le réacteur. En outre, il aurait arrêté l'agitation des produits. Résultat : la petite quantité de chaleur restant dans la cuve a, de proche en proche, échauffé le liquide jusqu'à 230 °C environ. La température était alors assez élevée pour que se produise une réaction secondaire, génératrice de dioxine et dégageant une quantité de chaleur suffisante pour faire exploser l'installation.

Les chercheurs de Nancy ont intégré dans un modèle mathématique les différents éléments intervenant dans ce processus : les vitesses des réactions chimiques, la géométrie du réacteur et surtout un paramètre représentant le pouvoir qu'a le milieu d'évacuer la chaleur. C'est de ce dernier facteur que tout dépend en effet. S'il avait été un tout petit peu plus élevé — si, par exemple, le milieu avait été agité une heure de plus, — la catastrophe aurait pu être évitée.

Cette simulation, réalisée sur micro-ordinateur, a été essentiellement élaborée à des fins pédagogiques. Mais elle devrait toutefois intéresser les industriels de la chimie, qui pourraient s'en inspirer pour améliorer la sécurité de leurs usines.

Les maths montent en puissance

Les mathématiques sont un domaine de la science qui « bouge » beaucoup ces dernières années. Un chercheur allemand, Gerd Faltings, a démontré en 1983 un théorème très important sur les courbes algébriques, supposé vrai mais qui était resté indémontré depuis soixante ans (*le Monde* du 15 juin 1983). Il jette une lumière nouvelle sur la fameuse conjecture de Fermat, laquelle indique que si un carré peut être la somme de deux carrés ($25 = 9 + 16$), aucun cube n'est la somme de deux cubes, l'interdiction s'étendant à toute puissance supérieure. En formule : si a, b, c et n sont des nombres entiers non nuls, l'équation de Fermat $a^n = b^n + c^n$ est insoluble dès que n est supérieur à 2. Le théorème de Faltings implique que, pour une valeur donnée de l'exposant n, l'équation de Fermat n'a, au plus, qu'un nombre fini de solutions.

Un jeune chercheur français, Pierre Fouvry, de l'université de Bordeaux, a ensuite apporté une contribution importante, mais limitée au cas où les nombres a, b et c ne sont pas des multiples de l'exposant n. Sous cette condition, Pierre Fouvry montre qu'il existe une infinité de valeurs de l'exposant n pour lesquelles l'équation de Fermat n'a effectivement aucune solution.

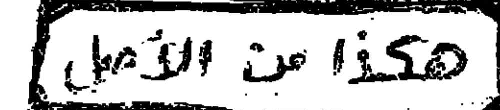
Ensuite, l'Américain Louis de Branges a lui aussi mis fin à un suspense de près de soixante ans en démontrant une importante propriété des fonctions analytiques (*le Monde* daté 16-17 septembre 1984). Mais il ne faudrait pas croire que toutes les conjectures (théorèmes supposés vrais) finissent par trouver une démonstration positive.. L'Américain Andrew Odzlyko et le Néerlandais Te Rien ont démontré qu'une propriété supposée des nombres entiers, vérifiée par ordinateur pour tous les nombres inférieurs à 10 milliards, est pourtant fausse pour des nombres « assez » grands — sans d'ailleurs pouvoir donner une estimation de cet « assez ».

Cette démonstration aussi utilise l'ordinateur, dont le rôle en mathématiques va grandissant. Toute une branche nouvelle s'est créée autour des problèmes de « calculabilité » : en gros il s'agit d'évaluer comment la longueur d'un calcul dépend du nombre de variables, ou de cas à traiter, ou de tout autre paramètre numérique. Il y a des problèmes pour lesquels le temps de calcul croît comme ce nombre, ou son carré, ou son cube... et d'autres pour lesquels la variation est infiniment plus rapide. Des progrès récents ont été faits dans la classification de ces problèmes, une théorie issue d'une préoccupation très concrète et qui fait appel aux notions les plus fondamentales.

Parmi les problèmes pour lesquels se pose une question de calculabilité, le plus important en pratique est celui de la programmation linéaire, une technique qui permet de dégager le meilleur choix parmi des milliers de possibilités et qui sous-tend tous les travaux de « programmation » au sens économique ou administratif. Des progrès ont été obtenus il y a quelques années sur sa calculabilité théorique, et commencent à influer sur sa calculabilité pratique. Narendra Karmakar, un mathématicien travaillant aux Bell Laboratories, a récemment trouvé un nouvel algorithme qui semble en moyenne cinquante fois plus rapide que ceux qui sont en usage.

MM. Jean-Marie Lehn et David Ruelle élus à l'Académie des sciences

Deux nouveaux membres de l'Académie des sciences ont été élus, lundi 29 avril. Il s'agit de M. Jean-Marie Lehn, chimiste, quarante-cinq ans, professeur au Collège de France, connu pour ses travaux sur certains assemblages moléculaires et pour ses études sur les cryptates, et de M. David Ruelle, quarante-neuf ans, physicien, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette, à qui l'on doit nombre de recherches sur la théorie quantique des champs et l'étude mathématique des systèmes dynamiques (turbulences).



هكذا من الأصل

société

LES ACCUSÉS DE LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Le quitte ou double de Lionel Collard

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. – Neuvième journée déjà : au moment où elle commence et à la veille de la déposition de M. Pierre Debizet, ancien secrétaire général du SAC – que chacun attend depuis que le non-lieu prononcé en sa faveur par la chambre d'accusation de Paris, le 24 octobre 1984, l'a ramené à la condition de témoin – la tuerie d'Auriol, pour ceux qui suivent ce procès, ce n'est plus seulement des faits et des noms.

Ceux qui en sont accusés s'incarnent maintenant à travers leur maintien et leurs propos. Jean-Bruno Finochietti, l'instituteur qui reconnaît avoir achevé le petit Alexandre déjà mis à mal par Ange Poletti et ensuite avoir été l'artisan principal de la mise à mort de Jacques Massie, inspire tout à la fois l'horreur et la pitié. La contrition qu'il manifeste, le sentiment d'avoir, avec lui, un homme qui se sent fini, résigné à son sort, lui donnent, parmi les autres, un place à part.

Ange Poletti, à l'opposé, inquiète. Sous son visage brun, ce regard tranquille, n'a-t-il pas été, en fin de compte, plus actif qu'il ne veut bien le dire ? L'affirmation de sa peur panique de Lionel Collard, l'ancien légionnaire, pour expliquer son propre rôle, risque d'être démentie. De sa propre version, il ressort bien qu'il fut celui qui se trouvait avec Collard chez Maria le samedi 18 juillet 1981 lorsque fut décidée l'expédition à la bastide d'Auriol et qu'il se retrouva encore avec le légionnaire, le dimanche 19 juillet, lors de son retour chez Maria présenté comme une sorte de venue au rapport.

Didier Campana, lui, intrigue. On hésite entre une adhésion totale à son propos et la suspicion. Son application à mettre en cause Lionel Collard, à rapporter tout ce qui est de nature à faire de ce dernier le chef du commando et l'homme de confiance de Maria en fait un auxiliaire de l'accusation. En même temps, Campana, en disant ce qu'il dit et en ayant précisé qu'il avait *« le cœur plutôt à gauche », apporte de l'eau au moulin de Collard pour qui les trois postiers étaient, au SAC, des « sous-marins », des « infiltrés ».*

Jean-François Massoni se montre plus discret, comme s'il comprenait l'intérêt qu'il y a pour lui à se faire oublier. Il demeure quand même un détail sur lequel on est revenu plusieurs fois. Lorsque l'équipe se retrouva au domicile de Campana, le 19 juillet, vers 10 heures du matin, tout ayant été accompli, Massoni se retrouvait là en slip et en chaussettes. Pour être dans cet appareil, il a bien fallu en passer par des actes au terme desquels il était nécessaire de se débarrasser de vêtements souillés au point de porter accusation.

Des détails qui deviennent charges et présomptions

Jean-Joseph Maria, qui plaide non coupable, avec, au fil des jours, une constance de plus en *plus affirmée*, doit se débattre au milieu de détails. Pris séparément, ces détails ne tireraient pas à conséquence. Leur juxtaposition, leur succession dans le temps, en ont fait des charges et des présomptions. Pourquoi, d'abord, a-t-il dissimulé la venue chez lui, le samedi 18 juillet, de Collard et de Poletti, *comme il a dissimulé* leur retour dans l'après-midi du 19 juillet ? *Lorsqu'il a dû admettre la réa*lité de ces deux visites, il a soutenu et soutient toujours qu'elles n'eurent jamais d'autre objet que de parler *« de banalités, de choses et d'autres »*. Pourtant, ce matin-là, Collard avait reçu un appel téléphonique.

Dans ce que dit Maria de Massie, *n'y a-t-il pas aussi les signes* d'un mobile ? Le portrait que trace du chef local marseillais celui qui devait devenir son intérimaire à l'été 1981 montre un prévaricateur avéré, soupçonné, en outre, de trahison. Maria comme Collard ont, sur ce point, une réponse : « Flic dévoyé », Jacques Massie a fort bien *pu être victime des voyous qu'il fré*quentait.

L'ennui, c'est que Finochietti, Poletti, Campana, Massoni, qui s'avouent auteurs du massacre, étaient les uns et les autres membres du SAC et que personne ne les présente comme ayant pu, de près ou de loin, appartenir au milieu marseillais.

Ces quelques constatations faites, auxquelles s'ajoute l'indiscutable absence de Maria parmi les membres de l'expédition, il faut en venir à *Lionel Collard. Sa dénégation* est totale, inconditionnelle. Contre lui, il y a pourtant les accusations portées par Poletti, Campana et Massoni. Les trois postiers le désignent comme un homme d'action redoutable auquel il ne pouvait être question, *pour eux, de s'opposer. Le seul* poids de son regard suffisait à les *glacer. Dans la tuerie des cinq pre*mières victimes, ils le présentent comme celui qui donna l'ordre des exécutions et en fut ensuite un artisan acharné.

A regarder les choses de plus près, elles ne sont pas si simples. Les autopsies, par exemple, ont démenti certaines des accusations de Poletti faisant de Collard l'homme qui aurait étranglé Marie-Dominique Massie. Marie-Dominique *Massie n'a* pas été étranglée. Elle semble plutôt avoir *été tuée de la même façon* que le fut, immédiatement après elle, son enfant. Voilà qui, déjà, permet de croire que Poletti en a rajouté.

Au fil des jours, on a aussi beaucoup insisté sur le passé de légionnaire de Lionel Collard, formé aux techniques du « chuteur opérationnel » qu'il fut au 2e régiment étranger parachutiste, qu'il a pu appliquer sur le terrain, au Tchad, lorsqu'il fut là-bas en opération ; autrement dit, un homme de sang-*froid*.

La défense de Collard retourne l'argument. *Puisque*, dit-elle, on serait en présence d'un homme de sang-froid, d'un technicien de la mort, peut-on concevoir ce que disent de lui les postiers, en le présentant comme l'auteur des dix-neuf coups de couteau que reçut M. Jules Jacquèmes, le beau-père de Jacques Massie ? Ce n'est pas là l'œuvre *d'un professionnel. Et puis, si re*douté qu'ait pu être Collard, les trois autres pratiquaient soit le judo, soit le karaté. A trois contre un, il est quand même possible de réagir.

Finochietti n'accuse pas Collard nommément. Le rôle qu'attribuent à l'ancien légionnaire Poletti, Campana et Massoni, Finochietti, lui, le *donne seulement à un homme qu'il* désigne dans ses aveux comme « A » *ou le « quatrième personnage »*. Collard semble lui en être reconnaissant. Autant *il affiche* son mépris des trois autres, autant il laisse en paix l'instituteur, jugeant sans doute, lui aussi, que ce dernier est suffisamment accablé.

Il y a aussi dans le déroulement *des faits une singularité qui, jusqu'à* présent, n'a pas été expliquée. Quel qu'en ait été l'ordonnateur, l'expédition lancée le samedi 18 juillet avait un objectif bien précis : il s'agissait pour le moins d'intercepter Jacques Massie. Si le commando avait un chef, en l'occurrence Collard, celui-ci, logiquement, aurait dû être là pour participer à *ce qui était* « la mission » majeure et principale. Ce *ne fut pas le cas*.

L'affaire ayant dégénéré dans le massacre de cinq personnes, c'est Collard, en compagnie de Massoni, qui va alors quitter la bastide de la Douronne pour aller enfouir sommairement, dans une galerie de mine désaffectée du Var, les cinq premiers cadavres. A ce moment-là, *Massie n'est pas revenu chez lui*. Quand il y reviendra, vers 3 heures *du matin, le 19 juillet, il sera tué par* Poletti et Finochietti, en présence de Campana, mais sans que Collard soit là, et sans que du même coup ils puissent, cette fois, invoquer, à leur décharge, cette peur inspirée par l'ancien légionnaire, occupé loin de là à des besognes de fossoyeur.

Un mensonge initial

Ce seront là des arguments pour la défense de Collard qui, de toute façon, est assurément la plus difficile en raison de cette attitude qui revient à jouer un quitte ou double.

C'est que les accusations des autres ne sauraient en elles-mêmes être suffisantes. Il y a contre lui, un peu comme contre Maria, mais de façon *plus lourde, un mensonge initial*. L'emploi du temps qu'il donna aux policiers dès qu'il fut interpellé pour les journées des 18 et 19 juillet et qui consista à dire qu'il n'était pas sorti de chez lui le premier jour et que, le lendemain, il se livrait à son exercice favori de la course à pied dans les calanques, se révéla rapide*ment fantaisiste*.

Sa femme, au reste, devait le démentir. La jalousie de Mme Collard joua, *en cette circonstance*, un rôle évident. Depuis que son mari est en prison, *la voilà rassurée*. Elle s'était crue trompée par cet absent qui découchait beaucoup. A la barre, mardi 30 avril, elle a fait ce qu'elle a pu pour rattraper cette bavure, comme ont fait aussi tout ce qu'elles ont pu les autres épouses ou compagnes de ces *accusés qui, toutes*, leur sont demeurées fidèles, qui, chacune, a trouvé pour celui qu'elle aime les mots et les regards.

Dignité de Mme Anne-Marie Finochietti, dans l'enseignement comme son mari, qui a refusé le divorce que son Jean-Bruno était prêt à lui consentir. On lui a demandé : *« Comment expliquez-vous qu'il ait pu aller jusque-là ? »* Elle a répondu très simplement : *« Je n'ai jamais pu arriver à le comprendre. Je reste dans le noir le plus complet. »*

Vaillance de Mme Colette Collard qui fut, sans le comprendre, une auxiliaire de l'accusation. Emotion de Mlle Muriel de Bouillane, institutrice encore, compagne de Poletti. D'un Poletti qu'elle a dépeint sensible et tendre. Ardeur de Mme Liliane Maria : *« Le SAC, l'Action civique, le service d'ordre pour la protection des hommes politiques, quoi d'anormal ? M. Georges Marchais n'a-t-il pas lui aussi des gardes du corps ? »*

Puis est venue Mme Campana. Elle ne *plaidera pas pour son mari*. Elle raconte. Car c'est à son domi*cile qu'ils ont tous débarqué*, le dimanche 19 juillet, vers 10 heures du matin, et *dans quelle tenue ! Elle n'a* pas cherché à savoir. On lui a demandé de préparer des steaks. Elle les a préparés. Elle a vu les armes déposées sur la table. Parmi ceux qui étaient là, y avait-il Lionel Collard ? Interrogation capitale. Elle avait déjà dit oui à l'instruction. Elle l'a redit à la barre des témoins. Sa sœur, Mlle Joëlle Martin, l'avait dit elle aussi et l'a redit à son tour. Les défenseurs de Collard, Mes Marc Greco et Alain Furbury, ont cherché la faille. En vain Mme Campana leur a répondu : *« Quel intérêt j'aurais à dire qu'il était là ? J'ai déjà assez d'embêtements comme ça. »*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SUR L'INITIATIVE DE DÉTENUS A FLEURY-MÉROGIS

Création d'une Association syndicale de prisonniers

Une Association syndicale des prisonniers de France (ASPF) vient d'être créée à Paris, sur l'initiative de détenus de Fleury-Mérogis (Essonne). Elle veut grouper à la fois des détenus *« quelles que soient leurs nationalités »* et *« tous ceux qui désirent faire progresser le libre exercice du droit fondamental d'association à l'intérieur des prisons »*. Selon ses statuts, elle souhaite *« permettre aux détenus de faire connaître les contradictions, les abus et les carences des systèmes judiciaire et pénitentiaire »*, ainsi que *« donner à chaque prisonnier la possibilité de s'exprimer comme un homme à part entière »*.

Le président de l'ASPF est M. Jacques Gambier, âgé de quarante-deux ans, détenu à Fleury-Mérogis. Le vice-président est M. Jacques Lesage de la Haye, quarante-six ans, psychologue, chargé de cours à l'université Paris VIII-Saint-Denis, ancien détenu lui-même. Le secrétaire est également un ancien détenu, M. Jean Lapeyrie, cinquante-trois ans, ancien animateur du Comité d'action des prisonniers (CAP. L'association assure compter seize adhérents dans les prisons de la région parisienne – La Santé, Fresnes, Fleury-Mérogis – et sept contacts en province. Il y avait, au 1er avril, 44 654 détenus dans les prisons françaises.

★ ASPF. – 15, allée Anne de Beaujeu, 75019 Paris. Tél. : (1) 205-12-45.

SOCIÉTÉ

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NICE

Six ans d'emprisonnement sont requis contre le directeur de la caisse d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes

Le procès des fraudes de la caisse primaire d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes (CPAM) s'achève le jeudi 2 mai, devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice. La veille, M. Pierre Denier, substitut du procureur de la République, a requis des peines d'emprisonnement de six ans et quatre ans contre les deux principaux accusés, M. Jean-Claude Thisse, cinquante-quatre ans, directeur de la caisse, et M. Philippe Cabanas, quarante-quatre ans, entrepreneur, poursuivis l'un et l'autre pour corruption. Pour les vingt-trois autres inculpés, le représentant du ministère public a demandé une relaxe et des condamnations à des peines d'amende ou de prison dont une seule, pas complètement assortie du sursis.

Nice. – Bien qu'il ait été mené avec méticulosité par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Ferry, le procès des fraudes de la CPAM laisse une impression mitigée. La raison essentielle en est sans doute le cloisonnement de la procédure en trois « masses d'infractions » très dissemblables dans leur gravité. L'accusation a visiblement marqué le pas dans la première d'entre elles, relative aux paiements par la caisse de loyers « indus ». Le représentant du ministère public a ainsi hésité, dans ses réquisitions, entre la relaxe et une peine d'amende (éventuellement égale au montant des versements contestés) à l'encontre du constructeur des locaux, M. Guy Martin, *présenté au début de l'instruction* comme le chef d'orchestre des malversations.

De notre correspondant *régional*

Dans le deuxième volet de l'affaire, celui concernant les marchés des travaux immobiliers passés par la CPAM entre 1978 et 1982, des irrégularités de forme et de fond ont été clairement établies, mais la *répartition des responsabilités entre*, d'une part, les dirigeants de la caisse *et, d'autre part, les entrepreneurs*, est restée confuse. M. Denier a tranché en demandant la relaxe d'un des trois responsables de la division technique de la CPAM, Mme Jeanine Elissalt, et la condamnation des deux autres, M. Raymond Pietrini, prédécesseur de Mme Elissalt comme chef de division, et M. Jean-Baptiste Pisano, sous-directeur, respectivement à des peines d'amende de 20 000 francs et de douze et dix-huit mois de prison avec sursis.

M. Denier a estimé que M. Pietrini *avait transformé* la division technique en *« division de la falsification », mais sans expliquer le rôle* de M. Pisano, à la fois gardien vigilant *dès règlements et inspirateur* supposé des faux commis par son *subordonné...*

L'honneur de M. Mai

Le substitut du procureur de la République a, d'autre part, réclamé une peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de quarante à cinquante mille francs contre l'architecte-conseil de la caisse, M. Michel Clermont et une peine de trois à six mois de prison avec sursis contre le président de la CPAM, M. Roger Mai, *signataire* de trente-cinq faux procès-verbaux de la *commission* d'ouverture des plis, *« dont l'honneur*, a-t-il affirmé, *est sauf »*.

Pour les entrepreneurs enfin, M. Denier a distingué entre les *« fantassins de la fraude »* éventuellement accessibles à une peine d'amende, et quatre autres inculpés, à son avis plus gravement compromis, MM. Lacaille, Gentiletti et Rostagni (un à deux ans de prison avec sursis) et Richard Benni (deux ans de prison dont six mois à un an ferme).

Restent les faits de corruption qui ont constitué le véritable « nerf » d'une instruction longue de deux ans. Selon M. Denier, les aveux réitérés de M. Cabanas ont *« une valeur probante énorme »*, d'autant qu'ils ont été vérifiés au cours de l'enquête. A son avis, M. Thisse a cédé à la corruption *« pour rétablir sa situation financière après un divorce qui lui avait coûté cher »*.

Toute la clarté a-t-elle été faite sur l'affaire ? Certainement pas. On n'a pas – ou très peu – évoqué notamment l'arrière-plan politico-syndical qui explique, semble-t-il, l'étonnante absence dans le procès de l'autorité de tutelle (seul, le syndicat CFDT s'est constitué partie civile). *On n'a pas non plus fait allusion aux féroces rivalités de personnes au sein de la CPAM.* On peut également se demander pourquoi aucune expertise n'a été donnée pour chiffrer le préjudice de la caisse. *« Tous ces faits*, a notamment estimé Me Paul Lombard, défenseur de M. Cabanas, *s'inscrivent dans un contexte nauséabond »*. L'avocat de M. Pisano, Me Pierre Pasquini, a rappelé, lui, les persécutions dont son client – le seul à avoir été révoqué – a été victime après avoir contribué à faire éclater le scandale...

GUY PORTE.

LES ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION LE PLAN DE CINQ ANS

Les fruits amers de la délinquance

Dijon. – Des magistrats, avocats, médecins, éducateurs, enseignants se sont récemment réunis à Dijon pour parler de la délinquance. Tous les participants rejetaient, pour *cause d'inefficacité*, les méthodes coercitives. La prison, école du *crime ? Ils répondent oui.* Alors, c'est simple. Ils barrent « répression » et écrivent *« prévention »*.

Le but essentiel de leurs journées de travail : Comment nous rendre solidaires des rejetés ? Comment changer les mentalités ?

Préoccupés de savoir si la nouvelle politique pénale sera reprise en compte – et financée – par les collectivités locales, auxquelles ont été attribués de nouveaux pouvoirs, ils ont cherché à cerner les causes de la délinquance, mais surtout se sont *inquiétés de certains remèdes* qui leur paraissent de fausses solutions. *Ainsi, pour eux, les centres d'hébergement* favorisent l'errance des marginaux. *En effet*, lorsqu'un centre est plein, on donne au sans-abri un bon de transport et on l'envoie vers un autre centre. A Dijon, par exemple, sur quatre mille personnes hébergées, trois mille venaient d'autres villes.

De notre envoyée spéciale

Enfin, les participants ont *dénoncé l'inadaptation* de certaines structures d'accueil que l'adminis*tration continue de « faire tourner »* à grands frais, car il faut remplir les *lits. Autre façon d'entretenir la marginalité.*

Les remèdes préconisés privilégient l'action locale : décloisonner les institutions (police, justice, administrations pénitentiaire et de santé) et rapprocher ceux qui ont des vues divergentes sur la délinquance : corps de l'Etat, élus, commerçants et associations.

Paralysie

Ces utopistes qui ont les pieds sur terre sont membres ou sympathisants du Plan de cinq ans 1985-1990, délinquance et société (1), un collectif national de personnes et d'associations qui prend appui sur des organismes locaux. L'avenir dira si les rivalités de personnes et les enjeux de pouvoir qui ont paralysé son action pendant un an et entraîné le retrait – temporaire ? – du Syndicat de la *magistrature et du* Syndicat national des personnels d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire *(SNEPAP) sont dépassés.*

Certains militants de ces syndicats sont restés dans l'association à titre individuel, car, affirme un membre du Syndicat de la magistrature, *« le débat sur la sécurité est un tel enjeu que les syndicats doivent accepter la nouvelle donne que constituent la vie associative et la décentralisation »*.

Dans cette optique, le Plan de cinq ans semble à ce magistrat *« un relais indispensable »*.

DANIELLE TRAMARD.

(1) 5, impasse du Bon-Secours, 75011 Paris. Tél. : (1) 348-62-64.

UN LIVRE DE ROGER COLOMBANI

« Flics et voyous »

Dans le même temps que la Série noire publie son deux centième *ouvrage paraît aux* Editions de Radio-Monte-Carlo le quatrième *livre de Roger Colombani*, moins médiatique et moins à la *mode, mais aussi dingue que la Belle et la Bête.* Un livre de journaliste *bien sûr, sans phraséologie*, en direct avec la vie folle de *la pègre : cent cinquante ans de* la vie du Milieu. Comme les silhouettes *d'un stand de tir, surgissent*, au hasard des crimes, *Spirito et* Carbone *et* Manouche, Bonny et Lafont et le conseiller Prince, Gus mela, Jo Attia, Davos, Loutrel, Renucci, Ange Salicetti, l'ex-commissaire Blémant devenu truand, Joanovici, l'affaire du Combinatie et des *vendettas incroyables... même* pour les Corses.

Ne résistons pas, dans ces lignes de sang, à citer un petit coin de ciel bleu, quand le soleil du Midi sait nous offrir sa douceur de vivre : Emile Ageccio, bouliste de génie, surnommé « le Milliardaire », qui savait si bien gruger ses partenaires. Au tribunal correctionnel de Marseille, les *anciens se souviennent encore*, dans l'affaire dite des « Pétan*queurs associés », de l'irrépressi*ble fou rire qui saisit le procureur *chargé du réquisitoire...*

J.-M. M.

★ Editions de Radio-Monte-Carlo, 238 p., 64 F.

● *Deux arrestations au Pays basque pour vol d'explosifs.* – Des explosifs volés dans une carrière proche de Saint-Girons (Ariège) auraient été utilisés récemment lors de deux attentats revendiqués par l'organisation Iparretarrak. Sur commission rogatoire du juge d'instruction de Foix, trois jeunes gens demeurant près de Bayonne et n'ayant aucune activité politique connue ont été arrêtés et inculpés de complicité de vol : il s'agit des deux frères Macho et d'André Olhagaray.

La police les accuse d'avoir revendu à l'organisation clandestine les explosifs qu'elle a utilisés contre une balise de l'aéroport de Biarritz à la veille de la visite de M. François Mitterrand, en novembre 1984, et contre la gendarmerie de Saint-Jean-de-Luz, le 30 janvier dernier. Dans ce dernier cas, la mise à feu n'avait pas fonctionné. – *(Corresp.)*

ÉDUCATION

UNE RENCONTRE DANS LE « TRAIN-FORUM »

M. Haby n'en veut pas à M. Chevènement

Le train-forum « Vive l'école ! » qui sillonne le pays pour réconcilier les Français avec l'école publique roule aussi pour M. Chevènement. Le ministre de l'éducation nationale hante chacun des six wagons bourrés de matériel vidéo, d'ordinateurs et de diaporamas. Sur un « clip » qui le montre entouré d'enfants criant son nom, il explique son message : *« L'école pour réussir, pour entreprendre, pour rassembler. »* Trois thèmes, trois couleurs – bleu, vert, rouge, – qui guident les visiteurs de panneaux en écrans cathodiques. Sur l'énorme livre d'or mis à la disposition du public s'étale même la liste des doléances qui lui sont directement adressées par les personnels : manque de postes d'enseignants, retard dans la livraison d'ordinateurs. L'un des pétitionnaires malicieux demande *« où est la wagon des moyens »*.

M. Chevènement, en chair et en os cette fois, mais aussi sur tous les écrans du wagon salle de spectacles s'est expliqué, mardi 30 avril, en gare de Toulouse-Matabiau : *« L'école, ce n'est pas seulement des revendications, ce n'est pas une vieille fille qui doit rester calfeutrée chez elle ; elle à tout à gagner à se montrer telle qu'elle est. »* Des manifestants peu nombreux étaient venus l'attendre devant le train-forum. Leurs banderoles se sont vite repliées et les représentants syndicaux ont été reçus par des collaborateurs du ministre, pendant que ce dernier, tout sourire, participait dans la salle de réunion du train à un forum sur le thème *« Allo Gutenberg, ici Mac Luhan »* retransmis en direct sur FR 3 Midi-Pyrénées, auquel participaient MM. René Haby, ancien ministre de l'éducation, Hervé Bourges, P-DG de TF 1, et Patrick Grainville, écrivain et enseignant.

Haby-Chevènement : on attendait une confrontation qui n'est pas venue, entre le ministre de Valéry Giscard d'Estaing, mal aimé à droite pour son « collège unique », et l'actuel locataire de la rue de Grenelle, critiqué à gauche lorsqu'il penche pour les bonnes vieilles méthodes d'enseignement. Non, M. Haby n'a rien personnellement contre M. Chevènement, il le trouverait même *« sympathique, comme tous les hommes politiques à partir du moment où on sort de la politique »*.

Les deux hommes ont bien cherché à se lancer des piques, mais en vain : les nouveaux programmes Chevènement pour l'école primaire apparaissent *« clairs »* à M. Haby, qui n'a pas montré la moindre rage à l'idée que les cinq cent quatre pages de « ses » programmes allaient être remplacées par une soixantaine d'autres où disparaît la référence à l'« éveil » qui lui était chère.

« Le grand tournoi »

Il reproche toutefois au ministre actuel de réduire l'enseignement à la simple *« transmission des connaissances »*, sans tenir compte du contexte social et culturel. Les difficultés dans l'apprentissage de la lecture sont beaucoup plus fréquentes chez les enfants de milieux manuels qu'intellectuels, a-t-il relevé : *« M. Chevènement occulte les véritables problèmes. »*

Discours « social » dans la bouche d'un homme de l'opposition. Message moderniste chez un ministre séduit par la tradition. *« Je voudrais que les maîtres n'hésitent pas à commenter les émissions de télévision »*, a répondu M. Chevènement a propos d'un petit film qui montrait que l'école n'est plus et de loin l'unique vecteur des connaissances.

Le ministre était d'ailleurs aussi venu sur le train-forum pour signer un protocole de coopération entre le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et TF 1, qui prévoit notamment la coproduction d'émissions matinales destinées aux enfants de six à douze ans sur des thèmes comme la lecture, l'histoire, l'éducation scientifique, technique et civique. Les deux partenaires préparent en outre un jeu qui pourrait être diffusé chaque soir à 19 h 15 à partir de la rentrée prochaine : le *« grand tournoi »* (c'est le nom du projet) devrait mettre en valeur les connaissances et les capacités de raisonnement des lycéens et montrer, selon M. Bourges, que, *« décidément, les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas nuls »*.

M. Haby, quant à lui, avait préféré se retirer du wagon où avait lieu la cérémonie du paraphe. Sur le quai de la gare, il contemplait les wagons blancs du train-forum frappés du « Vive l'école ! » tricolore de M. Chevènement. *« C'est une bonne idée de redonner une image sympathique de l'école »*, admettait-il. Le train l'avait cependant moins amusé que les quelques enseignants protestataires venus au-devant du ministre pour réclamer, entre autres, le rétablissement des horaires de soutien institués par la loi Haby.

PHILIPPE BERNARD.

M. Legrand est « désespéré » par le « discours ringard » des socialistes

M. Louis Legrand juge avec amertume la politique du ministre de l'éducation nationale. Dans un entretien qu'il accorde cette semaine à l'hebdomadaire *la Vie*, le père de la réforme des collèges décidée par M. Alain Savary regrette la disparition de la pédagogie de l'éveil dans les nouveaux programmes de l'école élémentaire : *« Nous faisons aujourd'hui les frais d'attaques forcenées d'universitaires qui ne connaissent rien à la psychologie de l'enfant (...). »* M. Legrand voit une *« aberration »* dans le fait que l'application de la politique de l'éducation nationale et les problèmes techniques qui s'y rattachent soient du ressort des hommes politiques. *« Les gouvernements antérieurs avaient au moins la dignité et la sagesse de confier les études pédagogiques à des spécialistes*, déclare-t-il (...). *Aujourd'hui, ce sont des politiques ne connaissant pas les enfants ou des inspecteurs généraux sortis tout droit des grandes écoles qui pondent les instructions »*. Désespéré, M. Legrand ? *« Je ne le suis pas parce que mes idées ne sont pas appliquées dans tous leurs aspects*, répond-il. *Je suis plutôt désespéré d'entendre des socialistes tenir un tel discours ringard (...). »*

Un projet du ministère

MOINS DE « BIVALENCES » POUR LES PEGC

Le ministère de l'éducation nationale envisage de diminuer le nombre des combinaisons de disciplines que pourront enseigner les professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC). Un projet d'arrêté, actuellement soumis aux organisations syndicales, prévoit que les PEGC, qui enseignent deux disciplines et sont donc appelés « bivalents », seraient dans l'avenir chargés de deux matières assez proches l'une de l'autre. Selon le projet seraient ainsi supprimés l'association mathématiques-musique et surtout l'ensemble lettres-histoire-géographie, qui est enseigné par un nombre important des quelques soixante-dix-mille PEGC.

Le texte actuellement en préparation créerait neuf bivalences au lieu des treize existantes : histoire-géographie et éducation civique ; lettres et éducation civique ; lettres et latin ; langues vivantes et lettres ; mathématiques et sciences physiques ; sciences naturelles et sciences physiques ; éducation musicale et lettres ; arts plastiques et lettres ; disciplines technologiques. Ces dispositions, qui toucheraient les professeurs nouvellement recrutés (et non ceux qui sont en fonction), pourraient entrer en application à la prochaine rentrée. Les syndicats sont favorables à cette réforme, notamment le Syndicat national des instituteurs (SNI), qui est majoritaire dans cette catégorie d'enseignants.

DÉFENSE

Appel sous les drapeaux des Français nés entre le 23 février et le 26 juin 1965

Le ministère de la défense communique : La fraction de contingent 1985/06 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :

1° Les jeunes gens :

a) Dont le report d'incorporation *arrivera à échéance avant le 1er juin* 1985 ;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er juin 1985 ;

c) Volontaires pour être appelés le 1er juin 1985 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er avril 1985, déposé une demande d'appel avance ;

d) Volontaires pour être appelés le 1er juin 1985 et qui, à cet effet, ont, avant *le 1er avril 1985*, fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation.

2° *a)* Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation administrés par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 23 février 1965 et le 31 mars 1965, ces dates incluses, recensés avec la première tranche trimestrielle de la classe 85.

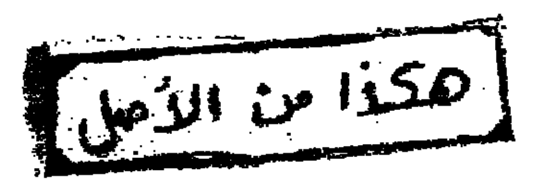
b) Les jeunes gens omis ou naturalisés, non titulaires d'un report d'incorporation, recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 85.

c) Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation, administrés par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 1er avril 1965 et le 26 juin 1965, ces dates incluses, recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 85.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 3 juin 1985.

ENVIRONNEMENT

● *Une décharge publique sur une île de la lagune vénitienne.* – L'île de San Giorgio-in-Alga (Saint-Georges-des-algues) située dans la lagune de Venise sera-t-elle transformée en décharge publique ? C'est ce que proposé un élu municipal de la Cité des doges, responsable des travaux publics. La municipalité, en effet, ne sait plus que faire des ordures ménagères. L'île San-Giorgio, qui abrita un célèbre monastère puis un arsenal, est aujourd'hui à l'abandon, mais on comptait y installer un complexe sportif.



Le Monde
DES LIVRES

Une enfance britannique dans un Shanghai japonais

***Avec** l'Empire du soleil, J. G. Ballard sort de la science-fiction pour nous donner un grand roman sur la seconde guerre mondiale en Asie. Un cauchemar glacé et délirant !*

« *LA guerre est finie, Jim...*

– Mais, Mr. Maxted, la suivante commencera quand ?... »

Pour Jim, le héros-garçonnet de *l'Empire du soleil*, la guerre ne finira jamais puisque c'est là qu'il a appris à voir le monde, à comprendre les hommes, à savoir qu'on n'oublie jamais vraiment son enfance. Jim a onze ans le 7 décembre 1941, quand, au lendemain de l'attaque de Pearl-Harbor, les Japonais s'emparent de Shanghai...

Séparé de ses parents qui ont disparu, le jeune garçon va oublier les neuf domestiques chinois, la gouvernante russe, l'école aristocratique, la Packard et la Studebaker, pour tenter de survivre dans la ville coupée du monde : vagabond affamé et loqueteux qui « squatterise » les riches villas désertées des concessions européennes, dispute sa nourriture aux bandits et aux soldats avant d'être arrêté par les Japonais et enfermé dans un camp pendant plus de trois ans.

Cette histoire terrible, qui tient à la fois du cauchemar et du document, a valu à J. G. Ballard un énorme succès, mérité, depuis la publication du livre en Grande-Bretagne il y a six mois : cinquante mille volumes en édition reliée et le Booker Prize... manqué d'un cheveu, après avoir fait figure de favori jusqu'au bout.

James Graham Ballard est venu deux jours à Paris pour la sortie de son livre en français. Comme il ne parle que l'anglais, il n'a pas eu droit aux grandes manœuvres de l'audiovisuel, cet homme rond, bien nourri, au sourire mélancolique et pince-sans-rire, qui a vu, oublié, retrouvé, le terrible cauchemar de son enfance, l'horreur vécue dont il n'avait voulu parler à personne, et surtout pas à ses trois enfants (1).

Par les yeux d'un enfant inconscient une guerre inconnue

Né en 1930 à Shanghai, où son père dirigeait la filiale chinoise d'une entreprise de textile de Manchester, J. G. Ballard a donc été interné pendant quatre ans, de 1942 à 1945, dans un camp japonais avant de se rendre en Angleterre en 1946; après des études de médecine, il découvre la peinture et la poésie surréaliste et décide qu'il sera écrivain.

C'est ainsi qu'il est devenu un des grands noms de la SF anglaise, et qu'une quinzaine de ses livres ont été traduits en france (2).

Pour la première fois, c'est hors de la SF qu'il se présente avec *l'Empire du soleil*, qualifié par Graham Greene d'« *admirable* ». D'abord, il nous fait découvrir, par les yeux d'un enfant inconscient des dangers et des horreurs, une guerre inconnue. On a peu écrit, en effet, jusque-là, sur les affrontements sino-japonais, depuis l'occupation de la Chine en 1937 ; et, bizarrement, il n'y a pas eu, pour ainsi dire, de film, de roman, ou même de souvenirs sur l'occupation japonaise.

L'Empire du soleil nous plonge – avec quelle force, avec quel talent ! – dans la grande métropole méridionale chinoise, au temps du Blitz sur Londres, jusqu'à la bombe atomique sur Nagasaki. Terrible « *éclair blanc* » que le jeune Jim est persuadé avoir vu et qui marque l'avènement d'un nouvel empire, d'un nouveau soleil : le nucléaire. Réalité et fiction se mêlent à tel point que, parfois, *l'Empire du soleil* paraît encore relever de la SF, dans ce camp hors du temps où les geôliers ont confisqué toutes les montres et les réveils et où les prisonniers meurent en grappes, victimes de malaria, de dysenterie, de malnutrition, du béribéri ou de crise cardiaque.

« L'Empire du soleil *est un roman, c'est important*, tient à dire J. G. Ballard. *Ce n'est pas mon autobiographie, enfin pas tout à fait. La grande différence est que moi j'ai été interné au camp AVEC mes parents et ma jeune sœur et que je n'en ai jamais été séparé. Mais il est difficile de savoir comment fonctionne l'imagination, car, moi, j'ai vraiment, si l'on peut dire,* « *aimé* » *la période du camp.*

★ J. G. Ballard vu par Alexandra Shirley.

Psychologiquement, j'étais seul. Un teenager qui arrive à la puberté dans de telles circonstances est tout à fait seul ; ses parents ne le contrôlent pas, ne peuvent plus lui imposer leur autorité. »

Aussi le romancier s'est-il significativement débarrassé de ses parents inutiles, qu'il fait réapparaître d'une façon plutôt convenue, à la fin du livre, comme pour pouvoir savourer, au milieu de ses malheurs et de toute ces atrocités, la « *chance d'être orphelin* ».

Il reprend : « *Oui, j'étais finalement heureux dans le camp. Bien sûr, c'était horrible, parce que les conditions de vie étaient désagréables* (toujours cet inimitable self-control britannique !), *parce qu'il n'y avait rien à manger. Mais j'y trouvais une sorte de sécurité, à cause des règles qui m'étaient imposées par les barrières. J'avais la liberté d'être adulte dans ce camp de deux mille personnes. J'avais le droit de me promener, de jouer aux échecs, d'explorer moi-même le camp. Ma liberté s'arrêtant aux barbelés. Jusque-là, j'avais eu une enfance très protégée, et il y avait là des gens qu'on ne m'aurait jamais permis de connaître dans la vie normale, j'ai pu être ami avec des enfants d'un* « *milieu insuffisamment convenable* », *comme auraient dit mes parents...* » (Il rit.)

L'histoire d'un désenchantement

« Comment avez-vous ressenti la redécouverte de la liberté ?

– *La liberté, ce fut l'émigration en Angleterre. J'avais quinze ans, et j'éprouvai un énorme choc dont je ne me suis pas encore remis.*

– Vous êtes devenu un citoyen de Sa Majesté britannique...

– *Oui. A contrecœur.*

NICOLE ZAND.

(*Lire la suite page 22.*)

(1) A propos de J.G. Ballard, lire le dossier très complet paru dans la revue *Science-Fiction*, n° 1, janvier 1984, Denoël.

(2) Chez Denoël, au Livre de poche et chez Calmann-Lévy.

José Cabanis dans le labyrinthe espagnol

Une dérive savante autour du génial Goya, artiste officiel, témoin de son temps et accusateur implacable.

CABANIS est un maître de la digression érudite ; ses livres annoncent toujours moins qu'ils ne donnent. Par exemple, dans *Lacordaire et quelques autres* (1), un volume de quatre cents pages, il n'évoquait pas seulement le dominicain mais aussi Montalembert, Veuillot, Dupanloup ou le cardinal-duc de Rohan. Son dernier ouvrage, *le Musée espagnol de Louis-Philippe-Goya*, est, de même, autre chose qu'une étude sur la collection du roi quatre cent six tableaux réunis au Louvre, vendus et dispersés après 1848, et plus qu'une évocation du génial « *Sordo* » (« le Sourd »).

« *Tout est lié dans ce que je fais, romans et essais, par des correspondances subtiles...* » Cabanis, qui vit retiré à Toulouse, la ville des inquisiteurs et des capitouls, a bâti une œuvre double : deux cycles romanesques y communiquent avec un ensemble d'études historiques, un panorama du XIX[e] siècle. Le tout est agencé comme une marqueterie. Ce *Goya*, selon Cabanis, prolonge le dernier chapitre du *Sacre de Napoléon*, une dérive savante à partir du grand tableau de David.

Entrons dans le labyrinthe. Telle Ariane, l'écrivain nous tend l'extrémité d'un fil. Dès la première page, il esquisse une « *correspondance* », la comparaison entre Saint-Simon et Goya. L'un croqua les premiers des Bourbons d'Espagne, l'autre les suivants. Et Cabanis, autrefois, a écrit un *Saint-Simon l'admirable*... Il nous propose ici, d'emblée, un arbre généalogique des Bourbons d'Espagne (depuis Louis XIV, roi de France, jusqu'à la reine Isabelle II) qui nous aidera à suivre Goya dans sa carrière d'artiste officiel, de témoin et d'accusateur.

Le peintre fixe les traits de nombreux personnages, des dégénérés : la princesse Marie-Thérèse, « *une sorte de libellule* », Charles III, « *un fantoche au visage de mouton* », Charles IV, « *débonnaire cocu* ». Il tira aussi le portrait de Wellington et celui des Espagnols « *collaborateurs* ». Il fit poser la « *Maja* », habillée et nue. Il grava les horreurs de la guerre, les abus de la religion, les cauchemars et les caprices de la Raison.

« Cruauté, religion et violence »

Avançons encore. Napoléon s'éloigne. En France, le romantisme grandit et, parmi d'autres fantaisies, se fabrique une Espagne de décor de théâtre. Vigny, Stendhal et Musset la racontent sans y avoir mis les pieds. Hugo se souvient de ce qu'il a vu dans son enfance : « *cruauté, religion et violence* ».

En 1830, déjà, Mérimée visite le musée de Madrid, le futur Prado. Il remarque des Velazquez, des Murillo, des Goya, Il sera le premier voyageur français à parler de la peinture espagnole. Les critiques du XIX[e], comme les peintres (Ingres, Corot), n'eurent d'yeux que pour l'Italie.

Cabanis ouvre la seconde aile de son dédale. Elle nous mène jusqu'au « *Musée espagnol* » de Louis-Philippe. Le roi de France, aidé par le baron Taylor et Phramond Blanchard, entasse 29 Ribera, 81 Zurbaran, 38 Murillo, 19 Greco, 11 Goya... Ces toiles sombres, cruelles, mystiques, d'illustres visiteurs iront les contempler. Cabanis égrène leurs commentaires malveillants. On est accablé d'entendre la rumeur qui va courir dans Paris : « *Il n'y a plus de Pyrénées pour les croûtes.* »

Renan et Michelet entrèrent au Louvre moins pour y juger de la peinture que pour y contempler des scènes d'histoire. Baudelaire, lui, eut une « *toquade* » pour le Greco, si éloigné d'une époque de mercantilisme où la collection de Louis-Philippe avait tout pour choquer et déplaire. Le poète comprit Goya. Il remarqua également Ribera, « *plein de fougue, d'originalité, de colère et d'ironie* ».

Cabanis, en suivant Baudelaire, s'enfonce au cœur du temps. Il nous transporte en mai 1859. L'art moderne est en train de naître. Jugez-en : Baudelaire suggère à Nadar de photographier les deux *Majas*, dont deux réductions, ou copies, sont exposées chez le marchand Moreau. Gautier aurait vu ces tableaux en Espagne, « *deux fois plus grands* ».

Les deux copies ont disparu depuis, mais Gautier – tenons bien le fil – nous conduit jusqu'à Montherlant, un voyageur diabolique, comme le Greco nous mènera à Barrès, admirateur de l'inspiré de Tolède. Goya, en nous faisant rencontrer Manet, ferme la boucle. Le *Tres de Mayo* engendre l'*Exécution de Maximilien*. Le Second Empire s'achève. Huysmans, Elie Faure et Malraux sauront voir, le Musée espagnol n'étant plus qu'un souvenir, ce qui avait échappé à presque tout le monde, sauf à Baudelaire. Le trajet de Cabanis éclaire tout un siècle. Le nôtre, plus grimaçant encore que celui de Goya, n'a « *de héros que des brutes, avides de destruction, de fesses et de meurtres* ». En jugeant des créateurs, nous nous peignons, par défaut : ils nous dépasseront toujours.

« La parodie de la royauté ou son triomphe »

Cabanis, dont la science n'empêche ni l'émotion ni le jugement, a seulement oublié un témoin, André Suarès, qui sut parler de l'Espagne, celle de Cervantes et d'Unamuno. Son *Goya*, inachevé, fournit la pièce qui manque toujours à un puzzle et que chaque lecteur se doit d'y ajouter. Suarès a jeté sur le papier (2), sans conclure, ce que Goya a inspiré de plus frénétique, de plus juste : « *Godoy* (3) *est son ami, s'il en eut ; le roi Charles aussi et la reine Marie-Louise. Il ne les aime ni ne les hait : il peint. S'ils lui semblent tous ensemble la parodie de la royauté ou son triomphe, c'est votre affaire, non la sienne... Cette réunion en pompeux costumes de cour est la défroque royale. Il n'a pas, un seul instant, l'idée de lui trouver un sens, si on pouvait lui en donner un. Il est absent de la scène, sinon pour vous la faire voir. Et par là, il s'élève à une grandeur sans exemple.* »

RAPHAËL SORIN.

★ **LE MUSÉE ESPAGNOL DE LOUIS-PHILIPPE - GOYA, de José Cabanis Gallimard, 184 p., 78 F.**

(1) Les livres de José Cabanis sont publiés chez Gallimard.

(2) *Pour un portrait de Goya*, Rougerie (Mortemart, 87330 Mézières-sur-Issoire).

(3) Ministre de Charles IV d'Espagne et favori de la reine Marie-Louise.



A LA VITRINE

La nouvelle héroïne de Jacques Duquesne

Alice Van Meulen se passionne pour l'électricité ; elle *sait qu'en Amérique la « fée »* éclaire les villes ; elle a l'intention de créer une usine et de faire du commerce ; c'est une bourgeoise catholique qui envisage d'épouser un homme qui n'a pas renié son père *« républicain, anticlérical, que l'on disait franc-maçon » ;* à cet homme, elle a lancé : *« Monsieur Vandromme, je voudrais vous épouser. »* Et elle entreprend sa conquête.

Il n'y a là rien qui puisse surprendre *aujourd'hui, mais cela a* toutes les marques du défi et du scandale au pays de Flandres dans les vingt dernières années du dix-neuvième siècle. Ce pays que Jacques Duquesne nous a rendu familier avec *Maria Vandamme,* cette femme du peuple aussi fière qu'indomptable, l'héroïne de son roman précédent (1) dont celui-ci est, sinon la suite, du moins une autre face.

Mélange de la Judith Therpauve de Conchon et Chéreau et de la Marthe des *Cotonniers de Bassalane* de Michèle Perrein (2), Alice Van Meulen est de ces personnages qui ont toutes les qualités de l'héroïne forte, modèle de volonté, d'anticonformisme, en avance d'un siècle sur ses contemporains.

Or si cette Alice nous touche par son caractère de maîtresse femme, elle nous séduit aussi parce que Jacques Duquesne n'en a pas fait seulement un bloc exemplaire ; veuve, mère d'un gamin pas toujours malléable et femme *« qui se jette à la tête d'un homme »* sans lui cacher qu'elle a déjà eu une grande passion, Alice est capable de tendresse, de souffrance, d'émotion, de faiblesse. Héroïne, mais humaine.

On retrouve ici le *« souci de précision documentaire* [qui] *fait penser beaucoup moins à Zola qu'aux tableaux, si séduisants, des petits maîtres flamands »* dont on parlait pour *Maria Vandamme* (*le Monde* du 7 décembre 1983) avec un journaliste toujours soucieux de vérification des faits et curieux de l'évolution des mœurs, de la politique, des syndicats et des progrès techniques.

Mais *Alice Van Meulen* est d'abord un roman, celui des grands événements qui bousculent les petites gens. Bien sûr — *origine oblige, — c'est un roman* flamand, riche en traits de ch'Nord, du pêcheur au douanier, de l'estaminet à la ducasse... mais pour sa part historique, un roman qui reflète aussi l'entrée de nos aïeux dans le monde moderne. — P.-R. L.

★ **ALICE VAN MEULEN, de Jacques Duquesne, Grasset, 255 p., 89 F.**

(1) *Maria Vandamme,* prix Interallié 1983, *Grasset.*

(2) Grasset, prix Interallié 1984.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Contes et devinettes du Japon

Avec ses *180 contes japonais,* dont la première édition est épuisée, et qu'il réédite dans une version à la fois illustrée et enrichie d'un appareil de références renforcé, Maurice Coyaud s'était sorti à merveille de cette gageure : se distraire en faisant partager son plaisir à ses lecteurs. Il récidive avec *Contes, devinettes et proverbes du Japon,* nous faisant entrer une nouvelle fois dans ce monde truculent, cocasse, à l'ironie parfois mordante et à la justice immanente de la culture populaire nippone.

On y sent un Japon des profondeurs, une tradition première, vivante, plus authentique souvent que, celle aseptisée, ou à la « sauce zen », où l'on se plaît à reconnaître l'essence de la japonité. Cette fois aussi, l'ouvrage est illustré de dessins de l'auteur inspirés — d'une *« main maladroite »* — de Hokusaï ou tirés d'un ouvrage sur la vie du petit peuple d'Edo (ancien nom de Tokyo).

Un recueil qui vient enrichir ce *corpus* de contes provenant de Chine, des Philippines, de Corée, recueillis au fil de voyages et publiés ces dernières années par ce linguiste, sinologue, auteur d'austères ouvrages spécialisés, qui aime rappeler qu'il a appris le japonais dans des livres d'enfants et convie ses lecteurs à entrer, aussi innocemment que lui, dans le monde de fantaisie de ces contes du bout du monde. — Ph. P.

★ **CONTES, DEVINETTES ET PROVERBES DU JAPON, recueillis par Maurice Coyaud. Ed. Pour l'analyse du folklore (36, avenue de Wagram, 75017 Paris), 66 F.**

INÉDITS

Alexandra David-Néel la voyageuse

La revue *Question de* publie un numéro spécial, entièrement consacré à Alexandra David-Néel. Sous le titre *Voyages et aventures de l'esprit* se trouvent regroupés un ensemble de textes inédits qui témoignent d'une lucidité toujours en éveil, qu'il s'agisse de la critique féroce d'une *Fête antique au théâtre romain de Carthage,* de la découverte d'*Un « Stirner » chinois* au Vᵉ siècle avant notre ère ou de l'ultime *Wesak* pour commémorer la naissance du Bouddha, rédigé à cent ans passés, en 1969...

« Ce n'est point à des bouddhistes qu'il conviendrait de dépeindre leur maître par l'image d'un berger portant une brebis sur les épaules. Le Bouddha ne porte personne, et quand il est fait mention dans les écritures d'une « autre rive » sur laquelle nous devons aborder pour atteindre la connaissance, il n'est pas question non plus que le Bouddha ne fasse traverser cette rivière symbolisant l'erreur. C'est à nous qu'il appartient de la traverser : « Les Bouddhas ne peuvent que prêcher, c'est à vous de faire l'effort », *l'effort pour nous délivrer de toutes les erreurs, de nous en délivrer par l'attention continuelle, par l'observation attentive, par la recherche des causes qui nous font mouvoir matériellement et mentalement. »*

Un entretien tonique avec Marie-Madeleine Peyronnet ouvre ce recueil d'inédits. Celle qui fut la secrétaire-infirmière-confidente d'Alexandra pendant les dix dernières années de sa vie évoque de façon saisissante l'indomptable aïeule : *« On aurait dit que son regard tirait des traits, il sortait quelque chose de ses yeux, on était coupé en deux quand elle vous regardait, elle avait un regard magnétique qui impressionnait beaucoup tous ceux qui venaient lui rendre visite. »*

Ce regard impressionne toujours, il aimante les photographies (inédites elles aussi et d'un grand intérêt documentaire) qui rythment les séquences de ce nouveau livre-voyage d'Alexandra David-Néel.

A. V.

★ **VOYAGES ET AVENTURES DE L'ESPRIT, d'Alexandra David-Néel, Albin Michel et revue *Question de,* (10, rue de la Vacquerie, 75011 PARIS), 240 p., 80 F.**

SOUVENIRS

Amours d'Egypte en exil

Jacques Hassoun, apparemment, est un Français comme des autres, mis à part qu'il est psychanalyste... Mis à part qu'avant d'être français il était un Egyptien pas comme les autres, membre de la minuscule et antique communauté juive de la vallée du Nil qui dut s'arracher à l'Egypte après trois millénaires de racines.

En émigrant en France, Jacques Hassoun n'a pas opéré un transfert complet d'affection de son ancienne patrie sur sa nouvelle. Ne nous en affligeons pas, cela nous avait déjà permis d'apprécier ses *Juifs du Nil* (1). Aujourd'hui, *Alexandries* — le « s » se justifie quand on pense à la cité cosmopolite dont la révolution de 1952 signa l'arrêt de mort — est moins l'occasion pour Jacques Hassoun (encore que son livre contienne un beau texte sur la ville fondée par Alexandre le Grand) de nous ramener encore à la terre natale que de réveiller sa *« mémoire d'oubli qui se joue des lieux et du temps ».* Ce sont cette fois des femmes rencontrées et chéries à Jéricho, Venise, New-York ou ailleurs qui fournissent à l'auteur les jalons à la fois heureux et nostalgiques des souvenirs d'un homme mûri par l'exil, la science et l'amour.

J.-P. P.-H.

★ **ALEXANDRIES, de Jacques Hassoun. La Découverte, 148 p., 65 F.**

(1) Le Sycomore.

SCIENCES

Les secrets des insectes

Ce sont de *« géniaux bricoleurs »* et de *« parfaits écologistes ».* Les insectes, apparus sur la Terre il y a près de trois cent millions d'années, surent en effet *« évoluer en demeurant eux-mêmes et à partir de moyens limités, dérisoires face aux défis que leur imposait la nature, ils ont préservé l'essentiel en usant d'accessoires ».*

Ces « bestioles », somme toute très primaires et fort vulnérables, doivent avoir recours à mille subterfuges pour survivre. Expulsés du ventre de la mère, sans cordon nourricier ni protection maternelle, les *« prématurés larvaires »* usent d'astuces — comme la congélation — pour résister aux rigueurs de l'hivernage. Puis vient le temps de la métamorphose, qui transforme larve ou nymphe en adulte. En fait, *« l'insecte n'en finit pas de se construire, puis il meurt prématurément ».* Ainsi, pour trois à cinq années passées à l'état de nymphe aquatique, la mouche adulte ne connaît que quelques jours d'*« ivresse aérienne »,* juste le temps pour elle de s'accoupler et de pondre, sans même manger.

Tous les insectes ne sont pas aussi éphémères. Mais qu'ils vivent quelques heures, quelques jours ou quelques semaines, tous sont soumis aux mêmes contraintes : se nourrir, attirer des partenaires, procréer, *se défendre contre les agresseurs.* Ils disposent pour cela de véritables signaux de communication, faits de couleurs, de sons, d'effluves. Ils jouissent aussi de *« tout un vocabulaire chimique, sans doute l'un des plus riches qui soit dans le monde vivant »* qui leur permet par exemple d'attirer ou de guider leurs « amis », mais aussi d'éjecter des substances toxiques, *ou, comme le fait le bombardier,* un puissant jet d'eau bouillante, au nez de leurs assaillants.

Ce sont tous les secrets de cette vie grouillante des insectes, tous les détails de leur machinerie cellulaire que nous livre Pierre Douzou, dans son style clair, imagé, parfois même lyrique, dans ce qui reste pour lui un *« essai d'humeur ».* — E. G.

★ **LES BRICOLEURS DU SEPTIÈME JOUR — NOUVEAUX REGARDS ENTOMOLOGIQUES, de Pierre Douzou. Fayard, 240 p., 79 F.**

ECRITS INTIMES

L'amour des mots de Christian Bobin

Christian Bobin est entré en lecture comme d'autres entrent en rêverie ou en religion. Une chambre à l'abri du tumulte et des livres *amoureusement choisis suffisent* à cet écrivain pour qu'il se compose un cadre conforme à ses aspirations. Christian Bobin n'est jamais déçu,car il voyage dans *« la lumière enclose des pages ».* Quand il arrive à ce reclus volontaire de se perdre dans *« le désastre du sommeil »,* la musique, cette respiration de secours, le lave des outrages de la solitude.

Les lettres, que Christian Bobin a rassemblées dans *Souveraineté du vide,* ont pour destinataires le vent, l'oubli de soi et cette enfance dont il convient de ne pas guérir sous peine de perdre le fil de son amertume. *« Les mots fleurissent et poussent dans tous les sens, de toutes espèces. Ils se multiplient et se ramifient comme un feuillage, comme une excroissance incontrôlée, incontrôlable, de feuilles, de fruits. Ils viennent de cet état actuel de détresse, dans cette chambre de malade que je vois emplie de pages, de notes »,* confie Christian Bobin, qui croit que la littérature est un antidote contre le désespoir.

P. Dre.

★ **SOUVERAINETÉ DU VIDE, de Christian Bobin. Fata Morgana, 45 p., 42 F.**

GÉNÉALOGIE

La chasse aux héritiers

Auteurs de série noire, à vos marques : il y a dans les deux livres que Maurice Coutot a consacrés à son *métier de généalogiste* assez d'énigmes, d'astuces et de suspense pour bâtir dix intrigues policières. L'un, *Histoires d'héritages,* relate les affaires les plus marquantes auxquelles il a été confronté. L'autre, *Ces héritiers que je cherche,* cerne, anecdotes à l'appui, les arcanes de la profession de généalogiste.

Profession méconnue, qui tient du notariat et de l'enquête policière. Maurice Coutot intervient lorsqu'un *homme, une femme, décèdent sans* laisser de testament. Commence alors *une trépidante chasse à l'héritier.* L'alerte est donnée, les fichiers compulsés, le globe terrestre passé au peigne fin. Au terme de son investigation, le détective découvre, perchés sur une branche d'arbre généalogique, des ambassadeurs et des clochards, des mères qui vont jusqu'à tuer leur propre fils pour hériter à leur place, des amants jaloux, des escrocs, dont il recueille les confessions émerveillées ou vindicatives. Singulière comédie humaine où le meurtre avoisine l'humour, où l'argent est un puissant révélateur. Mués en nouvelles captivantes, rapportés avec un tact suranné et une précision qui font moins songer à Sherlock Holmes qu'à son père Conan Doyle, ces faits divers donnent tout leur sens au mot « divertissement ». — V. L.

★ **CES HÉRITIERS QUE JE CHERCHE, de Maurice Coutot, *Robert Laffont, 260 p., 62 F, et* HISTOIRES D'HÉRITAGES, du *même auteur,* Le Seuil, 190 p., 69 F.**

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Pierre Drachline, Elisabeth Gordon, Vincent Landel, Pierre-Robert Leclercq, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Philippe Pons, et André Velter.

• DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMANS

• HENRI TROYAT : *Le Bruit solitaire du cœur.* — A Paris, en 1968, un vieil émigré revient constamment sur les souvenirs de son pays — une Russie démesurée, lumineuse, — tandis qu'autour de lui, ses fils s'agitent, des projets s'élaborent, des événements politiques éclatent. Henri Troyat analyse cet implacable et funèbre travail de la nostalgie. (Flammarion, 214 p., 70 F).

• PASCAL BRUCKNER : *Parias.* — Un archéologue français, un agronome américain, *une mendiante de Bombay, un professeur* de l'université de Calcutta, une jeune fille de la haute société bengali, un fonctionnaire, français aussi, aux relations extérieures, se cherchent et s'affrontent dans l'Inde du Nord, au début des années 80. Au centre du roman, une Inde imaginaire, fantasmatique, démesurée et misérable, une terre fascinante sur laquelle se lève un nouveau prophète. (Le Seuil, 394 p., 95 F).

RÉCITS

• ALAIN BOSQUET : *Un homme pour un autre.* — L'homme est un mystère pour l'homme : nous évoluons et ne savons jamais qui nous sommes. Sur ce thème, l'*auteur des Fêtes cruelles* donne une dizaine de récits dominés par l'ironie. (Gallimard, 262 p., 89 F).

CONTES

• HUBERT JOLY : *Contes andalous ;* GHALEM BAROUD : *Contes d'Algérie.* — L'Andalousie, l'Algérie et leurs traditions califales ou patriarcales sont au centre de ces contes illustrés ou enluminés que n'apprécieront pas les jeunes. (EDICEF, 23, rue du Sommerard, 75005 Paris, respectivement : 164 p. et 24 F ; 90 p. et 20 F).

CHANSON

• BRIGITTE KERNEL : *Michel Jonasz.* — Le chanteur Michel Jonasz semble traîner son spleen, son mal de vivre, tout en prônant le bonheur. Brigitte Kernel en brosse un portrait contrasté et contradictoire, à l'image d'une génération pessimiste optimiste, et propose un choix de ses textes ainsi qu'une discographie (Seghers, 186 p., 49 F).

POÉSIE

• ROBERT DELIEU : *500 poèmes de la vie quotidienne.* — Animateur, depuis 1960, de l'Atelier poétique de Wallonie, Robert Delieu présente un choix de poèmes contemporains de langue française. De 1978 (mort de Guillaume Apollinaire) à aujourd'hui, le lecteur retrouvera dans cette anthologie les grands noms de la littérature et découvrira la diversité et la vitalité des courants poétiques actuels à travers les œuvres de jeunes auteurs. Illustrations de Gaëtan Evrard. (Duculot, 16, rue Séguier, 75006 Paris. Tél. : 329-00-21, 514 p.).

THÉATRE

• JULIEN GREEN : *Demain n'existe pas ; l'Automate.* — Deux nouvelles pièces, la quatrième et la cinquième de l'œuvre de Julien Green. *Demain n'existe pas* fut entreprise pour Louis Jouvet et fut achevée longtemps après la disparition du grand acteur, quand Julien Green trouva des documents sur le tremblement de terre de Messine. *L'Automate,* pièce écrite en 1980, se déroule à Paris, et l'auteur y montre son *humour à découvert.* (*Le Seuil,* 270 p., 85 F).

• AGUSTIN GOMEZ-ARCOS : *Interview de Mᵐᵉ Morte Smith par ses fantômes.* — Edition bilingue d'une pièce en un acte. Le cadavre de Mᵐᵉ Morte Smith est éviscéré par son chien Boby. Cependant, Mᵐᵉ Morte Smith — incarnation d'une Amérique *« opulente et pourrie »* — n'a perdu ni l'usage de la parole ni sa goinfrerie d'obsessions... Traduit de l'espagnol par Rachel Salik (Actes Sud, 152 p., 79 F).

BIOGRAPHIE

• MAYNARD SOLOMON : *Beethoven.* — L'auteur, *musicologue américain,* éclaire certains mystères de la vie du génie énigmatique que fut Beethoven et livre certaines clefs de son comportement — concernant notamment les relations du compositeur avec son neveu et *fils adoptif* Karl. Il éclaire aussi l'arrière-plan social de *la vie de Beethoven et cerne les motivations intimes qui guidèrent l'évolution stylistique et la création musicale du compositeur.* Traduit de l'américain par Hans Hildenbrand. (Jean-Claude Lattès, 414 p., 260 F).

LA VITR… DU LIBRAIRE

• EN POCHE

• AVEC « *LE ROMAN COMIQUE* » (Folio, n° 1644), Scarron montra sa parfaite maîtrise des diverses techniques narratives. Son récit, mélange de péripéties burlesques et d'aventures romanesques de comédiens ambulants, est un roman pour « *faire rire les honnêtes gens* » et « *un roman pour faire rire du roman* », comme l'écrit Jean Serroy, qui a établi cette excellente édition.

• LA PREMIÈRE PREUVE DU GÉNIE ROMANESQUE de Victor Hugo apparaît avec ce *Bug-Jargal* (Presses Pocket, n° 2327), roman historique dont il écrivit à l'âge de seize ans la première version et qui raconte la *révolte d'esclaves conduite par un chef mystérieux, en 1791, dans l'île de Saint-Domingue.* Victor Hugo s'est inspiré de la révolte des Noirs d'où émergea la grande figure de Toussaint-Louverture. Un dossier historico-littéraire complète cet ouvrage.

• MAURICE LEENHARDT (1876-1954), fondateur de l'Institut français d'Océanie, a longuement parcouru les sentiers canaques. Au terme d'une analyse minutieuse, il put dégager les éléments structurels de la mentalité *des insulaires, qui* sont mythe et rationalité. L'on comprend alors ce que le Canaque *entend lorsqu'il désigne « do Kamo », l'homme dans son authenticité.* L'ouvrage de l'ethnologue disparu, *Do Kamo* (Tel/Gallimard), publié pour la première fois en 1947, est réédité avec la préface de Maria Isaura Pereira de Queiroz.

• ARTISAN DE L'ABSOLUTISME MONARCHIQUE, le cardinal de Richelieu fut aussi inspiré par une grande idée, celle de l'unité nationale. Philippe Erlanger, avec son *Richelieu* (Presses Pocket, n° 2325), fait revivre magistralement l'implacable cardinal.

• PARCE QUE LA CRISE AGGRAVE L'EFFET des mécanismes sociaux d'exclusion, les pauvres sont de plus en plus *nombreux dans les pays riches. La* protection sociale a ses trous. Eliane Mossé, administrateur de l'INSEE et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, dans *les Riches et les Pauvres* (Points/Seuil, n° E20), repère les privilégiés et les démunis de ce temps et montre comment on pourrait vaincre la pauvreté.

POÉSIE

Une sensibilité à fleur de pierres

Albarède aime à se promener, au *hasard de son humeur, pour recueillir* les images et les sons qui peupleront ses poèmes. La simplicité rugueuse de l'écriture de ce poète *n'exclut pas une élégance d'expression devenue bien rare aujourd'hui.*

Prix François Villon (1), Albarède *s'invente à chaque pas une solitude* immaculée. Dans des paysages de ronces et de cris, il se met à l'écoute d'une nature qui le ravit par ses mystères.

« L'eau qui écrit frappe ses mots contre les pierres », écrit joliment ce poète. Il *a assez d'enfance en lui* pour s'émouvoir d'une légende qui prétend que *« les pierres sont d'anciennes folles qui ont durci pour avoir supposé que leur nature était de trop ».*

On ne trouve aucun fil conducteur dans *Mémoire à petits feux.* Seulement une sensibilité à fleur de *pierres* à la recherche d'un pays inaccessible où *« les puits boivent le cadavre avant d'avoir soif »*

P. Dra.

★ **MÉMOIRE A PETITS FEUX, d'Albarède, avec une encre originale d'Albert Prat, Editions Folle Avoine, 78 p., 60 F.**

(1) *Lampe habillée d'autrui* (Editions Millas Martin).

Les rêves et les cauchemars de Michèle Lévy

Michèle Lévy, que l'immortalité *« saisit à la gorge »*, se distrait du regard des humains en errant dans les campagnes à la recherche de l'enfant *qu'elle fut* peut-être dans un temps où les loups savaient encore *respecter ceux qui s'abandonnaient* à la forêt. *« On chuchotait sur mon passage que j'étais fille inconnue, venue d'un pays rauque »*, se souvient Michèle Lévy qui écrit pour se démettre d'un futur qu'elle refuse car elle pressent que les charniers à venir feront de la planète une nécropole.

Dans la limaille éblouissante du rêve est une suite de rêves et de cauchemars. L'auteur nous fait visiter ses territoires nocturnes avec force images. Des rats, des *araignées et des fourmis* l'accompagnent et la guident hors d'elle-même.

Ces animaux, qui ont l'élégance de ne pas singer les hommes, l'ont élue comme confidente. Ils lui racontent de si belles histoires que *Michèle Lévy se surprend à sourire* et à croire qu'un jour la pluie nettoiera les yeux des rêveurs.

P. Dra.

★ **DANS LA LIMAILLE ÉBLOUISSANTE DU RÊVE, de Michèle Lévy, Editions Du Guichet (*BP 111, 92153 Suresnes Cedex*), 30 pages, 30 F.**

LA VIE LITTÉRAIRE

« Mostra » du livre à Montpellier

Montpellier fête son millénaire. Université la plus ancienne de France, capitale régionale, elle a voulu *« manifester et promouvoir la présence du livre, de l'écriture à la lecture ».* Du 24 au 28 avril, une « Mostra », organisée par la ville et LIBER (1), a réuni des écrivains, des éditeurs, des responsables de revues et des bibliothécaires.

On a pu voir et écouter Pierre Dumayet, Florence Delay, Edmond Charlot, *Michel Camus*, etc. Des éditions et revues catalanes, les éditeurs du Languedoc-Roussillon (Chiendent, Gris Banal, Verdier, etc.), ont exposé leur production. Des revues *(Delta, Drailles, Entailles,* etc.) étaient présentes. Gallimard, *« invité »* par Montpellier, occupait un chapiteau, bourré de livres. On a parlé de la littérature catalane aujourd'hui, de la petite édition, du rôle social de l'écrivain, etc.

Des expositions, un concours de maquettes, la participation des librairies et des écoles de Montpellier, ont fait de ces quelques journées un carrefour d'idées et d'échanges. – R.S.

(1) 17, rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (42) 96-49-60.

Coup d'envoi à l'Année Ronsard

Pierre de Ronsard mourut il y a quatre siècles, dans la nuit du 27 au 28 décembre 1585, au prieuré de Saint-Cosme, *près* de Tours. De nombreuses manifestations marqueront le quatre centième anniversaire de sa mort, principalement en Vendômois (1), sa terre natale, mais aussi en Touraine et à Paris.

Le coup d'envoi de cette Année *Ronsard a été donné samedi* 27 avril, à Couture, près de Vendôme, en Loir-et-Cher, où vécut le poète, avec la reconstitution de ses obsèques officielles. De multiples concerts, spectacles, animations poétiques ou expositions seront *présentés* tout *l'été dans la région à* l'initiative d'associations locales. Le 9 juin prochain, à Couture, un congrès souhaite même réunir tous ceux qui s'affirment descendants de *la famille de Ronsard.*

A Paris, la Bibliothèque nationale organisera, *de juin à septembre,* une exposition sur le poète et son œuvre. Enfin, le point d'orgue de cette série d'initiatives devrait être le colloque international sur Ronsard *organisé par la Société française* des seizièmistes. Les plus grands spécialistes mondiaux de la Renaissance française se réuniront à Tours le 9 septembre, puis au Collège de France, à Paris, du 11 au 14 septembre. – J.-P. BEL.

★ ***Pour tous renseignements,* s'adresser au syndicat d'initiative, Hôtel du Saillant, parc Ronsard, 41100 Vendôme. Tél. (54) 77-05-07.**

(1) A cette occasion, les éditions du Cherche-Lune (10, *rue Saint-*Bié,41100 Vendôme) publient un choix de poèmes amoureux, érotiques, et bachiques de Ronsard, réunis par Y.-H. Rousseau sous le titre *De par les prés, mignards et frétillards* (190 p., 78 F). Robert Sabatier, de l'Académie Goncourt, a préfacé ce recueil.

Trop peu de livres en breton pour les jeunes

Cinquième du nom, le Festival du livre a été pendant trois jours, le week-end dernier, à Saint-Brieuc, le rendez-vous des auteurs et éditeurs en langue ou d'affinités bretonnes. Un rendez-vous de plus en plus fréquenté qui marquait, cette année, le *demi-millénaire de l'introduction de* l'imprimerie en Bretagne.

Son but n'est pas tant de faire une revue exhaustive des auteurs et éditeurs bretons. Si l'on peut évaluer les premiers à un millier, les seconds à une centaine, l'important *pour eux, dans ce festival,* est la rencontre qu'il provoque avec le lecteur. Ou la non-rencontre. Car la question qui se pose en ce moment est le vide littéraire qui succède à l'apprentissage du breton dans les premiers âges. Environ douze mille enfants, selon l'Institut culturel de Bretagne, suivraient des cours de *breton dans des conditions difficiles* d'horaires et d'enseignement. Or les livres bretons pour les enfants sont à faible tirage, souvent chers, et parfois peu attrayants. Mais ils existent. Ce qui n'est pas le cas pour les adolescents, et le problème *va devenir crucial pour eux dans les* deux ans qui viennent.

Une solution serait de rééditer les textes existants. L'inconvénient est qu'ils sont trop littéraires pour les adolescents, voire pour les adultes. *« Les jeunes réclament,* a constaté un des participants au colloque consacré à ce problème, *des livres d'aujourd'hui par des auteurs modernes, dans une langue simple. »*

En ce sens, la situation du français n'est pas très éloignée de celle du breton : les véritables écrivains français pour les jeunes ne sont pas assez nombreux, et cela amène à faire traduire les textes étrangers de qualité. *Est-ce une première solution* pour les jeunes bretonnants ?

J. V.

• EN BREF

• **HENRI BÉRAUD, l'auteur de *la Gerbe d'or*, dont on célébrera cette *année le centenaire de la naissance*, fait l'objet d'une exposition sur le thème « Le flâneur salarié » présentée par Georges Ferrato. Elle sera inaugurée le 3 mai, à 18 h 30, à la Bibliothèque centrale d'Angoulême, 1, rue Jean-Jaurès).**

• **LE PRIX DE POÉSIE RUTEBEUF a été attribué à François Garros pour son recueil intitulé *Mémoire toile*. Ce prix récompense un manuscrit d'inédits dont la publication est assurée par ARCAM avec l'aide de la Fondation David-Kupfermann. (*Renseignements* contre enveloppe timbrée à la Fondation David-Kupfermann, 3, rue de l'Harmonie, 75015 Paris.)**

• **JEAN-JACQUES BROCHIER, auteur du roman *Un cauchemar* (Albin Michel), a été proclamé lauréat du Prix du Livre-Inter 1985 organisé avec le concours de l'hebdomadaire *l'Evénement du jeudi*.**

• **LE PRIX INTERNATIONAL DE POÉSIE CONTEMPORAINE CLAUDE ARDENT sera décerné en octobre (date limite d'envoi : 15 juin). Le prix consistera en l'édition du manuscrit couronné. (Renseignement contre une enveloppe timbrée à : ARDENCE, 1, rue de la Liberté, 45000 ORLÉANS.)**

• **LA REVUE « LE MONDE COPTE », qui avait interrompu sa *parution il y a deux ans, après dix* numéros sur la culture copte d'hier et d'aujourd'hui, vient de reparaître avec des articles sur le voyage d'un notaire italien en Egypte au quatorzième siècle, les manuscrits coptes de Pologne, etc. *Le Monde copte*, n° 11, 65 p., 4, rue du général Maunoury, *77165 Saint-Soupplets, 15 F* le numéro.**

• **LES JOURNÉES DE RENCONTRES ET D'ANIMATION LITTÉRAIRES DE SAINT-GIRONS se tiendront cette année du 15 au 18 mai avec pour thème *général* « *Les Pyrénées, exil, histoire, imaginaire* ». Des romanciers, des artistes et des universitaires interviendront au cours des débats. Auront lieu aussi des expositions, des ventes de livres et des projections de films. (Renseignements : Aintac (Jorenals), mairie de Saint-*Girons, place Roosevelt,* 09200 Saint-Girons. Tél. : 16 (61) 66-25-45, poste 413.)**

• **UN STAGE DE FORMATION DESTINÉ AU PERSONNEL DES BIBLIOTHÈQUES sur le thème : « Comment inciter le *public à lire les auteurs contemporains* », est organisé par l'association Savoir au présent, du 22 au *24 mai à Paris.* (Renseignements : Savoir au présent, 63, rue du Général-Leclerc, 94270 Le Kremlin-Bicêtre, tél. 671-69-61.)**

SCIENCES HUMAINES

• GEORGES MOREL : *le Signe et le Singe.* – Si le langage – le signe – ne cherche qu'à singer le *réel, il est bien, comme* plusieurs philosophes le disent, la maladie des hommes. Alors, à la parole simplement humaine, on oppose soit la parole de Dieu, inspirée ou sacralisée, soit une parole rationnelle qui de Platon à *Hegel* sacrifia *le singulier sur* l'autel de l'universel. Il est temps d'en finir avec le jeu de la double vérité et d'affirmer la nécessité et la possibilité d'un langage des hommes. C'est ce à quoi *s'emploie* Georges *Morel (Aubier, 400 p., 145 F).*

DOCUMENTS

• PHILIPPE AUGOYARD : *La Prison pour délit d'espoir : médecin en Afghanistan.* – Pédiatre, Philippe Augoyard a effectué au titre d'Aide médicale internationale deux *séjours en Afghanistan. Tombé entre les mains* des troupes soviétiques et incarcéré à la prison de Kaboul, il subit cinq mois de chantage et de pression psychologique avant de retrouver la liberté. Il raconte cette douloureuse expérience qui le vit condamner pour avoir « apporté *l'espoir* » (Flammarion, 256 p., 78 F).

• OLIVIER ROY : *L'Afghanistan : islam et modernité politique.* – L'auteur a publié une thèse sur *État et société dans l'Afghanistan contemporain,* qui fait autorité, et de nombreuses études sur la résistance afghane dont il montre aujourd'hui les racines historiques. Ancrée dans une longue tradition de mouvements populaires qui se dressent, au nom de l'islam, contre les impérialismes étrangers, cette résistance *s'alimente au* revivalisme religieux qui parcourt le monde musulman et, estime l'auteur, transforme en profondeur la société afghane. (Le Seuil, 324 p., 120 F).

• NICOLAS BETHELL : *La Grande Trahison : le plus gros coup de l'agent Philby.* – En pleine guerre froide, les services secrets *anglais et américains tentèrent de renverser* le dictateur albanais qui vient de mourir, Enver Hodja. Plusieurs opérations d'infiltration montées avec des émigrés albanais connurent un échec tragique : des centaines d'exécutions. *Il se trouve que l'un des responsables de cette ténébreuse* affaire était le célèbre Kim Philby, appartenant à la fois à l'Intelligence Service et au KGB. Traduit de l'anglais par Bénédicte Boudou et Antoine Jaccottet (*Flammarion, 254 p., 85 F*).

POLITIQUE

• RAYMOND MARCELLIN : *La Guerre politique.* – Nommé ministre de l'intérieur par le général de Gaulle le *30 mai* 1968, Raymond Marcellin a assuré le retour à l'ordre. Il *évoque aujourd'hui la guerre des mots,* des slogans, du chantage diplomatique, la guerre *des services* spéciaux et la manipulation des réseaux terroristes. Il livre aussi ses réflexions sur la mondialisation de la violence politique et sur la sécurité publique (Plon, 252 p., 80 F).

HISTOIRE

• JACQUES DROZ : *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939.* – Dans les années 20 et 30, des régimes autoritaires, réactionnaires, *fascistes, virent le jour* en Europe. A cette diversité de régimes durs s'opposa la diversité des résistances qu'on regroupa sous le vocable commun d'antifascistes. Jacques Droz restitue les déchirements des partis, des espoirs des militants, les drames des hommes qui combattirent le fascisme dans les *geôles,* les *rues,* en exil ou au Parlement, jusqu'à ce que le pacte germano-soviétique de 1939 mette fin à l'antifascisme unitaire (La Découverte, 318 p., 125 F).

• FRED KUPFERMAN : *les Derniers Beaux Jours (1944-1946).* – A la Libération, la France humiliée des années 40 retrouve l'espoir. Ruinée, elle découvre l'Amérique et sa *société de consommation ; elle* bat des records de production, fait des enfants et prépare, avec la volupté de la liberté reconquise, la société d'aujourd'hui (Calmann-Lévy, 226 p., 85 F).

• MARC LENGEREAU : *Une sécession manquée.* – La francité menacée du Val-d'Aoste est au centre des travaux de Marc Lengereau, docteur en sciences politiques, déjà auteur de deux ouvrages sur ce thème, auquel il apporte un éclairage politique neuf grâce à des documents d'archives inédits portant sur la période 1943-1952 où les *Valdôtains en vinrent à demander* leur rattachement à la France (Ed. Musumeci, 99-11020 Quart, Aoste, Italie. 93 p., 24 illustrations, 16 000 lires).

● POÉSIE

La douceur insoutenable de Raphaële George

Des poèmes qui dialoguent avec la mort, chuchotés par une jeune femme qui venait d'avoir trente-quatre ans. Elle est morte mardi matin.

« *VOUS n'êtes pas digne du mal que vous me faites.* » Cette belle apostrophe de Julie Lespinasse à l'un de ses amants est sous-jacente dans les poèmes que Raphaële George voue aux travestissements de la mort que nous nommons, au gré de nos infortunes, solitude, ennui ou lassitude.

Dans sa délicate préface, Pierre Bettencourt qualifie de « *guérisseur* » ce livre où l'on entre comme par effraction, mais d'où l'on ressort lavé de ses chagrins et de ses vieilles peaux. Les transgressions intimes que le lecteur accomplit, grâce à cette parole, ne sont pas indolores ; car, si les mots guérissent de tout et, principalement, de soi-même, ils nous renvoient aussi, sans complaisance aucune, à ce que nous aurions voulu ou pu être. Plus qu'un recueil de poèmes, *Eloge de la fatigue* est un viatique pour les agonisants que nous sommes tous.

La douceur insoutenable de Raphaële George ne nous laisse aucune chance. Ces textes, chuchotés pour ne pas effrayer la nuit, seraient plus supportables si on y décelait de la colère, du dépit ou de l'amertume. Non, juste un peu de tristesse.

Comme cet enfant qui, pour mieux rêver son avenir, se voulait aveugle, Raphaële George s'étouffe de silence pour ne pas hurler ses angoisses. Cette jeune femme qui porte ses morts en bandoulière aspire néanmoins à « *ces moments d'indifférence heureuse où, sans effort, le corps s'oublie par amour* ».

Les vers de ce poète sont d'une précision presque gênante. Ils résonnent comme des aphorismes et l'oxygène se raréfie plus la lecture avance. Raphaële George nous aspire dans ses gouffres ; là où, pour reprendre l'expression de Paul Valet, « *le chaos protège du délire* ».

« La mort est partout.
Ne sachant où elle m'attend,
je crains d'avancer »,

écrit, non sans humour, Raphaël George, qui magnifie, par ailleurs, la « *montée voluptueuse de la fatigue* ».

La fatigue, pour cet auteur, ne s'explique pas. Serait-ce une fuite devant le quotidien, une désolation de l'être ou, encore, le signe de « *ce que sera la vieillesse* » ? Raphaële George se garde bien de trancher et propose ironiquement « *que chacun choisisse sa fatigue* ».

« Les yeux s'en vont au large »

Raphaële George se distrait de ses frayeurs dans le sommeil. Elle ne craint pas de s'abandonner à des draps qui se refermeront sur elle comme autant de suaires. « *Le sommeil nous compose,* dit-elle. *Ventres sourds, muets, échappant à la ruine pour quelques heures.* »

Peu nous importe, en vérité, l'écrivain qui dissimule ses blessures derrière le pseudonyme de Raphaële George (1). Les identités artificielles que s'accordent les poètes symbolisent les masques mortuaires qu'ils aimeraient arborer pour se présenter devant la camarde, qui comprend si bien leur amour fou des mots.



★ *BERENICE CLEEVE*

« *Sous les paupières, les yeux s'en vont au large* », croit Raphaële George. Qu'on prenne seulement le temps d'écouter cette voix unique, déjà d'ailleurs, qui nous interpelle :

« Infirmité de l'homme
qui ne connaît de sa mort
que la crainte de ne pas s'éveiller. »

PIERRE DRACHLINE.

★ **ELOGE DE LA FATIGUE, précédé de LES NUITS ÉCHANGÉES, de Raphaële George, préface de Pierre Bettencourt. Ed. Lettres vives, collection « Terre de poésie », (4, rue Beautreillis, 75004 Paris), distribution : Distique. 80 p., 59 F.**

(1) La revue *Jungle* publie également des poèmes de Raphaële George dans sa dernière livraison, nº 8 : *Errances et Vertiges*.

Cette voix du fond de la nuit

« S'épousseter un peu pour ne pas craindre d'ajouter un mot à cette voix grave qui s'élève encore une fois, surgie comme par miracle de la décomposition qui la guette et nous renvoie muets à un silence presque définitif.

Qui s'élève du fond de la nuit pour recouvrir toute apparence profane et dira encore une fois ce qui la sépare nettement de tout ce qu'elle ne veut pas être pour être elle, sans éclat, sans véhémence, sans rien contre, voix sans égale, inconnue, innommée, au-delà de ses morts, de ses mots, de son passé, de sa vie, voix de revenante qui ne revient pas chez elle, dans son fumier soumis, mais se confond enfin « *avec cette nuit de l'avant, nous faisant éprouver de tout près la pureté, l'innocence, la légèreté* ».

Conversation de la Nuit avec la nuit, où le jour n'est qu'une passerelle, qu'un moyen de passer de l'une à l'autre. »

Extrait de la préface de PIERRE BETTENCOURT.

Raphaële George est morte mardi 30 avril à l'hôpital Saint-Louis. Elle venait d'avoir trente-quatre ans.

[Née le 2 avril 1951, Raphaële George était revenue lundi à l'hôpital pour y mourir d'un cancer généralisé, après avoir été soignée, tour à tour, à l'hôpital et à domicile. Il y a quelques semaines, au Salon du livre, elle était venue sur le stand de « Lettres vives » pour signer son livre, qui venait de sortir.

Sous le pseudonyme de Ghislaine Amon, elle avait publié en 1976, aux éditions Athénor, *le Petit Vélo beige* puis avait fondé, avec le poète Jean-Louis Giovannoni, en 1977, la *Revue du double* et, quatre ans plus tard, la « *Bibliothèque du Double* ».

Elle était également peintre et exposait sous le même pseudonyme.]

● TÉMOIGNAGES

Ma vie est en France

Quand un Beur, Nacer Kettane, écrit sur les Beurs, cela donne un beau livre, fort et tendre, contre la haine et la bêtise.

SON sourire, Brahim l'a perdu par une nuit froide d'octobre 1961, sur le boulevard Saint-Michel. Nuit terrible au cours de laquelle les travailleurs algériens immigrés en France ont payé pour l'indépendance de leur pays un lourd tribut de sang et de souffrance.

Le FLN avait appelé les familles à manifester pacifiquement leur soutien à la révolution. Brahim s'agrippait à la robe de sa mère. Il avait huit ans. Nuit d'angoisse et de malheur lorsque les « *forces de l'ordre* » ont chargé avec rage. Un voile honteux a été jeté sur les événements de cette nuit tragique et sur son terrible bilan. Plusieurs jours après, la Seine rejetait encore sur ses berges des cadavres. Brahim, lui, a perdu cette nuit-là son petit frère, Kader, le compagnon et le complice. Tué dans la grêle des coups de matraque.

Brahim, le héros triste de ce roman réaliste est un Beur. Comme l'auteur, Nacer Kettane, auquel il ressemble furieusement. L'un comme l'autre ont traîné leur enfance, puis leur adolescence, dans ces cités de banlieue lépreuse où les robinets fuient, les vide-ordures sont bouchés, les pelouses transformées en terrains vagues et les gardiens déprimés ou paranos.

Une vie rythmée par les « *galères* », longues dérives dans les rues vidées par la nuit après l'errance dans les bars, les raids des « beaufs » décidés à « se farcir » un bougnoule, la hargne et le mépris des flics. La violence, la haine, mais aussi l'amitié et même l'amour, car rien n'est jamais simple, et Nacer Kettane refuse les manichéismes simplificateurs.

L'amitié, c'est celle d'Aram, le vieux cordonnier arménien rescapé du génocide, c'est celle des Soufflot, un couple communiste qui met en pratique avec ses voisins maghrébins son credo de fraternité socialiste, c'est celle aussi de quelques instits, puis de certains profs, de l'école au collège et du collège au lycée.

Un petit village de Kabylie

Car Brahim est un Beur qui réussit. Il force avec une douce obstination les portes du savoir. Il refuse le désespoir, la médiocrité, la fuite dans l'alcool, la drogue, la déprime ou la violence. Il veut vivre et s'épanouir envers et contre tout, là où le destin l'a placé, en France, sans rien abandonner cependant de ses racines, de son héritage, de la culture que lui ont léguée ses parents.

La terre de ses ancêtres, le petit village de Kabylie d'où partit sa famille chassée par la guerre, Brahim s'en va les découvrir en participant à un stage de volontariat organisé par l'Union nationale de la jeunesse algérienne. Il y rencontre aussi la langue de bois, et qu'il est somme toute, de l'autre côté de la Méditerranée, un gêneur. Qu'importe. Sa vie est en France.

« *Immigré ?* » Ce terme ne le concerne pas. « *La seconde génération ?* » Il refuse de faire commencer sa vie avec celle de ses parents. « *Ecartelé ?* » « *Déchiré entre deux cultures ?* » Non, désolé, vraiment pas. « *Nous,* dit-il, *on n'a pas le cul entre deux chaises. Il est assez gros pour s'asseoir sur les deux.* »

Le problème est ailleurs. « *Avoir confiance en soi, tel est le mot de passe. S'attendre à tout en étant un tout, jamais une partie... Ne mériter que de soi-même.* » S'assumer aujourd'hui, ici, tout de suite. Refuser les clivages hérités du passé, les haines de convention, les indignations fabriquées.

C'est avec une jeune juive, Sophie, que Brahim vit son premier amour. Et parmi ses copains, mot pudique pour ne pas dire ses frères, se côtoient Patrick, le pied-noir et Belaïd, le fils de harki. Conservons du passé ce qui aide à construire le présent.

Un beau livre, fort et tendre à la fois. Il sera sans doute suivi d'autres ouvrages, Nacer Kettane ne s'en cache pas. Ce médecin, qui a participé activement à la fondation de Radio-Beur — dont il est aujourd'hui le président, — a été tôt saisi par la passion de l'écriture. Pour ce fils d'ouvrier kabyle, les racines en la matière s'appellent Feraoun, Amrouche ou Mammeri.

DANIEL JUNQUA.

★ **LE SOURIRE DE BRAHIM, de Nacer Kettane. Denoël, 178 p., 78 F.**

Le choc du retour des jeunes en Algérie

Les jeunes immigrés qui rêvent de retourner dans leur pays d'origine feraient bien de parcourir l'ouvrage de François Lefort et Monique Néry. Rien de tel que cette douche froide pour dissiper de dangereuses illusions.

TOUT est dit en une phrase : « *Les jeunes immigrés, quels que soient leur niveau d'études, leur sexe, leur classe sociale ou leurs conditions de retour, échouent pratiquement toujours quand ils décident de s'installer définitivement en Algérie.* »

François Lefort et Monique Néry ne peuvent être soupçonnés de xénophobie. L'Algérie, ils « *l'aiment passionnément* ». Lui, prêtre et médecin, a décidé d'y vivre de nouveau, après avoir tenté, comme responsable gouvernemental en France, de faire évoluer les cités de transit. Quant à Monique Néry, assistante de recherche au CNRS, elle a travaillé comme éducatrice de rue dans des quartiers parisiens à forte proportion maghrébine.

Si les auteurs ont rencontré trois cents jeunes Algériens rentrés au pays ces dernières années, leur livre ne rend compte que de deux entretiens approfondis : la moitié des interviewés avaient été expulsés de France (pour faits de délinquance ou absence de papiers administratifs) ; les autres, au contraire, avaient délibérément choisi de retourner en Algérie.

La greffe n'a pas pris, c'est le moins qu'on puisse dire. Ces jeunes émigrés parlent de leur pays et de leurs compatriotes avec une sévérité, presque une brutalité, qui surprend. Les difficultés matérielles rencontrées sont longuement dépeintes : manque de logements, hôpitaux et transports déficients, vie chère, pénurie...

Ces griefs, formulés par des jeunes qui ne roulaient pas sur l'or en France, mais appartenaient malgré tout à la société de consommation, cachent autre chose : un choc devant la mentalité locale. Et là, les jugements les plus durs sont prononcés. « *La liberté n'existe pas en Algérie* », disent des interviewés. « *Les gens ici, ils passent leur temps à rien foutre, à draguer ou à picoler.* » Et même : « *Le populo comme le gouvernement, ce sont tous des escrocs.* » Ou encore : « *Les filles, ici, cherchent le pognon... Cela ne me viendrait jamais à l'idée de me marier avec une Algérienne.* »

« Rentre chez toi ! »

La sévérité de ces propos, expliquent les auteurs, révèle une grande angoisse face à la solitude. « *Je me sens plus immigré ici qu'en France* », avoue l'un des jeunes interrogés. Il n'est pas le seul à s'être entendu dire : « *Tu n'es pas content, rentre chez toi !* »

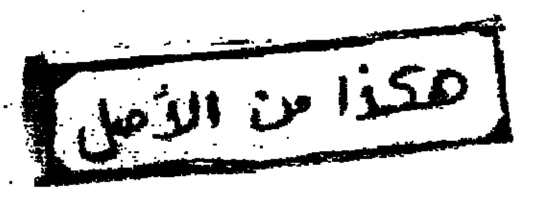
François Lefort et Monique Néry expliquent bien ce phénomène de rejet. La première rencontre entre le jeune émigré et sa famille d'Algérie se passe plutôt bien. Mais, très vite, la façon de vivre de ce « francisé », s'exprimant mal — et d'ailleurs très peu — en arabe, choque l'entourage. Ne voulant plus être responsable de son comportement aux yeux des voisins, la famille s'arrange pour l'exclure.

L'exclu se tourne alors vers ses semblables — les émigrés de France — qu'il reconnaît d'instinct dans la rue. Ensemble, par une sorte de racisme à l'envers, ils iront parfois jusqu'à traiter leurs concitoyens de « *bicots* » ou de « *ratons* », mais parleront surtout de la France et n'auront qu'un seul but : y revenir.

Que retenir de ce tableau désolant ? Qu'un retour au pays ne peut être décidé sur un coup de tête, qu'il faut longuement y réfléchir et le préparer ? Sans doute. Mais surtout que ces jeunes Algériens ayant passé leur enfance et leur adolescence en France sont essentiellement français. Ou, comme l'écrit Antonio Perotti dans sa postface, qu'on « *ne peut parler de retour dans un pays d'où l'on n'est jamais parti* ».

ROBERT SOLÉ.

★ **ÉMIGRÉ DANS MON PAYS, de François Lefort et Monique Néry. CIEM et L'Harmattan, 188 p., 70 F.**


هكذا من الأمل

● HISTOIRE

La communauté juive de France face à Vichy et aux nazis

Trois ouvrages aident à comprendre l'attitude des dirigeants et de la communauté israélites pendant l'Occupation. De 1941 à 1944, soixante-seize mille hommes, femmes, vieillards et enfants, soit à peu près le quart de la population juive nationale et immigrée, furent livrés par les autorités françaises légales aux Allemands et déportés dans les camps d'extermination.

IL aura fallu quarante ans pour que soient connues, principalement grâce aux recherches et à l'action de Mᵉ Serge Klarsfeld, l'étendue et les modalités exactes de la contribution française à la « *solution finale de la question juive* », décrétée officiellement par Hitler en janvier 1942 (1). Mᵉ Klarsfeld a montré, aussi, les résistances que les nazis et Vichy avaient rencontrées dans la société française, particulièrement de la part de l'Eglise. Aujourd'hui, trois livres font davantage comprendre l'attitude de la communauté juive elle-même face à la persécution.

Plutôt que d'une, il faudrait parler de deux communautés juives, celle des Français et celle des immigrés, cette dernière formant les deux tiers d'une population totale d'environ trois cent mille personnes à la veille de la seconde guerre mondiale. Venus principalement de l'est de l'Europe, soit parce qu'ils avaient fui l'antisémitisme (en Russie et en Roumanie avant la première guerre mondiale), soit parce que la France recrutait de la main-d'œuvre (en Pologne dans les années 20), ces immigrés étaient porteurs d'une « judéité » très différente de celle que l'émancipation révolutionnaire de 1791 avait forgée en France.

L'Alliance israélite universelle, fondée en 1860, avait diffusé cette culture judéo-française en Turquie, en Egypte, en Afrique du Nord, ce qui rendait relativement plus facile l'intégration à la communauté française des immigrants en provenance de ces pays, mais ni l'Alliance ni aucun autre organisme n'avaient établi des liens de même nature avec les juifs d'Europe centrale et orientale.

Ceux-ci se distinguaient des juifs français par l'usage d'une langue propre, le yiddish ; par une vie religieuse souvent plus intense, plus érudite et plus complexe ; par une proportion nettement plus élevée d'ouvriers ; par des liens communautaires plus étroits, presque familiaux.

Nationalités et confession

Ces caractéristiques, alors que la question des nationalités dominait l'époque dans cette partie de l'Europe depuis le milieu du dix-neuvième siècle, faisaient que ces immigrés posaient le problème juif en des termes nationaux qui étaient non seulement étrangers mais insupportables aux juifs français. Ces derniers adhéraient au principe de l'assimilation, en vertu duquel, selon l'historien Théodore Reinach, les juifs devaient « *cesser d'être une nation dispersée pour ne plus se considérer que comme une confession religieuse* ».

Paula Hyman, historienne américaine, analyse avec une très grande minutie les rapports de ces deux communautés dans le premier tiers du siècle. Ses observations ne sont pas à l'honneur des dirigeants communautaires français, qui, par pusillanimité, par crainte de mettre en cause l'intégration des juifs autochtones dans la société française, ont poussé jusqu'à la xénophobie le refus de toute solidarité autre que matérielle avec les immigrés comme avec les Allemands victimes du nazisme.

Leur confiance aveugle en la France des droits de l'homme, qui gardait à leurs yeux le visage de la réhabilitation de Dreyfus, leur a dissimulé que cette France-là se défendait de plus en plus mal contre l'autre, celle des « communautés organiques » – la « race », l'armée, le clocher, – dont il paraît, s'il faut en croire les affiches du Front national, qu'elle est aujourd'hui « *de retour* ».

Le rapprochement des jeunes générations

Paula Hyman observe, aussi, que l'attitude des institutions et organisations juives les plus anciennes – le Consistoire central et l'Alliance – ne reflète pas celle des juifs français dans leur ensemble. L'apport culturel des immigrés a pénétré la jeune génération française, qui a elle-même communiqué aux enfants du *Pletz* (le quartier Saint-Paul), de Belleville et de la Roquette le goût de l'assimilation. Dans le scoutisme et les mouvements de jeunesse, comme dans la lutte contre la poussée antisémite des années 30, de jeunes juifs immigrés et français se sont formés ensemble, tandis que la communauté française apportait, malgré ses dirigeants, son appui à l'espérance sioniste.

De cette solidarité, toutefois, il est sorti peu de choses face à l'alliance de l'Allemagne occupante et de la France de Vichy. La différence des idées et des comportements est mise en évidence par Jacques Adler, historien français installé à Melbourne, qui a étudié les stratégies des responsables français et immigrés, à Paris, face aux politiques peut-être pas identiques, mais totalement convergentes, des nazis et de l'Etat français.

Tandis que celui-ci édictait le Statut des juifs, destiné à les écarter de la vie économique et intellectuelle du pays, l'occupant décrétait l'« *aryanisation* », c'est-à-dire la spoliation des biens juifs. La création de l'Union générale des israélites de France (UGIF), interlocuteur du Commissariat général aux questions juives, fut l'œuvre conjointe des Allemands et de Vichy. Sur elle se concentrent les controverses relatives à la conduite des juifs français.

Il faut souligner, d'abord, que les principaux dirigeants de l'UGIF, en zone nord comme en zone sud, sont morts en déportation avec leurs familles en 1943. Cela n'excuse pas leurs erreurs, mais il est permis de penser que de parfaits collaborateurs auraient été épargnés et utilisés plus longtemps.

Le fait est qu'André Baur et Armand Katz au Nord, Raymond-Raoul Lambert au Sud ont joué la carte de la « légalité », mais les responsables immigrés du comité d'assistance appelé Comité Amelot n'ont pas fait autrement. Il est vrai que les mouvements politiques implantés chez les immigrés – sioniste, bundiste (socialiste) et, surtout, communiste – avaient commencé à s'organiser dans la clandestinité dès juin 1940, et que les activités d'assistance et celles qui relevaient de la résistance étaient, pour eux, étroitement liées. Il n'en allait pas de même du côté des dirigeants juifs français, encore que, selon Jacques Adler, bien des questions demeurent sans réponse, particulièrement celles que soulève l'arrestation quasi simultanée des principaux responsables de l'UGIF, au Nord et au Sud, en juillet et août 1943.

Il reste que l'UGIF a été un organisme géré par les juifs français et dont les Allemands et Vichy se sont servis pour accomplir leurs desseins visant, d'abord, les étrangers, la première rafle, exécutée comme les suivantes par la police française, ayant eu lieu en mai 1941 à Paris. En zone nord, les Allemands et les fonctionnaires français qui leur obéissaient disposaient, avec l'UGIF, d'un interlocuteur bénéficiant d'une reconnaissance légale, et jouant un rôle d'assistance sociale auprès de nombreux juifs, soumis, par son intermédiaire, au contrôle de leurs ennemis.

Les juifs étrangers, toutefois, n'étaient pas totalement démunis de ressources, en dehors de l'UGIF. Les informations données par les réseaux communistes et, aussi, par les policiers jouissant encore du sens de l'honneur firent que, sur les vingt-huit mille victimes désignées pour la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942, les fonctionnaires n'en trouvèrent que treize mille à leurs domiciles.

La communauté française prise en otage

Les dirigeants de l'UGIF, informés depuis le 1ᵉʳ juillet, avaient, eux, attendu le 13 pour avertir le Comité Amelot. Sans doute craignaient-ils, s'ils cherchaient à entraver l'action des nazis et de Vichy, des représailles contre eux-mêmes, contre le personnel de l'organisation et, surtout, contre la population juive française. C'est ainsi que, à travers l'UGIf-nord, les nazis et leurs alliés avaient, en fait, pris en otage la communauté française pour assurer leur mainmise sur les immigrés.

A partir de l'entrée des Allemands en zone sud, en novembre 1942, les juifs français purent mesurer leur erreur. Les enfants étrangers livrés avec leurs parents, comme Laval l'avait proposé personnellement aux occupants, les réfugiés allemands de l'avant-guerre sacrifiés à la collaboration pétaino-nazie, n'étaient que les premières étapes d'un plan qui n'avait épargné les Français que par tactique. Les rafles emportaient, désormais, tous ceux dont la carte d'identité portait la mention « juif ».

Le Carnet de Raymond-Raoul Lambert, secrétaire général de l'UGIF-sud, publié par un historien israélien, Richard Cohen, donne accès au débat qui présida à la création et à l'activité de cette organisation en zone libre. Lambert, qui avait dirigé l'assistance aux réfugiés allemands à partir de 1933, estimait que les juifs français ne pouvaient se désintéresser du sort des immigrés, alors que les dirigeants du Consistoire central, repliés à Lyon, cherchaient, au contraire, à tenir la communauté française à l'écart de ce qu'ils voulaient considérer comme des règlements de comptes entre nazis et antisémites français d'une part, juifs étrangers de l'autre.

En acceptant le dialogue avec Vichy, Lambert tenta de sauver tous ceux qui pouvaient l'être, et l'on n'est pas surpris d'apprendre de Richard Cohen – le Carnet, comme on l'imagine, étant muet sur ce point – qu'il favorisa dès août 1942 l'action clandestine que dirigeaient, notamment, au sein de l'UGIF-sud, son cousin Maurice Brener et Jules Jefroykin, en s'appuyant sur les anciens mouvements de jeunesse.

Dans l'UGIF-nord se créa aussi, mais à partir d'avril 1943 seulement, un réseau clandestin de placement des enfants juifs, grâce à l'aide, notamment, des Amitiés chrétiennes. Cependant, si, au Sud, l'UGIF cessa pratiquement d'exister en août 1943, au Nord, les successeurs de Baur et de Katz la firent durer jusqu'en juillet 1944 et jusqu'à laisser capturer, par la Gestapo cette fois, trois cents enfants de déportés dont ils avaient la garde.

Depuis le mois de mai précédent, les organisations françaises et immigrées, y compris, d'un côté, le Consistoire central et, de l'autre, les communistes, s'étaient réunies clandestinement dans le CRIF (Conseil représentatif des israélites de France, devenu ultérieurement le Conseil représentatif des institutions juives de France). Tous les juifs étaient, enfin, représentés à égalité dans une même instance communautaire.

PATRICK JARREAU.

★ **DE DREYFUS A VICHY, de Paula Hyman, traduit de l'américain par Sabine Boulongne. Fayard, 483 p., 120 F.**

★ **FACE A LA PERSÉCUTION, de Jacques Adler. Calmann-Lévy, 325 p., 120 F.**

★ **CARNET D'UN TÉMOIN (1940-1943), de Raymond-Raoul Lambert, présenté et annoté par Richard Cohen. Fayard, 298 p., 89 F.**

(1) Serge Klarsfeld : *Vichy-Auschwitz*, Fayard, 1983.



★ *CAGNAT*

Quand « le Crapouillot » parle des juifs...

LORSQUE quelqu'un revendique le droit de parler des juifs, il y a lieu de se méfier. *Il suffit d'ouvrir un journal* pour constater que se publient quotidiennement, au sujet *des juifs ou de questions les* concernant, toutes sortes d'informations et d'opinions. Pourquoi certains pensent-ils avoir besoin d'un laissez-passer ou d'un « laissez-parler » spécial ?

C'est la question qu'on se pose en lisant l'éditorial du numéro 80 du *Crapouillot*, consacré aux juifs. Yannick Bourdoiseau, rédacteur en chef, se *donne beaucoup de mal pour* établir le droit des responsables de ce magazine de parler des *juifs, qui, aujourd'hui, écrit-il, « acceptent d'être considérés pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font »*.

« Ils » n'ont jamais demandé autre chose, que l'on sache, mais on aura reconnu l'argument : l'horreur du génocide aurait interdit *pendant quarante* ans d'exercer sur les juifs la même lucidité que sur d'autres *individus ou communautés, et* c'est cet interdit que *le Crapouillot* réclame et prend le *droit de briser. Erreur : ce que le* génocide a rendu à jamais impossible, c'est la bonne conscience de cette prétendue lucidité, qui enferme l'autre dans une détermination – flatteuse ou désobligeante, c'est égal. M. Bourdoiseau veut y revenir. *C'est raté.*

Le Crapouillot a sollicité, pour cette tentative, des auteurs à la plupart desquels elle est manifestement étrangère. Ils ont eu bien raison d'accepter, ne fût-ce que pour occuper le terrain et parce que le *contraste entre leurs contributions* et les autres est instructif. L'est aussi l'absence, parmi les vingt sujets retenus par la revue, de l'antisémitisme.

Quant aux autres articles, conformes, eux, à l'esprit d'une publication qui tend à réhabiliter *une certaine façon de parler des* juifs, leur propos est dignement résumé par la romancière Geneviève Dormann. *« Les juifs m'emmerdent »*, proclame-t-elle. *« Et comment, Madame Dormann, et comment ! »*, lui répond Guy Konopnicki dans *Information juive* (numéro d'avril). L'article de Geneviève Dormann *confirme que certains propos* sur les juifs en disent plus long sur celui qui parle que sur ceux dont il croit parler.

P. J.

★ **LE CRAPOUILLOT, numéro 80. 82 p., 22 F.**

هكذا من الأمل

● HISTOIRE

Hitler et les intellectuels

Un historien anglais, J. P. Stern, rappelle dans quel environnement le nazisme prit racine.

AU procès de Hitler, en février 1924, un professeur d'hygiène raciale à l'Université de Munich décrivit le futur chancelier du Reich dans le jargon en usage à l'époque, jargon qui fit florès sous le national-socialisme : *« Pour la première fois, je vis Hitler de près. Visage et tête : la race est mauvaise, bâtarde ; le front bas, fuyant ; le nez laid, les pommettes saillantes, les yeux petits, le cheveu foncé. L'expression du visage : non pas celle d'un homme qui commande en pleine possession de ses moyens, mais [une physionomie] trahissant un état de surexcitation extrême. Bref, une expression d'égotisme béat. »*

Les historiens (A. Bullock, W.A. Jenks, B.F. Smith, W. Maser, J. Fest), ont jusqu'ici accumulé une somme impressionnante de documents pour rendre compte de la métamorphose du *« pauvre type »* de Vienne en chef de la grande Allemagne, métamorphose tellement inouïe en soi que, si l'on se borne à *« laisser parler les faits »*, on se condamne à ne rien comprendre du tout.

D'où l'intérêt de l'ouvrage – traduit hélas ! avec dix ans de retard – de l'historien anglais d'origine tchèque J.-P. Stern : *Hitler – Le Führer et le peuple*. A juste titre, l'auteur pense que peindre Hitler sous les traits d'un psychopathe, d'un paranoïaque ou d'un *« fantomatique zéro »*, c'est s'interdire toute possibilité d'expliquer comment, durant un quart de siècle, depuis les premières années de sa carrière politique jusqu'à la fin de 1944, il fut capable de mettre en œuvre des conceptions parfaitement rationnelles et réalistes, fondées sur une appréciation objective des situations politiques les plus diverses.

« Si tenter de parvenir à une meilleure compréhension du mythe de Hitler n'implique aucune réévaluation d'ordre moral, écrit Stern, *cela entraîne très certainement une réévaluation de ses facultés intellectuelles. »*

Heidegger, Jaspers et Jung

Mais le plus intéressant, et peut-être le plus inquiétant, dans l'ouvrage de J.-P. Stern, ce sont les pages qu'il consacre à l'histoire culturelle de l'Allemagne pré-nazie, notamment à ces intellectuels allemands *« amateurs de catastrophes en tout genre, friands de calamités politiques mondiales »*.

Après avoir rappelé que Goebbels lui-même avait commis, en 1926, un roman expressionniste pas pire qu'un autre, l'auteur cite le texte qu'écrivit Franz Werfel peu avant sa mort, à Hollywood en 1945, témoignage qui caractérise le plus succinctement l'état d'esprit de ces temps dont Hitler – mythe et réalité – fut l'expression : *« Je suis venu à connaître bien des formes d'arrogance, en moi-même et chez autrui ; cependant il n'en est pas de plus dévorante, de plus impudente, de plus méprisante, de plus diabolique, que l'arrogance des artistes d'avant-garde et des intellectuels radicaux, gonflés d'une vaine passion. Tout cela, je puis le confirmer car, dans ma jeunesse, je fus moi-même, un temps, de cette engeance. Raillés avec une indignation indulgente par quelques philistins, nous fûmes, nous autres hommes de peu, les premiers à attiser le feu d'enfer où l'humanité rôtit aujourd'hui. »*

Encore que, ajoute Stern, les satanistes impavides et les *« écrivains de la dernière heure »* des années 20 n'aient pas été les seuls à alimenter les feux de l'enfer à venir. Dans un genre plus rustique, Martin Heidegger s'attaquait aux valeurs d'authenticité que le cosmopolitisme était en voie de détruire (thème typique de la propagande nazie) ; Karl Jaspers, lui, réclamait contre la démocratie des *« chefs véritables »*, cependant que C.G. Jung voyait dans le national-socialisme une authentique manifestation religieuse relevant des *« archétypes »*, et que Freud ne faisait pas preuve d'une clairvoyance particulière.

Spengler avait déjà prédit l'avènement d'une nouvelle race d'hommes, les ingénieurs et les techniciens ; il saluait en eux les héritiers légitimes de l' *« homme faustien »*. Ernst Jünger lui emboîta le pas en prophétisant la venue de l'ouvrier ou du technocrate, *décrétant qu'on se débarrasserait ainsi rapidement de l'individualisme, du progressisme* socialiste et du libéralisme politique. *Et lorsque, dans son Journal*, en 1943, Jünger critiqua le national-socialisme, ce fut pour lui reprocher d'avoir fourni de mauvaises solutions, c'est-à-dire des solutions *« a-métaphysiques »*. Comme critiques, il y avait certes mieux à faire ! commente ironiquement J. P. Stern.

Ce qui apparaît au fil des pages de l'analyse souvent brillante et originale, mais parfois outrancière et disparate de Stern, *c'est l'extraordinaire indifférence* non seulement des hommes politiques, mais aussi des intellectuels, envers les principes du libéralisme. *C'est* dans cet univers culturel déliquescent que le nazisme prit racine. Ne serait-ce que parce qu'il nous rappelle cette réalité-là, le livre de Stern devrait être lu attentivement. Hitler n'appartient pas seulement à notre passé.

R.J.

★ *HITLER – LE FüHRER ET* **LE PEUPLE, de J. P. Stern, traduit de l'anglais par S. Lorme, préface de Pierre Ayçoberry. Flammarion, 308 p., 115 F.**

Stéphane Roussel, journaliste et témoin du Berlin des années 30

NI un récit ni un journal, mais un « regard », ces *Collines de Berlin* sont faites de l'expérience vécue à Berlin et à Bonn, de 1930 à 1970, par notre consœur Stéphane Roussel, correspondante du *Matin* avant la guerre, puis de *France-Soir*.

Quatre-vingts millions de mètres cubes de décombres ont formé les collines de Berlin au lendemain de la guerre, après *que les femmes de la ville eurent* trié les briques encore intactes *pour rebâtir leurs logis*. En quarante ans, béton, ferrailles, pierres concassées, sont devenus des jardins publics, des parcs de sport, voire des pistes de ski. Seules hauteurs sur les centaines de kilomètres de sable *du Brandebourg*, ces collines ont des noms désormais populaires : *mont des Décombres*, mont Saint-Frusquin, mont du Diable. *Bientôt, leur origine sera oubliée.*

Stéphane Roussel, un jour, après la guerre, *est revenue* à Berlin. Dans le Tiergarten, où naguère elle avait habité, naissaient des maquis, des taillis. Un chêne avait survécu. En 1935, elle évitait de le regarder, car il portait une affiche rouge avec les noms de deux jeunes femmes auxquelles on avait tranché la tête à Plötzensee. *« Nous étions entrés dans l'avant-guerre. A partir de l'affiche rouge, tout devenait possible. »*

« La cité que j'ai connue, dit Stéphane Roussel, *n'existe plus... Berlin la vivante, Berlin la flamboyante (...) est morte bien avant que le premier immeuble ne s'écroule sous les obus ennemis. »* La flamboyante, la vivante, ainsi peut-être l'imaginent tous les jeunes esprits curieux qui, *excusant* l'Allemagne de Weimar d'avoir été allemande, *en découvrent sa vitalité*, mais évitent de s'informer des complicités que le *national-socialisme* tira de cette culture même.

« Tes émotions n'intéressent personne... »

Stéphane Roussel était arri*vée à Berlin en 1930, jeune in*terprète fascinée par cette capitale qu'elle découvrait *« adolescente (...) avec son arrogance intellectuelle, ses ambitions et ses défauts, ses exagérations aussi »*. Peu ou pas d'évocations historiques donc : ni Frédéric II, ni Guillaume II, ni *Rosa Luxemburg et les grands* mouvements révolutionnaires de 1919, *ni même une* capitale submergée par le chômage. Mais le bonheur de vivre sous *« le règne de la liberté totale »*. L'ancienne correspondante du *Matin* en retrouve aujourd'hui la saveur, tandis que lui revient la maxime d'un confrère berlinois : *« Tes émotions n'intéressent personne, tu es là pour voir et témoigner. »*

Stéphane Roussel avoue dans ces Collines de Berlin le frémissement, les émotions que les exigences de son métier l'avaient parfois obligée à réprimer. Ainsi, de 1930 à 1938, les petits faits vrais, les choses vues dont l'auteur se souvient reconstituent le climat de l'ascension d'Hitler : *les événements les plus* connus se replacent dans l'inat*tendu, l'incertain. « J'ignore, je me demande, je ne sais pas... »*, dit Stéphane Roussel, restituant la psychologie de l'époque dans la perspective professionnelle, ce *« Je veux savoir »* têtu qui, dans un monde de plus en plus clos, tenaille la journaliste. Mais elle témoigne aussi qu'elle se reconnaissait la liberté d'aimer dans cette ville où se précisaient les *menaces de la guerre*.

Derrière les cinq Allemagnes qu'elle aura connues (Weimar, le III[e] Reich, Bonn, Pankow, et l'Al*lemagne de demain*), *c'est la* continuité de l'Allemagne que recherche Stéphane Roussel dans la seconde partie de son itinéraire. Après avoir passé une dizaine d'années à Londres, de 1948 à 1950, elle fut envoyée à Bonn par *France-Soir*. Dans cette ville, sa très vive capacité de lire le présent la rendit plus sensible que bien d'autres aux trous de mémoire des Allemands de 1960.

JACQUES NOBÉCOURT.

★ **LES COLLINES DE BERLIN, UN REGARD SUR L'ALLEMAGNE**, *de Stéphane* **Roussel. Mazarine, 289 p., 89 F.**

● ROMANS HISTORIQUES

Mary Renault

chantre de la civilisation hellénistique

Romancière de l'histoire, passionnée par la Grèce antique et le monde hellénistique, Mary Renault, morte il y a deux ans, s'était établie après la guerre au Cap, en Afrique du Sud. Auteur très populaire dans les pays anglo-saxons, elle était restée inconnue en France, où quatre de ses romans ont paru récemment.

DE Byron à Lawrence Durrell et John Fowles, les écrivains anglo-saxons ont toujours manifesté le plus grand intérêt pour le monde grec, classique ou contemporain. Quatre romans récemment traduits de Mary Renault, disparue en 1983, chroniques romancées de la vie à Athènes à la fin du cinquième siècle, et de la vie d'Alexandre (enfance et fin de règne, *mais pas le milieu*), confirment avec éclat cette tendance de la littérature d'outre-Manche. Très appréciée dans le monde anglo-saxon, Mary Renault reste aujourd'hui encore, moins de deux ans après sa mort, à peu près inconnue en France. Un oubli que les amateurs de bons romans historiques — ils sont chez nous légion — doivent réparer d'urgence.

Dans *Lysis et Alexias*, les deux amants-guerriers qui donnent leur nom au livre, beaux par le corps autant que par l'esprit, ont pour contemporains les citoyens de la jeune démocratie athénienne : Socrate, Platon, Xénophon, Alcibiade, Phédon, le tyran Critias... Alexias et Lysis, amis de Socrate, sont de toutes les escarmouches, de tous les affrontements de la longue guerre du Péloponnèse.

Ruinés par la destruction de leurs fermes, ils doivent quitter la cavalerie pour la marine, aider à maintenir la démocratie à Samos, vaincre les Spartiates à Abidos, sous les ordres d'Alcibiade, prince de la stratégie et de l'opportunisme, assister impuissants au siège meurtrier puis à l'occupation d'Athènes par les troupes lacédémoniennes, subir comme tous leurs amis la tyrannie des Trente, les vilenies de la collaboration et de la délation, avant de se révolter victorieusement.

Le fragile miracle grec qui fonde la démocratie athénienne

Avec *le Masque d'Apollon*, Mary Renault avance dans le quatrième siècle, sur les pas du grand acteur Nikeratos. Delphes, Athènes et Syracuse (dévastée à *la mort du tyran Denis*) sont autant de théâtres qui prolongent les tragédies de Sophocle, d'Euripide et d'Eschyle.

A travers ces deux romans, Mary Renault interroge le fragile miracle grec, ce mélange de rationalité et de respect pour l'irrationnel, de pragmatisme et d'idéalisme, qui fonde la démocratie athénienne. Le récit fourmille de détails amusants ou poignants. Elle campe ses personnages — réels ou inventés — avec l'élégance lapidaire et l'ironie d'un observateur direct, d'un témoin : « *Personne ne vit jamais Xénophon faire la cour à un jeune homme ni Platon à une femme, et des natures aussi extrêmes tendent naturellement à la discorde.* »

Passionnée méticuleuse de la Grèce antique démocratique, Mary Renault l'est aussi du monde hellénistique et d'Alexandre le Grand : dans *le Feu du ciel*, elle retrace les premiers pas, les premiers déboires, les premières colères et les premières victoires du futur conquérant, du lit de sa mère aux premières batailles, de l'enseignement de son père aux premières haines et aux premières amours. Elle se fait chantre, mémorialiste, psychanalyste, sans jamais oublier les ressorts romanesques du suspense et de l'aventure qui permettent au lecteur d'assimiler sans difficulté la vision extrêmement fouillée, documentée, précise, exhaustive qu'a l'auteur de son sujet.

Pour *l'Enfant perse*, Mary Renault utilise le même « angle » que dans *Lysis et Alexias* : c'est le jeune et splendide amant perse d'Alexandre, Bagoas, fidèle entre les fidèles du conquérant, qui retrace les sept dernières années de sa vie : conquêtes, administration du nouvel empire, doutes, intrigues, triomphes, meurtres, trahisons... rien n'y manque. Les dialogues sont parfois un peu guindés, presque victoriens dans leur retenue et leurs sous-entendus. Le contraste entre ces dialogues et les situations, violentes ou scabreuses, est parfois comique, mais le talent et l'érudition de l'auteur lui évitent les pièges du péplum.

Dans ces quatre romans, remarquablement traduits par Simone Hilling, Founi Guiramand et Paul Chemla, il est curieux de voir les femmes réduites au rôle de comparses, sympathiques ou non, intelligentes ou pas, mais qui se maintiennent avec obstination aux lisières du récit. L'historienne Mary Renault dirait sans doute qu'elle n'a fait qu'exprimer la vérité d'un mode de vie qui excluait les femmes de toute activité sociale — à l'exception de certaines fêtes religieuses. Même comme amoureuses, elles restent bien discrètes.

Une société de citoyens (sans citoyennes)

C'est surtout le spectacle d'une civilisation formant des citoyens complets (pas des citoyennes), paysans-philosophes-guerriers-politiciens... qui fascine l'auteur. Peut-être aussi Athènes, première *démocratie colonialiste* du monde antique, reste-t-elle un accomplissement inégalé, et Alexandre garde-t-il, comme Napoléon, le charme trouble du dictateur génial, aux yeux de Mary Renault et des citoyens de la première démocratie colonialiste des temps modernes, pour lesquels la dictature n'a jamais eu de réalité qu'extérieure ?

ALEXIS LECAYE.

★ LYSIS ET ALEXIAS, de Mary Renault, traduit de l'anglais par Simone Hilling. Ed. Jean-Cyrille Godefroid, 387 p., 89 F.

★ LE MASQUE D'APOLLON, traduction de Founi Guiramand. Jean-Cyrille Godefroid, 408 p., 89 F.

★ *LE FEU DU CIEL*, traduction de Paul Chemla. Julliard, 376 p., 80 F.

★ L'ENFANT PERSE, traduction de Paul Chemla. Julliard, 428 p., 80 F.

● A TRAVERS LE MONDE

Mort de Yang Gui

père de la littérature taiwanaise

Nous apprenons tardivement la mort de l'écrivain taiwanais Yang Gui, décédé le 12 mars 1985, et souvent cité en compagnie de Lai He et de Lû Heruo (voir *le Monde* du 8 juin 1984) comme le père de la littérature taiwanaise.

Animateur du Mouvement paysan et du Mouvement de la nouvelle littérature taiwanaise, il édita plusieurs revues culturelles tour à tour interdites pendant l'occupation japonaise (1895-1945). Lors de sa participation aux réunions organisées à travers toute l'île, consacrées à « l'autodétermination nationale », il fut arrêté (comme bien d'autres) une dizaine de fois par les autorités japonaises.

Né en 1905 à Xin Hua, dans le sud de l'île, il fit des recherches sur la littérature au Japon et revint à Taiwan en 1927. Ses œuvres principales sont *le Vendeur de journaux, Notre vieille dame oie se marie, les Recueils d'une tête de mouton*, etc.

Dans un article intitulé « Manifeste pour la paix », écrit en 1949, Yang Gui s'adressait à Tchiang Kaï-shek qui s'était récemment réfugié sur l'île (reprise aux Japonais en 1945), demandant au chef de l'Etat une amnistie en faveur des personnes emprisonnées depuis les événements survenus deux ans plus tôt. Le 2 février 1947, un corps d'armée spécial, sollicité par le nouveau gouverneur, à qui la population formosane posait problème, avait commis un grand massacre ; des milliers de morts et d'arrestations... Yang Gui, à cause de cet article, composé de mille caractères, fut condamné à douze ans de travaux forcés et fut emmené à Lu Dao (l'île Verte), l'île des prisonniers politiques : *« La vie là-bas était comme celle que l'on pouvait mener dans une caserne militaire. Nous travaillions un jour à la carrière de pierres, un jour à notre « lavage de crâne ».*

Une fois libéré, en 1961, il s'établit à Taizhong avec sa femme et consacre une grande partie de son temps à la culture des fleurs. Il continuait par ailleurs à écrire, mais ce n'est qu'en 1977-1978 qu'une maison d'édition osa publier ses articles et ses nouvelles ; les textes parurent tronqués en de nombreux endroits par peur de représailles. Le dernier projet de Yang Gui était celui d'exploiter (malgré ses soixante-dix-neuf ans) un verger de manguiers qui lui aurait fourni les fonds et la possibilité d'ouvrir un centre culturel à Taizhong afin que les « forces créatrices » de Taiwan, si vivantes et originales, puissent trouver là un point de rencontre et d'échange.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Horace Walpole

dangereux pervers textuel

HORACE WALPOLE fut un bel excentrique, au sens fort du terme : il n'aimait que ce qui décentre. Il raffolait des trous du bon sens, de la logique qui s'emballe. Il s'intéressait passionnément à tout ce qui permet au regard, aux habitudes, aux croyances, de dévier. Mais il y a toujours un risque à s'occuper de fausser ainsi la mécanique : c'est d'être pris pour un aimable plaisantin. Walpole paraît bien avoir souffert de ce malentendu, puisqu'on ne le connaît guère ici que pour *le Château d'Otrante*, et ses relations épistolaires tumultueuses avec Mme du Deffand.

Précurseur du romantisme, sans même l'audience que connut Mme Radcliffe, dans ce même genre gothique, et bel esprit de salon, qu'on ne peut d'ailleurs apprécier puisque toutes ses lettres furent, à sa demande, détruites, Walpole ne semblait guère qu'une curiosité, un petit-maître du dix-huitième siècle anglais, sans plus. Or ses *Contes hiéroglyphiques et autres bizarreries* nous font découvrir un Walpole autrement percutant, pour qui la littérature est stratégie du soupçon, dérèglement de la raison en usage. C'est saisissant.

Cette anthologie réunit des contes, des lettres et des articles, et une réhabilitation de Richard III. Que se trouvent ainsi liés des fantaisies, des essais et un travail d'historien ne témoigne pas d'un dilettantisme souriant, mais tout au contraire de l'obstination d'une recherche. Car Walpole est en quête de la vérité, qu'elle soit du langage ou des faits.

Dans les *Contes hiéroglyphiques*, Walpole s'amuse à prendre les mots au pied de la lettre : ce qui fait étinceler le *nonsense* comme un trouble soudain, à la fois bonne blague et étrangeté radicale. *« Il était une fois un roi qui avait trois filles, c'est-à-dire qu'il en aurait eu trois s'il en avait eu une de plus. Mais, on ne sait trop comment, l'aînée n'était pas née. »* C'est imparable.

Un humour implacable

Ces *« vétilles fantasques, écrites pour le divertissement privé »* mettent le sens en délire et en déroute, mais avec une grâce légère, un art de ne pas y toucher, qui rendent d'autant plus vivace cette obliquité bizarre d'une logique sans faille, qui pourtant ouvre sur le vertige. Walpole s'apparente là à Carroll, aux beaux perturbateurs du langage, pour qui il n'y a pas plus grand mystère que son simple et infini fonctionnement.

Cet étonnement fondamental, on le retrouve dans ses lettres et ses articles sous cette même forme d'un humour implacable, qui fait triompher l'absurde avec le sérieux du pur scientifique modestement satisfait de sa démonstration. Mais y apparaît aussi l'ironie d'un chroniqueur zigzagueur et sourdement violent, qui traite les « mythologies » de son pays comme autant de textes à réécrire.

Son *Richard III* est une enquête sur la validité des affirmations qui ont imposé l'image de Richard III comme monstre. Walpole examine point par point les *crimes qui sont imputés* à ce souverain, et les réfute pour la plupart, uniquement par la confrontation des textes et leur analyse. Il révèle les contradictions, les impossibilités, les affirmations sans preuve, et fait apparaître dans tout cela la machine de guerre utilisée par les Tudors et les Lancastres contre les Yorks.

Il y a là une belle audace, un goût tonique de la provocation, à s'occuper ainsi de démolir une croyance nationale. Mais se fait jour aussi une fascination éperdue pour la falsification. L'interprétation des textes, eux-mêmes interprétation de la réalité, est par elle-même une possibilité inépuisable de variations et déviations. Comme, de sucroît, l'histoire de cette époque est riche en impostures et masques divers, ce *Richard III* est tout miroitant d'une inquiétude extrêmement moderne : comment connaître le vrai ? Où est la fiction, où est l'histoire ? Existe-t-il jamais autre chose qu'une reconstruction fallacieuse ?

Si on ajoute que la traduction française en fut, semble-t-il, assurée par Louis XVI, emprisonné aux Tuileries, il devient merveilleusement clair que ce *Richard III appartient définitivement* à la bibliothèque de Babel. Et que Horace Walpole, dandy, badin par excès de gravité, était un *dangereux pervers textuel : qui*, comme tel, a droit à notre considération.

EVELYNE PIEILLER.

★ CONTES HIÉROGLYPHIQUES ET AUTRES BIZARRERIES, de Horace Walpole, traduit par René de Ceccatty et Louis XVI. Ed. Café Clima, 232 p. 110 F.

Une enfance britannique dans un Shanghai japonais

(Suite de la page 15.)

— N'est-il pas étrange que l'on assiste actuellement à une sorte de nostalgie pour l'enfance asiatique, pour l'empire colonial perdu, ce qui est une des raisons du succès de *l'Amant* comme de celui de *l'Empire du soleil* ou de *la Route des Indes* ?

— *L'Angleterre est actuellement au milieu d'une énorme crise de nostalgie, c'est vrai. Dans le genre spectaculaire, la guerre des Falklands était un énorme exercice de nostalgie : la famille royale au centre, le prince allant guerroyer, les navires cinglant vers des contrées lointaines...*

» *Pourtant mon livre n'est pas vraiment une glorification de la nostalgie ; c'est plutôt l'histoire du désenchantement d'un garçon dans sa société. Comme tout adolescent, j'adorais les héros, même mauvais, et il est certain que j'admirais les Japonais ; la plupart des gardes étaient des adolescents venus de leur ferme, chez qui on ressentait une sorte de mélancolie très émouvante face aux Chinois, qui sont des gens très cruels. Très cultivés, très civilisés, les Chinois considèrent les Occidentaux comme une race inférieure. L'Ouest va avoir des surprises, vous verrez... La philosophie marxiste n'est pas faite pour les Chinois.* »

Etonnant itinéraire de cet auteur de SF unanimement admiré pour son exigence intellectuelle et la valeur littéraire d'écrits féroces et terribles fondés sur la dérision, qui avait toujours proclamé sa foi en l'imagination. Or, si l'imagination macabre et le goût pour le surréalisme sont partie intégrante de sa personnalité, on s'aperçoit soudain, avec la publication de *l'Empire du soleil*, que c'était de sa propre souffrance qu'il tirait ses « inventions » — massacres apocalyptiques, mutilations affreuses, atrocités en tous genres, etc., — jusqu'à *Crash !*, variations effrayantes sur l'automobile comme instrument de satisfaction de nos désirs (3).

L'Empire du soleil, c'est le livre des origines de Ballard, le cauchemar transmué en fiction à travers les vagabondages de ce gamin anglais, obsédé par la nourriture, capable de prendre plaisir au spectacle de la guerre, et qui sait qu'il doit être prêt à tout pour survivre. L'auteur rejoint là la cohorte des enfants internés de tous les pays et de tous les Buchenwald, ces « rescapés » qui refusent de parler de leurs épreuves et qui gardent à la mémoire des cicatrices indélébiles.

Pour Ballard, la SF fut un exorcisme. Il aura patienté plus de quarante ans pour raconter, *retrouver la réalité avec son* talent et son imagination de grand écrivain. « *Je sais bien que c'est fou d'avoir attendu d'avoir dépassé la cinquantaine*, dit-il comme pour s'excuser ; *mais il m'a fallu vingt ans pour oublier, et vingt ans pour me souvenir...* »

NICOLE ZAND.

★ L'EMPIRE DU SOLEIL, de J. G. Ballard, traduit de l'anglais par Elisabeth Gille. Denoël, 288 p., 110 F.

(3) Calmann-Lévy, 1974.

EXTRAIT

La « vraie guerre » vue par un enfant

« Son cerveau avait-il été endommagé par un excès de films de guerre ? Jim avait essayé de parler de ses rêves à sa mère, mais, comme tous les adultes à Shanghai cet hiver, elle était trop préoccupée pour l'écouter. Peut-être nourrissait-elle ses cauchemars personnels. Ce méli-mélo d'images de chars et de bombardiers en piqué avait ceci de fantomatique qu'il était complètement muet, comme si son esprit endormi essayait de séparer la véritable guerre des conflits en trompe l'œil inventés de toutes pièces par Pathé et British Movietone.

» Jim savait parfaitement bien distinguer la fausse de la vraie. La vraie guerre, c'était tout ce qu'il avait vu de ses propres yeux depuis l'invasion de la Chine par le Japon en 1937 ; les vieux champs de bataille d'Hongkiao et de Longhua où les ossements des morts demeurés sans sépulture remontaient chaque printemps à la surface des rizières. La vraie guerre, c'était les milliers de réfugiés chinois qui mouraient du choléra dans les enclos barricadés de P'utung et les têtes ensanglantées des soldats communistes fichées sur des pieux le long du Bund. Dans une vraie guerre, personne ne savait exactement dans quel camp il était, il n'y avait ni drapeaux, ni commentateurs, ni gagnants. Dans une vraie guerre, il n'y avait pas d'ennemis.

» Par contraste, le futur conflit entre la Grande-Bretagne et le Japon, que tout le monde à Shanghai s'attendait à voir éclater pendant l'été de 1942, appartenait à un autre royaume, celui de la rumeur. A présent, le bateau d'approvisionnement attaché au navire de course allemand qui sillonnait la mer de Chine visitait ouvertement Shanghaï et venait mouiller sur le fleuve, où il s'alimentait en carburant grâce à une douzaine de pétroliers... dont beaucoup, notait in petto le père de Jim, étaient la propriété de compagnies américaines. Femmes et enfants de cette nationalité avaient presque tous été évacués de Shanghaï. Dans sa classe à la Cathedral School, Jim était environné de pupitres vides. La plupart de ses amis étaient partis, accompagnés de leurs mères, se réfugier à Hongkong et à Singapour, pendant que les pères fermaient les maisons et s'installaient dans les hôtels alignés le long du Bund. »

★ Tiré du chapitre I « La Veille de Pearl Harbor »

هكذا من الأصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Fantasmes début de siècle : Wilhelm Jensen et Carl Spitteler

A redécouvrir pour eux-mêmes, deux récits qui ont été d'une grande importance pour la recherche psychanalytique. A lire sans commentaires...

L'ÉCRIVAIN allemand Wilhelm Jensen (1837-1911) avait écrit un long récit, très beau : *Gradiva*. Freud lut ce texte en 1906. Il en fit un commentaire, qui est l'un de ses maîtres livres : *Délire et rêves dans la* Gradiva *de W. Jensen* (1). Dès lors, le commentaire occultait la fiction, et l'auteur Jensen était réduit à être un « objet » de Freud.

Au cours de cette même année 1906, un écrivain suisse de langue allemande, Carl Spitteler, publiait à Iéna un livre des plus singuliers : *Imago*. Freud, toujours lui, fit un sort à *Imago*, accordant à cet ouvrage une grande importance dans son essai sur *l'Interprétation des rêves*, mais aussi choisissant d'appeler *Imago* sa première revue de psychanalyse, en 1912... Comme Jensen, Spitteler disparut sous le commentaire...

Jean Bellemin-Noël, qui vient de rééditer *Gradiva* dans une nouvelle traduction et avec un autre commentaire, a raison de préciser qu'un « *écrivain est un créateur quand ce qu'il écrit lui demeure mystérieux en partie* », et, « *quand certaines racines de son œuvre plongent en des terreaux inconnus* ». Dès ce moment, ce qui se joue n'est autre qu'un pacte libre établi entre le texte et son lecteur, – tout commentaire, fût-il de Freud ou de Bellemin-Noël, devenant inutile.

Amoureux d'une image venue de Pompéi

Il suffit à Bellemin-Noël d'en venir à la notion d'*inconscient du texte*, – notion qu'il mit en lumière avec l'apport et l'appui de Bernard Pingaud et d'André Green (2) – pour nous en persuader. En effet, ce qui subsiste de *Gradiva* c'est le texte lui-même, qui est admirable (3).

Wilhelm Jensen, descendant direct de E.T.A. Hoffmann, le « fantastiqueur » par excellence, raconte l'aventure d'un jeune Allemand amoureux d'une image venue de Pompéi. A Naples, celui-ci découvrira que Gradiva, la morte, n'est autre que sa voisine, avec laquelle il jouait lorsqu'ils étaient enfants : ainsi le rêve trouve-t-il dans le réel la plus heureuse des conclusions. Les évocations de la ville engloutie et l'apparition de la jeune femme font songer au récit de Théophile Gautier : *Arria Marcella*. Gradiva est fille de l'air et du rêve : le lecteur, s'il éloigne le commentaire, s'y retrouve... et s'enchante.

On a, semble-t-il, oublié Carl Spitteler (1845-1924), qui reçut cependant le prix Nobel de littérature en 1920. Romain Rolland le portait aux nues. Il avait fait des livres en forme de fables, ainsi *Prométhée et Épiméthée*, qui le rendit célèbre. Un an après *Imago*, Spitteler publie *les Petits Misogynes*, une fiction charmante, et l'une des œuvres les plus significatives de la Suisse fin de siècle. On voit là l'aventure champêtre et pédestre de deux garçons et d'une petite fille : c'est la découverte du féminin par le masculin. De quoi, bien entendu, susciter, avec force, le commentaire ! Pourtant, il y a là une fraîcheur que le commentaire ne parviendrait pas à ternir.

Imago est un livre d'une autre sorte. Il y va toujours de l'avènement du féminin dans la vie de l'homme. Ici, le héros de Carl Spitteler, Victor, se rêve amoureux d'une jeune femme à peine entrevue jadis. Revenant dans sa ville natale, Victor apprend qu'elle est mariée, qu'elle a des enfants, qu'elle est heureuse. Du coup, il se sent trompé.

Le réel vaincu par l'idée

Rien n'a été dit entre eux, rien ne s'est passé, mais Victor décide, qu'il aime, donc qu'il est aimé. Le réel résiste. Victor va répondre au réel au créant la figure idéale de cette jeune femme : ce sera Imago, la représentation inconsciente de l'objet aimé, le fantasme à l'état pur. Non plus Gradiva, venue vers le réel à partir d'une image, mais Imago, – c'est-à-dire le réel vaincu par l'idée.

Carl Spitteler, qui était, selon Freud, un « *grand poète* », avait connu, adolescent, un amour impossible, qui fut à l'origine d'*Imago*. Il y a, dans ce livre, des faiblesses manifestes, mais le charme en est indéniable. Victor irrite le lecteur, mais c'est cette irritation même qui justifie le pacte de lecture que j'ai évoqué.

Les commentaires possédant, malgré tout, des vertus toniques, il est certain qu'il importe de se plonger dans la « relecture » que Jean Bellemin-Noël propose de *Gradiva* de Jensen, mais aussi dans la postface que Georges-Arthur Goldschmidt ajoute à *Imago* de Spitteler. L'essentiel, cependant, est de laisser parler ces deux textes.

HUBERT JUIN.

★ GRADIVA AU PIED DE LA LETTRE, de Jean Bellemin-Noël. Presses universitaires de France, 279 p., 150 F.

★ LES PETITS MISOGYNES, de Carl Spitteler, traduit par Michel Mamboury. Ed. de l'Aire, 114 p., 54 F.

★ IMAGO, de Carl Spitteler, traduit de l'allemand par le groupe du Coq-Héron, postface de Georges-Arthur Goldschmidt, Ed. Navarin, 208 p., 79 F.

(1) Gallimard, collection « Idées ». La traduction de *Gradiva*, dans ce volume, est due à E. Zak et G. Sadoul.

(2) Voir, de Jean Bellemin-Noël, aux PUF : *Vers l'inconscient du texte* et *les Contes et leurs fantasmes*.

(3) *Gradiva* a paru aussi chez Presses Pocket, mais sans commentaires, dans un volume de *la Grande Anthologie du fantastique*, traduction de Roger Olivier.

Ossip Mandelstam poète du monde réel

Avant d'être réduit au silence, Ossip Mandelstam chante, dans l'une de ses plus belles proses, une Arménie très peu soviétique...

« UNE *prose de laquais* » : c'est ainsi qu'un rédacteur de la *Pravda* qualifiait, en août 1933, le *Voyage en Arménie* d'Ossip Mandelstam, dernier texte publié en Union soviétique du vivant de l'auteur. Le poète et sa femme, Nadejda, avaient séjourné en Arménie durant plus de huit mois en 1930. Avec un cycle de poèmes (1), le *Voyage* est le fruit de ce séjour qui lui avait rendu l'inspiration et la joie d'écrire. Une prose superbe que restitue le traducteur, André du Bouchet, poète lui-même, dans une langue précise et belle (2).

L'attaque contre Mandelstam était préméditée, car, de cette même année 1933, date l'épigramme sur Staline (*Il a les doigts épais et gras comme des vers/Et des mots d'un quintal précis comme des fers*) qui permit aux autorités d'amplifier la persécution et de conduire le poète, après l'exil, la prison et la misère, à la mort.

« *Tel jour me sera échu, entier, surabondant...* » Ossip Mandelstam éprouve cette certitude, vit de cette promesse. La tension de l'attente, il la quitte cependant pour accomplir ce *Voyage en Arménie* qui répond à un désir ancien. Et dès lors, dans le temps séparé du voyage, l'attente fait place à son objet.

Mandelstam parcourt un pays que déjà il a rêvé. Pays concret, nullement imaginaire, chargé de mémoire, ancré dans une histoire immémoriale et dont chaque pierre façonnée, chaque visage, invitent le voyageur, par le « *cheminement de la réminiscence* », à la quête d'un lieu d'origine. Allant à rebours d'une démarche touristique, Mandelstam ne découvre pas, il reconnaît... L'évocation, dès les premières pages, du passé lointain de l'Arménie, les hommages réitérés à ses habitants, « *hommes à la bouche large, aux yeux vrillés dans le crâne* », sont les signes, parmi d'autres, qui marquent la familiarité du poète avec ce pays et ce peuple.

L'unité du *Voyage* n'est pas d'emblée perceptible. Se dérobant à une première ou inattentive lecture, elle se devine, se déduit plus qu'elle n'est donnée d'avance. « *Comme sur son échiquier, la marche du cavalier progressant par écarts* », la prose de Mandelstam a la complexité du jeu d'échecs, précieuse à l'excès, n'évacuant pas le mystère mais le donnant à voir, à sentir dans sa réalité éparse mais concrète. « *Soukhoumi, ville du deuil, du tabac et des huiles aromatiques.* » Peu à peu se tissent de subtiles harmonies, « *le damier du jeu s'écarquille par excès d'attention, les pièces de l'échiquier, lorsqu'elles choient dans le foyer rayonnant d'une combinaison, poussent comme des champignons de la Saint-Martin* ».

Le poète ne s'embarrasse pas d'expliquer, de démontrer. Il refuse de se laisser enfermer dans une contraignante règle de continuité, mais procède par raccourcis, ruptures, ellipses. Son « *impatience extrême* », sa jubilation, le conduisent à multiplier les digressions dans un désordre savant et concerté. Tout ce qui peut contribuer à établir une « *mesure du vivant* » le requiert : aussi bien la philologie que la peinture ou les diverses branches des sciences naturelles. Ses jugements sont tranchés, injustes parfois ; ainsi à propos de Matisse, « *peintre du luxe* (qui) *ignore la joie des fruits juteux* ».

La « peste anodine du réalisme primaire »

Mandelstam s'adresse à « *tous ceux qui cherchent un remède à la peste anodine du réalisme primaire* ». Avec une déférence pointilleuse, il convie le lecteur à partager sa passion du monde sensible ; il l'incite à un lent et minutieux travail du regard. Cette passion, ce travail s'exerceront en observant la transformation d'une feuille de capucine, ou dans la vision d'une nature morte de Cézanne, ou bien encore dans l'étude des théories de l'évolution.

Le magnifique hommage que rend Mandelstam à la gloire du naturaliste Lamarck, « *unique personnage shakespearien des sciences naturelles* », s'inscrit dans la même perspective. Les incursions dans ces différents domaines ne l'éloignent qu'en apparence de son propos. Elles sont comme l'écho d'un désir, d'une nostalgie : ceux de retrouver, de rétablir, par et dans l'œuvre poétique, l'ancienne harmonie, l'unité perdue entre « *le monde des choses réelles* » et l'homme qui l'habite. Mais « *tout cela est loin aujourd'hui, sans doute le tournant a-t-il surgi trop tard...* ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ VOYAGE EN ARMÉNIE, d'Ossip Mandelstam, traduit du russe par André du Bouchet. Mercure de France, 115 p., 49 F.

(1) On peut trouver ces poèmes dans « *Tristia et autres poèmes* », (Gallimard, 1975). Ils ont été repris dans la collection Poésie-Gallimard en 1982. (Voir *le Monde* du 9 avril 1982).

(2) Il existait deux traductions du *Voyage* : celle de Claude Bruzon, d'abord publiée dans le dernier numéro de la revue *l'Ephémère* nº 19-20) puis reprise en 1973, par le Mercure de France, dans un volume à tirage limité ; la seconde est due à Claude B. Levenson ; elle a été éditée par L'Age d'homme, en 1973 également.



LE MONDE DES LIVRES

● LE FEUILLETON

« Les Rats », de Bernard Frank

Vertiges de l' « à-quoi-bon ? »

Par Bertrand POIROT-DELPECH

CHAQUE mardi, dans *le Matin*, Bernard Frank parlait de *tout sauf de livres* (1). Il y mettait une liberté et une malice dignes de Léautaud. Parfois, on regrettait qu'il préfère les dessous pauvrets de la vie littéraire aux textes eux-mêmes, car c'est un fameux maître à lire ; depuis *Un siècle débordé* et *Solde, on aime Diderot* et Flaubert autrement, mieux. Peut-être juge-t-il que les grands devanciers ont tout dit, et est-ce pour cela qu'il a lui-même renoncé au roman...

Car il avait commencé par là, comme un peu tout le monde en ces temps-là (1953). *Les Rats* n'était plus guère trouvable, trente ans après la sortie, un rien tapageuse, à La Table ronde. Flammarion le réédite. C'est l'occasion d'une belle plongée dans une époque, une mentalité, et l'increvable question des jeunes gens : pourquoi écrire « encore » des fictions ? Car le livre ne se réduit pas aux morceaux de bravoure qu'en a conservés la mémoire d'oiseau du sixième arrondissement : *la visite à Sartre, via* Cau, et le cocktail chez Gallimard. Un certain mal du demi-siècle trouve ici sa meilleure expression, tremblante sous le narquois.

UNE légende commode veut que ces années 50 ne virent rien éclore de mémorable. C'est injuste. J'ai eu la curiosité de survoler la production de 1953. Non seulement les jurys montrèrent du flair – Goncourt à Gascar, Prix de l'Académie à Hougron, Femina à Zoé Oldenbourg, – mais ce fut l'année du *Degré zéro de l'écriture*, de Barthes, des *Gommes*, de Robbe-Grillet, d'*Histoire d'un amour*, de Nimier, des *Deux cœurs simples*, de Lacretelle, sans parler du *Musée imaginaire*, de Malraux, et du deuxième volume du *Rimbaud* d'Etiemble.

Dans cette cuvée où les tenants de l'ancien et du moderne ne perdaient pas encore leur temps à s'entre-exclure, *les Rats* occupait une place rarement vacante dans nos lettres : la peinture, plus ou moins à clefs, des écrivains et des intellectuels en place, par une poignée de débutants bien décidés à les déboulonner à force de génie, de rigueur, et troquant bientôt cette velléité contre une dérision tous azimuts.

BOURRIEU, Weill et les autres personnages des *Rats* brûlent d'écrire de l'impérissable. En attendant, ils se placent dans la presse, dînent en ville, parasitent et draguent.

Comme souvent les jeunes ambitieux, ils s'intéressent plus à leurs songeries et à celles de leurs camarades mâles qu'à leurs conquêtes féminines, qui se révèlent assez gourdes, dans l'ensemble, et qu'ils traitent avec dédain, sinon goujaterie. Le qualificatif de « boniche » leur est habituel. Un article ici, un début de roman ou de pièce ailleurs : voilà l'important. Ce qui est vécu compte moins que ce qui est vu en spectacle ou lu. Le temps des aventuriers est passé. Vient celui de la consommation culturelle à tout va, des conversations intolérantes sur ce qu'on a aimé ou honni.

En croisière à Gênes, en Inde, Bourrieu ne s'occupe pas des sites ou des hommes rencontrés, mais des couleurs chez Flaubert ou des « brûlures » d'intelligence chez Nietzsche. Si les personnages des *Rats* se moquent volontiers des politiciens, c'est que ceux-ci, de Pleven à Petsche, ne valent pas tripette, mais aussi que le petit groupe ne met rien au-dessus de la création littéraire. Il la place même si haut que chacun doute d'en être digne.

CETTE révérence et ce scrupule sont bien passés de mode aujourd'hui. Ils allaient de pair avec certains objets et certains usages. A cet égard, le livre méritera de retenir l'attention des historiens des « fifties ».

C'était le temps où les cigarettes s'appelaient Old Gold, les voitures Vedette. Dans les taxis, une glace séparait le chauffeur des clients. Des soutiens-gorge compliqués retardaient les caresses. La drague restait empreinte de l'esprit de pénurie qui avait affligé l'alimentation durant la guerre. Luter et Bechet jouaient au Vieux-Colombier. Le « jeu de la vérité » tenait lieu d'audace, bien innocente.

La mentalité des intellectuels n'est plus celle des *Mandarins* de Beauvoir, en quête d'une troisième voie politique, et pas encore celle de *Femmes*, de Sollers, c'est-à-dire du nombrilisme poussé jusqu'à la scoliose. Dans une ambiance faussement délurée à la Claude Chabrol, côté « bonnes femmes », on dirait un entracte romantique. Bourrieu et les siens, comme les bandes de Sagan, font penser aux amis de Musset. En dehors de ce que dit et pense le clan, point de salut !

Héros de roman sans roman, privés de causes qui les dépassent et donnent un sens à leur vie, les personnages des *Rats* sont prêts à tout ce qui peut les distraire d'eux-mêmes. S'il est vrai qu'on est ce qu'on fait (*dixit* Malraux), que devient-on si on ne fait rien ? Telle est la rude question que se pose Bourrieu, neveu de Drieu. La réalité lui est indifférente ou intolérable. Il ne se plaît que dans la rigidité des phrases. Mais le bloc des mots se fissure, les sujets se dérobent. D'où son agacement vengeur contre les devanciers vivants ou les contemporains qui s'accommodent sans complexes de l'écriture comme d'un instrument docile et efficace.

LA visite à Sartre n'a de sens qu'à la lumière de ce malaise. Bourrieu estime profondément l'auteur de *la Nausée*. Que *les Temps modernes* lui aient refusé un texte sur Ceylan ne suffit pas à expliquer sa hargne, où s'avouent le dépit, l'inaptitude au compliment, un refus de la déférence qui est le contraire de l'indifférence.

L'attaque est menée en règle. Bourrieu tient pour négligeable Jean Genet, à qui Sartre vient de consacrer un essai de six cents pages. Après quoi, il s'en prend à son hôte. *Les Chemins de la liberté* ? Naïfs ! Sartre, notez, en a vu d'autres. Il devine chez Bourrieu l'agressivité des jeunes gens qui n'ont rien à dire, des « *bourgeois* » réfugiés dans « *l'esthétisme* ». Cela renforce ses convictions, au lieu de l'abattre.

Il est clair que Bourrieu aimerait rendre les armes, si c'était dans sa nature, s'il n'avait l'admiration bougonne. Sartre lui en impose. C'est le seul, parmi les vivants d'alors. Les autres, qu'il les dépeigne séparément ou qu'il les réunisse en un seul sobriquet, comme les « hussards », l'auteur n'en fait aucun cas.

D'une certaine façon, la panne éprouvée par Bourrieu explique que Frank n'ait pas persisté dans le roman. C'est dit sur tous les tons : à quoi bon écrire un roman « *puisque, le roman, c'est de la merde* » ? « *Qu'offrir à ses lecteurs après le troisième livre ?* » Quelle « *salade leur vendre* » ? L'auteur et son double se servent de leurs contemporains moins inhibés comme de repoussoirs et de consolations. Ces jeunes gens n'ont fait que du « *sous-Chardonne* », du « *sous-Giraudoux* », du « *sous-Fournier* ». « *Les œuvres, c'est moche, ça défigure !* », est-il dit quelque part ; et encore : « *il faut bien se réserver des surprises pour la cinquantaine* »...

AU nom de cet « à-quoi-bon ? » Frank a-t-il eu raison de ne pas poursuivre dans la fiction ? Qu'aurait-il donné ? Questions absurdes. *Les Rats* ont été écrits à moins de vingt-quatre ans. Il s'y manifeste un souffle, une culture et une maturité stupéfiants.

L'imagination, en revanche, fait mauvais ménage avec la causticité. Le roman d'action et d'exotisme qui clôt le livre sent trop la parodie de *l'Homme à cheval* pour convaincre. Comment faire croire à ce dont on doute soi-même ! Pour le rendu littéraire, le phrasé, le « *duveteux* » dont le critique Frank a fait son critère préféré, ce n'est pas probant, pas encore. La mode est aux saganismes (avant Sagan). Exemples : « *Il fallait choisir : la dignité ou les plaisirs de la nuit* » ; « *L'été, les sentiments n'avaient pas leur place* » ; « *A trente-quatre ans, on doit penser à soi avec une sorte de tendresse émue...* »

LES moments de bonheur des *Rats* ne sont pas dans l'invention romanesque mais dans la passion érudite, quand Bourrieu-Frank parle de Balzac, de Nietzsche. Il arrive alors que sa phrase « *chauffe comme une fine avalée d'un coup* », selon son expression à propos de Flaubert.

En somme, notre confrère a sans doute eu raison de faire ce qu'il a fait, et qu'il fait mieux que tout, mieux que personne. Surtout lorsqu'il admire et qu'il aime. Car ce formidable moqueur ne demande qu'à jubiler. Savez-vous quel mot revient le plus souvent dans *les Rats*, ce mot-mascotte qui colle à la plume chez tous les auteurs et finit par les définir ? « *Délectable* », « *se délecter* », « *délectation* »...

★ LES RATS, de Bernard Frank. Flammarion, 540 p., 110 F.

(1) Bernard Frank a fait ses adieux, mardi dernier. C'est un coup dur ! « *Nous nous reverrons* », promet-il : j'espère bien !

● ROMANS

Que reste-t-il de nos amours ?

Deux romanciers, Marie-Françoise Hans et Jacques De Decker font le portrait de la femme de quarante ans.



A quoi rêvent les femmes, *la quarantaine passée* ? Une fatalité littéraire les condamne aux bilans pleins d'amertume, aux portraits figés d'ex-beautés affadies et alourdies... Pour Balzac, la femme, à trente ans, peut compter les jours de gloire qui lui restent à vivre, et méditer sur son passé. Nos années 80, avec leurs *liftings*, leurs crèmes anti-rides et leurs cures de jouvence, proposent à la littérature le cap fatidique des quarante ans comme moment idéal pour opérer un retour en arrière.

Au début de *la Grande Roue*, Jacques De Decker saisit un bref instant de silence dans la conversation entre Elisabeth et Sabine, deux amies d'adolescence qui se retrouvent au bout du fil après trente années de séparation, pour balayer d'un coup d'œil panoramique l'horizon lointain d'un passé oublié...

Accepter les marques du temps

« *J'avais vingt-deux ans quand j'ai connu Juliette. J'en ai aujourd'hui quarante et un* » : ainsi commence le récit d'une amitié entre la narratrice de *Double Dame*, le nouveau roman de Marie-Françoise Hans, et Juliette, entre la brune, un peu gamine, qu'attirent les pacotilles, les vêtements Prisunic, et la blonde élégante et BC-BG qui s'habille chez Dior et Saint Laurent.

Mais la comparaison entre les deux romans s'arrête là. L'argent, le sexe, la coquetterie, les drames, les ruptures, les amants de passage, les liaisons dangereuses, chez Marie-Françoise Hans tissent les fils inextricablement mêlés des aventures, plus passionnantes les unes que les autres, d'adolescentes aguichantes, de nymphomanes délurées, d'amoureuses masochistes, de rêveuses romantiques, d'épouses rangées, de demi-prostituées. Ah ! la ravageuse Tamara au langage cru et aux devises impitoyables : « *Ces salauds d'hommes, faut les faire casquer !* »

Pendant que la blonde plonge la tête la première dans de pathétiques aventures avec des brutes, des vieillards impuissants, des patrons plus avares qu'Harpagon, la brune, mariée à dix-neuf ans avec un jeune étudiant en architecture plein d'avenir, flirte avec un bachelier maladroit, rencontre un grand écrivain au nom stendhalien, Mosca, épistolier un peu larmoyant et romantique, mais homme plein de charme et de finesse, avant de céder aux tentations du divan d'un psychanalyste.

Des années 60 aux années 80, la blonde et la brune évoluent, chacune à sa manière, dans le tourbillon des revendications féministes – la blonde prétendant qu'en faisant payer les hommes elle va jusqu'au bout de son désir d'émancipation, – dans les changements de mœurs et la valse des amants. En dehors des remous *historiques et sociaux*, la femme de quarante ans se résigne à ne plus être croqueuse de diamants, à accepter – et même à accentuer – les marques du temps sur son visage. Terrible et étrange destin que celui de ces deux femmes qui se voulaient semblables à Mathilde de La Mole, l'héroïne de Stendhal, et qui se retrouvent bientôt grands-mères.

Brèves rencontres et promptes ruptures

Si l'ironie, l'humour, la finesse psychologique, sont les armes de Marie-Françoise Hans, les atmosphères feutrées, les silences, les sous-entendus, caractérisent Jacques De Decker chez qui drames et ruptures se font sans heurt, sans bruit : les personnages disparaissent furtivement par une porte dérobée dès qu'ils se sentent superflus sur scène.

Critique littéraire au journal bruxellois *le Soir*, homme de théâtre, influencé par *la Ronde* de Schnitzler, Jacques De Decker a construit ce premier roman, d'une allégresse mêlée de nostalgie, selon le modèle original de la grande roue des fêtes foraines, où des étrangers, le temps d'un tour de manège, parviennent à nouer connaissance.

Dans chaque chapitre, deux personnages occupent la scène, échangent quelques propos sur leur vie, leur passé, leur avenir ; puis l'un se dérobe, l'autre demeure pour constituer le maillon reliant ce « sketch » au suivant : Elisabeth revoit Sabine, son amie d'école ; Sabine rencontre Patrick ; Patrick rompt avec Brigitte qui est tombée amoureuse de son patron Bruno...

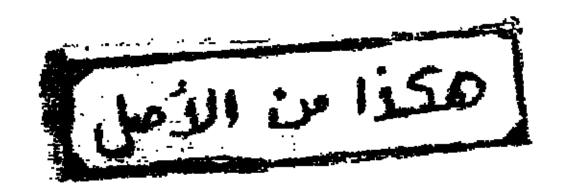
Brèves rencontres, promptes ruptures, liaisons nouées et dénouées... Un dynamique directeur, une employée sous le charme de ce bizarre PDG qui l'emmène en moto assister à des congrès, une prostituée (encore une !) qui se métamorphose le week-end en une mère tendre et irréprochable, un peintre, une infirmière : Elisabeth ; et la roue s'arrête, satisfaite d'avoir bouclé sa boucle.

A la manière de ce personnage qui arpente le Pigalle bruxellois, en lorgnant les vitrines à la recherche de Perséphone, une fille de joie (la mythologie et l'opéra wagnérien tiennent une grande place dans ce roman tout aussi musical qu'architectural), le lecteur, avec l'avidité d'un voyeur, laisse glisser son regard indiscret sur ces êtres qui occupent un bref instant le théâtre de la vie avant de se laisser engloutir au fil des pages. Habile metteur en scène, écrivain à la plume alerte, Jacques De Decker prend le lecteur dans les rets de son imagination romanesque.

ROLAND JACCARD.

★ DOUBLE DAME, de Marie-Françoise Hans. Le Seuil, 318 p., 85 F.

★ LA GRANDE ROUE, de Jacques De Decker. Grasset, 216 p., 72 F.



culture

MUSIQUE

COLIN DAVIS, JESSYE NORMAN ET KARAJAN

Les grands prophètes

Nombreuses sont aujourd'hui les « stars », parfois sacrées prématurément par les imprésarios et la publicité, mais bien rares les très grands interprètes qui restent, dans la gloire, des « prophètes » ou proférateurs de la musique saisie au nœud même où elle s'enracine dans les fibres de l'homme et dans sa destinée.

Deux soirées successives viennent de provoquer en nous le choc de cette rencontre, et d'abord *la Damnation de Faust* à « Prestige de la musique » (retransmise en direct sur les ondes de France-Musique). Dieu sait que cette partition célèbre est extravagante avec ses morceaux de bric et de broc, ses coq-à-l'âne dramatiques, ce tape-à-l'œil romantique et spectaculaire ! Et pourtant, le souffle de Berlioz emporte tout : avec les chœurs de Radio-France et l'Orchestre national, superbes, Sir *Colin Davis* empoigne au cœur cette musique, mène chaque phrase jusqu'à son ultime fleur, embrase les moindres brindilles, purifie toutes les scories en ce brasier qui atteint des sommets de pur lyrisme.

Et l'interprétation va crescendo avec les entrées de Thomas Moser, Faust dont le sentiment très noble, quasi philosophique, et la voix richement corsée épousent si naturellement les belles courbes de la traduction de Nerval ; celle de José Van Dam ensuite, Méphisto d'une tonnante et terrible autorité alliée à une ironie supérieure, presque trop marquée parfois celle enfin de Jessye Norman.

Avec elle, la musique touche au sublime de la scène. Le corps imposant dans sa robe multicolore palpite, explose, rugit dans cette voix de colombe incendiée par la passion, ruisselante d'émotion charnelle ; le marbre de cette divinité noire soudain craque de toutes parts pour devenir la torche vivante de l'héroïne absolue (mais avec tant de jeunesse et de fraîcheur parfois !), la sœur de cette fascinante *« Phèdre tout entière à sa proie attachée »* qu'elle avait incarnée dans *Hippolyte et Aricie*.

« Une vie de héros »

Avec Karajan et la Philharmonique de Berlin, dans la même salle Pleyel, c'est une autre pièce qui se joue, l'apogée d'une existence. Cet homme de soixante-dix-sept ans n'est en rien un « vieux monsieur ». La silhouette reste jeune comme celle d'un cavalier, le pilote de bolide et de jet qu'il fut, mais cassée comme un accident mécanique, frêle et cependant indomptable. *Sans se soucier du qu'en-dira-t-on*, il s'avance péniblement, raidi, se tenant au pupitre de musicien à l'autre, arrive enfin à son estrade, parvient à peine à s'incliner et fonce dans la musique.

Envolées les chaînes de la condition humaine : la musique fuse, pleine d'insouciance ; ce *Divertimento « Lodron » en si bémol* K. 287 si peu connu, d'un Mozart de vingt ans, peut-être l'a-t-il choisi comme un souvenir de sa propre jeunesse à Salzbourg qu'il dirige comme en songe. Les bras bougent à peine, la main gauche s'ouvrant seulement plus ou moins, mais la Philharmonique de Berlin, redevenue le prolongement de lui-même, bondit et gazouille, les cordes frémissent sur *« la note d'or que fait entendre le cor »* ; les phrasés divins recèlent une infinité de nuances déposées dans le cœur de Karajan par cette vie immergée dans la musique. Et cette œuvre délicieuse, parfaite mais un peu sommaire, écrite avec désinvolture pour une riche famille de Salzbourg, rayonne de lumière.

Une vie de héros : Richard Strauss n'avait que trente-cinq ans lorsqu'il la composa, avec une prodigieuse « impudence » (il lui restait encore cinquante ans à vivre pour en justifier le titre !), mais une vraie prescience de ce qu'est une œuvre testamentaire. *« La naissance du héros, les adversaires du héros, la compagne du héros, les combats du héros, les œuvres de paix du héros, la solitude et la plénitude du héros »*, tels sont les titres indiqués pour chaque partie par Strauss : comment ne pas penser que Karajan se les applique à lui-même ?

Ce mélange d'orgueil, de tendresse et d'autoritarisme, ces fantastiques déploiements d'un orchestre en fusion qui vous soulèvent au-dessus de vous-même, ces rappels de tant de batailles gagnées (à travers des citations de *Don Juan*, *Till*, *Zarathoustra*, *Don Quichotte*, *Mort et Transfiguration...*) et par-dessus tout la méditation ultime qui n'en finit plus de se souvenir, tout cela jaillit de l'intérieur, à travers cette battue menue qui dessine de petits huit, ces gestes parfois étriqués et mécaniques d'une silhouette immobile, qui tout à coup (pour l'appel de Don Juan par exemple) s'épanouissent brièvement en la brassée souple et immense d'un trop-plein d'émotion.

On reste confondu par la splendeur de l'interprétation qui allie une fabuleuse instantanéité, un tel appétit de la vie mordue à pleines dents, avec tant de rêve, de sérénité, de douceur, de nostalgie, peut-être, dans cette conclusion où la main plane sur les violons comme une hirondelle du soir. Et le héros, retiré très loin en lui-même, salue, épuisé, le sourire fixe dans un visage plus blanc que sa belle chevelure, un public en délire, aussi ému que lui.

JACQUES LONCHAMPT.

UNE RÉPONSE DE M. JEAN-FRANÇOIS LYOTARD

Qui a peur des « Immatériaux » ?

Il paraît que M. Cournot n'aime pas « Les immatériaux ». C'est son inclination, je n'en discute pas. Mais elle n'a aucune valeur de jugement. Si toute la règle critique est que chacun excrète son humeur telle quelle, la « critique » de M. Cournot vaut ce que vaut l'humeur. Il ne voit (*le Monde* du 12 avril), dans l'exposition, que pendus, cages grillagées, tortures ; il n'entend que des horreurs. Après avoir parcouru une dizaine de sites (il y en a soixante-sept), il s'enfuit, en proie à un accès phobique.

Après quoi, il prend la plume pour donner, dit-il, *« une description pure et simple des choses qu'un visiteur quelconque pourra voir et entendre s'il parcourt cette exposition »*. A la phobie, fait suite une bouffée de dogmatisme : ma visite est exemplaire, ma description, d'un réalisme impeccable. Et tout cela, feint ou non, fait office d'approche critique. De telles niaiseries font rougir.

Qu'une description puisse être *« pure et simple »*, il y a deux mille cinq cents ans que l'Occident en doute. La littérature, la science et l'art vivent de ce doute. « Les immatériaux », bien ou mal, cherchent à la rendre sensible, à propos du monde d'aujourd'hui.

Pourquoi les voiles de tissu métallique gris tendus entre sol et plafond ? Pourquoi le jeu des éclairages ? Pourquoi le parti de suspendre les objets au lieu de les poser ? Pourquoi la multiplication des passages et des carrefours ? Pourquoi la juxtaposition de choses prises à des domaines différents ? Pourquoi la parole des écrivains transmise par les écouteurs ? On peut discuter cette dramaturgie, et la problématique qui la soutient, et ses effets. Il le faut, même. Mais M. Cournot ignore tout cela.

Elle oblige pourtant les visiteurs à prendre distance avec ce qu'ils voient et entendent, à ne pas tomber dans la fascination, horrifiée ou béate, du monde technologique. De fait, ils se prêtent à l'interrogation : il suffit de les voir aller, venir, revenir, essayer, s'interpeller à travers les casques — bref, accepter l'incertitude de ce qui se présente et assumer la responsabilité singulière d'un sens qui reste à faire jusqu'au bout du parcours.

Il n'y a pas de *« visiteur quelconque »* aux « Immatériaux », pas d'*« individu sans matricule spécial »*. Il y a des singularités très différenciées — parce que les humains sont ce qu'il y a au monde de plus complexe, — qui acceptent leur troublle, et de mettre en jeu leur puissance d'interrogation, à propos d'un univers qui réserve son sens, le tient en suspens. Seules les particules élémentaires sont « quelconques », c'est-à-dire indiscernables ; seul le simple, s'il existe, est insensible à l'hésitation.

En se disant le représentant du *visiteur quelconque*, M. Cournot rêve d'un nuage de poussières humaines amnésiques (les *« masses »*), qui vont *« au musée »* parce que c'est Pâques et qu'il pleut et qu'au musée, on leur apprend ce qu'elles sont. Cette fantaisie, qui flatte la bêtise, porte un nom : démagogie. Je dis que le libelle de M. Cournot manque à la déontologie exigible de toute tâche culturelle, gravement. Le meilleur point de vue est le plus médiocre.

La rupture « post-moderne »

Mais le critique ne joue à l'esprit simple que pour mieux faire le maître. C'est votre exposition, dit-il, qui est niaise, facile, médiocre et rebattue. Tout ce que j'y ai vu, je le connaissais déjà. Cela traîne partout. Il veut du nouveau, se rassurer en consommant du *« tout autre »*.

On a déjà vu, beaucoup, *Médée ou le Misanthrope*, entendu, beaucoup, les derniers Quatuors de Beethoven, lu, beaucoup, Rabelais, Borges, Beckett. Ils n'en sont pas mieux connus. Plutôt l'inverse. Les savants savent ceci, que plus on connaît, plus ce qu'on croyait connaître paraît inconnu.

M. Cournot voulait-il jouir de la jubilation que donne la nouvelle *maîtrise promise* par les « technologistes », par les annonciateurs d'une rupture « postmoderne », ? L'exposition la lui refuse, et c'est en effet son enjeu, de ne pas rassurer, même et surtout au moyen de la prophétie d'une ère nouvelle. Faire regarder le « déjà vu », comme Duchamp faisait avec les *ready-made*, désapprendre le « bien connu », tel est plutôt son scrupule.

Du reste, M. Cournot s'en fait ingénument le témoin : son oreille n'a pas reconnu Michaux, Proust, Beckett, ni son œil Losey. Il s'en étonne quand il le découvre, il en accuse notre bricolage, qui ferait dire n'importe quoi aux œuvres. La vérité est qu'elles sont, aux « Immatériaux », reçues sans leur fiche d'identification, et sans le cérémonial de leur mise en culture. Avec la seule profondeur de leur nudité.

Mais M. Cournot, acharné à sa panique, n'a entendu que du galimatias. Il n'a pas voulu se laisser démaîtriser et aller aux tracés possibles. Il a couru pour en finir plus vite. Il n'a pas vu les feux de *Peinture luminescente* ni écouté l'*« éternelle scintillation »* qu'écrit Blanchot de la lumière. Il n'a pas *« dansé les sons »* dans le *Musicien malgré lui*, il n'a pas été arrêté par le déploiement paradoxal des fondus de *Matériau dématérialisé*, redoublés et contrariés par le matériau musical mis en œuvre par l'IRCAM. Il a eu peur de se laisser interroger. Le publice se laisse toucher, il touche, essaie. Il ne fuit pas, il ne « visite » même pas, il s'attarde. Il réfléchit.

M. Cournot conseille aux « savants », aux « penseurs », aux « érudits » de ne pas sortir de leur champ de recherche. A parler autrement que dans notre « idiome très élaboré », nous deviendrons immanquablement « ingénus, niais, saugrenus, burlesques ». Restons dans notre ghetto, sous peine de ridicule. La réponse est claire. Si c'est M. Cournot qui rit, le ridicule nous est égal. Et si c'est lui et ses pareils qui monopolisent la tâche de cultiver le sentiment public, alors nous devons d'urgence nous en mêler.

Ce n'est pas que le critique n'invoque nul sentiment. Il mime le petit frisson qu'inspire le Grand Guignol. Par cette caricature vulgaire, il témoigne à sa manière de ce que nous avons voulu suggérer au début de l'exposition (la seule partie qu'il a vue). Nous avons voulu y inscrire le signe d'un commencement, qui interdise les futilités de l'optimisme technologiste ou du ludisme des flippers. Ce signe de notre histoire, l'Europe l'a connu, et essaie de l'oblitérer, sous le nom d'« Auschwitz ». C'est pourquoi nous avons montré le terrible incipit du *Monsieur Klein* de Joseph Losey, en alternance (M. Cournot ne l'a pas vu) avec l'images, pauvre, christique, d'un déporté.

La déesse du souffle et du sens

L'idée du progrès, venue des Lumières, au moins, a défailli, et avec elle, un humanisme triomphant. La grandeur de la pensée, celle d'Adorno par exemple (dois-je épeler son nom ?), est de supporter l'effroi que procure un tel retrait du sens, d'en porter témoignage, d'en tenter l'anamnèse. C'est la même cryptographie qui motiva le *Guernica* de Picasso, et qui inspire le *Guai ai gelidi mostri* de Nono par quoi l'IRCAM a inauguré les « concerts immatériaux ». On sait comment les Cournot ont pu et peuvent *décrire de telles œuvres*, « purement et simplement ».

Elles ne donnent pas lieu à panique, mais à méditation. Elles ne sont pas *« pessimistes »*. Burlesques, ingénues, niaises, saugrenues, assurément, comme celles de Beckett, de Kleist, de Borgès. Tendues dans l'égarement de ce qui arrive, l'ignorance de ce que *« ça veut dire »*, le ressouvenir du *« Comment fut-ce possible ? »*.

Nous avons mis « les immatériaux » sous le signe lointain, perdu de la déesse du souffle et du sens. C'est elle que le médecin nazi mensure comme un bétail. Commencement de notre temps.

Notre exposition en appelle à ces œuvres comme à la mémoire et à la méditation de ce commencement qui ne cesse de se faire oublier dans la technologie. Devant les vêtures fonctionnelles et vides de *Toutes les peaux*, on entend non pas une *« chronique de mode ! »* (1), mais un texte tiré d'*Au bonheur des dames* où Zola poursuit la somptuosité de la chair dans les linges blancs qui lui sont tout prochains. Le vu et l'entendu se contrarient, s'enchaînent, font ensemble sourire, regretter.

En regardant un robot industriel découper une carrosserie de voiture, on entend Kleist argumenter en faveur de la similitude d'un *« mannequin mécanique »* parfait (que préfigure la marionnette) avec la divinité : *« Quand la connaissance est pour ainsi dire passée par un infini, la grâce est de nouveau là. — Il faudrait donc de nouveau manger du fruit de l'arbre de la connaissance pour retomber dans l'innocence ? — Sans nul doute, c'est le dernier chapitre de l'histoire du monde. »*

Ainsi s'ouvre, sur les arrières du brave robot, *« bien connu »*, la perspective d'un atelier d'automates divins, d'où la *« disgrâce »* du geste humain sera chassée. Que l'idéal de la technoscience soit d'exclure l'imperfection humaine, cela passe pour admis. Mais qu'à ce prix l'innocence et la grâce divines puissent être égalées, dans le silence de toute affection, qu'est-ce à dire ? Se demande le visiteur.

Et dans le *Labyrinthe du langage*, tandis qu'il s'essaie aux *« machines de pensée »*, suspendues à leur nef de filins, il entend Borgès lui dire : *« Je soupçonne que l'espèce humaine — la seule qui soit — est près de s'éteindre, tandis que la Bibliothèque se perpétuera : éclairée, solitaire, infinie, parfaitement immobile, armée de volumes précieux, inutile, incorruptible, secrète. »*

Le visiteur soupçonne alors, lui aussi, que cette exposition où il erre, où les choses (de langage, car elles le sont toutes) lui concèdent parfois *l'illusion de l'interactivité et de la maîtrise*, est un monogramme réduit de la Bibliothèque de Babel (c'est-à-dire de l'univers), toujours plus secrète à mesure que les langages se complexifient, plus indépendante du sort des hommes égarés dans ses couloirs. Il est dans « Les immatériaux » comme l'écrivain, l'ingénieur, le savant, l'artiste, sont dans le langage : à recréer son opacité tandis qu'ils luttent, et parce qu'ils luttent, avec elle.

JEAN-FRANÇOIS LYOTARD.

P.-S. — Et la panne ! Cela aussi fait bien rire M. Cournot, que « Les immatériaux » puissent tomber en panne. Parce que l'esprit, voyez-vous, n'est pas sujet aux courts-circuits... J'apprends ce matin que la navette américaine a encore manqué la mise en orbite d'un satellite. Qui en rit ? Le Kremlin. Moscou ne filme pas ses échecs, ou ne diffuse que ses succès. L'esprit qui ne disjoncte pas, c'est l'esprit totalitaire. J'apprécie au contraire qu'une caméra couvre en direct une tentative complexe, courant donc le risque d'un fiasco, et acceptant l'aveu d'une fragilité. Le risque de la panne, c'est l'honneur de l'investigation. Que M. Cournot broie donc son chocolat lui-même, comme disait Duchamp, c'est plus sûr. — J.-F L.

★ *Les intertitres sont de la rédaction.*

■ CULTURE ET COMMUNICATION. — Un colloque sur les effets culturels des technologies audiovisuelles est organisé à l'Assemblée nationale, les 2 et 3 mai, avec la participation d'élus, de sociologues, d'artistes, de philosophes, de techniciens. Tous ceux qui s'intéressent au sujet peuvent participer à ces rencontres, dans la limite des places disponibles, et sur invitation. (Rens. : Institut Europe éducation, université Paris-IX Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75116 Paris. Tél. : 553-81-34.)

CINÉMA

FIN DU FESTIVAL DU FILM ARABE

Mauvaises et bonnes surprises

Près de cinq mille spectateurs payants et plusieurs centaines de professionnels ont vu un ou plusieurs des quelque cinquante films arabes, *anciens ou nouveaux*, *mais la plupart* inédits en France, présentés du 17 au 30 avril au troisième Festival du film arabe de Paris (*le Monde* du 20 avril).

Les jeunes organisateurs arabes et français, animateurs de l'Association pour le film arabe (AFA) créée en 1982 sous le régime de la loi de 1901, ont su drainer et le public et le mécénat d'une bonne vingtaine d'organisations des deux bords de la Méditerranée (Ligue arabe, Institut du monde arabe, Middle East Airlines, Interservice migrants, ministères de la culture et des relations extérieures, etc.). Ils ont donc commencé à relever le défi qu'ils s'étaient lancé : faire mieux connaître en France l'une des cinématographies les plus typées du tiers-monde.

« Leïla et les loups »

Pour prolonger dans les régions et à l'étranger l'effet culturel de son entreprise, l'AFA pourrait distinguer chaque année — peut-être en sondant le public du Festival ou les professionnels, ou bien les deux — le film arabe d'hier ou d'aujourd'hui, mais montré pour la première fois chez nous, ayant eu le plus de succès au cours de la manifestation.

Lors de cette session, pour s'en tenir aux œuvres récemment achevées, *Lettre en temps de guerre*, film sur les chiites du Liban dû à un cinéaste de ce pays déjà confirmé, Borhane Alaouié (auteur, notamment, du bouleversant *Beyrouth, la rencontre*), a paru décevoir par son côté répétitif et la disparition de la « patte » du cinéaste ; le reproche inverse a pu être formulé à l'endroit des *Baliseurs du désert*, du Tunisien Nacer Khemir, superbe conte oriental mi-rêvé, mi-vécu, mais où la présence appuyée du réalisateur-acteur confine au pur narcissisme.

En revanche, comme aux Journées de Carthage, il y a trois ans, avec *l'Incident du demi-mètre*, de Samir Zikra, le jeune cinéma syrien, malgré ou à cause de sa « naïveté » mais n'est-ce pas cet « air innocent » qui lui permet de délivrer sans anicroches brocards sociaux ou politiques ? — a agréablement surpris les plus blasés. On a déjà noté ici le succès de rire remporté sur le dos des régimes arabes soi-disant *« unionnistes »* par *les Frontières*, réalisation d'un autre acteur-cinéaste, Doureid Laham. On soulignera cette fois la force, quand même un peu diminuée par quelques manies esthétisantes, des *Rêves de la ville*, de Mohamed Malass ; rarement les blocages, les archaïsmes d'une société arabo-islamique auront été mis à nu avec tant de sérénité, notamment les rapports parents-enfants.

Néanmoins, c'est sans doute à une jeune cinéaste libanaise, Heni Srour, exilée à Londres après avoir été l'élève à Paris de l'islamologue Maxime Rodinson, qu'il est revenu de donner son « choc » au Festival. *Leïla et les Loups* avait été annoncé comme *« un film militant propalestinien et antisioniste exaltant la lutte des femmes de 1920 à nos jours »*... Et il y a bien de cela dans cette fresque historique, magnifiquement tournée en Syrie et au Liban sous un angle non narratif et pourtant didactique ; mais le film dans le film, la vraie surprise, c'est le sort des Palestiniennes et des Libanaises qui, malgré leur apport au mouvement anti-israélien, continuent à être claustrées, répudiées, suspectées, telles *« ces jeunes filles devenues inmariables parce qu'elles ont gardé les blessés la nuit »*.

Comme le dit Heni Srour, *« les opprimés peuvent être des oppresseurs »* et *« les dénoncer, c'est aussi les aimer »*. En tout cas, cette réalisatrice qui s'était déjà fait remarquer en 1972 pour son long métrage sur les maquis interdits du Dhofar (sultanat d'Oman) et qui vient d'obtenir en France un prix pour le scénario de *Leïla et les Loups*, témoigne d'une inventivité méritant que l'on guette avec impatience son prochain travail.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Association pour le film arabe, 1, rue Daru, 75008 Paris. Tél. : (1) 766-32-83.

« LE PACTOLE », de Jean-Pierre Mocky

L'argent fait le bonheur

« Vous avez de la chance d'arrêter de travailler à cinquante-cinq ans », dit, au cours d'une petite fête, le directeur d'une compagnie d'assurances à un employé qu'on vient de balancer en préretraite. Un peu plus tard, l'heureux homme meurt d'une crise cardiaque sur le trottoir, une bouteille de champagne et des cadeaux pleins les bras.

Cela bouleverse sa jeune collègue, Anne Beaulieu (Pauline Lafont), et donne à réfléchir au mari de celle-ci, Yves (Richard Bohringer), qui est démineur au génie. Pourquoi perdre sa vie à travailler, au lieu d'en profiter ? Question volontairement provocante, à la Mocky, dans une société déglinguée par le chômage. Ce film, totalement amoral, prouve que l'argent peut faire le bonheur, à condition de savoir où et comment le prendre, et de préserver son butin des convoitises.

Mocky a mis une sourdine à son agressivité et à son esprit de dérision. Anne et Yves sont des personnages sympathiques ; on les aiderait, au besoin, à réaliser leurs coupables projets. Pauline Lafont, jeune comédienne qui ne ressemble pas aux modèles courants, dans le charme, la fantaisie, la sensibilité, forme avec Bohringer, bon enfant, un couple du tonnerre. Derrière eux se profile Bernadette Lafont, avec lunettes et maquillage de belle-mère de Bohringer. Ce n'est pas un rôle de tout repos.

La part d'ombre du film vient — car, puisqu'il y a vol, il y a suspense — du policier Rousselet, joué par Patrick Sébastien. L'imitateur-acteur a des allures sournoises, une tête de Bouddha vicieux et une passion funeste pour une artiste peintre très garce (Marie Laforêt). Ce flic est un perdant, une dupe, un pauvre type, reflet de tous les vaincus peuplant les films-pamphlets du réalisateur. La fonction est moins en cause que l'homme (voir la scène finale, presque bouleversante). La nouvelle œuvre de Mocky est étrange, entre deux tons, entre deux eaux, entre deux mondes. On aime cela.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les exclusivités.

VARIÉTÉS

MALAVOI A L'OLYMPIA

Au bonheur des îles

Les dix musiciens créoles de Malavoi viennent de Martinique et cassent une semaine durant à l'Olympia la monotonie des concerts variétés et rocks chargés de promouvoir les derniers albums parus sur le marché.

Comme beaucoup de groupes des Caraïbes, de la Martinique à Haïti, Malavoi est composé de musiciens de bal qui ont dans leur sac un deuxième métier : le chanteur est aussi employé de banque, le bassiste est ambulancier, un violoniste est instituteur, un autre commerçant. Cet aspect non-show-biz permet à la formation de garder sa fraîcheur, son enthousiasme communicatif, sa naïveté dans l'exécution des valses et des rumbas créoles, des musiques d'allégresse.

Quatre violons, un violoncelle, deux percussions, une basse et un clavier constituent le groupe dirigé par le pianiste et compositeur Paulo Rosine. Malavoi a réussi à dépasser le folklore et sa musique, pleine de charme et rythme, flirte avec le jazz à la manière brésilienne, comme c'est souvent le cas aux Caraïbes. Mais cette musique a aussi les mêmes défauts que les autres orchestres de ces îles, contraints à ne se produire que dans les discothèques à ciel ouvert, faute de public suffisant pour jouer dans le cadre de concerts : comme le groupe haïtien Carribean Sextet, par exemple, ce que joue Malavoi souffre d'un manque évident de structure et se dilue sous le soleil avec un plaisir nonchalant.

Qu'importe après tout. Le spectacle de Malavoi à l'Olympia distille beaucoup de vibrations. Un air de bonheur insouciant.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia jusqu'au 4 mai, 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

IDENTITÉS PROVISOIRES : Cartoucherie du Chaudron (328-97-04), 21 h.

SHAKESPEARE AU LYCÉE : Châtenay-Malabry, Campagnol (661-14-27), 21 h.

ŒDIPE ROI : Cergy, Abbaye de Maubuisson (030-33-33), 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Spectacle de l'école de danse : soir de fête (chorégraphie L. Staats) ; La fille mal gardée (Chor. Cl. Bessy).

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

☞ ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Hugo, l'homme qui dérange.

PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

☞ TEP (364-80-80) : Théâtre : 20 h 30 : Macadam Quichotte.

BEAUBOURG (277-12-33) : Débats-rencontres : 18 h 30 : Télécommunication. Rêves et usages ; Concert : 18 h 30 : Une heure de musique de chambre avec les solistes de l'EIC (Janacek ; Leroux ; Ligeti) : Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : 16 h, Italo Calvino, de G. di Caro, D. Pettigrew : 19 h, Nathalie Sarraute, écrivain des mouvements intérieurs, de I. de Vigan ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris *(voir rubrique Festivals de cinéma)*.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), Ballets de l'Opéra de Hambourg, 20 h 45 : Mozart 338, Tristan, suite nº 3 de Bach.

Les autres salles

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

☞ ARCANE (338-19-70), 20 h 30 : la Sonate au clair de lune.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch.-Bérard, 20 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Jouvet : 20 h 30 : les Violettes

☞ BASTILLE (357-42-14), 20 h : Exils, 21 h : le Monologue d'Adramelech.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

☞ CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), 20 h 30 h : les Incurables. Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 h : Place de Breteuil. Atelier du Chaudron (328-97-04), 21 h : Identités provisoires.

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : la Voix Humaine ; La Galerie, 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Baiser d'amour.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ DIX-HUIT THÉÂTRE (226-47-47), 20 h 30 : Play Strindberg.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), 18 h 30 : l'Autocensure.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ ESSAION (278-46-42), I. 19 h : La dame est folle ou le Billet pour nulle part ; II. 21 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), 20 h 45 : Un hiver indien.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 h : Love.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), 18 h : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; 20 h 30, 22 h : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Tous aux abris.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Henri IV. Petite salle, 21 h : Tchekhov Tchekhova.

☞ MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), 21 h : Amphitryon 39.

☞ NOUVEAU TH. DE COLETTE (631-13-62 - 354-53-79), 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : le Condamné à mort.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

☞ PLAINE (250-15-65), 20 h 30 : la Charrette de Caymans.

☞ PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Sidney.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : Transports en commun.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double Foyer.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), 21 h : le Concile d'amour.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

Jeudi 2 mai

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

☞ TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II. 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 15 : Et si Beauregard n'était pas mort.

☞ TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : Du dac au dac.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), 20 h 30 : le Grand Déménagement.

☞ THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55) 20 h 30 : la Dernière du Malade imaginaire.

☞ THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : la Nuit et le Moment.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : les Oiseaux.

☞ THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : la Collection.

☞ LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 20 h 30 h : Haut comme la table ; 22 h 30 : Carmen Cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h : Vol de nuit pour deux escales. (dern.)

☞ THÉÂTRE DE PARIS (874-10-75). Grande salle, 21 h : P. Julien : Petite salle, 21 h : L. Escudero.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS - MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr... et vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Voila volat.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

ESPACE ACTEUR (262-35-00), 21 h : On ne sait pas qui.

MUSÉE GUIMET (723-64-25), 20 h 30 : Danses de Bali.

PARIS ART CENTER (322-39-47), 21 h : Altroteatro.

☞ THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : Ch. Delaporte.

Le music-hall

☞ A DEJAZET (887-97-34), 21 heures : J.-Cl. Vannier.

☞ BERCY (346-12-21), 21 h : Julien Clerc.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CINQ DIAMANTS (285-47-27), 21 h : F. Camarroque.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Malavoi.

☞ STUDIO BERTRAND (783-64-66), 19 h 30 et 22 h : L'ouvreuse était presque parfait.

LA TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : Cl. Besson.

Les concerts

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : Trio à cordes de Paris (Bach, Milhaud, Bancquart...).

Lucernaire, 20 h : S. Popovici (Mozart, Beethoven, Schubert).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Festival Choral 1985.

Square J.-Morin, 17 h : Musique des gardiens de la paix de Paris.

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : E. Musa (Sor, Bach, Albeniz...).

Salle Gaveau, 20 h 30 : J. et J.-P. Carrière (Schubert, Saint-Saëns, Ravel).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : J. Boyer (Bach).

Salle Cortot, 20 h 45 : P. Bolbach (Bach, Regardi, Giuliani...).

Jazz, pop, rock, folk

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Cl. Sommier.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : T. Cat.

LA CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : La Manigua.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : A. Gulbey ; 0 h 30 : M. Battlefield.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger, R. Galeazzi.

MUSIC'HALLES (261-96-20), 22 h : F. Verly, Ph. Tallut, P. Quignon.

MUTUALITÉ (329-12-99), 20 h : Meat Loaf.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Certains l'aiment chaud.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : E. Barrett, E. Daniel, F. Di Casuri, A. Romano.

REX CLUB (236-83-93), 20 h 30 : True West, le 3 : The Church.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : M. Saury.

SUNSET (261-46-60), 23 h, G. Beck, C. Alvim, A. Ceccarelli, E. Lelann.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h : soixante-dix ans d'Universal : le Ranch Diavolo, de J. Ford ; 19 h : carte blanche à J.-Ch. Tacchella : la Fin du jour, de J. Duvivier ; 21 h : carte blanche à Y. Chahine : Princesse à vos ordres, de H. Schwartz et M. de Vaucorbeil.

BEAUBOURG (278-35-57)

Classiques du cinéma mondial : 15 h : la Foule, de K. Vidor ; 17 h : l'Arche de Noé, de M. Curtiz ; 19 h : Cent jours de cinéma espagnol : Sierra Maldita, d'A. del Amo.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Suè., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (305-54-40) ; UCG Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (563-16-16) ; Rotonde, 6e (574-94-94) ; v. f. : Français, 9e (770-33-88).

ELIANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paris, 8e (359-53-99). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

EMMANUELLE IV (Fr. **), George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A., ** v.o.) : Ciné Beaubourg, 2e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.f.) : Paris Ciné, 1er (770-21-71).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). — V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HORS LA LOI (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Républic, 11e (805-51-33).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

LE KID DE LA PLAGE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MARLÈNE (All., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MATA-HARI (A., v.f.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) : Ermitage, 8e (563-16-16) : Images, 18e (522-47-94).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (Brés., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

SPECTACLES

ONDE DE CHOC (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (354-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; George V, 8e (562-41-46).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (257-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaîté Boulevards, 2e (233-67-06) ; Opéra Night, 2e (296-62-56).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Miramar, 14e (320-89-52).

SOLLERS/GODARD L'ENTRETIEN (Fr.) Studio 43, 9e (278-47-86).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : *Saint-André-des-Arts*, 6e (326-80-25) ; Rialto, 19e (607-87-61).

SUBWAY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-37) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-51) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU BLAIREAU, film français de Bob Decout : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LA BALADE INOUBLIABLE, film italien de Pupi Avati : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE, film français de Jean Yanne : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; *UGC Boulevard*, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; *Miramar*, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MOJADO POWER, film mexicain de Alfonso Arau, v.o. : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia (ex-Reflet quartier latin), 5e (326-84-65) ; Denfert, 14e (321-41-01).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC, film français de Michel Mitrani : Forum Orient Express, 1er *(233-42-26)* ; *George V*, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Images, 18e (522-47-94).

LES PLAISIRS INTERDITS, (**) film italien de Salvatore Samperi v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

SHOAH, film français de Claude Lanzmann : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-08-83) ; Olympic Marilyn (à partir de vendredi), 14e (544-43-14).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE, film français de Mehdi Charef : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).











Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; *Mercury*, 8e (562-75-90). – *V.f.* : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; *Paramount Montparnasse* 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; *Pathé* Clichy, 18e (522-46-01).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LE CAMERAMAN (A.) : Champo, 5e (354-51-60).

CHRONIQUE D'UN AMOUR (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47), Olympic, 14e (544-43-14).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Impérial, 2e (742-77-52) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-94).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-54-44).

FOLIES DE FEMMES (A., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

FREAKS (A., *) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) (H. sp.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H. sp.).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet, 1er (508-94-14) ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MADAME BOVARY (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA MEMOIRE (Egyptien, *v.o.*) : Olympic Marilyn, 14e (544-43-14).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE PROCÈS (Fr.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Péniche des Arts, 15e (527-77-55).

LA POUPÉE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). V.F. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Passy, 16e (288-62-34).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Forum Orient Express, *1er (233-42-26)* ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Images, 18e (522-47-94).

SKINOUSSA *(Fr.)* : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES TUEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-74-81).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

Les séances spéciales

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.), *Templiers, 3e (272-94-56)*, 22 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand Pavois, *15e (554-46-85), 18 h 30.*

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 17 h 30. Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 21 h.

LOVE STREAMS (A., v.o.) Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : *Studio Galande*, 5e (354-72-71), 22 h 25.

TESS (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 21 h.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 05.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 2 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Feuilleton : les Misérables.
D'après l'œuvre de Victor Hugo, adaptation A. Decaux et R. Hossein, avec L. Ventura, M. Bouquet.
Les aventures inoubliables de Cosette, Jean Valjean... les héros de V.-Hugo

21 h 30 Les jeudis de l'information : Info-vision.
Au sommaire : Brésil, les enfants de la misère ; trafic d'organes humains ; Berlin, quarante ans après ; des étudiants pas comme les autres.

23 h 5 Etoiles à la une.

23 h 10 Cinéma : Un homme pour l'éternité.
Film américain de F. Zinnemann (1966), avec P. Scofield, W. Hiller, L. McKern, R. Shaw, O. Welles, S. York (v.o. sous-titrée).
Le chancelier catholique romain, Thomas More, s'oppose au roi d'Angleterre Henri VIII, qui veut divorcer de sa première femme.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma (cycle Bourvil) : le Corniaud.
Film français de G. Oury (1964), avec Bourvil, L. de Funès, V. Venantini, B. Loncar (Rediffusion).
Un homme d'affaires véreux se sert d'un naïf représentant de commerce pour ramener d'Italie une Cadillac dans laquelle sont cachés de la drogue et des diamants.

22 h 25 Résistances
Magazine des droits de l'homme préparé par B. Langlois et R.-M. Teissière.
Dossier : « L'Afrique du Sud ». Plus de deux cents Noirs tués par la police depuis de début de l'année. Une équipe d'Antenne 2 a passé trois semaines sur place, un regard très précis, un excellent reportage de J. Boni et J.-M. Le Quertier ; « Marianella Garcia-Villas » : portrait de la présidente de la commission salvadorienne des droits de l'homme, assassinée en mars 1983 ; la Ligue des droits de l'homme à l'occasion de son 65e congrès ; un extrait du spectacle de la compagnie Hélène Martin, d'après l'œuvre de Jean Genet.

23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : la Pourpre et le Noir.
de D. Butler, réal. J. London.
Rome sous l'occupation nazie et sous le commandement du redoutable colonel de la Gestapo Kapler.

22 h 55 Journal.

23 h 20 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h, Tour de France gourmand (la Gascogne) ; 17 h 15, *Oum le dauphin* : 17 h 25, *Quoi de neuf ?* (actualité du livre et du disque) ; 17 h 40, Fraggle rock ; 18 h 5, Série : Dynastie ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, l'Homme du Picardie ; *19 h 15*, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger ; **22 h**, **Caligula**, film de T. Brass ; **0 h 15**, le Faucon, film de P. Boujenah ; **1 h 35**, Show devant : R. Gotainer ; **2 h 30**, **Batman.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'intervention, de Victor Hugo. Avec K. Amaizo, M.-C. Darah, P. Laplace...
21 h 30 Vocalyse : Euzkadi, pays basque.
22 h 30 Nuits magnétiques : les aristocrates.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *la Voix des voix pour ensemble instrumental*, de Levinas ; *Désintégration pour dix-sept instruments et bande*, de Murail ; *le Marteau sans maître, pour voix d'alto et six instruments*, de Boulez, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Eötvos, sol. E. Laurence, alto. Complément de programme : œuvres de Poulenc, Honegger.
22 h 30 Les soirées de France-Musique.

Vendredi 3 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : la Porteuse de pain.
12 h 35 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
Série : Martine Verdier ; 14 h 45 La maison de TF 1 ; 15 h 20 Temps libres (et à 16 h 45) ; 16 h Aventures dans les îles.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Feuilleton : Les Bergeot.
20 h Journal.
20 h 35 Porte-bonheur
Emission de Patrick Sabatier.
Avec Carlos, Pierre Bachelet, Daniel Guichard...

21 h 50 Téléfilm : Je suis à Rio, ne m'attends pas pour dîner.
D'A. Le Page et Ch. Watton, réal. A. Ferrari. Avec M.-C. Barrault, P. Chesnais, H. Garcin...
Constance va avoir quarante ans ; elle est directrice d'école et vit en courant. Rien ne l'arrête dans sa quête du bonheur, où doivent se conjuguer harmonieusement vie professionnelle, amour et maternité. Elle part un jour à Rio chercher un enfant à adopter... Une comédie douce-amère, judicieusement mise en scène.

23 h 20 Journal.
23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.
13 h 45 Aujourd'hui la vie. *Avec Danielle Darrieux.*
14 h 50 Série : Drôles de dames.
15 h 40 La télévision des téléspectateurs.
16 h Reprise : Lire, c'est vivre.
« La vie de Jésus », d'Ernest Renan (diffusé le 16 avril).
17 h Itinéraires.
De Sophie Richard.
L'Afrique de Maurice Delafosse.
17 h 45 Récré A 2.
Poochie ; Teddy ; Latulu et Lireli ; Les maîtres de l'univers ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Châteauvallon.
D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Planchon.
Avec C. Nobel, L. Merenda, B. Cupisti...

Dix-huitième épisode. Florence explose devant Bernard et lui raconte tout ce qu'elle a sur le cœur. Le lendemain, en l'absence de Travers, Florence annonce à l'équipe de la Dépêche républicaine *qu'elle veut créer une nouvelle rubrique.*

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Les enfants du sexe et de la littérature », sont invités : Jacques-Louis Douchin (la Vie érotique de Flaubert), *Cécile Philippe* (Petites Histoires horizontales), *Jean Stengers* (Histoire d'une grande peur : la masturbation), *Raymond Levy (éditeur des* Onze Mille Verges, *d'Apollinaire) et nos collaborateurs Hervé Guibert* (Des Aveugles) *et Jacques Cellard (traducteur de* Flora la belle Romaine, *et pour les* Œuvres érotiques *de Mirabeau et* le Sofa *de Crébillon).*

22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club *(cycle burlesque)* **: les Marx Brothers au grand magasin.**
Film américain de C. Reisner (1941), avec les frères Marx, M. Dumont, D. Dumbrille (v.o. sous-titrée. N.).
Un détective privé, son frère et un muet protègent un chanteur de charme, possesseur d'actions d'un grand magasin, des manœuvres du directeur. Groucho, Chico et Harpo n'étaient plus dans leur période brillante mais on trouve tout de même des moments drôles.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Série Agatha Christie : les Associés contre le crime.
Réal. C. Hodson, avec F. Annes, J. Warwick...
Tommy et Tuppence dans un grand hôtel d'Adlington font la connaissance de l'actrice Gilda Glen et de son conjoint lord Leconbury, un sombre personnage. Un cri retentit dans la maison où habite Gilda. Enquête.
21 h 30 Vendredi : Les années pubs.
Magazine d'André Campana.
Comment, concrètement, fabriquer une publicité ? Du concept à sa réalisation, avec la participation de Jacques Séguéla, qui expose ses idées sur la pub-culture. Une radioscopie de l'engouement actuel de nos contemporains pour la publicité.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Décibels de nuit.
Emission de J. L. Janeir, réal. J. C. Morin.
Jo Boxers, Nights, The Inmates, Enfance éternelle, Kool and the Gang, Matt Blanco, Nomads...
23 h 30 Prélude à la nuit.
Troisième Suite en do majeur pour violoncelle seul, *de J.-S. Bach, interprétée par Léonard Rose.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; **9 h**, **le Braconnier de Dieu**, film de J.-P. Darras ; **10 h 50**, **l'Affrontement**, film de P. Newmann ; **12 h 30**, Cabou Cadin (et à 16 h 35) ; **13 h 5**, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; **13 h 45**, Superstars ; **14 h**, **A bout de souffle made in USA**, *film de J. McBride* ; **15 h 35**, ***les As d'Oxford***, *film* d'A. Goulding ; **18 h**, Jeu : 4 C + ; **18 h 40**, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; **19 h 45**, Tout s'achète ; *20 h 5, Top 50* ; **21 h**, ***Paco l'infaillible***, *film de D. Haudepin* ; **22 h 30**, **le Temps de la Revanche**, film de A. Aristarain ; **0 h 10**, **Caligula**, film de T. Brass ; **2 h 50**, Boxe ; ***3 h 55, Un dimanche à la campagne***, *film* de Bertrand Tavernier ; **5 h 25**, **Une si gentille petite fille**, film de E. Greenwood.

FRANCE-CULTURE

0 h, **Les nuits de France-Culture** ; **7 h**, **Le goût du jour** ; **8 h 15**, **Les enjeux internationaux** ; **8 h 30**, **Les chemins de la connaissance** : *peinture espace et solitude (et à 10 h 50 :* les druides) ; **9 h 5**, **Matinée du temps qui change** : l'Etat et les charbonnages – XIXe et XXe siècles ; **10 h 30**, **Musique** : *miroirs (et à 17 h)* ; **11 h 10**, ***L'école hors les murs*** : *un* métier pour sortir de prison ; **11 h 30**, **Feuilleton** : Celui qui pense à autre chose – Victor Hugo ; **12 h**, **Panorama** *sciences humaines ; à 12 h 45, littérature américaine* ; **13 h 40**, **On commence...** Victor Hugo encore ; **14 h**, **Un livre, des voix** : « Le pont Marida », de Georges Londeix ; ***14 h 30, Sélection prix Italia*** *: La croisade des enfants* ; **15 h 30**, **L'échappée belle** : forum de l'aventure ; à 16 h 35, Terre des merveilles : Far west africain, les premiers transsahariens *1784-1786* ; ***17 h 10, Le pays d'ici***, *en direct* d'Angoulême ; **18 h**, **Subjectif** : Agora (Jean Chalon) à 18 h 35, Tire ta langue... ; **19 h 30**, **Les grandes avenues de la science moderne** *:* le laser ; **20 h**, **Musique, mode d'emploi** *:* le jeune à la trompette, Bix Beiderbeicke.
20 h 30 **Vietnam**, par E. Laurent.
21 h 30 **Black and blue** : Funky bluesy churchy.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : les aristocrates.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, **Les nuits de France-Musique** : Dis-moi qui tu chantes... ; **7 h 10**, **L'imprévu** : magazine d'actualité musicale ; **9 h 8**, **Le matin des musiciens** : Venise, port des musiciens – La ville imaginaire ; Œuvres de Pescetti, Frontalini, Bach, Bussoti, Mozart ; **12 h 5**, **Le temps du jazz** : feuilleton : Sidney Bechet : **12 h 30**, **Concert** : œuvres de Rivier, Jolivet, Adomia, Schmitt par l'Orchestre de la garde républicaine ; **14 h 2**, **Repères contemporains** : Boris Blacher, Werner Egk ; **14 h 30**, **Les enfants d'Orphée** : Espaces au soleil – l'Afrique noire ; **15 h**, **Verveine-Scotch** : autour du « Bal masqué » de Verdi ; **17 h**, **Histoire de la musique** ; **18 h 2**, **Les chants de la terre** ; ***18 h 30, Jazz d'aujourd'hui*** *:* dernière édition ; **19 h 15**, **Les muses en dialogue**, magazine de musique ancienne ; **20 h 4**, **Les sonates de Scarlatti** par Scott Ross.
20 h 30 **Concert** : *le Carnaval romain*, de Berlioz ; *Concerto pour violon et orchestre en ré mineur*, de Sibelius ; *Symphonie nº 5 en si bémol majeur*, de Prokofiev, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck dir. H. Iwaki, sol. H. Szering, violon.
22 h 20 *Les soirées de France-Musique :* « les Pêcheurs de perles » : à 24 h., musique traditionnelle : Xe festival international de musique vivante.

COMMUNICATION

A VOIR

BRÉSIL : les enfants de la rue

Le Brésil, qui essaie de retrouver la démocratie après vingt ans de dictature militaire, c'est aussi trente-cinq millions d'enfants qui vivent dans les rues. Quelques images, ici et là, avaient laissé soupçonner leur immense misère morale et physique. Mais on était loin de connaître l'ampleur réelle de ce drame. Michel Raffoul et Alain Retsin nous le font découvrir, sans concession ni voyeurisme, dans le reportage « Brésil : les orphelins de Tancredo » que propose, jeudi, le magazine « Infovision » de TF1.

Un mot terrible vient à l'esprit : *l'enfer*. Incrédule, on voit cette fourmilière d'enfants entassés, *enfermés dans leur quartier maudit, condamnés à se nourrir d'ordures, mendiant, volant, tuant (ou tués), violant (ou violés), se prostituant, se droguant, dès l'âge de cinq ans, pour certains. Parce qu'il faut survivre, trouver de quoi se nourrir. Et, pour oublier la faim qui tenaille, ils « sniffent » de la colle à chaussure, se droguent à « la dure ».*

Michel Raffoul et Alain Retsin sont parvenus, après de multiples tractations, à s'introduire dans l'un des multiples « gangs » d'enfants de Sao-Paulo. Aux lois impitoyables. Ils ont passé quelques jours avec eux, pénétrant ainsi, dans ces communautés de pauvres où nul étranger n'est admis. Ils ont tourné avec une caméra amateur de petit format, sans téléobjectif. Ils rapportent, pourtant, des gros plans de visages et de regards qui font frémir, tant s'y mêlent les traits de *l'innocence enfantine* et l'expression blasée, meurtrie de l'adulte.

Trente-cinq millions d'abandonnés. C'est le chiffre officiel, mais on admet qu'ils sont, au Brésil, au moins quarante millions, âgés de moins de quinze ans, à vivre ainsi d'expédients. Totalement oubliés des pouvoirs publics. Si rien n'est fait, on estime que leur nombre atteindra quatre-vingts millions en l'an 2000. Le Brésil se décidera-t-il à briser ce monde clos, inéluctable, de l'horreur, dont ne sortent jamais ces enfants, qui y naissent et y meurent sans même savoir qu'il existe, à deux pas, un autre monde ?

ANITA RIND.

★ « Infovision », *TF1*, jeudi 2 mai, 21 h 35. Au sommaire, deux autres reportages : « Berlin, quarante ans après » et « Vietnam, an 10 ».

LES PROPRIÉTAIRES D'UPI NÉGOCIENT LA VENTE DE L'AGENCE

La deuxième agence de presse américaine est à vendre. MM. Douglas Ruhe et William Geisler, propriétaires d'UPI, cherchent à se débarrasser de l'entreprise, qui se débat depuis quelques jours avec une situation de faillite (*le Monde* du 30 avril). D'après les avocats des propriétaires, deux principaux acquéreurs sont en lice : l'agence de presse britannique Reuter et un groupe financier de Miami, la General Federal Savings Association, qui aurait proposé immédiatement 15,8 millions de dollars.

Pendant ce temps, UPI a obtenu un délai de grâce auprès du juge fédéral des faillites. Celui-ci a en effet approuvé le plan de sauvetage présenté par la direction de l'agence. Selon ce plan, Foothill Capital Corporation, principal créancier d'UPI, lui consent un prêt de 4 millions, de dollars qui assure sa survie immédiate et, en particulier, le paiement des salaires d'avril aux 1 850 employés de l'agence.

Par sa déclaration officielle de faillite, nous signale notre correspondant à Washington, l'agence se trouve à l'abri des poursuites qu'auraient pu engager d'autres créanciers, comme ATT, la compagnie de téléphone dont la créance est de 6 100 000 dollars, et l'American Express, à laquelle UPI doit 1 300 000 dollars. Dans l'ensemble, l'endettement de l'agence est de 45 millions de dollars (dont 20 millions à court terme), soit plus du double de son actif, estimé à 20 millions de dollars.

Les avocats de MM. Rube et Geisler ont aussi indiqué que les propriétaires d'UPI avaient retiré leur confiance à M. Luis Nogales, président de Media News, la société holding qui contrôle UPI, et entamé une action pour lui faire quitter ce poste. M. Nogales avait déjà été démis de ses fonctions au mois de mars puis réintégré quelques jours plus tard à cause de l'aggravation de la situation financière de l'entreprise. Le président de Media News a déclaré à la presse américaine qu'il restait à son poste et que MM. Rube et Geisler « *étaient, par leur incompétence, responsables des nombreuses difficultés d'UPI* ».

VICTIME DE LA GUERRE DES CHAINES

La mort d'une PME de l'audiovisuel

Bien sûr ce n'est pas Renault, ni Canal Plus. Avec ses quinze salariés, sa quarantaine de collaborateurs occasionnels et ses six millions de francs de chiffre d'affaires, Media Marketing International (MMI) n'est qu'une PME de l'audiovisuel et ses difficultés ne mobilisent ni les médias ni les commentaires politiques. Et pourtant, le destin de MMI est exemplaire : à travers ses espoirs comme ses déceptions, l'histoire récente de l'audiovisuel français et du combat pour une industrie de programmes s'y trouvent résumés.

En 1981, Christian Aznar et Christiane Boisgelot quittent le Centre de communication avancée d'Havas et investissent leurs indemnités dans la création d'une entreprise. Ils sont rejoints par un jeune informaticien, Jean-François Desroberts. Les trois associés rêvent de production télévisée, une production plus dynamique que celle de la télévision classique, privilégiant les publics ciblés, mariant les atouts esthétiques de la vidéo avec la modestie de ses coûts. MMI commence par réaliser quelques films industriels et l'habillage électronique d'émissions, notamment le générique et la mise en page de « Moi, je », un des magazines de Pascale Breugnot sur Antenne 2.

Très vite, MMI est séduit par la grande aventure du câble et par les aides que le Fonds de soutien du ministère de la culture accorde aux producteurs privés qui s'engagent sur les nouveaux médias. La société participe à quelques préfigurations et travaille avec la mission « TV câble » à la constitution d'une régie de programmes jeunesse.

Mais on ne peut pas vivre que du câble, surtout quand le retard dans la mise en place des réseaux reporte d'autant des rentrées financières déjà incertaines. Pour subsister, MMI doit produire pour les chaînes publiques. Celles-ci s'intéressent aux idées de la jeune société, mais manquent cruellement d'argent. Les responsables de MMI se souviennent alors qu'ils ont été publicitaires et vont à la chasse aux « sponsors ». Ainsi, quelques constructeurs de jeux vidéo permettent la production de « Super Défi », un jeu quotidien diffusé sur TF1 avec un certain succès pendant l'été 1983, puis Thomson finance « Microludic » sur la micro-informatique. Les organisations professionnelles de la coiffure viennent en aide au magazine « Accroche-Cœur » sur la même chaîne.

Déprogrammation sans préavis

Publicité clandestine ? Certainement pas : par souci d'égalité entre leurs propres adhérents, les organisations professionnelles interdisent la mention à l'écran de la moindre marque. On est loin des retransmissions de matchs sportifs ! « *Les émissions correspondaient à un cahier des charges très rigoureux,* ajoute Christian Aznar, *et TF1 aurait pu refuser leur diffusion en cas de manquement.* » La chaîne, elle, constate surtout que l'émission d'un quart d'heure lui revient entre 2 000 F et 7 000 F à l'achat pour un coût de production de 150 000 F.

Assurée d'une commande de trente heures de programmes, MMI songe à financer son développement. Le tout récent Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) la cautionne pour un prêt à moyen terme. La banque Worms – qui vient de lancer son fonds d'investissement à risque – retient sa candidature parmi cent autres et permet une vigoureuse augmentation de capital. Consolidé, MMI peut faire des projets, s'intéresser au vidéodisque, préparer une série de fictions sur l'immigration, vendre ses émissions au Canada ou à l'Espagne.

Et puis, brusquement, tout casse. Les chaînes françaises, début janvier, ravivent la guerre de l'audience, bousculent leur grille. « Microdulic » est supprimé, d'un coup, sans préavis. En manière de compensation, TF 1 offre à MMI la réalisation de « Pic et Poke », une autre émission sur la micro-informatique, interrompue six semaines plus tard. Le 13 avril, c'est le coup de grâce : pour fêter la nouvelle vague de sondages, « Accroche-cœur » est déprogrammé, toujours sans préavis, par simple télex.

A TF 1, on invoque une restructuration de la grille, on propose de diffuser « Accroche-cœur » le lundi à 11 h 45 au lieu du samedi à 12 h 10. « *Un créneau très recherché* », précise sans rire la direction de la chaîne. « *Même s'il y avait le lundi matin une audience potentielle,* répond Christiane Boisgelot, *il faudrait plus d'un an pour la fidéliser. Nos sponsors ne pouvaient suivre sur une telle opération.* » MMI demande alors à TF 1 de lui acheter l'émission à son prix réel. Silence total de la chaîne. Lettre à la Haute Autorité ; pas de réponse. Dépôt de bilan de la jeune société de production le 25 avril.

Il y a deux leçons à la parabole. La première, c'est que le grand discours gouvernemental sur les industries de programmes bute toujours sur la réalité d'un marché asphyxié par le monopole public et des règles du jeu mal définies. On ne peut faire appel à l'initiative privée, monopoliser créateurs et banquiers si l'on est incapable de faire jouer à la télévision publique un rôle moteur dans ce pari industriel.

La seconde concerne le service public qui, au respect du téléspectateur devrait ajouter celui des entreprises avec lesquelles il travaille, surtout lorsqu'il les oblige à lui assurer un financement complémentaire. « *On ne pourra rien faire dans la production tant que la télévision restera le fait du prince* », conclut en guise d'épitaphe un responsable de la banque Worms qui, lui aussi, y avait cru.

JENA-FRANÇOIS LACAN.

EN GRANDE-BRETAGNE

Un éditeur de presse prépare un quotidien national gratuit

M. Eddy Shah, petit patron de presse de Manchester devenu célèbre en Grande-Bretagne pour avoir brisé le monopole d'embauche du syndicat du livre, brandit une arme nouvelle que ses concurrents prennent tout à fait au sérieux : le quotidien gratuit. Le nouveau journal national dont il prépare le lancement sera « *à terme* » entièrement financé par la publicité, a-t-il annoncé récemment. D'ores et déjà, il affirme que, en utilisant les technologies nouvelles et en décentralisant ses imprimeries dans les cinq plus grandes villes de Grande-Bretagne, il pourra le vendre 10 pences (1,20 franc), soit la moitié du prix des autres quotidiens.

Il pense ainsi pouvoir fabriquer son quotidien de 40 pages, dont 16 en couleurs, avec cinq cents personnes au total, dont cent soixante journalistes. De quoi faire rêver ses concurrents, auxquels les clauses syndicales très restrictives en vigueur coûtent très cher. Le groupe Express, par exemple, emploie six mille ouvriers et journalistes pour publier un quotidien à deux millions d'exemplaires et un hebdomadaire dominical à 2,5 millions d'exemplaires. Ce journal, affirme M. Eddy Shah, sortira sept jours sur sept, sans seins nus et sans bingo, et 60 % de la surface imprimée seront réservés à la rédaction. Ses tarifs publicitaires seront inférieurs de 25 % à ceux pratiqués aujourd'hui par les grands quotidiens nationaux.

« *Je m'attaque à une industrie qui est mûre à point,* a déclaré M. Shah. *Il en faut un qui ose. Ensuite, d'autres profiteront de la brèche, et c'est alors que Fleet Street souffrira.* » Et il ajoute : « *J'ai tout simplement une nouvelle approche. Je me sers de la nouvelle technologie, je m'attaque aux coûts de production et aux blocages syndicaux.* » Ce pari a trouvé un réel soutien à la City de Londres, où M. Eddy Shah a réuni sans peine les 20 millions de livres dont il a besoin. Et il inquiète sérieusement les journaux qui dominent aujourd'hui Fleet Street, la rue de la presse à Londres. Les ressources publicitaires disponibles pour la presse écrite britannique sur l'ensemble du territoire, en 1985, seront de l'ordre de 2,3 milliards de livres. Une toute petite partie sera largement suffisante pour financer le quotidien de M. Shah.

● *Une télévision locale saisie dans la Drôme.* – Télé-Dauphiné-Vivarais, une télévision pirate installée dans le village de Peyrins, près de Romans (Drôme), a été saisie, dimanche 28 avril, dans la soirée, par la gendarmerie, après quelques heures d'émission. Une plainte de TDF (Télédiffusion de France) avait été déposée au parquet de Valence, et le juge s'est lui-même déplacé pour mener l'opération. Les signaux émis par cette télévision locale, proche de Radio Dauphiné-Vivarais, ont pu être captés, semble-t-il, dans un rayon de 10 kilomètres autour de Romans.

● *Un quotidien du métro.* – Les étudiants du Centre de formation des journalistes (CFJ) réaliseront, du 6 au 15 mai, *le Journopolitain*, un journal tabloïd de 8 pages vendu dans les couloirs du *métro parisien* (prix : 2 F et tiré à 12 000 exemplaires). Parallèlement, un magazine radio sur le métro, diffusé sur CFM 89 entre 18 heures et 18 h 30, sera animé par les élèves du Centre. L'an dernier, le CFJ avait fait une expérience semblable sur deux arrondissements de la capitale.

MÉDECINE

QUATRE FOIS MOINS CHER QUE SON CONCURRENT ALLEMAND

Le premier appareil français pour briser les calculs rénaux va être commercialisé

Un lithotripteur de fabrication française va prochainement être commercialisé. Cet appareil, capable de pulvériser les calculs rénaux par ultrasons, concurrencera son prédécesseur en ce domaine, le lithotripteur mis au point par la firme allemande Dornier dont un exemplaire est déjà en service à l'hôpital Necker de Paris (*le Monde* du 2 février 1983 et du 30 novembre 1984). Le prix d'achat du modèle français, qui devrait atteindre *3 millions de francs, sera quatre fois* moins élevé que celui de l'appareil allemand.

Ce lithotripteur a été mis au point par la Société d'exploitation et de développement des applications de la physique (EDAP) (1). Le repérage et la visualisation des calculs rénaux se fait par échographie et non pas – comme le fait l'appareil allemand – par rayons X. Une manière astucieuse de supprimer l'irradiation à laquelle est exposé le patient. Quant à la pulvérisation du calcul rénal en sable fin, elle se fera grâce à l'émission d'ultrasons de grande puissance. Une technique moins coûteuse que celle des ondes de chocs sur laquelle repose l'appareil de Dornier, qui nécessite la mise en place, pour chaque patient, de deux nouvelles électrodes à 2 000 F l'unité.

Le marché potentiel d'un tel appareil est très important puisque, *a priori*, il concerne les milliers de personnes qui, chaque année, souffrent de crises de coliques néphrétiques. Afin de mesurer les conséquences qu'entraînera la mise en place de tels appareils dans les hôpitaux, le Professeur Kuss chef du service d'urologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris rapportait à l'Académie de Médecine « *qu'entre décembre 1983 et mars 1984, quarante-cinq interventions pour lithiase rénale avaient été faites dans le service d'urologie de la Pitié-Salpêtrière. Dans la même période de 1984 à 1985, mais avec l'utilisation du lithotripteur, le nombre d'interventions chirurgicales est tombé de quatre-vingt-quatre à cinq, et pendant cette période soixante-trois malades ont été traités par lithotripsie.* »

Les premiers essais sur l'homme de l'appareil français commenceront aux alentours du mois de juin et la commercialisation devrait se faire avant la fin de l'année. D'ores et déjà, le constructeur se montre très confiant : « *Il est certain que nous allons profiter de l'expérience acquise dans ce domaine par notre concurrent allemand* », a reconnu M. Dory, PDG d'EDAP, lors des journées sur les ultrasons en médecine organisées par le CESTA (Centre d'étude des systèmes à technologies avancées).

Pour mener à bien la mise au point de ce lithotripteur, EDAP a bénéficié de l'aide des pouvoirs publics. D'ailleurs, du côté de la direction des hôpitaux et du secrétariat d'Etat à la santé, même si l'on déclare ne vouloir agir que dans la plus parfaite discrétion – concurrence oblige, – on espère fermement que cet appareil va prendre, d'ici peu, une part importante du marché des lithotripteurs. Déjà, paraît-il, les carnets de commande commencent à se remplir.

FRANCK NOUCHI.

(1) BP 69, 77312 Marne-la-Vallée Cedex 2.

ARCHITECTURE

La pyramide simulée du Louvre plaît à M. Chirac

« *Compte tenu de ce que je viens de voir et si la pyramide est tour à tour transparente et réfléchissante comme on nous le promet, je n'y suis pas hostile.* » C'est en ces termes que M. Jacques Chirac a commenté la visite qu'il a faite, mardi 30 avril, du chantier du Grand Louvre. M. Emile Biasini venait de lui présenter une simulation de la pyramide de verre qui doit s'élever dans la cour Napoléon au-dessus de la future entrée souterraine du musée.

Accompagné de plusieurs de ses collaborateurs de l'Hôtel de Ville, notamment de Mme de Panafieu, adjointe aux affaires culturelles, le maire de Paris a longuement examiné sous tous ses angles le montage des câbles et des tubes métalliques suspendus à une grue de chantier, montage que les Parisiens pourront voir jusqu'au dimanche 5 mai.

« *Je ne porte aucun jugement sur le parti adopté qui consiste à prévoir une entrée unique pour accéder au futur Grand Louvre,* a dit le maire de Paris, *mais cet aménagement est un progrès indiscutable par rapport à ce qui existait dans la cour Napoléon. Cependant, il ne suffit pas de construire une entrée, il faudra aussi aménager le musée lui-même ainsi que ses extensions. Et ensuite, le faire fonctionner. Tout cela représente des investissements et des frais de fonctionnement considérables, qui dépassent les moyens actuels mis à la disposition de l'établissement public.* »

Enfin, M. Chirac a précisé qu'il n'exprimait sur le projet de pyramide que son sentiment personnel.

Deux sondages

M. Michel Caldaguès, maire du premier arrondissement, conseiller et sénateurs de Paris (RPR), participait également à la visite du chantier. « *Cette figuration est bien faite,* a-t-il dit, *mais je n'apprécie toujours pas l'architecture de la pyramide. Maintenant, je vais observer les réactions des Parisiens. De toute manière, je n'ai pas l'intention de faire de ce sujet un cheval de bataille.* »

De son côté, M. Émile Biasini, président de l'établissement public, a révélé qu'il venait de faire faire deux sondages pour connaître l'opinion du public sur le projet de pyramide. Le premier a été réalisé auprès des visiteurs de l'exposition des maquettes organisée aux Tuileries : 71 % des personnes interrogées se sont déclarées favorables.

Le second sondage, effectué par l'Institut Louis Harris auprès d'un échantillonnage représentatif de mille Français, a donné les résultats suivants : la moitié des personnes interrogées n'ont jamais été au musée du Louvre, 48 % ont entendu parler du projet de rénovation, les trois quarts approuvent l'opération dans son ensemble, 49 % sont pour la pyramide, 33 % contre.

« *De toute manière,* a commenté M. Biasini, *la situation actuelle ne pouvait plus durer : le Louvre coûte 130 millions de francs par an et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne fait pas honneur à la France. Une fois agrandi et modernisé, son fonctionnement devrait atteindre 260 millions de francs par an.* »

M. A.-R.

UN NOUVEAU MUSÉE POUR CARNAC

M. Jack Lang, ministre de la culture, a inauguré, mardi 30 avril, les nouveaux locaux du musée de préhistoire de Carnac. Celui-ci, l'un des plus riches de France pour la période dont il traite, « *le plus riche du monde pour la période mégalithique* », est, désormais, installé dans un ancien presbytère dont l'aménagement, commencé en avril 1982, a été financé à près de 62 % par la ville de Carnac, dont le maire est M. Christian Bonnet, ancien ministre, sénateur du Morbihan (UDF), et à près de 33 % par le ministère de la culture, *pour un total* de 7 172 504 francs.

Le ministre a ensuite visité l'écomusée de Lochrist-Inzinzac, qui abrite le musée ouvrier des Forges d'Hennebont, cet ensemble industriel plus que centenaire dont la fermeture fut décidée par un arrêté ministériel du 18 mai 1966.

C'est en 1978 que Mme Gisèle Le Rouzic-Giovanelli prit l'initiative de réaliser un tel musée qui « *se veut essentiellement œuvre de sauvegarde de la mémoire d'une communauté bretonne, aux racines paysannes mais au corps ouvrier, parvenue à maturité à travers une succession de métamorphoses souvent pénibles et de luttes exemplaires* ».

Sur cette entreprise, toute bénévole, et sur l'histoire des Forges, Mme Le Rouzic a publié deux livres : le premier, *la Montagne des Forges d'Hennebont-Mémoires du village ouvrier*, aux Editions de l'écomusée ; le second, *Voyages aux Forges d'Hennebont* (1860-1945), aux éditions la Digitale, qui publieront prochainement *la Bataille des Forges d'Hennebont (1945-1967)*, du même auteur.

LE PLANNING FAMILIAL PERSISTE ET INSISTE

Réunis les 27 et 28 avril à Paris pour le congrès de la confédération nationale, les adhérents du Mouvement français pour le planning familial ont confirmé la vocation initiale de leur mouvement, notamment dans les domaines de l'information sur les méthodes contraceptives et de l'interruption volontaire de grossesse. Les militantes ont insisté sur le fait que les mineures puissent avorter sans autorisation parentale. Elles ont également demandé que les femmes étrangères ne soient plus obligées de présenter une carte de séjour pour avoir droit à une interruption volontaire de grossesse et que le délai pour pratiquer les IVG soit allongé.

« *Nous continuerons à aider les mineures comme les femmes étrangères qui ne peuvent fournir les pièces demandées* », ont expliqué les représentantes du Mouvement, qui ont décidé de ne pas cesser les « aspirations précoces » pratiquées dans les centres d'orthogénie, les centres de planification et de santé, bien que ces aspirations soient interdites par la loi.

Le mouvement demande également une large réflexion sur les nouvelles méthodes de procréation. Il a décidé, d'autre part, d'intensifier ses efforts pour venir en aide aux hommes, femmes et enfants victimes de violences sexuelles.

Enfin, les militantes du Planning familial ont mis en garde les Françaises sur la possibilité d'une remise en question des droits déjà acquis lors d'un éventuel changement de majorité et ont réaffirmé « *son engagement à gauche* ».

Ch. Ch.

SPORTS

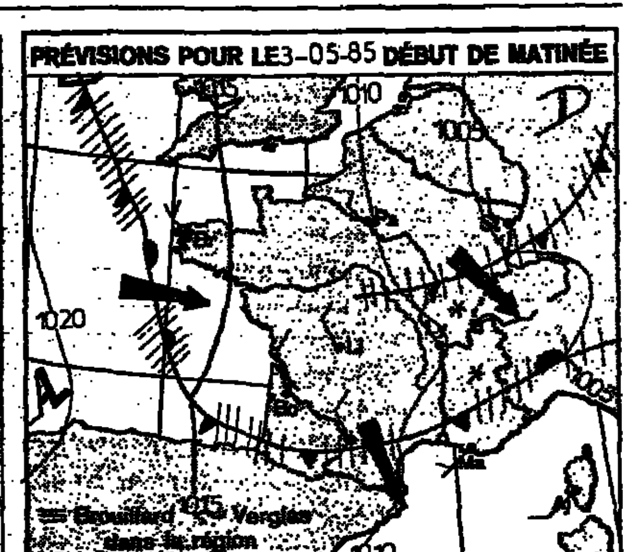
● FOOTBALL : *championnat d'Europe espoirs.* – En match comptant pour la qualification aux quarts de finale du championnat d'Europe espoirs, l'équipe de France a été battue le 1er mai à Plovdiv par les Bulgares (4-0). En championnat d'Europe juniors, les Français ont fait match nul (1-1) avec les Espagnols à Martigues (Bouches-du-Rhône). Dans le groupe 4, qualificatif pour la Coupe du monde 1986, où se trouve la France, les Yougoslaves, qui ont battu les Luxembourgeois (1-0) sur leur terrain, occupaient la tête du classement avec trois victoires et deux nuls avant la rencontre Bulgarie-France le 2 mai.

● TENNIS : *Noah battu à Las Vegas.* – Moins d'un mois avant le coup d'envoi des Internationaux de France à Roland-Garros, le « numéro un » français, Yannick Noah, vient de subir un nouvel échec au premier tour d'un tournoi du Grand Prix ; il a été battu à Las Vegas par l'Australien John Fitzgerald (5-7, 6-4, 6-4). Depuis le match de Coupe Davis contre le Paraguay, à la mi-mars, où il avait été battu en cinq sets par Victor Pecci, Noah n'a plus passé deux tours dans les trois épreuves auxquelles il a participé.

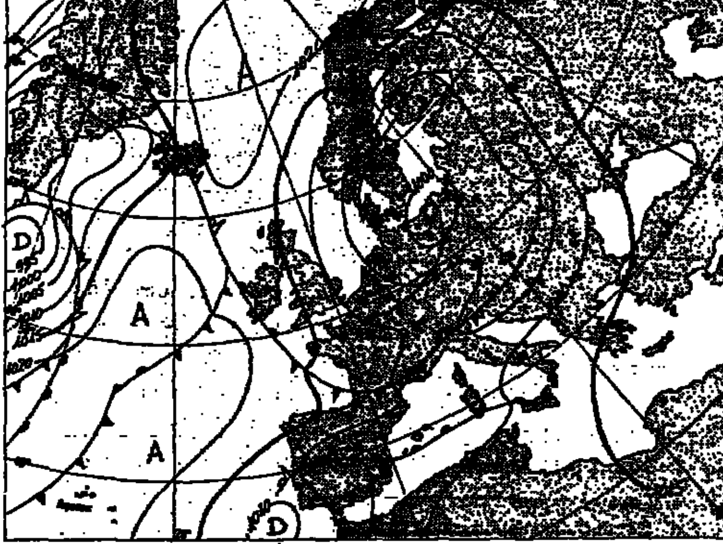
● HOCKEY SUR GLACE : *double défaite soviétique.* – Lors de la phase finale du championnat de monde « A » de hockey sur glace qui se dispute à Prague jusqu'au 3 mai, l'équipe d'URSS, qui dominait depuis deux décennies ce sport, a été successivement battue par la Tchécoslovaquie (2-1) et le Canada (3-1).

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 mai à 0 heure et le *vendredi* 3 mai à 24 heures.

La France restera sous l'influence d'une vaste zone dépressionnaire qui recouvre l'Europe et dirige sur notre pays de l'air frais et humide.

Vendredi, une bande pluvieuse allant, le matin, du Bordelais au Massif Central et aux Alpes se décalera vers les Pyrénées et la Méditerranée en perdant de son activité. Il neigera en montagne entre 1 200 mètres et 1 400 mètres. Sur le quart nord-est, persistance, toute la journée, d'un temps très nuageux avec des averses.

Sur les autres régions, temps nuageux le *matin, devenant variable en cours de* journée. En soirée, nouvelle zone de nuages arrivant sur la pointe de Bretagne.

Les températures matinales comprises entre 4 degrés et 6 degrés sur la moitié nord atteindront 9 à 13 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, 8 à 15 degrés du Nord-Est à la Bretagne et 14 à 18 degrés de l'Aquitaine à la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 2 mai, *à 8 heures, de 1 012,2 millibars, soit* 759,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum *enregistré au cours* de la journée du 1er mai ; le second, le minimum dans la nuit du 1er au 2 mai) : Ajaccio, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 18 et 13 ; Bordeaux, 22 et 8 ; Bourges, 17 et 5 ; Brest, 12 et 6 ; Caen, 13 et 7 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 19 et 5 ; Dijon, 16 et 7 ; Grenoble-St-M.-H., 22 et 4 ; Grenoble-St-Geoirs, 18 et 4 ; Lille, 13 et 6 ; Lyon, 18 et 7 ; Marseille-Marignane, 23 et 9 ; Nancy, 14 et 5 ; Nantes, 18 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-Montsouris, 16 et 7 ; Paris-Orly, 16 et 6 ; Pau, 23 et 11 ; Perpignan, 23 et 12 ; Rennes, 17 et 4 ; Strasbourg, 15 et 5 ; Tours, 17 et 3 ; Toulouse, 23 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 18 ; Amsterdam, 10 et 6 ; Athènes, 20 et 12 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 12 et 6 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Le Caire, 27 et 15 ; îles Canaries, 20 et 13 ; Copenhague, 7 et 0 ; Dakar, 22 et 17 ; Djerba, 29 et 17 ; Genève, 17 et 8 ; Istanbul, 15 et 9 ; Jérusalem, 16 et 10 ; Lisbonne, 23 et 13 ; Londres, 13 et 6 ; *Luxembourg, 11 et 3 ; Madrid, 26 et 14* ; Montréal, 16 et 6 ; Moscou, 9 et 3 ; Nairobi, 23 et 15 ; New-York, 28 et 13 ; Palma-de-Majorque, 25 et 9 ; Rio-de-Janeiro, 28 et 21 ; Rome, 20 et 12 ; Stockholm, 7 et 1 ; Tozeur, 31 et 21 ; Tunis, 25 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 28/03/85)

Le numéro **047450** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchants à la centaine de mille : 147450 – 247450 – 347450 – 447450 – 547450 – 647450 gagnent **50 000,00 F**

Les numéros approchants aux : Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
007450	040450	047050	047400	047451	
017450	041450	047150	047410	047452	
027450	042450	047250	047420	047453	
037450	043450	047350	047430	047454	
057450	044450	047550	047440	047455	10 000,00 F
067450	045450	047650	047460	047456	
077450	046450	047750	047470	047457	
087450	048450	047850	047480	047458	
097450	049450	047950	047490	047459	

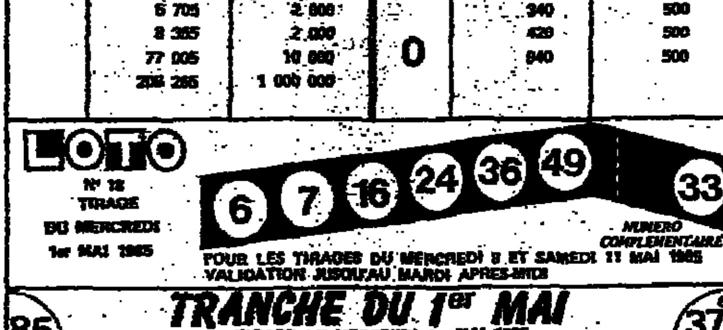
Tous les billets se terminant par		gagnent
	7450	5 000,00 F
	450	1 000,00 F
	50	200,00 F
	0	100,00 F

TACOTAC 85 – TIRAGE DU MERCREDI 1er MAI 1985 – 38e

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES (F.)	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES (F.)
1	91	200	6	46	200
	561	500		046	700
	861	500		726	500
	016 811	4 000 000		826	500
2	2	100		1 876	2 000
	4 382	2 100		05 156	10 000
	80 762	10 100	7	7	100
3	803	500		37	300
	653	500		6 037	2 300
	3 113	2 000		7 807	2 100
	41 113	78 000		8 157	2 100
4	264	500	8	338	500
	14 364	10 000		388	500
	49 854	10 000		588	500
	92 154	10 000		8 358	2 000
5	95	200	9	99	200
	085	700		489	500
	255	500		6 059	2 000
	295	700		22 979	10 000
	485	500		31 339	10 000
	845	500		92 949	10 000
	6 705	2 000	0	340	500
	8 365	2 000		420	500
	77 005	10 000		940	500
	208 265	1 000 000			



TRANCHE DU 1er MAI – TIRAGE DU MERCREDI 1er MAI 1985 – 85 – 37

EN BREF

CONCOURS

LES FIGURES DU PASSÉ. – Les grandes compagnies de l'Est parisien, sous l'égide de la mairie du douzième arrondissement de Paris, organisent, les 4 et 5 mai prochains, à 10 heures, les premières finales de Coupe d'Europe et de Coupe de France de jeu d'histoire avec figurines. On attend des participants de Grande-Bretagne, de Belgique et d'Italie.

Un concours, ouvert à tous, de figurines historiques d'une hauteur de 15 à 25 millimètres aura lieu à cette occasion. La manifestation se déroulera en la salle des fêtes de la mairie du douzième arrondissement, avenue Daumesnil, à Paris (métro Dugommier).

★ **Informations : Laurent Claussmann, 77, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.**

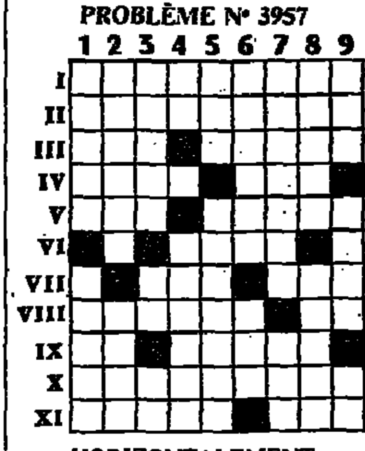
SPORTS

MARCHER SOUS LA LUNE. – Le *samedi 4 mai à minuit*, devant Notre-Dame de Paris, sera donné le départ de la troisième marche de la Bièvre : *un trajet à allure* libre, de quarante-huit kilomètres, dont l'arrivée aura lieu à Versailles, après la traversée, entre autres, de Gentilly, Arcueil, Cachan, Bourg-la-Reine, Antony, Massy, Bièvres... Pour ceux qui préfèrent une randonnée au soleil, une marche de 20 kilomètres est proposée, le 5 mai (départ de la gare de Bièvres à huit heures, arrivée à Versailles).

★ **Centre d'information de la randonnée pédestre, 64, rue de Gergovie, 75014 Paris, tél. : (1) 545-31-02.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3957



HORIZONTALEMENT

I. Qui ont dû faire de grandes dépenses. – II. S'allonge dès que quelqu'un passe. – III. Avant *l'heure. Evoque une* très *bonne* action. – IV. Carnassier d'Amérique du Sud. Le mot à dire quand on *veut que ça saute*. – V. *Capitula* à Appomattox. Des choses facilement emportées. – VI. Terminal, c'est *l'extrémité de la moelle épinière*. – VII. Intérieur, c'est la conscience. On y descend pour avoir plus chaud. – *VIII. Peut être assimilée à un* plaisir de la table. Symbole pour un métal mou. – – IX. Pronom. Front *populaire*. – X. *Leur type, c'est la* mulette. – XI. Qui n'avait peut-être pas été bien digérée. Quand on le dit *heureux, c'est qu'on parle du futur.*

VERTICALEMENT

1. Dieu pour les malade. Il faut évidemment éviter de lui casser la tête. – 2. Prendre la voix d'un ami. Un triste repas. – 3. Mesure pour le rouge. Le Bouddha en Chine. – 4. Conjonction. Horloge parlante. – 5. Pas révélée. Plus elle est grosse et moins elle est modeste. – 6. Aix-la-Chapelle pour les Allemands. Presque le dernier mot, pour le Christ. – 7. Des populations établies près d'un fleuve. A un style particulier chez Anacréon. – 8. Bien ramassé. Nom pour un anonyme. – 9. Napperon. Boisson gazeuse. Qui avait donc circulé.

Solution du problème nº 3956

Horizontalement

I. Malfrat. – II. Adulateur. – III. Latude. Se. – IV. Amati. Cap. – V. Néon. Gê. – VI. Rat. Ile. – VII. Os. Années. – VIII. Isée. As. – IX. Turfistes. – X. Ré. Ere. – XI. Fesses. SS.

Verticalement

1. Maladroit. – 2. Adam. Assuré. – 3. Lutant. Eres. – 4. Flûte ! A.E.F. – – 5. Radio. Ide. – 6. Até. Ninas. – 7. Te. Leste. – 8. Usagée. Ers. – 9. Crêpe. Sises.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* des mercredi 1er mai et jeudi 2 mai :

DES ARRÊTÉS

● Modifiant l'arrêté du 8 janvier 1985 *concédant* à la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente les missions à caractère de service public constituant un prolongement de l'action éducative.

● Fixant la liste des candidats et *candidates autorisés à prendre part* au concours ouvert en 1985 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure *(section des lettres, groupes L et S).*

CARNET DU Monde

Naissances

– Mme Ange BOURLON, née Equixor, MM. Gérard-Louis, Joy-Milarepa, Mahé BOURLON

ont la joie d'annoncer la venue en ce monde de

Lisa-Sarah BOURLON,

le 7 mars 1985.

Saint-Pierre-Vallée (île de la Réunion).
Pondichéry, 21, rue du Bailli-de-Suffren (Inde).

– Xavier et Claire DEFFONTAINES-LAFITTE, Matthieu et Ghislain,

ont la joie de faire part de la naissance de

Clotilde

Rouen, le 21 avril 1985.

« Les Quatre-Hêtres »,
Bezancourt,
76220 Gournay-en-Bray.

– Le docteur et Mme Maurice COMET ont la joie d'annoncer la naissance de *leurs deux petits-enfants,*

Pauline,
Marseille, le 25 janvier 1985.

César,
Marseille, le 3 avril 1985.

« Les Marronniers »,
48, traverse des Ecoles,
Saint-Menet 13011 Marseille.

– Sophie, Yoga et Karuna ont la joie d'annoncer la naissance de

Vasanthan Nicolas,

le 23 avril 1985.

« Shiva-Dionysos est ton compagnon, chante Saraswati pour notre Apollon », a dit Dharma.

M. et Mme Yogananthan,
14, rue Stella Montis,
38240 Meylan.

Décès

– *Olivier Amram,*
son fils,
Mme Sebbakh,
sa mère,
Gérard Sebbakh et Nelly Sportich,
M. Robert Amram,
et sa famille,
M. Pierre Boudriot,
La famille Smadja,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Nadine AMRAM-BRESSON,

survenu le 29 avril 1985.

Les obsèques ont eu lieu le 2 mai au cimetière de Bagneux.

– Nous avons appris le décès (*le Monde* du 2 mai) de

Mme Marcou BALLARD,
directrice des *Cahiers du Sud,*

survenu le jeudi 25 avril 1985, à Hyères (Var).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

[*La revue les Cahiers du Sud, fondée en 1914* à Marseille par Marcel Pagnol, dirigée ensuite par Jean Ballard, fut jusqu'à sa disparition en janvier 1967, l'une des plus prestigieuses du siècle. *Elle a été, selon l'expression d'André Malraux, « le banc d'essai de la jeune littérature contemporaine ».*

Jean Ballard, mort en 1973, devait associer *très tôt son épouse Marcelle – Marcou pour les* intimes – à la gestion et à l'animation de la revue. Sourcier littéraire exceptionnel, il accueillit alors qu'ils étaient peu connus des écrivains et des poètes comme Elytis, Asturias, Alexandre, Breton, Caillois, Camus, Desnos, Eluard, Hikmet, Jacob, Saint-John Perse, Montale, Valéry, etc. Une centaine d'ouvrages publiés par la revue furent illustrés par des artistes tels que Max Ernst, Miro, Man Ray, etc.

Marcelle Ballard a cédé à la Ville de Marseille les archives de la revue, qui comportent notamment des manuscrits du poète Joë Bousquet, un important dossier de correspondance d'écrivains, des collections de revues et une bibliothèque de près de dix mille volumes.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme René Brandicourt,
ses enfants
et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René BRANDICOURT,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris le 20 avril 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'incinération a eu lieu le 29 avril au crématorium du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

– Sa famille et ses amis ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Yvonne-Hélène BRISAC,

survenu le 25 avril 1985 après une longue maladie.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Michèle CAHEN,
docteur en médecine.

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai 1985, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

De la part de
Mme Jacques Fouquey,
sa mère,
Philippe et Claudine Fouquey,
ses frère et belle-sœur,
Dominique Fouquey et Frédéric Fumeron,
Jean-Pierre Fouquey,
ses nièce et neveux.

13, rue Mézières,
75006 Paris.
84, rue d'Isaac,
72000 Le Mans,
3, place Paul-Painlevé,
75005 Paris.

– Nous avons appris le décès (*le Monde* du 2 mai), de

M. Auguste GRANDIN,
président fondateur
de la coopérative d'Elle et Vire
et de l'Union laitière normande,
ancien député,
maire honoraire de Condé-sur-Vire.

[Né le 13 mars 1907 à Lengronne (Manche), fils d'agriculteur, agriculteur lui-même, M. Auguste Grandin avait fondé avec quelques amis en décembre 1945 la coopérative des vallées de l'Elle et de la Vire, qui devint plus tard Elle et Vire, pivot de l'Union laitière normande (ULN), premier groupe coopératif agricole français, avec près de 13 milliards de francs de chiffre d'affaires. En 1979, M. Grandin s'était retiré de la présidence du groupe. Maire de Condé-sur-Vire depuis 1945, M. Grandin fut, de 1956 à 1958, député indépendant de la Manche et, pendant de nombreuses années, présida la Chambre d'agriculture de la Manche et la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.]

– L'Ecole nationale de la magistrature
a le très grand regret de faire part du décès de

M. Georges LIARAS,
conseiller à la Cour de cassation,
ancien directeur de l'Ecole nationale de la magistrature,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre du Mérite,

survenu le 29 avril 1985 à Bordeaux.

Les obsèques ont eu lieu en la cathédrale Saint-André à Bordeaux, le jeudi 2 mai, à 16 heures.

[Né le 5 décembre 1919 à Barcelone, Georges Liaras, licencié en droit, a commencé sa carrière comme substitut à Montbrison (1944), puis à Lyon (1950-1966). Procureur à Saint-Omer, de 1957 à 1964, il est ensuite nommé substitut général à Aix-en-Provence en 1965, puis procureur à Rouen (1968) et à Toulouse (1971). Georges Liaras est directeur de l'Ecole nationale de la magistrature, de 1974 à 1978. En 1975, il est nommé procureur général à Nîmes, puis conseiller à la Cour de cassation, en 1978. Georges Liaras était membre du Conseil supérieur de la magistrature depuis 1983.]

– Mme veuve Massebœuf,
Ses enfants,
La famille Bresdin, de Villepreux,
La famille Ben Fardjallah, de Ténès,
ont la douleur de faire part du décès, le 24 avril 1985, de leur cher et regretté le

docteur
Jean MASSEBŒUF, Sadek,
médecin-chef à la CASOREC.

L'enterrement a eu lieu le 25 avril au cimetière algérien de Constantine.

7, rue Chettab-Allel, Constantine.
1, rue d'Auvergne, 78450 Villepreux.

(Lire la suite page 30.)

LE CARNET DU Monde

Décès

— Annette Baruchet,
Jacques Meyer,
Gisèle Wellhoff,
Ginette Meyer,
Martine Lasry,
Claudine Rutter,
Gérard Meyer
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Gilles MEYER,
née Roselyne Weil,

survenu le 27 avril 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 30 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

188, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Colette MONTEUX,

survenu le 29 avril 1985, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

De la part de
Mme Simone Durand,
Des familles Podgourd, Joseph et Merker.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 mai, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse.
Réunion porte principale.
Ni fleurs ni couronnes.

8 *bis*, avenue Vion-Whitcomb,
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Paul PERROCHAT,
veuve du doyen **Paul Perrochat,**

survenu le 26 avril 1985, dans sa quatre-vingt-unième année à Grenoble.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Ses enfants :
M. J.-François Perrochat,
M. et Mme François Rozé,
M. et Mme Jean Devaux.

15, rue de la République,
38000 Grenoble.

— Bompas (66). Montpellier (34).

Mme Maurice Rives,
Le médecin des armées Jean-Michel Rives,
MM. Vincent, Patrick et Philippe Rives,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

médecin général (CR)
Maurice RIVES,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre des TOE,
croix de la valeur militaire,

survenu le 29 avril 1985, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 3 mai, à 10 h 30, en l'église de Bompas (66).
La famille ne reçoit pas. On s'inscrit.
91, avenue du Haut-Vernet,
66021 Bompas.

— Mme Léa Szyfman,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants,
Albert et Julia Szyfman
et leurs enfants,
Cécile et William Chicheportiche
et leurs enfants,
France et Bernard Zilberg
et leurs enfants,
Ses parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Alter Mendel SZYFMAN,

survenu à Cannes, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 mai, à 16 heures, au cimetière de Bagneux.
Rendez-vous porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Patrick Terris,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Paul-Henri Genès,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Terris,
leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Gérard Terris,
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Edmond TERRIS,
née Madeleine Desnos,

le 12 avril 1985,
à Lauris (Vaucluse).

Une messe sera dite à son intention le lundi 6 mai, à 18 h 30, en l'église Saint-Sulpice (crypte Saint-François-d'Assise), rue *Saint-Sulpice à Paris-6e*.

Remerciements

— Mme Hélène Langevin,
Ses enfants,
Mme Luce Langevin
Et toute la famille de

Michel LANGEVIN,

profondément touchés par les nombreux témoignages de sympathie reçus lors de son décès, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Georges HUBRECHT,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et restent fidèles à son souvenir.

— Le 2 mai 1984, quelques jours avant d'avoir vingt ans,

Bruno HUBERT,

se retirait de la vie.

Nicole et Etienne-Alain Hubert,
Agnès et Denis,
demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de se souvenir de lui.

— Pour le septième anniversaire de la mort de

Jacques RUEFF,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

— Le 2 mai 1974, il y a onze ans, disparaissait

Jacques WORMSER.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent, et *auront une pensée pour lui* qui aimait tant la vie.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le lundi 13 mai 1985, à 17 h 30, en l'église Saint-*Thomas-d'Aquin, chapelle du Saint-*Sacrement à Paris, à l'intention de

Gérard-Nicolas FALCONETTI,

appelé à Dieu le 9 juillet 1984.

Communications diverses

— Société des études renaniennes, vendredi 10 mai, à 17 h 15, dans la salle VI du Collège de France, conférence de M. Roger Pierrot, directeur du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, sur : « Les manuscrits de Renan à la Bibliothèque nationale ».

— M. Bernard Vernier-Palliez, ambassadeur et ancien président de la régie Renault, présidera l'Association pour le développement du « tourisme de la découverte économique » *(le Monde* du 9 mars), qui sera *lancée le 23 mai* prochain par M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Cette association rassemblera des industriels, des représentants des pouvoirs publics et des professionnels du tourisme.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-I, samedi 4 mai, à 14 h 30, salle O.-Gréard, Mme Marie-Claire Macris-L'Houest : « Descartes opticien (le problème de la réfraction chez Descartes et ses contemporains). »

— Université Paris-XII, samedi *4 mai, à 14 heures, amphithéâtre Gris,* M. Daniel Rivet : « Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc. »

PARIS EN VISITES

VENDREDI 3 MAI

« L'Opéra et son musée », 15 heures dans le hall (D. Bouchard).

« Hôtels et passages pittoresques du Faubourg *Saint-Honoré* », 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (Michèle Pohyer).

« Le musée de la police », 14 h 30, guichet métro Maubert-Mutualité (*Marion Ragueneau*).

« Le Marais : les intérieurs, découvertes et restaurations », 15 heures, métro Bastille (C. A. Messer).

« Maisons et ruelles médiévales autour de Saint-Séverin », 14 h 30 (Résurrection du passé).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Jardins et cours de Belleville-Ménilmontant », 14 h 30, métro Place-des-Fêtes.

« Saint-Eustache et son quartier », 15 heures, église Saint-Eustache côté rue du Jour (Paris et son histoire).

« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro *Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau)* (G. Botteau).

« Les Templiers et le quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (P.-Y. Jaslet).

« *Le plus vieux café de Paris : le Procope* », 17 h 30, 13, rue de l'Ancienne-Comédie (Approche de l'Art).

CONFÉRENCES

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin (Bachelard) « *Symbolisme et mystique des nombres* » (J. Arès).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15, « Peut-on se souvenir de ses vies passées ? ».

---

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

***Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières.* * expo le matin de la vente**

LUNDI 6 MAI

S. 1. — Pierres sur papier et bjx - Mes MARINGE, DE QUAY, *ARTUS, GRIDEL, BOSCHER.*
S. 2. — 14 h 30, tblx, mob. Obj. - Me CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 7. — *Vte Paul Ackerman, tblx mod.* - Me ROBERT.
S. 8. — Arts de la table, verreries, vais., linge, etc. - Mes OGER, DUMONT.
S. 9. — Tblx, bjx, argie, mob. 1950, livres, cartes postales - Mes PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 13. — Tblx, bib., mbles - Me DEURBERGUE.
S. 14. — Bons meubles, objets mobiliers - Mes ADER, PICARD, TAJAN.
S. 16. — Poupées, jouets, mob. - Mes LENORMAND, DAYEN.

MARDI 7 MAI

S. 3. — Tblx, bib. - Me BOISGIRARD.
S. 6. — Livres anc., romantiques et mod. - Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, Mme Vidal-Maigret exp.
S. 9. — Suite de la vte du 6 - *Mes PESCHETEAU, BADIN,* FERRIEN.
S. 12. — Timb.-poste - Mes LENORMAND, DAYEN.

JEUDI 9 MAI

S. 14. — Mbles et obj. d'art. - *Mes MILLON, JUTHEAU.*

VENDREDI 10 MAI

S. 1. — Objets d'art et de bel ameublement des 18e et 19e s. - Mes ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillée, Lévy-Lacaze, exp.
S. 3. — Tblx, bib. - Me BOISGIRARD.
S. 5. — Surréalisme de Londres à Prague - Me RENAUD.
S. 6. — Tblx anc., mbles et obj. d'art du *18e* - Me DELORME, MM. Kantor et Lacoste, exp.
S. 9. — Tblx anc. et mod., obj. d'art Extr.-Orient - Me LOUDMER.
S. 13. — Bib., mbles - Mes BONDU.
S. 15. — Tblx anc., bib. instrum. de musique, mbles anc. et de style - Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16. — Tblx, bib., mob - Mes OGER, DUMONT.

DIMANCHE 5 MAI, 14 h 30, 92330 SCEAUX
Hôtel des ventes, 38, rue du Docteur-Roux (1) 660-84-25
Tableaux, bibelots, meubles - Me SIBONI.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
ARTUS, GRIDEL, BOSCHER, 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-87-29.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
J.-Ph. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 770-36-16.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 562-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-36-50.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 281-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 523-15-25.
MARINGE, 16, rue de Provence (75009), 770-61-15.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-48-95.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 727-95-34.

ANNONCES CLASSÉES

emplois régionaux

Le lycée technique privé St-Sauveur à REDON RECH. PR LA RENTRÉE 85 :
1 PROF. INFORM.
à temps complet
(maît. en informatique, MIAGE, INGÉNIEUR, école SUP., etc.)
ENVOYER C.V. AVEC PHOTO D'IDENTITÉ
M. Georges MIGAUD, Directeur.
LYCÉE PRIVÉ SAINT-SAUVEUR
B.P. 66. T. (99) 71-27-44
35600 REDON.

représentation offres

Sté expl. nouveau procédé de PRISE DE VUE PANORAMIQUE *D'ALTITUDE rech. pour région* paris, représentant(e) ou agent commercial pour vente photos *à particuliers* et entreprises. Comm. 20 à 30 % suivant statut. Tél. 770-63-27 h. bureau.

DEMANDES D'EMPLOIS

CORRECTRICE sér. réf. Trav. *actuel., connais.* typo, ch. empl. stable Paris ou pr. banl. Ouest. Jour ou 7 h-14 h 30. Mlle Guilhas 520-08-09.

J.F. 38 a., formation beaux-arts, expérience publicité, *cherche place de maquettiste.* Ecr. s/no 6 751 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 26 ans, titulaire maîtrise *de gestion,* BTS *compta.,* stages, anglais, allemand, recherche poste service financier, banque, soc. exportatrice, cabinet audit., très forte motivation. Tél. : 535-16-41.
Ecr. s/no 6.752 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur certifié L.M. + latin, 10 ans exp. ttes classes du secondaire, privé/public, cherche poste intéressant PARIS, rentrée 85.
Téléphone : 432-27-41.

MIDI-PYRÉNÉES
Commercial, haut niveau, industries diverses, aéronautique
recherche
Complément fournitures
Téléphone : (61) 86-59-79.

Peintre tapissier OHQ, 20 a. expér., sans responsabilités. Ch. place France ou étranger. Ecr. Havas réf. 94.754 Marseille.

Américaine 26 ans, bilingue *français, licence littérature,* très intelligente, très bonne présentation, cherche travail pour deux mois ou plus, comme assistante H. ou F. d'affaires, réceptionniste, aide écrivain, etc...
Ecr. s/no 2.365 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE EXPÉRIMENTÉ
H. 58 ans, spécialiste création, disponible immédiatement, étud. ttes propos. éditeur livres ou disques. Tél. : 528-77-82.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C16) B.P. 402, 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois *à l'étranger sont nombreuses* et variées. Demandez une documentation sur la revue *spécialisée* MIGRATIONS (LM) B.P. 291, 09 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Cause double emploi vend R20 TS mod. 83, 46 000 km, beige clair, glaces électriques, housses sièges, équipement préradio avec 2 HP Pioneer, 2 rétros réglables intérieur, pot échapp. neuf. Prix 47 000 F. Tél. : 578-74-97 après 20 h.

BMW SERIE 3 - 5 - 7
84 et 85 peu roulé, garanti Auto Paris XVe — 533-69-95
63, r. Desnouettes, Paris 15e.

Camping-car

Part. vd CAMPING CAR VOLKSWAGEN transporter aménagé Villard luxe 4 pl. 6 CV *Diesel (9 l au 100). Etat neuf* (18 mois 12 000 km).
96 000 F. Tél. : 952-62-90.

boxes - parking

A vendre PARKING
2e sous-sol, métro La Chapelle,
5-7, rue Stephenson,
75018 PARIS.
Px 32 000 F. Tél. 523-25-87.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

LUXEMBOURG p. de taille ravalé, 2 p., tt cft, soleil. 450.000 F. 325-97-16.

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
reste 1 appt de 5 p. 116 m²
Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

BOULEV. ST-MICHEL, GD SÉJ. 2 CHBRES PARFAIT ÉTAT. SOLEIL. URGENT. 1.350.000. 727-84-76.

ST MICHEL
Bel appt 4/5 p., gd liv., 2 ch., bur., cuisine équipée tt cft, imm. *pierre de taille.* 1.400.000 F. SAINCLAIR. 567-01-22.

6e arrdt

SEINE BX ARTS
Duplex. Soleil. 7 p. 703-32-44.

7e arrdt

RUE AMÉLIE, 1 pièce avec douches et coin cuis. 5e ét., clair. 329-58-65.

12e arrdt

BOULEVARD DIDEROT
Luxueuse résidence neuve 2 p., s. de bains, cuis. 54 m², 8e ét., park. sud, charges modérées. 504-02-52 matin ou soir.

13e arrdt

PRÈS VAL DE GRACE
S/Jard., très agréable, séj., 3 chbres, balc., park. dble. 2.100.000. Dorsessy. 624-93-33.

16e arrdt

PORTE DAUPHINE
GRAND LUXE
250 m², séj. dble à manger, 3 *chbres,* 2 bains, chbre serv. GARBI. 567-22-88.

17e arrdt

R. DES APENNINS
Rénovation stand. STUDIOS *2-3-4/5 P. + maison indiv.*
Finit. personnalisées
3 p. : 480.000 - 375-62-64.

Gd 2 p., impeccable, 6e ét. sud asc. prévu imm. pierre. 780.000. Park. poss. Facilités de paiement. Tél. :228-19-00.

18e arrdt

HAUT DE MONTMARTRE
cadre exceptionnel. Vue tout Paris, 2-3 p. tt cft, 845 000 F. Tél. : 254-71-93.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT
Dans petit imm. rénové 2 P., cuis., s. de bains neuf 40 m², chauffage individuel, terrasse, jardins sud. Matin ou soir : 504-02-52.

immobilier information

ANCIENS RÉCENTS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
FNAIM de Paris / Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. 227-44-44.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS.
Pour clientèle française étrangère et diplomates.
APPTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers.
TÉL. : 562-16-40.

AGENCE LITTRÉ
Recherche pour clientèle française et étrangère appts et hôtels part. dans quartier résidentiel, paie. compt. chez notaire. Tél. : 544-44-45.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur 170 logements à louer, du studio au 6 pièces de 2.000 F à 10.000 F, selon *confort* et quartier. Egalement échanges possibles. Nous ne sommes *ni agence ni marchand de listes,* mais une association sans but lucratif.
Ecrire : A.P.P.E.L.,
75, B.P. 114, 75463 PARIS CEDEX 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

---

50 BD EXELMANS, 2/3 p., asc. 4.500 net. SS FRAIS. *AGENCE s/pl. 13 à 14 h*
JEUDI ET VENDREDI.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Directeurs, Ingénieurs, personnel, importante Sté française Pétroles rech. logements, apts, toutes catégories, villas, Paris et environs. *Loyers élevés acceptés.*
Tél. : 503-37-00.

locations meublées offres

Paris

MONTMARTRE double living 47 m² tout confort, luxueux. 4 000 F par mois.
Ecrire sous le no 79 985 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
rech. apts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STAND. pr DIPLOMATES et MULTINATIONALES
Tél. : 562-78-99.

villégiature

CAMBRILS/TARRAGONA
loue appt 4/5 pers., terrasse *s/mer, près plage, juin, sept.* 3.000 ou 1.800 quinzaine. Juillet/août 6.000 F.
Tél. (19) 34-77-38-14-95.

Pour vos vacances week-end
HOTEL « LE BRIGANTIN »
tout confort, parking.
Ouvert toute l'année
square de l'Hôtel-de-Ville
22430 ERQUY.
Téléphone : (96) 72-32-14.

immeubles

PARIS 15e, près av. de SUFFRESNES, IMM. OCCUPÉ avec locaux oisifs s/450 m terrain. poss. construction
Prix : 3.000.000 F
VIMO BUREAUX. 961-32-70.

pavillons

SCEAUX, face Métro-RER, 25 mn Châtelet.
PAVILLON 8 pièces, 190 m² + caves, parcelle 340 m². Prix : 150 unités. Tél. (1) 661-19-06 le soir après 19 h.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris - Ile-de-France.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers.
75017 PARIS. T. 227-44-44.

15' Pte de Bercy VILLECRESNES RER Boissy-St-Léger, pavillon 1973, 180 m² habitables, ss-sol, gar. 900 m², jard., 5/6 pièces, cuis., tt cft, exceptionnel. 1.175.000 F. MAS. IMMOBILIER. 345-88-53.

villas

Particulier vend centre ARCACHON villa grand standing, *50 m plage, terrain 500 m²,* 7 p., caves, garage, rangements, état exceptionnel. 1.300.000 F. (56) 66-00-31.

maisons de campagne

140 km Paris A-6, belle mais. ancienne, 7 p., pout. appar. 200 m², 2 cuis., s. de bns. Ter. 11.000 m². 480.000 F. T. 544-53-51, *le soir.*

MÉDOC, maison F3, cheminée, terrasse + chalet, 2 pièces, terr. *1.980 m² boisé, 8 km* Montalivet. 380.000 F
T. (56) 28-06-14.

terrains

FINISTERE SUD
NEVEZ lieudit « Kérilis »
Entre Concarneau et Pont-Aven
4 km de la mer.
508m² (viab.). Prix : 75 000 F.
Tél. : (3) 472-65-07

propriétés

ENGHIEN, emplacement exceptionnel et grande propriété sur 1.600 m² de terrain.
Prix élevé justifié.
S.L. 989-92-37.

SAVIGNÉ S/LATHAN
(37340)
A vendre libre
de petite ville de Touraine 20 km de Bourgueil, belle maison neuve, sur parc 5 500 m².
R.-de-ch. : entrée, gd séjour carrelé, cheminée, escalier chêne, cuisine équipée, bureau, salle de bains, w.-c.
1er ét. : 6 chambres, s. de bns w.-c., cave, gd garage (2 voit.) chaufferie. Proche d'un lac, planche à voile, tennis.
Px à débattre : M. BRUN Georges. *Tél. 16 (47-24-60-29).*

Vds maison de caractère sur RN6 près Beaune, 8 p., cft., cent. sanit., cour, garages, parc potager 1.600 m², terr. clos. Tél. (80) 20-21-19, soir.

viagers

Libre, 17e, gd 2 p., impeccable, 6e sud. 380.000 cpt. + *rente park. possible. Tél. : 266-19-00.*

F. CRUZ. 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Conseil 47 ans d'expérience
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

9e, 2 p., occupé, femme, 88 ans. 88.000 + 1.600. CRUZ.
8, r. La Boétie. 266-19-00.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et tous services. 355-17-50.

VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau ou domiciliation
TIME BURO (1) 346-00-55.

Votre adresse commerciale
ou **SIÈGE SOCIAL**
locat. bureaux, secrét., télex
CONST. DE SOCIÉTÉS
ou créat. toutes entreprises
ASPAC 293-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. — R.C. — R.M.
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
TÉL. : 355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
bureau ou domiciliation BUSINESS *BURO (1) 346-00-55.*

Siège social RUE ST-HONORÉ
Constitution Stés, Télex.
Secrétariat, tous services.
PARIS/ILE-DE-FRANCE
INITIATIVES — 260-91-63.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex.
Location burx. Toutes démarches pr constitution de Sté.
ACTE — 359-77-55.

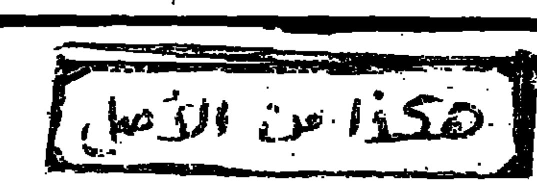
fonds de commerce

Ventes

Part. à part., vends cause décès hôtel 3 étoiles, 35 ch., à Vichy. T. 16 70-31-81-10.

PERPIGNAN
Cède cabinet matrimonial très *bon C.A. 150.000.*
T. (93) 26-75-20 (20-22 h).





économie

REPÈRES

Dollar : en hausse à près de 9,60 F

Le dollar s'est inscrit en hausse sur les marchés européens jeudi 2 mai, passant de 3,12 DM à 3,1450 DM et de 9,45 F à près de 9,60 F. Cette hausse s'est produite en dépit d'une avalanche de mauvaises nouvelles en provenance des Etats-Unis : tassement de l'indice des indicateurs avancés en mars et baisse des commandes de biens durables. En outre, les taux d'intérêt ont diminué.

Traversée de la Manche : un «front» antitunnel et antipont

Un groupement d'intérêts rassemblant des compagnies de transports maritime et aérienne, des ports et des Chambres de commerce a officiellement vu le jour, le 30 avril, à Londres, pour *s'opposer au projet de liaison fixe sous ou sur la Manche auquel les* gouvernements britannique et français ont récemment donné leur feu vert. Au cours d'une conférence de presse réunie dans la capitale britannique, les responsables de Flexilink ont exposé les aléas économiques et touristiques inhérents, selon eux, à la construction d'un pont suspendu ou d'un tunnel. Les membres du «front» — auquel souscrivent, notamment les compagnies de *car-ferries Sealink, Townsen-Thoresen, les ports de Douvres* et Zeebrugge (Belgique), les Chambres de commerce de Boulogne et de Calais — se déclarent prêts à oublier pour un temps leur concurrence effrénée pour faire échec à une liaison dont ils dénoncent à la fois le *«coût exorbitant»*, le *«gigantisme»* et l'aspect *«fantaisiste»*, voire *«extravagant»*. — *(AFP.)*

Santé : dépenses toujours élevées

Selon les statistiques du régime général, publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, la progression des dépenses de santé restait relativement forte : fin mars, elles avaient *progressé* de 11,6 % en moyenne annuelle, comme en février 1985 et en mars 1984. La progression des remboursements aux *hôpitaux (+ 12,4 % contre + 13 % en février 1985 et + 9,2 %* en mars 1984) reste assez élevée pour le secteur public, si elle décroît de 1,2 point pour le privé.

La progression des honoraires médicaux s'accélère par rapport à *février (+ 9,5 % contre 8,7 %), notamment par suite de* l'augmentation du nombre de consultations et de visites (+ 3,9 % et + 2,4 % fin mars contre + 3,1 % et – 1,7 % respectivement fin février), ce qui, selon la Caisse, *«confirme l'existence d'une conjoncture épidémique au cours du premier trimestre»*. Elle s'accompagne d'une progression plus soutenue des dépenses de pharmacie : + 12,6 % contre 11,5 % fin février. La baisse des indemnités journalières pour arrêts de travail se ralentit aussi (– 2,1 % sur un an contre – 3,9 % fin février).

Téléphone : tarif plus élevé pour les conversations urbaines

Le prix de la communication téléphonique locale est augmenté à compter du 1er mai, pendant les heures de pointe, dites «période rouge», (de 8 heures à 18 h 30 les jours ouvrables), d'une taxe de base, soit 75 centimes toutes les 20 minutes, a en effet annoncé un communiqué du ministère des PTT. Cette mesure, qui concerne dès maintenant six Français sur dix (dont les Parisiens), sera étendue progressivement à l'ensemble des abonnés d'ici à la fin de *l'année, précise-t-on au ministère. En revanche, entre 18 h 30 et* 8 heures du matin les jours ouvrables, comme entre le samedi 14 heures et le lundi 8 heures, les communications locales (à l'intérieur d'une même ville ou d'une même commune) resteront inchangés, quelle que soit leur durée.

SMIC : 25,54 F l'heure pour tous

A compter du 1er mai, les salariés payés au SMIC et embauchés après février 1982 seront augmentés de 2,56 %. Grâce à cette mesure, prévue par la loi publiée au *Journal officiel* du 4 janvier, prend fin l'anomalie du double SMIC, consécutive à la réduction du *temps de travail à 39 heures sans perte de salaire (le Monde* du 16 novembre 1984). Désormais, la valeur horaire du SMIC sera de 25,54 F pour tous. Le salaire minimum mensuel sera de 4 316,26 F en brut et 3 666,23 F en net.

CONJONCTURE

Le Trésor émet des obligations renouvelables à la place d'un grand emprunt d'Etat

Finalement, le Trésor renonce à émettre, dans l'immédiat, un grand emprunt d'Etat, qui aurait été de 20 milliards de francs, comme la rumeur en courait avec insistance la semaine dernière (*le Monde* daté 28-29 avril). En lieu et place, il lance une nouvelle série d'obligations renouvelables du Trésor (ORT), à taux d'intérêt fixe de 10,30 %, d'une durée de six ans, avec une option de prorogation de trois ans, pour un montant qui pourrait atteindre une dizaine de milliards de francs, selon les souscriptions des réseaux bancaires. Les ORT, auxquelles l'Etat a eu recours à cinq reprises depuis juin 1983, date de leur création, sont des produits intermédiaires entre les bons du Trésor traditionnels et les grands emprunts classiques, dont le dernier avait été lancé en février dernier pour 20 milliards de francs aux taux fixe de 11 %.

En fait, l'émission du deuxième emprunt d'Etat de l'année avait bien été décidée la semaine dernière par les services du Trésor, rue de Rivoli, mais c'est M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie et des finances, qui a pris la décision de l'ajourner et de le remplacer par une émission d'ORT. Il a estimé qu'il n'était pas opportun de recourir à un grand emprunt au moment même où l'INSEE diffusait des pronostics moins favorables que prévu pour l'année 1985, *notamment en matière* d'inflation ; l'Etat ne devait pas donner l'impression de boucher les trous en recourant davantage aux grands emprunts.

Par ailleurs, le ministre a estimé que le taux envisagé par le Trésor pour l'emprunt (10,80 %, dit-on, contre 11 % en février dernier) était encore trop élevé et, donc, que le recours aux ORT était plus avantageux. On notera, toutefois, que le taux de 10,30 % retenu pour une ORT est encore supérieur aux 10 % de la dernière émission en novembre dernier (10,30 %).

● **Consommation : stagnation en mars.** — La consommation des ménages en produits industriels a selon l'INSEE stagné en mars au niveau atteint en février. Par rapport à mars 1984, la baisse est de 0,5 %. Mais si l'on exclut l'automobile, les *pneumatiques* et la pharmacie (l'INSEE calcule un indice en champ restreint) la baisse en un an est beaucoup plus forte puisqu'elle atteint 4,5 %.

SOCIAL

LA CÉLÉBRATION DU 1er MAI

La participation a été modeste, mais la CGT a mobilisé à Paris davantage qu'en 1984

Il est décidément bien difficile de fêter le travail en temps de crise économique et de désyndicalisation. Ce 1er mai n'a pas dérogé à la morosité qui, depuis plusieurs années déjà, marque la célébration de la fête du travail. *Tout au plus a-t-on pu observer* que la division syndicale était encore plus affirmée, l'absence quasi générale d'unité en province ne compensant pas cette fois la désunion à Paris. Autre différence : M. Fabius n'a pas maintenu la tradition de son prédécesseur, qui écrivait aux secrétaires généraux des organisations syndicales à l'occasion du 1er mai. Le PC n'était représenté que dans la manifestation parisienne de la CGT, tandis que le PS avait envoyé une délégation, conduite par M. Marcel Debarge, dans les trois cortèges de FO, de la CFDT et de la CGT.

Quoi qu'en dise M. Krasucki, l'heure n'est décidément pas à la mobilisation. Cependant, la CGT peut se déclarer relativement satisfaite : elle a mobilisé à Paris davantage de manifestants (15 000) qu'en 1984 (10 000), en particulier grâce à une forte participation de travailleurs étrangers. Cependant, le nombre de manifestants parisiens est inférieur à celui des précédentes manifestations solitaires de la CGT (près de 20 000 en 1982 et en 1981, *35 000 en 1980*).

En province, les rassemblements ont été généralement modestes. A Marseille, un défilé CGT-FEN a rassemblé, selon l'AFP, 3 000 personnes (20 000 pour la CGT). A Lyon, les cégétistes affirment avoir réuni 4 000 personnes. Mais elle n'en a réuni qu'un millier à Strasbourg où la CFDT, la FEN et SOS-Racisme ont fait défiler pour leur part 2 000 manifestants. A Nantes, la CGT, la CFDT et FO ont rassemblé séparément 200 à 300 militants. Les autres manifestations cégétistes étaient peu suivies : 600 à Lille, 1 000 à *Toulouse* (4 000, selon la centrale), 1 600 à Bordeaux, 500 à Nice (3 000 selon la CGT) 1 000 à Tours. A Grenoble, nous indique notre correspondant, la CGT et la CFDT appelaient à manifester séparément mais elles avaient donné rendez-vous à leurs militants à la même heure et devant le même lieu. Sans être unitaires, les manifestations devaient former un même cortège. Les slogans furent certes différents dans la forme mais peu sur le fond. Quand la CGT scandait « *Français-immigrés solidarité* », la CFDT lançait « *Touche pas à mon pote* »... A Dijon, un chômeur en fin de droits a défilé seul avec des brins de muguet à la boutonnière à distance des divers rassemblements...

Le 1er mai a en tout cas respecté la tradition des déclarations syndicales. Si M. Maire est resté silencieux et n'a participé à aucune manifestation, M. André Bergeron a tenu un meeting à Lille devant environ 500 personnes. « *Le moment est venu*, a affirmé le secrétaire général de FO, *où il faudrait que le gouvernement atténue le rigorisme de sa politique économique et sociale.* » Il a adjuré le gouvernement de « *relancer la consommation, le pouvoir d'achat et la politique contractuelle* » afin de « *maintenir une paix sociale dont il ne pourrait durablement se passer* ». Dans une déclaration, la CFTC a réaffirmé sa priorité à l'emploi en invitant ses organisations à « *démontrer que le syndicalisme n'a pas un rôle stérile d'agitation mais qu'il est l'instrument responsable et plus nécessaire que jamais des travailleurs pour construire un avenir de justice et de solidarité* ».

Le 1er mai a ainsi été l'occasion pour certains syndicats de rappeler — à juste titre — l'utilité du syndicalisme comme s'il fallait conjurer la désaffection actuelle par de grandes proclamations. Ainsi, M. Krasucki a jugé sur RMC qu'il était « *honteux de spéculer sur les difficultés des gens et de les décourager en les poussant au repli sur soi-même. Il n'y a d'avenir pour les travailleurs que groupés et actifs pour se défendre* ». « *La crise actuelle*, a ajouté le secrétaire général de la CGT, *est celle du capitalisme, pas celle du syndicalisme.* » Le 1er mai 1985 n'est pas à cet égard la démonstration la plus éclatante des analyses du dirigeant syndical.

MICHEL NOBLECOURT.

CGT : un défilé parisien très internationaliste

Chiffon et chansons de Jean Ferrat, merguez et banderoles en pagaille, *le défilé parisien* de la CGT pour le 1er mai, de la Bastille à Richelieu-Drouot, est resté sur un registre fort classique. Les slogans — « *Union, action avec la CGT* », « *Cho-cho-chômage ras le bol* », « *Rien n'est à eux, tout est à nous* » — *s'inscrivaient dans le registre* traditionnel, mais ils étaient peu nombreux et peu repris. La fête n'était pas au rendez-vous et le cortège — où de très nombreux manifestants portaient le badge « *Touche pas à mon pote* », ce qui lui donnait une *tonalité* antiraciste prononcée, — était plutôt morose. Néanmoins, et grâce à une forte présence de travailleurs immigrés, la CGT avait mieux mobilisé qu'en 1984, rassem*blant environ 15 000 personnes* (plus de 50 000 selon la centrale, 5 000 pour la police).

Contrairement à l'année dernière, M. Henri Krasucki, présent en tête du cortège, derrière une grande banderole « *CGT : rigueur, austérité, assez, agissons pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés* », n'a pas prononcé de discours place de la Bastille, au départ du défilé. « *J'entends dire*, devait déclarer M. Krasucki aux journalistes, après avoir excusé la nervosité du service d'ordre, que *tout le monde est résigné. C'est dans l'air du temps. Je constate que le 1er mai existe comme journée de lutte. La manifestation d'aujourd'hui est importante. Ce n'est pas une manifestation de militants.* » « *Ce qui est ringard, c'est d'être pleurnichard* », devait-il ajouter en affirmant que cette manifestation apportait un « *message d'espoir et de lutte* ».

Le Parti communiste — avec *MM. Gayssot, Laurent, Le Guen*, Lajoinie — et le Parti socialiste — avec MM. Debarge et Carassus — étaient officiellement représentés, mais la présence communiste était plus affirmée en tant que telle avec des groupes des jeunesses communistes — ceux de Drancy déployant une banderole « *Gattaz, Fabius, les riches s'éclatent et nous on crève !* » — et la section de Renault-Billancourt. En revanche, le cortège *ne comprenait ni groupes de femmes* ni mouvements d'extrême gauche. On remarquait la participation de la FEN de Seine-et-Marne, du SNES de Créteil, de Paris et de Versailles, ainsi que de *la JOC* et de *la JOCF*.

Plusieurs fédérations étaient représentées, mais les entreprises « en lutte » et les unions locales de la région parisienne dominaient, avec parfois une banderole ou une formule originale pour retenir l'*attention*. Ainsi la *fédération* de la construction avait installé, sur une 4 L, une petite maison en carton proclamant « *Halte à la casse dans la construction !* ». Le Club Méditerranée avait choisi une pancarte qui aurait pu donner des idées à M. Vivien pour son rapport sur les sectes : « *Club Méditerranée, secte mal connue, Trigano = Moon, touche pas à mon despote !* ».

Perdue dans la foule, une banderole évoquait : « *Tonton miteux et Yvon gaga !* », tandis que l'union départementale du Val-d'Oise avait accroché à un camion un pantin arborant le masque de M. Mitterrand. Des travailleurs du téléphone s'en prenaient directement au premier ministre, en scandant : « *Fabius menteur, le téléphone se meurt !* ». Les délégations de l'automobile, qu'il s'agisse de Renault-Flins, Talbot-Poissy *ou Citroën*-Aulnay, étaient particulièrement maigres, celle de Renault-Billancourt (CGT et PC) sauvant l'*honneur*.

Mais c'est le caractère, une fois *de plus, très internationaliste de la* manifestation qui retenait l'attention. Les travailleurs immigrés étaient relativement plus mobilisés que les Français. Les Turcs, répartis en plusieurs mouvements, étaient particulièrement nombreux. Les Ira*niens, appartenant vraisembla*blement à des groupes rivaux, mais tous anti-khomeinistes, étaient disséminés en plusieurs points du défilé. L'Amicale des Algériens en Europe avait pris place juste devant la Fédération CGT de la police. D'une *manière générale*, les nombreux groupes étrangers — kurdes, marocains, tunisiens, espagnols, sahraouis, chiliens, etc. — étaient plus enthousiastes ou plus déterminés que leurs camarades français. Chantés ou criés, leurs slogans se faisaient écho les uns aux autres.

M. N.

Maigres rassemblements pour la CFDT et FO

Des délégations de la métallurgie, des hôpitaux, des PTT, des unions *locales et départementales des entr*prises de la région parisienne, étaient venues à la Bastille pour la manifestation du 1er mai, répondant à l'appel de l'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. « *Comme chaque année, ils sont un millier* », affirmait un militant. Les policiers estimaient, pour leur part, le nombre des manifestants « *à sept cents environ* ».

A 10 h 30, derrière une longue banderole qui réclamait le « *droit au travail* », la manifestation s'ébranlait rue Saint-Antoine. Elle devait se rendre à l'Hôtel de Ville. En tête, la voiture radio lançait des slogans repris avec plus ou moins de conviction par les manifestants : « *Le travail est un droit* » ; « *Des emplois pour les chômeurs* » ; « *Pouvoir d'achat, oui ; flexibilité, non* » ; « *Nous voulons négocier nos salaires* » ; « *Des emplois pour les jeunes, pas des TUC* ».

La manifestation n'a pas perturbé les habitants du quartier. Sur les *trottoirs, on faisait son marché* et on sacrifiait à la tradition en achetant un brin de muguet. Des ménagères s'arrêtaient néanmoins pour donner leur avis : « *On peut accueillir des travailleurs immigrés quand on a des postes à leur proposer. Sinon, on les refoule. Après tout, priorité aux Français.* »

Porte de Pantin, la CFDT attendait ses militants de 10 heures à 13 heures. Ils étaient un millier environ, selon les organisateurs et la police, à déambuler entre les stands, à manger des merguez, à signer des pétitions contre la torture en Iran, à acheter du café du Nicaragua. La vente du badge « *Touche pas à mon pote* » battait son plein. Les opposants à la centrale de Creys-Maleville et les partisans de Solidarnosc faisaient campagne. Le Syndicat des chômeurs, avec lequel la CFDT parisienne est actuelle*ment en discussion*, vendait son journal. Un représentant syndical regrettait qu'aucune action commune n'ait pu être entreprise avec la CGT et FO et reconnaissait que la fête organisée l'année dernière le 1er mai avait connu plus de succès.

M. Christian Cottet, secrétaire général de l'union régionale de l'Ile-de-France, devait intervenir pour rappeler « *les trois thèmes fixés par le syndicat pour ce 1er mai : la solidarité internationale, la lutte contre le racisme et la réduction du temps de travail à trente-cinq heures* ». M. Mandray, secrétaire national, représentant la confédération.

12 heures : le cortège se forme et se dirige vers Barbès au cri de « *Non aux 3 millions de chômeurs, oui aux trente-cinq heures.* » La réduction du temps de travail est, en effet, devait rappeler M. Collet, le cheval de bataille de l'union régionale de l'*Ile-de-France*. *La manifestation* s'achevait par un lâcher de ballons portant le slogan des trente-cinq heures.

M.-Ch. R.

INCHANGÉE DEPUIS DIX-HUIT MOIS

L'indemnité minimale de chômage partiel est revalorisée à partir du 1er mai

Après trois heures de négociations, le mardi 30 avril, le CNPF et les organisations syndicales (sauf la CGT, qui réserve sa réponse jusqu'au 10 mai), sont parvenus à un accord *fixant la revalorisation* de l'indemnité minimale de chômage partiel, qui était inchangée depuis octobre 1983.

Maintenue à 20,50 F de l'heure depuis dix-huit mois, cette indemnité minimale est portée à 22,75 F au 1er mai et passera à 23 F au 1er juillet. La hausse sera alors de 12 % par rapport au niveau actuel.

L'accord, signé par le CNPF d'une part, la CFDT, la CFTC, FO et *la CGC, d'autre part, prévoit en* outre que l'allocation minimale sera dorénavant revalorisée au 1er juillet de chaque année, et non plus semestriellement, une clause de sauve*garde assurant que, en cas de déra*page des prix, les partenaires sociaux se réuniraient pour fixer une éventuelle augmentation supplémentaire.

C'est sur ce point, pour lequel elle n'était pas mandatée, que la délégation de la CGT a réservé sa réponse en faisant observer que les autres organisations syndicales « *se sont associées à cette nouvelle attaque contre la situation des chômeurs partiels* ».

Force ouvrière, pour sa part, « *constate que le dialogue entre les deux interlocuteurs sociaux peut de nouveau évoluer de façon positive* », et souhaite, dans un communiqué, « *que puissent s'engager dans le même esprit* » des négociations au sujet du congé de conversion. La CFTC souligne que si « *les salariés concernés ont attendu beaucoup trop longtemps* », la revalorisation représente « *une progression acceptable qui couvre approximativement l'accroissement des prix* ». Le CNPF, enfin, considère que l'accord « *témoigne de la capacité des partenaires sociaux de gérer, en dépit des difficultés, les accords contractuels* ».

Ainsi prend fin une affaire qui traînait en longueur du fait de la mauvaise humeur manifestée par le CNPF, soucieux de préserver le *recours au chômage partiel* total comme monnaie d'échange dans le débat sur la flexibilité. La publication du décret du 3 avril qui réglemente le chômage partiel total à la satisfaction de tous, semble-t-il, autorisait la reprise de négociations sur le montant de l'allocation minimale.

L'indemnisation du chômage partiel vise à compenser la réduction d'horaire ou la fermeture temporaire d'une entreprise. Une allocation égale à 50 % du salaire brut horaire est versée, financée par l'Etat pour 9 F et par l'entreprise. Elle ne peut être *inférieure à l'indemnité minimale* qui, en juillet, correspondra à 90 % du SMIC horaire.

AFFAIRES

Les Français créent de plus en plus d'entreprises

Des pousses fragiles

Selon un récent sondage, deux millions et demi de Français souhaitent créer une entreprise (1). Sur le terrain les banques, les élus locaux, les chambres de commerce, les professeurs des grandes écoles et des universités, affirment constater une fécondité nouvelle : il se crée en France de plus en plus d'entreprises. Naissent parallèlement des « pépinières », des « technopoles », des boutiques de gestion, des clubs de créateurs, autant d'initiatives destinées à aider et protéger les jeunes pousses. La presse salue le phénomène en publiant de nouveaux magazines dont le dernier né est *l'Entreprise* du groupe Expansion. Les pouvoirs publics ne sont pas en reste. Le gouvernement a pris des dizaines de mesures fiscales ou juridiques afin d'encourager les créateurs et dont la moindre n'est pas la simplification des circuits administratifs et la réduction des délais de création à moins d'un mois. Le président de la République lui-même s'y était engagé.

Mme Cresson, qui présentait avec M. Defferre, le 25 avril, le futur « Carrefour national des créateurs d'entreprise », qui se tiendra les 23, 24 et 25 mai à Marseille (2), s'est réjouie de ce dynamisme : « *On met trop souvent en avant les défaillances d'entreprises, mais on ne dit pas assez qu'il se crée en France, chaque année, trois fois plus d'entreprises qu'il n'en disparaît.* » Et le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur de citer le chiffre de quatre-vingt-huit mille créations en 1984, soit dix mille de plus qu'en 1981.

La France, pays de fonctionnaires, deviendrait-elle un pays d'entrepreneurs ? Ce serait plus qu'un changement : une révolution. Sociologique mais aussi économique puisque seule cette démographie dynamique peut renouveler le tissu productif et créer les emplois que les grandes entreprises existantes suppriment mois après mois.

La réalité n'est pourtant pas conforme à l'impression générale. Il se crée certes de plus en plus d'entreprises, mais le solde avec celles qui disparaissent est beaucoup moins élevé qu'on le dit. De plus, les entreprises qui naissent sont d'une taille de plus en plus faible.

Premier constat : il n'existe aucune statistique fiable. Les seules sources d'information sont les actes juridiques nécessaires à la *création*, *l'immatriculation* au registre du commerce des entreprises industrielles et commerciales publiés au *BODACC* (le *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales*) et l'inscription aux répertoires des métiers des entreprises artisanales, tenus par les chambres des métiers. Or chaque entreprise qui déménage son siège social doit obtenir une nouvelle immatriculation au registre du commerce. Il en est de même lorsqu'un fils succède à son père propriétaire, ce qui est encore aujourd'hui très courant. D'autre part, il arrive souvent qu'une entreprise artisanale s'inscrive aussi au registre du commerce. Il y a donc une double démarche juridique pour un seul acte économique. Enfin, l'inscription ne vaut pas création puisqu'il y a beaucoup d'entreprises mort-nées et que beaucoup d'autres sont mises sous cocon un certain temps avant de se livrer à une véritable activité économique (lorsque les fonds n'ont pas encore été tous réunis, par exemple).

Ainsi les statistiques juridiques surestiment-elles la réalité économique. De combien ? Impossible à savoir faute d'études précises. Une seule a été menée jusqu'ici avec les chambres de commerce par l'Agence nationale pour la création d'entreprise (ANCE) *concernant les seules entreprises industrielles du Nord-Pas-de-Calais. Elle* conduit à estimer le « déchet » à 30 % au moins.

Côté disparitions, le phénomène est inverse : les statistiques existantes sous-estiment la réalité. L'acte de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, décidé par les tribunaux de commerce, ne prend en effet en compte que les *disparitions d'entreprises qui font* l'objet d'une procédure judiciaire. Or beaucoup d'entreprises meurent, si l'on peut dire, discrètement, sans laisser de dettes, lorsque le patron par exemple (et cela arrive souvent dans le commerce en particulier) *n'a pas, ou* ne veut tout simplement pas de successeur.

Au bout du compte, l'affirmation qui veut qu'il y ait trois fois plus de naissances que de morts doit être avancée. Selon M. Michel Jallas, chargé de mission à l'ANCE, le solde démographique serait positif d'environ trente mille entreprises par an. Mais encore ce chiffre n'est-il qu'un ordre de grandeur très approximatif.

CRÉATIONS ET DISPARITIONS D'ENTREPRISES

CRÉATIONS	1980	1981	1982	1983	1984
Immatriculations au registre du commerce (industrie et commerce)	73 500	78 600	78 700	81 000	88 000
Inscriptions au répertoire des métiers (artisans)	68 700	67 500	63 700	61 000	69 000
DISPARITIONS					
Défaillances (industrie et commerce) ..	17 000	20 300	20 300	22 500	25 000
Radiations du répertoire des métiers (artisans)	56 000	60 000	63 400	64 000	71 000

Regards sur l'étranger

Ce résultat, certes positif, devrait néanmoins conduire les discours officiels à plus de modestie. Il place la France en position très moyenne par rapport à ses concurrents. La croissance des naissances d'entreprises est en effet un phénomène mondial. Or, même si les statistiques étrangères sont aussi mauvaises que les nôtres, on peut observer que les *créations d'entreprises sont passées* aux Etats-Unis de trois cent trente *mille en 1973 à six cent mille en* 1983. Il y a sans doute, outre-Atlantique, beaucoup plus d'entreprises mort-nées qu'en Europe (la moitié environ), mais la croissance sur dix ans y est beaucoup plus nette (plus 100 %) qu'en France (plus 50 %). En RFA on aurait observé une régression des faillites en 1984 alors qu'elles se sont accrues de 11 % en France, tandis que les créations auraient progressé de 11,3 % outre-Rhin contre 8,6 % seulement en France (pour les entreprises industrielles et commerciales). Bref, même si on doit se réjouir d'une incontestable augmentation des naissances d'entreprises il est encore beaucoup trop tôt pour parler d'un véritable changement des mentalités en France.

Ce premier constat quantitatif se confirme sur le plan qualitatif, quant au type d'entreprises créées. Avec les années 80 apparaissent deux nouveaux types d'entrepreneurs. Ceux qui sont motivés par un désir d'indépendance et qui veulent « *créer leur propre emploi* » d'abord, et ensuite les cadres ou les techniciens au chômage, qui estiment détenir un « savoir-faire » suffisant pour se mettre à leur compte. L'un comme l'autre ont une caractéristique commune : le manque de moyens financiers. Leurs projets sont en conséquence modestes dès le départ.

« *En plus*, remarque M. Jallas, *ils sont tous effrayés par les charges sociales et les rigidités de l'emploi. L'objectif de la grande majorité est de créer leur emploi, pas de créer des emplois.* » « *Il se crée de plus en plus d'entreprises, mais il y a de moins en moins de projets d'envergure internationale ou même nationale.* » La meilleure preuve en est que les entreprises créées en 1984 avec un capital supérieur à 1 million de francs – ce qui est très faible – n'ont été, abstraction faite des filiales des grands groupes, que cinquante !

Le manque d'argent, mais aussi la mentalité d'une époque (où dominent individualisme et manque de projet) l'expliquent. Les « aventuriers » d'aujourd'hui ne sont ni Marcel Dassault ni le baron Bich. Ils ont leur quartier pour horizon.

A leur décharge, il faut convenir que les obstacles restent considérables. Il est en France bien plus rentable d'acheter des obligations que de risquer son argent dans une entreprise en création. Les banques restent frileuses. La fiscalité française favorise toujours les rentiers. Etre cadre chez Rhône-Poulenc, par exemple, représente, pour un diplômé d'une école, un statut social supérieur à celui de patron d'une PMI de cinq personnes en province. Les mesures prises par le gouvernement ont, toutes, vu leur portée réduite par les « notaires » du ministère des finances. La déduction des intérêts des emprunts du revenu imposable, par exemple, a été limitée à 50 % et plafonnée à 100 000 F.

D'autres mesures seront prises en faveur des PMI, et le phénomène de création d'entreprises nouvelles ira croissant. « *Ce n'est qu'un début* », affirme Mme Cresson. Sans doute. Mais le chemin est encore long avant de pouvoir prédire la « fin des fonctionnaires » et la naissance d'un nouveau capitalisme français.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Sondage effectué par l'Agence nationale pour la création d'entreprises en janvier et en février 1984 auprès de 9 996 personnes représentatives de la population, âgées de quinze ans et plus.

(2) Pour tous renseignements, tél. : (1) 549-25-50, ou bien à l'ANCE, tél. : 544-38-25.

AVEC LE RACHAT DES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT

M. de Benedetti (patron d'Olivetti et de Buitoni) constitue le premier groupe alimentaire italien

De notre correspondant

Rome. – M. Carlo de Benedetti, PDG d'Olivetti, propriétaire depuis *février* dernier de la société Buitoni-Perugina, a encore accru sa présence dans le secteur de l'industrie alimentaire en rachetant 51 % des actions de la SME (Società Meridionale Finanziaria), une société *dépendante de* l'IRI, le principal holding à participation d'État italien. M. de Benedetti et M. Romano Prodi, PDG de l'IRI, ont annoncé, le 30 avril, la signature de cet accord. La CIR – le holding financier de M. de Benedetti – achète la majorité des actions de la SME pour 397 milliards de lires (1,9 milliard de francs). Un fonds d'investissement privé, l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano) et l'institut de crédit semi-public Mediobanca achètent de leur côté le reste des actions détenues par l'IRI (13,36 %) pour 100 milliards de lires.

Avec ce rachat de la SME, Buitoni devient le premier groupe de l'industrie alimentaire italienne avec *un chiffre* d'affaires de près de 4 000 milliards de lires (environ 20 *milliards de francs*), *qui* lui permet de rivaliser avec les sociétés multinationales du secteur. Au travers de la revente par l'IRI de cette société, qui chapeautait l'ensemble des activités de l'industrie alimentaires para-étatique, l'époque de ce que les Italiens appelaient le « *panettone* » (brioche d'Etat) s'achève. Motta et Alemagna, spécialisées dans les glaces et la pâtisserie, Cirio, numéro un de la conserverie dans le sud de l'Italie, Pavesi, biscuiterie, Autogrill (300 restaurants d'autoroute), les 130 supermarchés GS, Italgel enfin, numéro deux des glaces surgelées, retournent *ainsi au secteur privé* au travers d'une opération chargée d'une importante valeur symbolique. M. de Benedetti a tenu à souligner le tournant que représente cette privatisation, alors que, pendant trente ans, c'était au contraire l'Etat qui, par le biais de l'IRI, prenait à sa charge des sociétés privées en difficulté.

Il a justifié cet achat de la SME en soulignant : « *Un secteur comme celui où opère Olivetti est caractérisé par une forte croissance, mais aussi par de gros risques. Dans l'industrie alimentaire au contraire, la croissance est en général faible, mais c'est un secteur de grande stabilité générant un cash-flow constant. Ces deux activités se complètent donc parfaitement.* » Si pour la CIR la diversification représente une nécessité, le problème se pose en des termes opposés pour l'IRI, un empire financier très hétéroclite. La rationalisation et la concentration des activités productives de ce holding public sont justement des axes essentiels de la stratégie d'assainissement menée depuis deux ans par M. Romano Prodi. Dans cette opération, l'IRI obtient de surcroît 500 milliards de lires d'argent frais, ce qui lui permettra d'éponger un endettement chronique.

Les premières réactions gouvernementales à cette opération Buitoni-SME ont été favorables. Plusieurs ministres, dont celui de l'industrie, M. Altissimo (libéral), ont précisé qu'il ne s'agissait en rien de démanteler le secteur public, *mais de* lui permettre, en le déchargeant d'activités « périphériques » de développer les investissements dans les secteurs à technologie avancée. Seules les confédérations syndicales ont protesté pour ne pas avoir été informées à l'avance des modalités de cet accord. Elles ont demandé à M. de Benedetti des garanties pour le maintien de l'emploi. – *(Intérim.)*

AU SALON EXPOMAT (TRAVAUX PUBLICS)

Matériels nouveaux dans un marché déprimé

Du 3 au 11 mai, se tient à Villepinte, au *Parc des expositions* Paris-Nord, le XIIIe Salon international du matériel de travaux publics et de bâtiment EXPOMAT (1). Les visiteurs les plus intéressés par les nouveaux engins sont incontestablement les responsables d'entreprises de travaux publics et de bâtiment, clients directs des industriels exposants. Les plus fascinés pourraient bien être les gens de la rue, puisque ce salon professionnel est ouvert au public, venus voir de près les « monstres *métalliques* » *qui permettent* à un homme seul de soulever et de transporter des charges énormes, d'aplanir ce qui sera une chaussée d'autoroute ou d'assécher un lac, versions titanesques de la pioche, de la brouette ou de la petite cuiller. Les chantiers en action n'attirent-ils pas régulièrement les badauds, jamais lassés de voir se construire sous leurs yeux ce qui, après demain, fera partie de leur *paysage familier* ?

Neuf cents industriels, dont la moitié sont français, exposent ainsi leurs matériels, en face de leurs concurrents étrangers, venus d'Allemagne fédérale (131), d'Italie (92), des Etats-Unis (67), de Grande-Bretagne (44), etc. Sur un stand de 1 000 mètres carrés, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) présente, à l'aide de *maquettes animées, de films,* de montages audiovisuels, les réalisations des entreprises utilisatrices de ces matériels : TGV, centrales nucléaires, tracé d'autoroute, station d'épuration de Valenton, dans la région parisienne. Cette solidarité des clients avec leurs fournisseurs est, sans aucun doute, née des difficultés des deux secteurs.

Selon le Syndicat national des industries *d'équipement, ce secteur* fabricant de matériels est touché de plein fouet par la baisse de l'activité des travaux publics. Cette activité a baissé, en volume, de 10 % en 1984, avec un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de francs, dont les deux tiers (7,7 milliards de francs) sont réalisés à l'exportation. Bien que les importations aient augmenté de 3 % en volume par rapport à 1983, pour *atteindre 3,5 milliards de* francs, la balance est encore créditrice de 4,2 *milliards* de francs, en baisse de 12,5 % en francs courants par rapport à 1983.

J. D.

(1) De 9 h 30 à 18 h 30, sans interruption. Entrée : 20 francs.

● **Vers une reprise de la production industrielle.** – *La* production industrielle, après avoir diminué au premier trimestre, devrait augmenter au cours des prochains mois, estime l'INSEE au vu de son enquête mensuelle (avril) auprès des chefs d'entreprise. Cette amélioration toucherait d'une part, les biens d'équipement, dont les carnets de commandes se regarnissent, et, d'autre part, les biens intermédiaires *et les biens* de consommation dont les stocks sont inférieurs à leur niveau normal. Dans la construction automobile, en revanche, l'activité se réduirait. Globalement, la demande étrangère augmente mais les carnets de commandes et la demande globale évoluent peu. Les perspectives générales de prix continuent à être modérées.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,5775	9,5825	+ 145	+ 160	+ 275	+ 305	+ 640	+ 740
$ can.	6,9996	7,0068	+ 19	+ 40	+ 32	+ 69	– 28	+ 69
Yen (100) ...	3,7938	3,7973	+ 128	+ 142	+ 254	+ 274	+ 755	+ 803
DM	3,0477	3,0513	+ 114	+ 124	+ 231	+ 246	+ 661	+ 705
Florin	2,6964	2,6997	+ 67	+ 75	+ 143	+ 156	+ 439	+ 476
F.B. (100) ...	15,1375	15,1526	+ 127	+ 169	+ 231	+ 314	+ 603	+ 857
F.S.	3,6403	3,6449	+ 158	+ 172	+ 319	+ 340	+ 917	+ 979
L (1 000) ...	4,7667	4,7716	– 91	– 72	– 208	– 176	– 784	– 703
£	11,7372	11,7529	– 264	– 216	– 460	– 385	–1 163	– 946

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/2	8 3/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 7/8	9
DM	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6
Florin	6 1/2	7 1/2	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16
F.B. (100)..	8 1/2	9	9 3/16	9 7/16	9 5/16	9 9/16	9 1/2	9 3/4
F.S.	1 3/4	2 1/4	5	5 1/8	5 1/16	5 3/16	5 3/16	5 5/16
L (1 000) ..	12 3/4	13 1/4	12 1/8	12 5/8	12 1/2	13	13 3/4	14 1/8
£	12 3/4	12 7/8	12 13/16	12 15/16	12 3/4	12 7/8	12 7/16	12 9/16
F. franç. .	10 1/8	10 3/8	10 3/16	10 7/16	10 1/4	10 1/2	10 5/8	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Belgique

Le parti socialiste accuse le gouvernement de truquer les chiffres du chômage

De notre correspondant

Bruxelles. – Une très vive controverse à propos d'un « trucage » éventuel des chiffres du chômage vient d'éclater en Belgique. La plupart des gouvernements européens ont, il est vrai, recours à divers stratagèmes pour donner la meilleure image possible de leur politique de l'emploi. Cette fois, pourtant, le conflit entre les pouvoirs publics et le Parti socialiste prend une tournure particulièrement aiguë.

L'Office national de l'emploi (ONEM) a décidé de ne plus faire figurer dans les statistiques du chômage les personnes sans travail âgées de cinquante-cinq ans et celles qui, à l'âge de cinquante ans, sont inaptes au travail. Celles-ci, toutefois, doivent demander « *librement* » leur radiation des statistiques du chômage, ce qui les exonère de l'obligation du pointage, mais elles continuent de toucher leurs allocations. De plus, elles pourront cumuler leurs indemnités avec un revenu tiré d'une activité professionnelle dans les limites permises pour les pensionnés.

Ce nouveau système vient d'être dénoncé énergiquement par le président du Parti socialiste francophone, M. Guy Spitaels, et par la centrale syndicale de tendance socialiste (FGTB). L'organisation ouvrière s'est d'ailleurs désolidarisée du comité de soutien de l'ONEM, en annonçant qu'elle publierait désormais ses propres chiffres du chômage.

Le nombre officiel des personnes sans travail (chômeurs complets indemnisés) s'élève actuellement à 511 676. Depuis le 1er janvier, 17 000 travailleurs âgés de cinquante ans ou de cinquante-cinq ans ont déjà été éliminés des statistiques. Selon les prévisions syndicales, quelque 30 000 à 35 000 autres pourraient suivre la même voie d'ici à la fin de l'année.

Cette opération permettrait donc au gouvernement d'aborder les élections générales du mois de décembre en proclamant qu'il a ramené le chômage au-dessous de la « barre psychologique » du demi-million. Pour sa part, M. Hansenne, ministre de l'emploi et du travail, s'étonne que l'opposition « *découvre la lune* », alors que le nouveau système de comptage a été mis en œuvre depuis le début de l'année, sans que les organisations syndicales aient éprouvé le besoin de manifester leur désaccord.

Au surplus, fait-on remarquer dans les milieux gouvernementaux, le dirigeant socialiste, M. Spitaels, qui fut ministre de l'emploi de 1977 à 1979, avait alors proposé lui-même un système tout à fait semblable à celui qui vient d'être mis en vigueur. Autrement dit, le gouvernement de M. Martens ne s'inspirerait nullement de la politique de Mme Thatcher – comme l'affirme M. Spitaels, – mais de celle qui avait été recommandée par l'ancien ministre socialiste de l'emploi.

Cette nouvelle polémique ne change rien à une situation objective quelque peu ambiguë. Des dizaines de milliers de travailleurs sont, en effet, employés dans des « *circuits de travail temporaire* » ou dans des postes à temps partiel. Compte tenu de tous ces cas exceptionnels, le nombre réel des demandeurs d'emploi devrait, si l'on en croit les critiques du gouvernement, dépasser le niveau des 700 000.

JEAN WETZ.

L'ARGENTINE ADOPTE UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE D'URGENCE

Le président argentin, M. Raul Alfonsin, a annoncé mercredi 1er mai une série de réformes financières et fiscales, notamment une réduction de 12 % des dépenses publiques, pour combattre l'inflation et la spéculation. Dans un message d'une heure et demie lu devant le Parlement, le chef de l'État a dressé le bilan de ces derniers dix-sept mois d'« *économie de crise* », et a réclamé des « *idées nouvelles* » pour « *entamer immédiatement la modernisation du pays* ». – *(AFP.)*

L'ANGOLA SIGNE LA TROISIÈME CONVENTION DE LOMÉ

Luxembourg *(AFP)*. – L'Angola a signé, le 30 avril, la troisième convention de Lomé régissant les rapports économiques entre les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et la Communauté européenne. Elle devient ainsi le soixante-sixième Etat signataire de cette convention, à laquelle adhèrent désormais tous les pays indépendants d'Afrique noire.

A l'occasion de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, à Luxembourg, la convention a été signée par le secrétaire d'Etat angolais à la coopération, M. Carlos Fernandes, en présence de M. Giulio Andreotti, ministre italien des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres des Dix. L'Angola avait pris part, depuis octobre 1983, aux négociations ayant abouti à la signature de la troisième convention de Lomé, le 8 décembre 1984. Pour sa part, le Mozambique avait signé, le 8 décembre, dans la capitale togolaise, Lomé III (*le Monde* du 17 avril).

● **La construction d'un deuxième pont sur le Bosphore.** – Un deuxième pont au-dessus du détroit du Bosphore et les 200 kilomètres d'autoroutes d'accès seront construits par un consortium international réunissant trois firmes japonaises, une firme italienne et une société turque. Pour financer ce projet, dont le coût est estimé à 551 millions de dollars, le consortium s'est assuré près de 600 millions de crédits du Japon, de l'Italie et de banques européennes.

Ce pont à huit voies sera situé au nord du premier ouvrage, inauguré en 1973, qui ne suffisait plus à écouler le trafic. Les travaux devraient commencer à la fin du mois. La première construction, au péage rémunérateur, avait été vendue au public le 3 décembre 1984.

ITALIE

● **Prix : + 0,9 % en avril.** – Le taux italien d'inflation a enregistré une légère accélération en avril avec une hausse des prix de 0,9 %, contre 0,7 % en mars. Selon l'Institut central de statistiques (ISTAT), le taux annuel s'est situé en avril à 8,8 % contre 8,6 % en mars. Toutefois, en avril 1984, ce taux était de 11,6 %. – *(AFP.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CPR

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

L'assemblée générale des actionnaires de la CPR s'est réunie le 24 avril 1985 pour approuver les comptes de la société.

Le bénéfice net de l'exercice, après impôts et provisions, s'élève à 126 638 000 francs dont 43 873 000 francs proviennent des résultats dégagés en 1983 par Paresco-Gestion, société en commandite simple dont le fonctionnement est assuré par les services de la CPR.

L'assemblée a été informée que les bénéfices de 1984 de cette filiale ont été de 108 535 000 francs laissés en report à nouveau en attendant une affectation ultérieure. Le total des résultats réalisés en 1984 par les deux entités, après déduction de ceux relevant de 1983, s'élève donc à 191 300 000 francs.

Elle a décidé la mise en paiement, à partir du 8 juillet prochain, d'un coupon de 25 francs par action de 100 francs, représentant un dividende de 37,50 francs en tenant compte de l'avoir fiscal.

Enfin, après avoir porté à 1 milliard de francs l'autorisation donnée au conseil pour des émissions d'obligations, l'assemblée générale a ratifié la nomination au poste d'administrateur de M. Hugues Lasseron et a renouvelé les mandats de MM. René Cassou, Henri Darmas, Marcel Martini.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée générale a réélu M. René Cassou à la présidence de la société et M. Henri Darmas à l'un des deux postes de vice-président.



elf gabon

Le conseil d'administration d'Elf Gabon s'est réuni à Paris le jeudi 25 avril. Il a constaté les résultats de l'exercice 1984, le bénéfice net s'élevant à 41,5 milliards de francs CFA, et a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires un dividende de 6000 F CFA par action (120 FF), net d'impôts, au titre de l'exercice 1984.

Un acompte de 2400 F CFA par action (48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1984, le montant du solde du dividende restant à verser sera de 3600 F CFA par action (72 FF).

merlin

MERLIN IMMOBILIER

Une confirmation de la reprise.
Prises de commandes en nette progression au cours des premiers mois de 1985

Les ventes imposables se sont élevées, en 1984, à 301 millions de francs TTC. La conjoncture défavorable au marché immobilier de loisirs, au cours du premier semestre 1984, s'est légèrement redressée dans la deuxième partie de l'année et plus particulièrement au cours du dernier trimestre.

La Société a intensifié sa politique de maîtrise des coûts de revient et a pu ainsi améliorer sensiblement la marge brute de construction, qui gagne près de 2 points, passant de 34 % en 1983 à 36 % en 1984.

Parallèlement, et compte tenu de l'amorce de reprise précitée, la Société, par une action volontariste, a développé un effort significatif en matière d'investissement commercial. Outre l'augmentation du budget de publicité annuel, MERLIN IMMOBILIER a poursuivi le renforcement de ses structures avec de nouvelles implantations d'agences en France, notamment à Nantes, plate-forme commerciale consécutive au retour de la Société en Vendée.

A cet effet, de nombreux programmes ont été entrepris.

On peut notamment citer les chantiers de Vendée (Saint-Jean-de-Monts, Château-d'Olonne). Renforcement de la présence sur la Côte d'Azur, avec les programmes de la Londe, les Maures et Roquebrune-Cap-Martin. Présence également dans les Alpes, avec les programmes de Tignes et Prapoutel, ainsi qu'un effort continu en Normandie, avec le nouveau chantier de Cabourg.

Ce dynamisme commercial a naturellement entraîné des frais divers de commercialisation en hausse sensible par rapport à 1983.

Le coût de cette stratégie offensive n'a pu être entièrement compensé, dans un environnement peu propice, par la croissance de la marge brute de construction : le bénéfice net provisoire de l'exercice après impôt s'élève à 8,9 millions de francs, contre 10,1 millions de francs au titre de l'exercice précédent.

Toutefois, le choix de MERLIN IMMOBILIER semble être aujourd'hui justifié par la confirmation assez nette de la reprise au cours des premiers mois de 1985.

En effet, les prises de commandes nettes de désistement du 1er janvier au 15 avril s'élèvent à 992 réservations contre 607 pour la période correspondante en 1984.

Compte tenu des progrès considérables réalisés au niveau des méthodes et des négociations, le prix de vente moyen TTC a pu être ramené de 196 324 F en 1984 à 168 268 F pour 1985. MERLIN IMMOBILIER dispose ainsi d'un atout supplémentaire important pour soutenir une politique commerciale dynamique.

Cette politique s'articule toujours autour de deux critères traditionnels :

– *Emplacements de premier ordre* sur les plages ou à proximité immédiate des pistes ;

– Rapport qualité/prix au-dessus de la concurrence.

Tous ces éléments, s'ils se confirment, permettent d'envisager avec optimisme le déroulement de l'exercice en cours, d'autant plus que la politique des pouvoirs publics, à travers le déblocage des PEL au profit des résidences secondaires neuves et la possibilité d'y affecter désormais les plans d'épargne-logement, devrait favoriser l'activité de la Société.

SOFICOMI

L'assemblée générale ordinaire de la société pour le financement d'immeubles commerciaux et industriels, SOFICOMI, réunie le 26 avril 1985, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1984, qui se soldent par un bénéfice net de 108 038 164,59 F contre 93 845 479,03 F pour l'exercice 1983 (+ 15,1 %).

Elle a décidé la mise en paiement, à compter du 28 juin 1985, d'un dividende net par action de 41,71 F, assorti d'un avoir fiscal de 0,33 F. Le dividende unitaire global ressort ainsi à 42,04 F, contre 38,47 F (+ 9,3 %).

Il est proposé à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions créées jouissance du 1er janvier 1985 au prix d'émission de 582 F.

Cette option porte sur la totalité du dividende net mis en distribution, soit 41,71 F par action.

Les actionnaires qui souhaitent opter pour le paiement des dividendes en actions disposeront d'un délai compris entre le 6 mai et le 3 juin 1985 inclus pour en faire la demande auprès des intermédiaires financiers habilités.

D'autre part, l'assemblée générale extraordinaire a approuvé les modifications apportées aux statuts de la société pour les adapter à l'évolution de la législation.

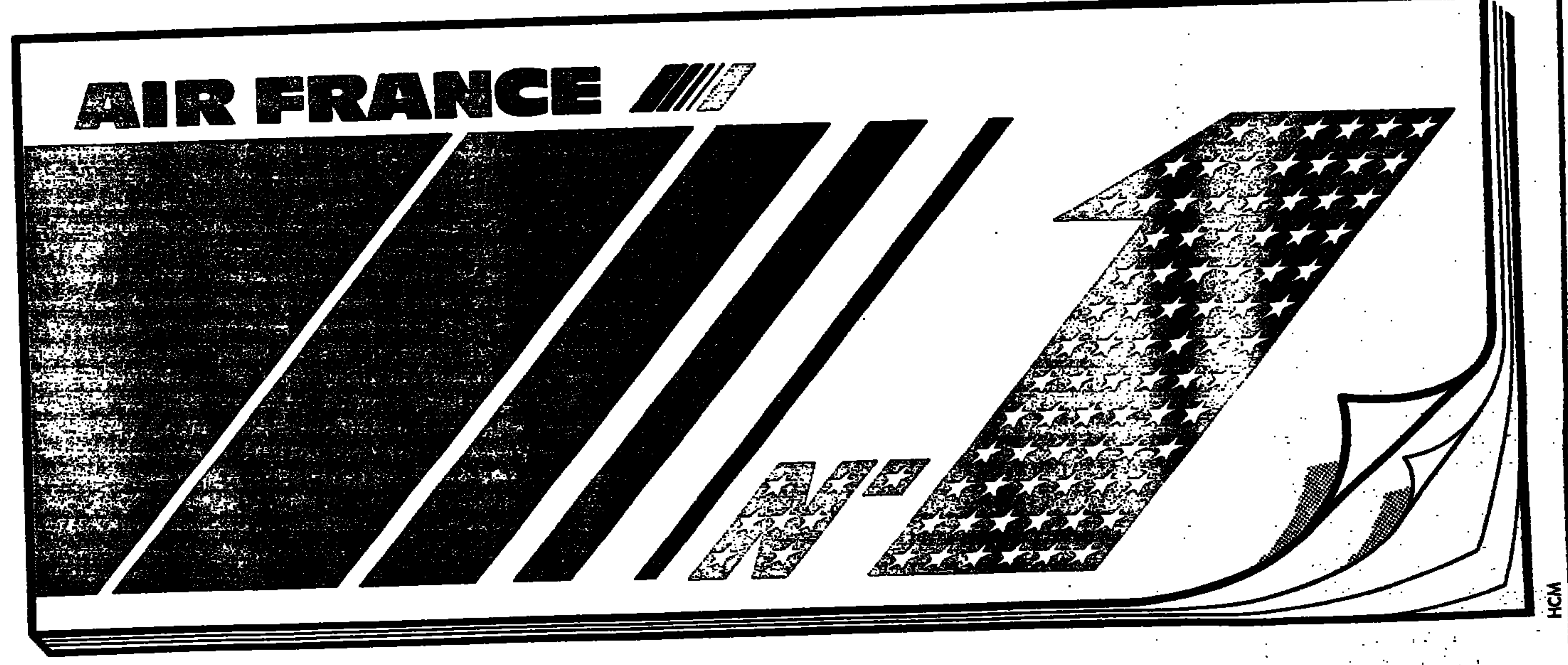
Question:

Quelle est la compagnie aérienne qui transporte les hommes d'affaires en moins de 4 h à New York?

Qui propose le plus grand choix de vols directs vers l'Amérique du Nord, (Chicago, Houston, Los Angeles, Washington, Anchorage, New York, Montréal, Toronto)?

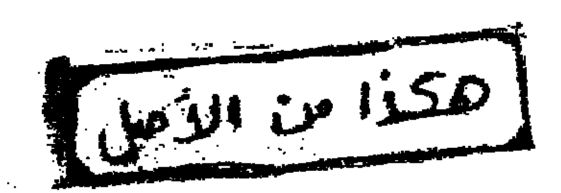
Qui propose le plus grand nombre de fréquences hebdomadaires vers l'Amérique du Nord (55)?

Réponse:



Air France n° 1 vers l'Amérique du Nord.

هكذا من الأصل



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 avril

Très calme

La Bourse de Paris était très calme à la veille du chômage du 1er mai, si calme que l'indice instantané est resté pratiquement inchangé.

Citons, au chapitre des avances, Darty (+ 3 %), Poliet (+ 3 %), Printemps (+ 2,6 %), Bongrain (+ 2 %), BSN (+ 1,8 %), Legrand (+ 1,5 %). Peugeot a poursuivi sa lente remontée après son repli des jours précédents : il est vrai que cette valeur avait atteint, il y a huit jours, son plus haut cours depuis des années. Au chapitre des replis, UCB a perdu 4 %, Avions Marcel Dassault 4 %, Europe 1 2,6 %, Screg et Matra 2 %.

En fait, le marché poursuit la consolidation amorcée la semaine dernière, à la satisfaction, semble-t-il, des boursiers. Les ventes bénéficiaires, fort logiques après la hausse de ces derniers mois, sont facilement absorbées. Quant à l'environnement extérieur, il compte peu, du moins pour l'instant. Même la mauvaise tenue de Wall Street, où l'indice Dow Jones a perdu 25 points en deux jours, n'a guère influé sur la tendance, pas même la mauvaise séance de lundi à New-York (près de 16 points de baisse). Autour de la corbeille, certains pensent que le repli de la Bourse de New-York, loin de gagner Paris et les Bourses européennes, contribue à rendre ces places plus attractives, les détenteurs de capitaux internationaux cherchant à se diversifier.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 450 F à 98 950 F, tandis que le napoléon restait inchangé à 580 F. A Londres, le cours de l'once s'est inscrit à 324,65 dollars contre 323 dollars.

Le dollar-titre a été traité entre 9,60 F et 9,66 F contre 9,64 F-9,75 F, son repli suivant celui du dollar commercial, qui n'a pas été coté officiellement du fait de la fermeture des banques à midi, mais, entre étalements, valait 9,40 F à 9,46 F, contre 9,50 F lundi.

NEW-YORK

Forte baisse

Déjà pas très vaillante les séances précédentes, la Bourse new-yorkaise s'est franchement alourdie mercredi 1er mai. Amorcé peu après l'ouverture, le repli des cours s'est poursuivi en s'accélérant jusqu'au coup de cloche final. Les « Blue Chips » ont été affectées au premier chef, comme en témoigne l'indice des industrielles, en baisse de 16,01 points à 1 242,04. Mais le bilan de la journée n'a pas été brillant non plus. Sur 1 984 valeurs traitées, 954 ont fléchi, 549 ont monté et 481 n'ont pas varié.

C'est la quatrième fois consécutive que Wall Street s'affaiblit. Mais, mercredi, la purge a été sévère. La réaction était prévisible. Publiées mardi et mercredi, les dernières statistiques officielles sur l'état de l'économie ne sont pas bonnes. Elles confirment, si besoin était, que l'expansion s'est fortement ralentie. Par exemple, l'indice avancé a reculé de 0,2 % en mars et la demande de biens durables a baissé de 3 % le même mois. Avec la multiplicité des résultats trimestriels décevants pour les sociétés industrielles, les incertitudes grandissent sur les chances d'une reprise de la croissance, d'autant que les chefs d'entreprises, en majorité, n'attendent pas d'amélioration, ou guère, pour le deuxième trimestre.

Les investisseurs prennent leur distance, procédant à des ventes de précaution et ajustant leurs positions au mieux de leur intérêt. Une assez forte activité a régné et 101,54 millions de titres ont changé de mains, contre 112,29 millions.

VALEURS	Cours du 30 avril	Cours du 1er mai
Alcoa	30 5/8	30 3/8
A.T.T.	21	20 5/8
Boeing	60 3/8	59
Chase Manhattan Bank	52 1/8	51 3/8
Du Pont de Nemours	55 1/2	54 5/8
Eastman Kodak	66 3/4	64 1/8
Exxon	51 1/2	51 3/4
Ford	40 3/4	40 1/8
General Electric	59 1/8	58 1/4
General Foods	63 1/8	61 3/4
General Motors	67 5/8	68 3/8
Goodyear	25 7/8	25 7/8
I.B.M.	126 3/8	125 1/4
I.T.T.	33 1/2	33 5/8
Mobil Oil	30 1/4	30 1/4
Pfizer	44 1/2	43 1/2
Schlumberger	39 1/8	39
Texaco	40 1/8	39 1/2
U.A.L. Inc.	40 1/4	40 5/8
Union Carbide	38 3/8	37 3/8
U.S. Steel	27 1/8	27 1/4
Westinghouse	30	29 3/8
Xerox Corp.	45 5/8	45 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PRESSES DE LA CITÉ. – Le bénéfice de la société mère, pour l'exercice 1984, est passé de 48,74 millions de francs à 117,75 millions de francs, les dividendes reçus des filiales s'élevant à 110,9 millions de francs, contre 52,17 millions de francs. Les résultats de la filiale France-Loisirs (à 50 % avec le groupe allemand Bertelsmann) ont atteint 161,08 millions de francs, contre 110,56 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs (+ 16,9 %). Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à 133,34 millions de francs, contre 111,58 millions de francs, soit par action, intérêts minoritaires déduits, 178,69 F, contre 149,54 F (+ 19,5 %). Le dividende global passe de 16,20 F à 16,92 F. Selon M. Claude Nielsen, PDG des Presses, la modicité de cette augmentation (+ 4,5 %), par rapport à la progression des résultats, est due au respect des recommandations du ministère des finances et à la nécessité de justifier les mesures d'économie prises par la société.

Avec 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé, le groupe des Presses de la Cité couvre 8 % de l'édition française. En dépit de conditions difficiles, notamment l'augmentation, générale dans l'édition, des « retours » (plus de 15 %), il a nettement amélioré ses résultats. Le rachat des *Éditions Bordas* va lui permettre de rééquilibrer ses activités dans des publications à vie plus longue. Ainsi Bordas édite le fameux manuel scolaire de littérature *Lagarde et Michard (400 000 exemplaires par an)*. Le chiffre d'affaires consolidé des Éditions Bordas a atteint 445 millions de francs en 1984, avec des résultats satisfaisants (*15 millions de francs*).

RADAR. – Le groupe fait état, pour l'exercice 1984, d'une perte consolidée de 175 millions de francs, après un déficit de 241 millions l'année précédente, sur un chiffre d'affaires en diminution : 8,2 contre 8,3 milliards de francs. Pour la société mère *Radar*, l'année 1984 s'est soldée par un bénéfice de 150 millions de francs environ, après 360 millions de plus-values et 227 millions de provisions. De son côté, la *filiale Paris-France a réalisé*, en 1984, un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de francs, en diminution de 2 % sur l'exercice précédent.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	29 avril	30 avril
Valeurs françaises	114,2	114,3
Valeurs étrangères	105,7	104,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	29 avril	30 avril
Indice général	215,4	215,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 2 mai .... 10 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1er mai	2 mai
1 dollar (en yens)	252,50	252,40

BOURSE DE PARIS — Comptant — 30 AVRIL

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 30/4

Étrangères

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 504	....	9 200	9 800
ECU	6 816	....	....	....
Allemagne (100 DM)	305 040	....	294	314
Belgique (100 F)	15 146	....	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	269 730	....	260	280
Danemark (100 krd)	84 530	....	80	88
Norvège (100 k)	106 750	....	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 683	....	11 300	12
Grèce (100 drachmes)	7	....	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 782	....	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	363 200	....	3 530	3 700
Suède (100 krs)	105 260	....	102	109
Autriche (100 sch)	43 430	....	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 450	....	5 300	5 800
Portugal (100 esc.)	5 385	....	5 300	6 100
Canada ($ can 1)	6 944	....	6 700	7 050
Japon (100 yens)	3 768	....	3 660	3 810

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/4
Or fin (kilo en barre)	98500	98400
Or fin (en lingot)	98400	98950
Pièce française (20 fr)	580	580
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	570	566
Pièce latine (20 fr)	567	564
Souverain	716	712
Pièce de 20 dollars	4025	4025
Pièce de 10 dollars	2060	2040
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3635	3620
Pièce de 10 florins	589	589

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Mme Bouchardeau « Face au Monde »

Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, sera l'invitée de « Face au Monde », le vendredi 3 mai, sur CFM 89, à 18 h 45. Roger Cans et Christian Villain dirigeront les débats.

En Ethiopie

L'armée aurait fait évacuer un important camp de réfugiés victimes de la famine

Des milliers de personnes menacées de mort, selon le « Washington Post »

Les autorités éthiopiennes ont fait évacué par l'armée, du samedi 27 au mardi 30 avril, puis incendié, le camp de réfugiés d'Ibnet, refoulant les quelque 57 000 victimes de la famine qu'il abritait vers leurs régions d'origine, le Tigré et le Wollo, a révélé, mercredi 1er mai, le *Washington Post*, dans un long article citant deux responsables d'organisations d'aide aux réfugiés.

Le camp d'Ibnet, situé sur le haut plateau central éthiopien, au nord d'Addis-Abeba, était un centre spécialisé dans l'assistance alimentaire et médicale aux victimes de la famine et de la dénutrition infantile. Il était géré, en commun, par les autorités éthiopiennes, l'Eglise orthodoxe éthiopienne, le Comité international de la Croix-Rouge et les associations Concern et World Vision.

Les deux témoins cités par le quotidien américain ont visité, mardi 30 avril, ce qui restait de ce camp, le plus grand d'Ethiopie. Ils ont raconté qu'« *environ 52 50 des occupants du camp, dont plusieurs milliers d'enfants âgés de moins de cinq ans, ont été chassés d'Ibnet* » et qu'ils les ont vus d'avion « *formant de longues colonnes qui cheminaient à travers le haut plateau, aride et accidenté, tandis que l'armée éthiopienne incendiait les installations du camp, bientôt réduit à l'état de plaine brûlée* ». Les deux témoins ont notamment aperçu « *une colonne de réfugiés, composée d'un tiers environ des anciens pensionnaires du camp se diriger vers l'Est* ».Le Wollo est à trois à six jours de marche et le Tigré à quatorze jours de marche). Ces deux régions ont été les plus durement touchées par la sécheresse, l'an dernier.

Des infirmières employées par Concern (organisation irlandaise) ont assuré aux responsables cités par le *Washington Post* que parmi les réfugiés partis à pied, il y avait plusieurs centaines d'enfants très malades, dont la moitié ne résisteront pas à cette marche forcée. Dix-sept corps ont déjà été repérés sur le parcours emprunté par les réfugiés.

Selon l'AFP, l'évacuation forcée du camp d'Ibnet, précédée par un « départ librement consenti » de quelque quatre mille réfugiés, à bord d'hélicoptères, a été décidée par le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE, parti unique), chargé par le gouvernement de l'administration directe de la région du Gondar. D'après le PTE, Ibnet était « *surpeuplé et menacé d'épidémies* ». Les pluie tombées récemment dans les régions du Wollo et du Tigré « *permettent le rapatriement de leurs anciens habitants, pourvus de provisions suffisantes* », estime le PTE.

Aux Etats-Unis, les réactions officielles ont suivi la publication de l'article du *Washington Post*. « *C'est un acte brutal, barbare, déplorable* », a déclaré M. Peter McPherson, directeur de l'Agence des Etats-Unis pour l'aide internationale (AID), qui a ajouté, lors d'une conférence de presse : « *Il est clair que la décision d'évacution équivaut, en fait, à prononcer une sentence de mort contre au moins la moitié des occupants du camp qui sont renvoyés à la famine.* »

De son côté, M. Chester Crocker, secrétaire d'État adjoint chargé des affaires africaines, a déclaré : « *Nous sommes affligés de la manière brutale dont le camp a été évacué* », précisant qu'il n'y avait « *aucune excuse à la décision des autorités éthiopiennes* ».

Le porte-parole du département d'Etat, M. Edward Djerejian, a indiqué que les Etats-Unis, le plus gros fournisseur d'aide à l'Ethiopie, allaient saisir de cette affaire à la fois les Nations unies et l'ensemble des pays contribuant à la lutte contre la famine dans ce pays. MM. Crocker et McPherson ont souligné que « *selon les informations dont nous disposons, l'évacuation en a été décidée par les autorités locales de la région d'Ibnet et non par le gouvernement central* ».

« *Les explications selon lesquelles il s'agissait pour les autorités de renvoyer les réfugiés chez eux afin qu'ils puissent procéder aux semailles n'ont aucun sens et ne tiennent pas debout, car ce n'est pas l'époque des semences et ces gens ne disposent pas, de toute façon, de semences* », a souligné M. McPherson.

M. Marc Brunschweiler, secrétaire général de la CIMADE, qui a regagné Paris mercredi 1er mai, après un séjour en Éthiopie, et n'a donc pas assisté aux événements, mais connaît bien leur théâtre, nous a déclaré que « *des menaces très sérieuses d'épidémie de choléra rendaient nécessaire la décongestion du camp d'Ibnet. Il était indispensable de déplacer les gens pour qu'ils ne soient pas atteints par la maladie* ».

M. Brunschweiler estime que l' « *armée est intervenue un peu brutalement peut-être, mais a évacué par camions et hélicoptères, quelque huit mille personnes réfugiées à l'intérieur du camp. Elle a également forcé au départ environ six mille personnes qui campaient autour du camp, sous des abris de branchages, dans l'espoir de recevoir quelque nourriture et de l'eau* ». Le secrétaire de la CIMADE a souligné que l' « *incendie dont il est fait état dans le* Washington Post *est vraisemblablement celui des paillotes entourant le camp et non des installations elles-mêmes* ».

F.F.

Sur le vif

Assez causé !

Tiens, j'ai reçu une lettre furibarde. Il râle sec, le lecteur. Non, pas contre moi, pour une fois, ne vous réjouissez pas trop vite. Pas du tout, au contraire. Contre les emmerdeurs qui l'empêchent de lire tranquillement *le Monde* le soir dans le train du retour. Lui, la fumée, ça le gêne pas. Ce qui lui pompe l'air, c'est le potin, les potins. Le boucan, les cancans.

Dans les voitures sans compartiment, il y en a de plus en plus, le couloir central, c'est la salle des pas perdus. C'est un va-et-vient continuel direction wagon-bar. Avec arrêts pia-pia, debout assis, – tiens, salut, comme ça va ? – chaque rencontre de passage. Ça en fait pas mal. Entre habitués de la même ligne, forcément...

Mais il n'y a pas que ça. Vous êtes là, vous êtes peinard, vous voulez profiter du trajet pour lire un bouquin, un rapport, un canard. Arrivent – il raconte ça très drôlement, mon correspondant – trois mecs sortis d'un séminaire, deux nanas en veine de confidences, trois trouffions un peu beurrés sur les bords ou une mère de famille harcelée par ses chiards, et c'est la bande stéréo plein son.

Et ça y va ! Et je te balance à 20 mètres à la ronde des « tu sais à quelle heure il est rentré, Roger, cette nuit ?... », « Pour la *robotique d'accord, seulement...* », « Elle a de ces fesses, je vais te dire... », « Arrête d'embêter ta sœur... », « Le transfert de technologie, c'est bien joli... ».

La tête cassée, les pieds aussi, déconcentré, frustré, abruti, vous n'avez nulle part où vous réfugier. La première classe, aucun intérêt, dépense inutile. Question pollution par le bruit, elle est aussi exposée que l'autre. Pourquoi ne pas la supprimer et séparer les compartiments entre fumeurs, non-fumeurs et parleurs, non-parleurs ? Ce serait une bonne solution d'attente.

Attente de quoi ? Mais de la télé, de la vidéo. Il y en a déjà sur certaines lignes. Il y en a même dans le métro. Alors là, plus de problème. La lecture, la conversation, terminé ! La bouche ouverte, les yeux collés à l'écran, quinze hommes, trente veaux, on ne voyagera plus que dans des wagons à bestiaux.

CLAUDE SARRAUTE.

A BORD DE CHALLENGER

Des crapauds dans le cristal

Les sept astronautes qui sont à bord de la navette spatiale américaine Challenger depuis le 29 avril ont vécu un début de mission mouvementé et marqué par de nombreux incidents. Rien de très grave, mais une longue série de « pépins » qui ont malgré tout perturbé la vie de l'équipage et le bon déroulement des expériences.

Les premiers problèmes sont apparus dans les toilettes de Challenger : la chasse d'eau s'est d'abord cassée, puis un collecteur d'urine s'est mis à fonctionner dans le mauvais sens, refoulant le liquide et obligeant William Thornton à faire de la plomberie pour réparer l'installation défectueuse. Les astronautes ont dû également « repêcher » au vol des débris d'excréments des rats et des singes embarqués dans la navette, ainsi que des miettes de biscuits qui flottaient librement à l'intérieur du laboratoire Spacelab.

Mais d'autre difficultés, plus graves, les attendaient à bord du module laboratoire. L'un des trois ordinateurs est en effet tombé en panne, obligeant les astronautes à « basculer » les fonctions assurées par l'appareil défaillant sur un ordinateur de secours. Pis : un clapet obturant un hublot de Spacelab n'a pas pu être déverrouillé, ce qui a empêché les membres de l'équipage d'observer et de photographier le ciel à l'aide de la caméra à très grand champ, de fabrication française. Si le clapet ne peut être réparé, l'expérience devra être annulée.

Ces nombreux incidents n'ont toutefois pas empêché les astronautes de poursuivre les différentes tâches qui leur étaient confiées. En dépit de leurs tracas, ils ont déjà pu se livrer à des observations d'aurores polaires. Ils ont également réussi à tirer parti de l'apesanteur qui règne à bord de leur laboratoire pour produire un gros cristal d'iodure de mercure destiné à la fabrication de détecteurs de rayons X et gamma.

SELON M. ROCARD

« Le moment est venu pour la France » d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire »

M. Michel Rocard a déclaré, mercredi 1er mai au « Grand Jury RTL-*le Monde* », que « *le moment est venu pour la France* » de signer le traité de non-prolifération nucléaire. La dernière fois que la conférence des pays signataires s'est réunie, la France, a-t-il remarqué, « *s'était fait représenter par trois fonctionnaires du Commissariat à l'énergie atomique qu'on avait déguisés en journalistes pour aller chercher là un peu d'information.*

» *Or une dizaine, une quinzaine ou une vingtaine de pays – une quinzaine plutôt – sont près d'avoir l'armement nucléaire. Dans certains d'entre eux, on a faim, très faim, et il y a des ressources soit agricoles, soit pétrolières pas loin. Quelle tentation ! Je veux dire ici avec force que le risque de voir le traité de non-prolifération nucléaire ne servir à rien est très grave, et je crois que le moment est venu pour la France de le signer, et, à l'occasion de cette signature, de chercher, en accord avec les grands pays du tiers-monde, qui voient dans cette affaire une des formes de l'oppression des pays du Sud par ceux du Nord, d'autres orientations, une modification de ce traité, pour apporter par là une grande contribution à la paix* », a conclu M. Rocard.

[Signé le 1er juillet 1968, entré en vigueur en 1970 et ratifié à ce jour par *environ cent vingt pays*, le traité de non-prolifération nucléaire a toujours *été refusé par de Gaulle et ses successeurs* comme inégal, dans la mesure où il introduisait une discrimination entre puissances non nucléaires et nucléaires, et consolidait au sein du second groupe la supériorité des deux superpuissances. Par la suite, M. Giscard d'Estaing avait fait savoir que, sans adhérer au traité, la France en respectait les clauses : certains accords de coopération nucléaire conclus notamment par la France avec *la Corée du Sud ou le Pakistan* furent annulés ou modifiés pour ces raisons, et, en 1978, Paris a autorisé l'Agence internationale pour l'énergie atomique de Vienne à contrôler certaines de ses installations nucléaires civiles.

Le refus français d'adhérer au traité est commun à d'autres pays disposant d'armes nucléaires ou ayant la capacité théorique d'en maîtriser la technologie, notamment la Chine, Israël, l'Inde, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Argentine.]

En Espagne

DEUX BOMBES EXPLOSENT SUR DES PLAGES

Deux bombes ont explosé, mercredi 1er mai dans la soirée, sur les plages de Benidorm et de Valence (côte méditerranéenne de l'Espagne), sans faire de victime. A Benidorm, l'une des principales stations balnéaires espagnoles, un engin composé de 750 grammes de Goma 2 (l'explosif généralement utilisé par l'organisation basque ETA militaire) a explosé en face de l'hôtel Costa Blanca, propriété de la chaîne hôtelière SOL. Deux heures plus tard, à Valence, un autre engin a explosé sur une plage devant l'hôtel Sidi Saler Palace, l'un des plus importants de la ville.

(AFP.)

Au « Matin de Paris »

DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES CRITIQUENT L'ARRIVÉE DE M. MAX GALLO

Au *Matin de Paris*, où l'arrivée de M. Max Gallo à un poste important se précise, la société des rédacteurs a rencontré, mardi 30 avril, l'ancien porte-parole du gouvernement pour lui renouveler ses craintes que sa venue n'entraîne une grave déstabilisation du journal. Interrogé au micro d'Europe 1 par Jean-Pierre Elkabbach, M. Gallo – après avoir regretté que des journalistes (de l'ordre d'une trentaine) aient choisi de partir – a avancé le seul nom de Gilles Perrault, l'auteur du *Pull-over rouge*, comme futur collaborateur du *Matin*.

Le Syndicat des journalistes français CFDT, examinant l'arrivée de M. Gallo, estime qu' « *une telle décision, ainsi que les démissions qu'elle provoque ne peuvent que nuire à la crédibilité du journal, à son audience et à sa bonne santé économique* ». La CFDT juge, par ailleurs, que « *cette OPA politique constitue un nouveau mauvais coup porté à l'indépendance de l'information* ». Pour sa part, la Fédération française des sociétés de journalistes estime que la « *grave crise* » du *Matin de Paris* est due au fait qu'« *une fois de plus l'on s'est refusé à reconnaître cette évidence : une rédaction n'est pas simplement une juxtaposition de rédacteurs. C'est en elle-même une personne avec son histoire, son devenir et sa dignité* ».

Une assemblée générale de la rédaction du *Matin*, consacrée au compte rendu de la rencontre avec M. Max Gallo et de la réunion, mercredi 1er mai, du comité d'entreprise, était convoquée ce jeudi 2 mai, à 11 heures.

Le numéro du « Monde » daté 2 mai 1985 a été tiré à 428 142 exemplaires

A B C D E F G

L'ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DES CAMPS NAZIS

La vigilance est une règle de tous les instants

écrit M. Mitterrand

Les Nouveaux Cahiers, revue publiée par l'Alliance israélite universelle, ouvrent leur dernier numéro par un message que leur a adressé M. Mitterrand à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération des camps d'extermination. Le président de la République écrit :

« *L'horreur ou la honte, je ne sais ce qui l'emportait en moi ce jour de mai 1945, lorsque je suis entré dans les camps de Lanzberg (1). Seule la mort nous attendait. La neige était tombée sur le sang et la boue, images terribles ineffaçables.*

» *Jamais je n'oublierai cette vision d'un monde soudain privé de raison : toute trace d'humanité avait disparu, c'était la nuit, la nuit absolue de l'âme.*

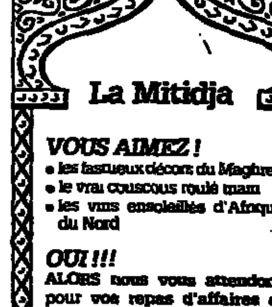
» *Une telle vision de folie vous marque à jamais. Quand on a pu voir où mènent les racismes et le fanatisme, la vigilance devient une règle de tous les instants.* »

(1) Camps satellites de Dachau où étaient regroupés des déportés juifs organisés en commandos de travail.

M. MITTERRAND : je ne suis pas Deng...

« Etes-vous le Deng Xiaoping français ? » a demandé le *Wall Street Journal* à M. Mitterrand. Le chef de l'Etat a répondu à Karen Elliott, qui lui posait cette question : *« Non, non, c'est complètement différent. Il part d'un système communiste et le libéralise. Je pars d'un système capitaliste et je le socialise. De sorte que nous avançons dans des directions opposées. Naturellement, si cela continue, nous allons nous rencontrer quelque part. Mais cela va prendre longtemps. Et Deng devra faire plus de chemin que moi. »* (Le *Wall Street Journal* du 30 avril.)





UN NUMÉRO SPÉCIAL DU *MONDE diplomatique*

La campagne contre le tiers-monde

Inefficacité, famine, corruption, violation des droits de l'homme : c'est ainsi que le tiers-monde est de plus en plus souvent présenté. Dans un dossier spécial de vingt pages, *le Monde diplomatique* décrit une réalité beaucoup plus complexe : l'accroissement de la production dans les pays sous-développés concurrence et inquiète la vieille Europe ; les grandes firmes industrielles et bancaires ne sont pas toujours étrangères aux gaspillages et aux fuites de capitaux vers les pays prospères ; les dictatures jouent un rôle bien précis dans le remodelage de la géographie économique. Des chiffres qui surprendront, des faits méconnus, des analyses qui dérouteront... Et des textes polémiques.

Dans le même numéro : que peut être l'attitude de l'Europe devant les technologies de l'espace et le projet de « guerre des étoiles » ? Comment les lasers sont déjà utilisés dans l'armement classique ? Pourquoi le cinéma présente une autre image d'un conflit nucléaire ?

★ *Le Monde diplomatique*, numéro de mai, 36 pages, 11,50 francs.

• *Pau : la chambre d'accusation remet en liberté un réfugié basque.* – La chambre d'accusation de Pau, présidée par M. Michel Svahn, a décidé, mardi 30 avril, de remettre en liberté un réfugié basque, M. Manuel Arteaga Olano, arrêté le 28 mars à Bayonne. La justice espagnole, qui a demandé son extradition, l'accuse d'avoir participé en 1983 à plusieurs attentats, dont un meurtre, revendiqués par ETA.